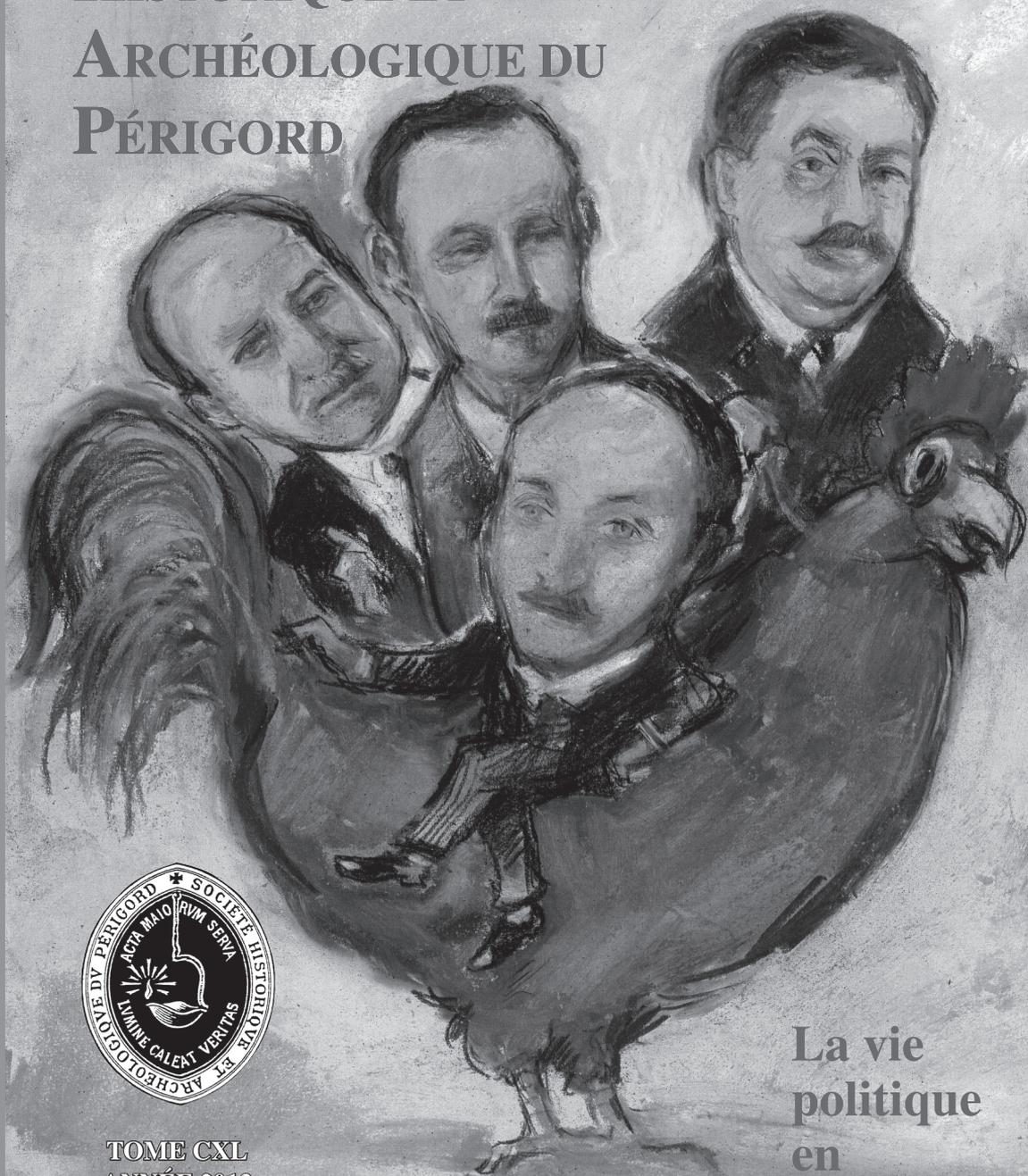


BULLETIN DE LA
SOCIÉTÉ
HISTORIQUE ET
ARCHÉOLOGIQUE DU
PÉRIGORD



TOME CXL
ANNÉE 2013
4^e LIVRAISON

La vie
politique
en
Périgord

SOMMAIRE DE LA 4^e LIVRAISON 2013

● Jacques Lagrange (1934-2013)	431
● Compte rendu de la séance	
du 7 août 2013	433
du 3 septembre 2013	437
du 2 octobre 2013	442
● Éditorial : Un peu de politique.....	449
● Programme de nos réunions. 1 ^{er} tr. 2014	450
● Du Cartel des gauches au Front populaire, Maxence Bibié, un ministre emblématique et méconnu sous la III ^e République (Jean-Michel Linfort)	451
● Un radical au cœur de la vie politique du Périgord : Georges Bonnet. 1 ^{re} partie : Servir une ambition (1919-1939) (Jacques Puyaubert)	473
● Rapport de Marcel-Edmond Naegelen à la réunion du conseil municipal de Strasbourg tenue à Périgueux le 24 avril 1940 (François Schunck)	495
● Henri Laforest (1904-1989) et les élections législatives de 1956 et 1958 (Hervé Lapouge).....	513
● Dans notre iconothèque et dans l'histoire de France : Le général Clergerie entre Gallieni et Joffre (Brigitte et Gilles Delluc)	547
● Sortie du 21 septembre 2013. Autour de Lalinde (Alain de Tessières).....	563
● Petit patrimoine rural : La fontaine Bugeaud à Excideuil (Jean Darriné et Catherine Schunck).....	567
● Notes de lecture : Douville. Le-Pont-Saint-Mamet (G. Faurie-Lajonie) ; Histoire de la Résistance en Périgord (G. Penaud) ; Le Gens d'armes d'Henri IV ou Un Périgourdin au temps des huguenots et des croquants (G. des Bourboux) ; Résistants du Périgord. 1 500 notices inédites et illustrées (J.-J. Gillot et M. Maureau) ; Disparu mais vivant. Prisonnier en Allemagne. Lettres de guerre et de captivité d'André David (1940-1945) (F. David-Paponnaud) ; Le Périgord dans la seconde guerre mondiale. Chronique des années noires du Mussidanais et de l'ouest de la Dordogne (P. Rolli) ; Lalinde (C. Bourrier) ; Vézère, Toison d'Or (P. Placet).....	571
● Courrier des chercheurs et petites nouvelles (Brigitte Delluc)	575
● Sommaire et table des illustrations du tome CXL (2013).....	579

Le présent bulletin a été tiré à 1 150 exemplaires.

Photo de couverture : Yvon Delbos, Maxence Bibié, Paul Painlevé (en haut) et Georges Bonnet (en bas). P. Painlevé dirigea le second cabinet du Cartel en 1925 où se trouvaient Y. Bonnet et G. Delbos. Il fut le chef de file politique de M. Bibié. Illustration de Jean-Michel Linfort.

Jacques Lagrange (1934-2013)

Nous venons de perdre Jacques Lagrange. Oui, nous. C'est-à-dire notre Compagnie mais aussi Périgueux et le Périgord.

Né le 25 octobre 1934 à Périgueux, il a été photographe, reporter, journaliste, élu local, mais aussi spéléologue dans le cadre du Spéléo-Club de Périgueux, puis historien et pilier de la Société historique et archéologie du Périgord, et enfin éditeur de livres régionaux.

Issu de parents périgordins, du milieu cheminot, il prépare en 1953, après des mois d'éloignement du Périgord pour raison de santé, l'École nationale de photographie et cinématographie (ENPC-Vaugirard) lorsque le journal *Sud Ouest* l'engage comme reporter photographe pour l'agence de Périgueux. C'est l'époque de René Laugère et de Christiane Moulinier, tout récemment disparue. Le Rolleiflex 6 x 6 en mains, il œuvre chaque jour (dimanches inclus) à ce poste et couvre, dans tout le département, en Vespa ou en voiture, les diverses manifestations, sportives ou non, jusqu'en 1967, date à laquelle il entre à l'ORTF (télévision Aquitaine) qu'il quittera en 1972.

Durant ces années, il rencontre Jean Secret, alors président de la SHAP, dont il devient le photographe et le collaborateur le plus proche. Très tôt, il illustre les beaux livres de ce célèbre archéologue : *Le Périgord en 300 images* et, grâce au vieux biplan *Stampe* de Bassillac, *Le Périgord à vol d'oiseau*. Il est missionné par les Beaux-Arts pour réaliser les photos de travail de l'abbé André Glory, le préhistorien de Lascaux. Avec lui, il participe à la découverte des salles ornées de la grotte de Villars par le Spéléo-Club de Périgueux en 1958 (notre photo) et assiste à la mise au jour de la célèbre lampe en grès rose exhumée dans le Puits de Lascaux le 8 juillet 1960. Il est alors un des rares professionnels à savoir photographier les gravures pariétales à l'aide d'un flash en extension déniché dans un catalogue allemand.

Entré à la Société historique et archéologique du Périgord au début des années 1950, parrainé par Jean Secret, il devient membre de son conseil d'administration. Présent et intervenant à chaque réunion mensuelle pendant un demi-siècle, il assure durant quelque vingt-cinq ans les fonctions de directeur des publications de la SHAP, dont le *Bulletin* trimestriel. Il signe dans cette revue des mémoires de recherche très documentés, notamment sur l'architecte Louis Catoire, les internés politiques du château du Sablou, Lascaux intime, le général de Gaulle et le Périgord, le couvent de la Visitation, le mur d'enceinte de Périgueux au XVIII^e siècle, les origines de la photographie à Périgueux... Un volume de *Mélanges* a été publié par la SHAP en son honneur en 2004.

Père de quatre enfants, il a créé et fait fructifier des affaires commerciales : son magasin-atelier de photographie à Périgueux (cours Montaigne puis rue Chancelier de



Jacques Lagrange lors de la découverte des peintures de Villars en 1958.

l'Hospital, rue de la Clarté ensuite puis place A. Maurois), mais aussi des établissements analogues à Limoges et à La Rochelle.

Le ministre Yves Guéna, élu maire de Périgueux, lui propose d'être le maire-adjoint chargé de la restauration du Puy-Saint-Front. Avec beaucoup de rigueur et de passion, il assure cette fonction durant dix-huit années (1971-1989), aux côtés de l'architecte en chef des Monuments historiques Yves-Marie Froidevaux.

À la même époque, il soutient son diplôme de second cycle devant l'université de Bordeaux (Institut d'Histoire) sur *La Vie quotidienne en Périgord sous le second Empire*, et fonde la société Pilote 24 édition, qui éditera une centaine de livres consacrés au Périgord.

C'est là qu'il publie de nombreux ouvrages personnels dont *Du crime d'Escoire au Salaire de la peur*, *La Vie en Périgord sous Louis Napoléon III*, *L'Histoire du chemin de fer en Périgord, 1944 en Dordogne*, et aussi *Le Partage des milliards de la Résistance et L'Épuration en Dordogne selon Doublemètre* (en collaboration avec Jean-Jacques Gillot), sans omettre de donner des chroniques ou des informations à la presse (*Sud Ouest*, *Courrier français*, *Dordogne libre*, *France Bleu Périgord*, *Aqui TV*, *FR3* et *France Culture*).

Il était l'un des mainteneurs de l'épopée d'Orélie-Antoine de Tounens, roi d'Araucanie et de Patagonie (1860-1878), originaire du Périgord et, en 2000, le journal *Sud Ouest* l'avait placé parmi les cent personnalités les plus renommées des 50 dernières années en Dordogne.

Titulaire de la Médaille d'argent de la Jeunesse et des Sports (1973), il était commandeur de l'ordre national du Mérite (2000) et figurait au *Who's who in the world* depuis 1998.

Tout cela malgré un handicap moteur allant croissant jusqu'à une invalidité physique totale qui montrera à tous combien cet homme discret était d'un immense courage.

Il a beaucoup compté pour nombre d'entre nous et nous le pleurerons ensemble.

G. D.

Comptes rendus des réunions mensuelles

SÉANCE DU MERCREDI 7 AOÛT 2013

Président : Gérard Fayolle, président.

Présents : 98. Excusés : 3.

Le compte rendu de la précédente réunion mensuelle est adopté.

NÉCROLOGIE

- Marie-Roger Séronie-Vivien

Le président présente les condoléances de la SHAP.

ENTRÉES DANS LA BIBLIOTHÈQUE

Entrées de livres

- Subrenat (Jean-Pierre), 2013. *Lisle, notre village en images*, Lisle, éd. Association Vivre à Lisle (don de l'association)

- Serre (Pascal), 2013. *Faits divers. La parabole du publiciste et du hamster*, Chancelade, éd. Guillemets

- Lamaze (Édouard de), 1944. *Bugeaud*, Lyon, éd. H. Lardanchet

- Halévy (Daniel), 1978. *Visites aux paysans du centre*, éd. Le livre de poche (collection Pluriel)

- Ignace (Jean-Claude), 2013. *Le bullaire périgourdin. Recueil des actes pontificaux antérieurs à 1198 concernant l'ancien diocèse de Périgueux*, Périgueux, éd. Archives départementales de la Dordogne, 5^e titre de la collection « Archives en Dordogne. Études et documents » (don de l'éditeur).

Entrées de brochures, tirés-à-part et documents

- Mandon (Guy), notes pour sa conférence sur « 1789 en Dordogne » à la réunion mensuelle du 3 juillet 2013

- Bloy (Léon), un lot de 7 lettres à sa femme et à ses filles, écrites de Dordogne en août 1910 (acquises grâce à un don de M. Brout)

- *Monographies des communes du canton de La Force. Pour servir à l'enseignement de l'Histoire et de la Géographie* dressées sous la direction de M. Maysou, inspecteur primaire à propos des conférences pédagogiques de 1912, La Force, éd. ARAH, 1913

- Poumiès de La Siboutie (Dr), 1855. *Les moments perdus. Opuscule*, Paris, Imprimerie de Cosse et J. Dumaine, photocopie.

COMMUNICATIONS

Le président annonce le décès de Marie-Roger Séronie-Vivien, membre de notre compagnie depuis longtemps. Gilles Delluc, qui le connaissait depuis des décennies, lui rend hommage : ce géologue et préhistorien bordelais, ancien spéléologue, était un grand spécialiste des confins du Paléolithique moyen et du Paléolithique supérieur et son nom est attaché aux fouilles des gisements lotois du Piage et de l'abri Pégourié.

Le président indique que les photographies des excursions dans la Double et en Sicile sont disponibles sur notre site Internet. Il remercie notre collègue, M. Gouny, pour son travail dans notre jardin : il a débarrassé nos murs du lierre envahissant qui les menaçait. Il invite nos sociétaires à visiter l'exposition de peintures, sculptures et photographies, actuellement ouverte chez nos voisins, au 16, rue du Plantier. Il présente à l'élection 9 nouveaux membres, retenus lors de notre dernier conseil d'administration : ils sont élus à l'unanimité. Il remercie M. Barbe, de Monestier, pour le don qu'il nous fait d'une importante collection d'encyclopédies. Les programmes des manifestations à venir sont disponibles sur le bureau, en particulier la commémoration du millénaire de l'église de Saint-Astier : elle aura lieu le 11 août en présence des autorités ecclésiastiques et un arbre du millénaire sera planté. La deuxième livraison de notre *Bulletin* a célébré cet événement avec plusieurs articles historiques et archéologiques.

Thérèse Ronot signale qu'une équipe d'archéologues du Conseil général réalise actuellement une fouille archéologique préventive importante sur la future déviation de Mussidan aux Chauzeys (fin du Paléolithique moyen - début du Paléolithique supérieur). La visite du chantier est possible, en particulier le 14 septembre pour les Journées du Patrimoine et le 9 octobre pour la Fête de la Science (tél. au musée André Voulgre : 05 53 81 23 55). Elle signale aussi que le site des Bessinaudes, fouillé dans les mêmes conditions, est visitable sur rendez-vous pris au même endroit.

Le Dr Gilles Delluc s'est intéressé à une histoire qui a marqué son enfance chez ses grands-parents, celle d'*un esprit frappeur qui a tourmenté le couvent de Cadouin en 1940*. En 1965, le journaliste Guy Desdemaines-Hugon était venu l'interroger à ce sujet et il avait pu lui fournir quelques informations sur une histoire qu'il avait vécue par personne interposée : il avait six ans en 1940 et son grand-père, faisant alors fonction de maire, avait été appelé en consultation comme tous les hommes de la commune. D'où un article dans le journal *Sud Ouest*, le 21 février 1965, avec un dessin montrant la jeune Jeannette entourée d'objets volants et de meubles baladeurs. La lecture d'un long récit dactylographié sur cet événement dans nos archives et du même texte corrigé par la mère supérieure dans les Archives diocésaines ont conduit l'intervenant à chercher à en savoir plus. C'est ainsi qu'il est remonté jusqu'à une bande magnétique, enregistrée en 1966, à la maison de retraite des Filles de la Charité par l'abbé Pommarède, alors curé de Château-l'Évêque, à un article publié en 1951 dans une revue de médecine légale et de criminologie par le Dr L. Christiaens et au journal de ce médecin paru dans le bulletin de la Société d'art et d'histoire de Sarlat et du Périgord Noir. Ces documents rendent compte d'une enquête effectuée par ce dernier au début de 1942 sur des faits singuliers survenus en octobre 1940, pour lesquels il demeurait hésitant et ne donnait pas de conclusion scientifique. Voici l'histoire : au départ, deux dames de l'hospice de Cadouin, adeptes de spiritisme, se querellent. Les Filles de la Charité, qui s'occupent de l'hospice, essaient de calmer le jeu. Mais une jeune servante, la jeune Jeannette, se trouve mêlée à l'histoire qui prend des proportions importantes : des bruits se font entendre dans la chambre de la jeune fille, les objets volent, les sommiers grincent, les vitres se brisent, l'électricité s'affole, la jeune fille est giflée... À Capelou, les chaises tombent en désordre ; dans la gare du Buisson, les vélos s'effondrent tous en même temps. Nous sommes à une époque inquiète où des prophéties circulent : en particulier, celles de sainte Odile et celles de Nostradamus. La mère Granier, supérieure du couvent, une femme solide, dialogue avec l'esprit frappeur et fait appel au curé de Cadouin et surtout à M^{gr} Louis, évêque de Périgueux, qui récuse une possession démoniaque et conseille de se séparer de la jeune fille. Et tout rentre dans l'ordre. La mère Granier demeure troublée : elle pense que Jeannette était devenue le médium d'un esprit. Elle fait appel quelques mois plus tard à un médecin, le Dr Christiaens, chef de clinique de la faculté de Lille, réfugié en Dordogne, futur professeur de pédiatrie, qui effectue une enquête minutieuse, où tous ces faits étranges sont relatés presque jour par jour. Ce Dr Louis Christiaens (1911-1965) est lui aussi un personnage extraordinaire : grand chrétien, résistant, chef local du réseau *Combat*, très lié à Edmond Michelet. Contraint de retourner à Lille, il est remplacé à la tête de *Combat* par le Dr Victor Nessmann (1900-1944), dont on connaît la fin tragique (*Art et histoire en Périgord Noir*, 2001, n° 85). L'intervenant indique qu'il a soumis ce dossier à un psychiatre et à un psychanalyste, qui concluent, comme on le

fait aujourd'hui, que l'auteur des faits est la jeune fille, malheureuse et mal considérée par son entourage. Pour terminer, en souriant, l'intervenant fait entendre une célèbre chanson des frères Jacques : « La queue du chat ».

Christian Mouyen, titulaire du grand orgue de Saint-Front, présente ensuite *Le patrimoine organistique de Périgueux*. Cette ville est particulièrement riche en ce domaine. La cathédrale Saint-Front possède un orgue dès 1550. En 1733, Martin Carouge construit un grand buffet d'orgue baroque, qui fonctionnera jusqu'au milieu du XIX^e siècle. À la demande de l'organiste de Saint-Front, en 1873, il est démonté pour être transporté à la Cité. Il sera remplacé par un orgue plus évolué, avec un clavier permettant de jouer toutes sortes de musiques. Ce dernier a été acheté à Paris, en pièces détachées, en 1869. Son installation est interrompue par la guerre de 1870. Elle ne sera jamais terminée. En particulier, le buffet ne sera jamais construit : la mécanique et les tuyaux d'orgue restent à l'air libre. Malgré un entretien minutieux par les organistes de Périgueux et par les élèves de l'école organistique, les tuyaux se dégradent petit à petit et s'affaissent. Aux environs de 1980, une grosse fuite se produit et l'orgue devient muet. Après restauration à Carpentras, il revient en 1998, remonté, amélioré. Le moindre détail est admirable. Un buffet en chêne est enfin construit. C'est un des plus beaux instruments de France avec celui de la Cité. Pendant ce temps-là, ce dernier a été plusieurs fois transformé, avec extensions de sonorités. Il faut citer aussi l'orgue de l'église Saint-Martin, qui a été inauguré par Bernard Gavoty en 1933 mais qui a été mal entretenu, et celui de Saint-Georges, qui fonctionne très bien, sous la conduite d'un élève de Francis Chapelet, célèbre organiste qui a inauguré le nouvel orgue de Vauclair en septembre 2012.

Jean Boisserie, dinandier-orfèvre de Cublac en Corrèze (son atelier est à 900 m du centre de Terrasson-Lavilledieu), est passionné d'archéo-métallurgie. C'est ainsi qu'il a réalisé la reproduction du plus beau des 7 carnyx (trompettes en bronze de l'âge du Fer, exceptionnellement bien conservées) du trésor de Tintignac à Naves (Corrèze) et de la *cloche mérovingienne de Lavilledieu*, objet de sa présente communication, illustrée par de nombreuses photographies. Cette cloche, la plus belle des 3 cloches mérovingiennes connues en Europe, avait fait l'objet d'une description succincte avec 4 photographies dans *L'exploration campanaire du Périgord* de H. Brugière et J. Berthélé (p. 424 et 425), publié par la SHAP en 1907. Pour pouvoir en fabriquer la copie, à la demande de la municipalité de Terrasson, M. Boisserie a commencé par en faire une étude archéologique très précise : la cloche de Lavilledieu est faite de deux coquilles ovales assemblées (42 cm sur 38 cm et 48 cm de haut), en fer pur, soudées à la forge. Elle porte, dans sa partie supérieure, deux orifices oblongs verticaux qui devaient servir à fixer les étriers de suspension. Deux autres orifices circulaires ont pu servir à fixer des battants auxiliaires. Le

battant principal avait été soudé à la forge à partir de deux baguettes. Dans le clocher de Lavilledieu, la cloche était suspendue par des étriers anciens (sauf 2 datant de moins d'un siècle) sur des bois qui avaient été modifiés plusieurs fois au cours des siècles. Il est possible aussi qu'elle ait été enfouie pendant un certain temps car elle porte une concrétion calcaire. Elle est aujourd'hui remplacée par la copie minutieusement reconstituée par M. Boisserie, à partir de tôles de fer garanti pur, découpées et façonnées avec un marteau à « boule » de 10 kilos tenu à deux mains, puis soudées à la forge. À la surprise de M. Boisserie, contrairement à l'original qui ne produit plus aucun son car l'état de surface est mauvais, sa copie, mise en place à Pâques 2012, produit un son parfaitement clair et prolongé. Le palonnier de bois qui supporte la cloche a été pris dans un tronc de robinier de 80 cm de diamètre, choisi pour ses qualités de résistance. Les bagues des extrémités et les anneaux des étriers ont été soudés à la forge. L'original est conservé dans la maison du Patrimoine de Terrasson (le texte complet de l'intervenant, paru dans *Le Compagnonnage*, est déposé à la bibliothèque).

Vu le président
Gérard Fayolle

La secrétaire générale
Brigitte Delluc

SÉANCE DU MERCREDI 3 SEPTEMBRE 2013

Président : Gérard Fayolle, président.

Présents : 98.

Le compte rendu de la précédente réunion mensuelle est adopté.

ENTRÉES DANS LA BIBLIOTHÈQUE

Entrées de livres

- Giraud Taylor (Lisa), 2013. *Liverpool Connexion*, Trinôme Édition (don de l'auteur), roman d'anticipation se passant en partie en Périgord
- Piazzzi (A.), s. d. *Daumesnil (la jambe de bois)*, Paris, éd. Picard et Kaan (Bibliothèque d'éducation nationale), livre de prix en 1890
- Jarrige (J.-M.), Coudon (J.), Santos-Dusser (J.), Souquet (B.), 2013. *Daglan, mon village*, Périgueux, éd. Arka (don des auteurs)
- Lasserre (Michel), 2013. *Train de vie en Périgord. De Niversac à Villefranche-du-Périgord : 1863-2013*, Sarlat, éd. Annet (don de l'auteur)

- Mazars (Pierre) pour le texte, Bordes (Alain) pour les photographies, 1981. *Périgord sur Dordogne*, Paris, éd. Chêne / Hachette
- Guillery (Catherine), 2013. *Camille Katelov (roman)*, Pomport, éd. Cyrano (don de l'éditeur).

Entrées de brochures, tirés-à-part et documents

- Pinson (Pierre), 2013. « Notice biographique rédigée à l'occasion de la remise de la médaille des Justes à sa famille le 26 août 2013 à Prigonrieux »
- Boisserie (Jean), s. d. « Reproduction d'une cloche mérovingienne [Lavilledieu] », *Le Compagnonnage* (photocopie)
- Brou de Laurière (Patrick de), 2010. « *In memoriam* », livret de la cérémonie d'obsèques à la cathédrale Saint-Front le 17 juin 2010 (don d'Alain Ledu).

REVUE DE PRESSE

- *Le Journal du Périgord*, n° 205, 2013 : Notes sur les sites préhistoriques de Rouffignac (famille Plassard), Cro-Magnon, La Madeleine et Commarque
- *Chroniques nontronnaises*, n° 28, 2012 : « Le vin de Rossignol et des environs » (M. Vergnaud) ; « Teyjat : présence du passé » (J.-M. Warembourg) ; « La Vierge dorée de l'église de Bussière-Badil » (M. Pauthier)
- *Église en Périgord*, n° 14, 2013 : « Une nouvelle relique accueillie à la cathédrale : bienheureux Charles de Habsbourg, de Vienne à Périgueux »
- *GRHiN*, CR 433, 2013 : « Petits lavoirs et grandes lessives en Périgord » (J.-P. Charbonneau)
- *Annales du Midi*, t. 94, n° 159, 1982 : « Évêques et société en Périgord du X^e au milieu du XII^e siècle » (M. Laharie)
- *Le Festin*, n° 86, 2013 : « Vesunna, une décennie gallo-romaine » (H. Brunaux), avec de nombreuses et belles illustrations photographiques.

COMMUNICATIONS

Le président salue les nouveaux membres présents : M^{me} Fauconnier et M. Rivolier. Il annonce que notre bibliothèque vient de s'enrichir de deux dons importants et il remercie très vivement les donateurs : la Société d'horticulture de Périgueux, qui a souhaité que sa bibliothèque puisse ainsi être consultée par les chercheurs intéressés, et M^{me} Colette Poirier qui nous offre une édition précieuse des *Chroniques* de Froissart et une *Histoire de France* de Victor Duruy. Il donne quelques informations pour la sortie du 21 septembre à Pézuls, Mauzac-et-Grand-Castang et Lalinde. Mélanie Lebeaux, qui nous a fidèlement tenus au courant de l'avancement de son travail universitaire, soutiendra sa thèse de doctorat le 25 septembre à Toulouse sur « L'architecture dans le

comté de Périgord à la Renaissance (fin XV^e-début XVII^e siècles). Évolutions, influences et acteurs ». Les Rencontres d'archéologie et d'histoire en Périgord se tiendront du 27 au 29 septembre à Périgueux sur le thème « Châteaux, cuisine et dépendances ». La Société française d'étude des souterrains tiendra son 36^e congrès à Ribérac du 5 au 7 octobre 2013, avec les visites des souterrains de la région de La Tour-Blanche, Mareuil, Brantôme et Ribérac. La SHAP participe aux Journées du Patrimoine le samedi 14 septembre après-midi et le dimanche 15 toute la journée : nous présenterons une partie de la belle bibliothèque de la Société d'horticulture et un montage sur les monuments historiques de la Dordogne. B. et G. Delluc feront une conférence sur « Le sexe au temps des Cro-Magnons » le 10 septembre au Mas d'Azil et une autre sur « Les squelettes de Cro-Magnon, datation et pathologie » le 20 septembre à Saint-Germain-et-Mons. Les frères de Saint-Gabriel lancent un appel à dons pour la restauration de la chapelle de la Peyrouse à Saint-Félix-de-Villadeix : en effet, cette petite chapelle, construite à la fin du XIX^e siècle, sur le modèle de Saint-Front, menace ruine. Gilles Delluc signale aussi à la Peyrouse un petit monument, unique en son genre : une colonne qui célèbre le retour des prisonniers de la guerre 1939-1945.

Gilles Delluc (avec la collaboration de Brigitte Delluc) présente *le polissoir néolithique des Justices* (Mauzens-Miremont), avec de belles photographies explicites. Léo Testut avait dressé un premier inventaire de 7 polissoirs. Aujourd'hui, on en compte plusieurs dizaines en Dordogne. Celui des Justices a été découvert le 13 août 1965 au cours d'une prospection spéléologique par B. et G. Delluc, J. Lagrange et B. Pierret. Il tire son nom de sa position élevée en face du château de Miremont, où devaient s'élever des bois de justice. Il conserve 11 plages de polissage et 4 rainures particulièrement bien conservées. En Dordogne, c'est le seul polissoir classé parmi les MH. Il avait donné lieu seulement à de courtes notes d'annonce. C'est la raison pour laquelle les intervenants ont repris ce dossier avec la collaboration de leur collègue et ami, le géologue Gérard Delorme. Les travaux technologiques d'André Leroi-Gourhan permettent de comprendre le rôle du sable et de l'eau indispensable pour polir les haches de silex.

Une personne demande si ces haches polies ont vraiment servi car les haches non polies pouvaient peut-être faire le même usage avec moins d'effort. G. Delluc indique que certaines ont certainement été utilisées car elles portent des traces d'usage et qu'on en a retrouvées emmanchées. De très petites n'avaient sans doute qu'une valeur symbolique. Il indique que plusieurs polissoirs de Dordogne, surtout les plus petits, ont été déplacés. Ainsi, l'un d'eux, découvert par A. Glory à Festalemps, a été apporté au Musée d'art et d'histoire de Périgueux au milieu du XX^e siècle.

Pierre Besse présente *le site Internet de la SHAP et ses nouveautés*. Il rappelle qu'une première tentative de site Internet avait été mise au point il y a plus de 10 ans par Sébastien Pommier. Les moyens mis en jeu aujourd'hui n'ont plus rien à voir. Ils ont permis à l'intervenant de créer un site d'une grande souplesse, en perpétuelle évolution, régulièrement consulté par 200 à 300 personnes par jour. Pour la SHAP, il a un rôle de vitrine, un rôle de liaison à l'intérieur de la Société, il constitue une remarquable base de données et permet de joindre instantanément les membres ayant fourni leur adresse Internet (680 aujourd'hui). Avec de nombreux exemples, l'intervenant montre comment entrer dans les différentes rubriques, comment connaître les activités de la Société, en particulier le programme de la prochaine réunion mensuelle, comment chercher une référence dans la *Bibliothèque*, dans *La Mémoire du Périgord*, dans le catalogue des périodiques, comment chercher une illustration dans l'*Iconothèque* (rubrique en cours de mise au point, qui permet de rendre accessible un fonds riche de plusieurs milliers de documents, tout en les préservant de la manipulation, les images étant protégées par un copyright et par une très faible définition du fichier), et bien d'autres informations qui seront détaillées dans une publication prochaine dans notre *Bulletin*. L'outil « Rechercher » est un outil magique qui permet de rechercher un mot ou une portion de mot partout dans le site. La rubrique la plus consultée est *La Mémoire du Périgord*. Pierre Besse aimerait trouver des collaborateurs pour l'enrichissement de notre site. Il demande qu'on lui indique des sites intéressants à signaler, comme par exemple le site « Guyenne ».

Gilles Delluc fait un rappel historique de cette *Mémoire du Périgord*. En 1987, paraissait un gros ouvrage en 2 volumes. Cet instrument de recherche était le fruit du travail des membres de notre Société depuis 1874. Devant l'ampleur du travail nécessaire pour fusionner toutes les tables analytiques, il avait décidé, avec Dominique Audrerie, alors secrétaire général, de réaliser l'impression à l'identique des index analytiques fournis régulièrement, année par année ou par groupe d'années, dans notre *Bulletin* pour la période 1874-1984. La période 1964-1984 avait dû donner lieu à un rude travail collectif de rattrapage. La préface qui introduit cet ouvrage rappelle les noms d'une vingtaine d'auteurs de ces index. En 1997, paraissait un nouvel index analytique pour les années 1985-1994, d'après Jacques Lagrange, Jeannine Rousset et Marie-Pierre Mazeau-Thomas. Cette année-là, une première informatisation de *La Mémoire du Périgord* était réalisée par Roland Nespoulet : il s'agissait encore d'une simple copie à l'identique des index analytiques publiés ; elle était consultable sur l'ordinateur de notre bibliothèque. Jusqu'en 2008, l'index analytique de l'année a été établi par le directeur des publications (Jacques Lagrange puis Marie-Pierre Mazeau-Janot), avec l'aide d'un certain nombre de membres de notre Société, et fourni sous forme d'une brochure séparée prenant place à la fin de la 4^e livraison du *Bulletin*. Depuis lors, c'est Sophie Bridoux-Pradeau qui assure pratiquement seule la rédaction de nos index analytiques annuels.

Pendant des années, les chercheurs ont regretté de ne pas disposer d'une table analytique unique. C'est fait ! Notre site Internet permet aujourd'hui de la remplacer : un simple appui sur le bouton « Rechercher » permet de trouver partout dans notre base de données les références à l'objet de la recherche (plus de 50 000 pages de publications inédites dont une grande partie est disponible sur le site *Gallica* (tous les bulletins antérieurs à 1937). Entre 1998 et 2000, Sophie Bridoux-Pradeau a enregistré les index analytiques depuis 1874 sous forme informatique, tout en participant à la constitution des index annuels et à leur enregistrement. Cet enregistrement figure sur notre site et permet une exploration de toutes les livraisons du *BSHAP* grâce au bouton « Rechercher ».

Thierry Baritaud poursuit sa présentation de juin dernier, en commémoration de la loi sur les Monuments historiques de 1913, et parle aujourd'hui de *Naissance et avenir des monuments historiques en Périgord*. Il fait l'historique des mesures prises par l'État pour assurer la conservation du patrimoine. Dès 1794, l'abbé Grégoire avait fait un rapport sur la nécessité de conserver les monuments historiques. En 1830, Wlgrin de Taillefer établit les premières listes. Il achète la tour de Vésone pour l'offrir à la ville de Périgueux et crée le premier musée lapidaire, futur musée d'art et d'archéologie du Périgord. En 1837, l'abbé Audierne est nommé responsable départemental : il s'intéresse beaucoup aux petits monuments (Merlande). En 1840, se réunit à Paris la Commission des monuments historiques : elle classe 930 monuments dont 15 en Dordogne (sur les 50 listés par Audierne). Th. Baritaud évoque ensuite le travail d'Eugène Viollet-le-Duc, premier architecte diocésain de la Dordogne avant qu'il ne soit nommé à Paris, en particulier sur le chantier de la cathédrale Saint-Front, repris par Abadie. En 1870, 70 monuments étaient classés. Malheureusement en 1887, tous les grands châteaux qui avaient été classés ont été déclassés à la demande de leurs propriétaires : c'est la raison pour laquelle, faute de subventions, ils ont été mal entretenus. En 1900, le patrimoine préhistorique commence à être pris en compte : 10 dolmens sont classés en Dordogne à la demande de Gabriel de Mortillet. En 1900, la grotte ornée de Pair-non-Pair (Gironde) est classée pour la protéger des carriers. En 1902, les grottes ornées de Font-de-Gaume et des Combarelles sont classées dès leur découverte. En 1913, l'abri du Poisson est classé à la demande de Denis Peyrony pour empêcher le propriétaire de vendre le poisson sculpté sur sa voûte au musée archéologique de Berlin. Beaucoup de monuments non classés ont été détruits : on vendait les monuments qui étaient déménagés pierre par pierre. À partir de 1913, des aides financières sont données aux propriétaires pour les inciter à restaurer. C'est ainsi que l'abri sculpté de Cap Blanc a été protégé par un mur de façade peu après la découverte des sculptures rupestres. En 2013, la Dordogne compte 923 monuments classés ou inscrits. On s'intéresse non seulement au monument lui-même mais aussi à son environnement. Aujourd'hui, la loi des 500 mètres est adaptée au site lui-

même (périmètre de protection adapté) : la grotte ornée de Cussac découverte en 2000 a été classée ainsi que tout le massif dans lequel elle est creusée. Le patrimoine évolue en permanence. C'est ainsi que la collection d'objets scientifiques du lycée Bertran de Born a été classée MH en 2008, à la demande de Francis Gires.

Pour répondre à une question, l'intervenant indique que les sociétés savantes d'archéologie sont toujours écoutées attentivement par les préfets.

Vu le président
Gérard Fayolle

La secrétaire générale
Brigitte Delluc

SÉANCE DU MERCREDI 2 OCTOBRE 2013

Président : Gérard Fayolle, président.

Présents : 95.

Le compte rendu de la précédente réunion mensuelle est adopté.

NÉCROLOGIE

- Christian Magnac

Le président présente les condoléances de la SHAP.

FÉLICITATIONS

- Mélanie Lebeaux pour sa thèse de doctorat, brillamment soutenue à Toulouse le 25 septembre 2013, avec la mention très honorable (*L'architecture dans le comté de Périgord à la Renaissance, fin XV^e- début XVII^e siècles*)

- Guy Penaud et le majoral Jean-Claude Dugros pour leur élection à l'Académie des lettres et des arts du Périgord

- Gontran des Bourboux pour son prix de l'Académie des lettres et des arts du Périgord

ENTRÉES DANS LA BIBLIOTHÈQUE

Entrées de livres

- *Les Chroniques de Jehan Froissart*, exemplaire relié sans date d'édition conservée (XIX^e siècle ?), 832 pages, avec un résumé chronologique

des extraits choisis dans *Les Chroniques de Jehan Froissart* et une table des gravures (11 planches de chromolithographie, 2 cartes et environ 300 gravures) (don de Colette Poirier)

- Duruy (Victor), 1892. *Histoire de France depuis l'invasion des barbares dans la Gaule romaine jusqu'à nos jours*, Paris, Librairie Hachette et c^{ie} (don de Colette Poirier)

- Lafond-Grellety (Jacques), 2013. *Châteaux et manoirs en Montravel et Gursonnais*, éd. Lulu.com (don de Chantal Lafond-Grellety)

- Vesunna site-musée gallo-romain, 2013. *Quoi de neuf chez les Pétrucos ? Dix ans d'archéologie en Périgord gallo-romain*, Périgueux, éd. Fanlac (don de l'éditeur)

- Éditions Fanlac, 2013. *70 ans d'édition Fanlac 1943-2013*, Périgueux, éd. Fanlac (don de l'éditeur)

- Linfort (Jean-Michel), 2013. *L'âme du hameau. Le Périgord des fermes, un regard artistique*, Périgueux, IFIE éditions Périgord (don de l'auteur)

- Bécheau (Anne), 2013. *Se souvenir de Sarlat. 150 ans de restauration*, La Crèche, Geste éditions (don de l'éditeur).

Entrées de brochures, tirés-à-part et documents

- Association Sem, 2013. *Tourny-Noël I*, dessins de Sem parus dans la revue *Tourny-Noël* de 1895 à 1897, réédités sous forme de planches pour les membres de l'association Sem, exemplaire n° 71/100

- Faurie-Lajonie (Ghislaine), 2013. *Douville. Le Pont-Saint-Mamet*, édition à compte d'auteur (don de l'auteur)

- *Livre de raison Jehan de Raffailac (1626-1671). Badefols-d'Ans (Dordogne)*, fichier PDF/Word sur CD Rom (don de Philippe Lalet)

- *Mémento de Guy de Larigaudie, chef scout routier (1908-1940)*, avec une lettre du 11 mai 1940, jour de sa mort à Musson (Belgique)

- Un lot de 12 livraisons récentes de notre *Bulletin* (don d'un membre).

REVUE DE PRESSE

- *Art et histoire en Périgord Noir*, n° 134, 2013 : « Des maîtres de forges : la famille de Laulanié (de 1611 à 1850) » (D. Bougrat) ; « Autour d'un portrait de François II de Salignac de La Mothe-Fénelon, évêque de Sarlat (1659-1688) » (C. Lacombe et J. Valette (+)) ; « Au domaine de Lafaye sur les traces du général Bugeaud et d'Élisabeth Jouffre de Lafaye » (J.-P. Socard)

- *Hautefort, notre Patrimoine*, n° 37, 2013 : « Naissance, une ville à la campagne (suite et fin) » (général C. Boisson)

- *Le Festin*, n° 87, 2013 : « Bergerac, des vins et des pierres » (H. Brunaux)

- *Cercle d'histoire et de généalogie du Périgord*, n° 106, 2013 : « Les soldats de Napoléon III » (la rédaction) ; familles et terroirs, en particulier « Capitaine Jean Malafaye » (La Pierre Angulaire), « Pierre Magne, ministre (1806-1879) » (L. Duclaud) et « Sur les pas de Pierre Magne à Périgueux » (M. Balout)

- *GRHiN*, CR 434, 2013 : « Maurice Albe, graveur du Périgord éternel » (D. Lavigne), extrait du *Journal du Périgord*, n° 4, 1990

- *Journal du Périgord*, n° 206, 2013 : « Archéologie : La dame de Montagnier, une dévote du culte d'Isis en territoire pétrucore au début du II^e siècle après J.-C. » (C. Chevillot).

COMMUNICATIONS

Le président salue le Dr Raoul Bélanger, qui vient d'être élu membre de notre compagnie et qui est présent aujourd'hui. Il félicite Brigitte Delluc toujours fidèle au poste, malgré une fracture de jambe récente. Il remercie Jean-Michel Linfort qui vient de nous offrir un tableau et Jean Gouny qui continue à nettoyer notre jardin. Il annonce ou rappelle les nombreuses manifestations de ce mois d'octobre, en particulier une conférence de J.-M. Linfort le 2 octobre à la galerie L'Essentiel, le congrès de la Société française des souterrains à Ribérac du 5 au 8 octobre et le congrès de la Fédération historique du Sud-Ouest à Sainte-Foy-la-Grande les 12 et 13 octobre.

Quatre étudiantes de l'IUT Tourisme de Périgueux nous invitent à participer aux X^e Rencontres patrimoniales de Périgueux, sous la direction de Me Dominique Audrerie, les 24 et 25 octobre. Le jeudi après-midi aura lieu une visite de Périgueux, avec, à 17h30 dans la cour de notre compagnie, une démonstration de jeux d'armes. Le jeudi matin et le vendredi après-midi auront lieu des conférences, en particulier par D. Audrerie, T. Baritaud, A. Boituzat, F. Costantini, G. Fayolle et A. de La Ville.

Le 21 décembre 2012, une interprétation du calendrier maya a fait craindre la fin du monde. Gilles Delluc évoque une autre de ces peurs collectives : **La comète de 1910 a-t-elle frôlé le Nontronnais ?** Régulièrement, cette comète de Halley s'approche de la terre et elle terrorise les foules depuis la plus haute antiquité. Elle frôle la terre tous les 75 ans environ. Elle a été brodée sur la tapisserie de Bayeux. En travaillant dans la région de la grotte ornée magdalénienne de la Font-Bargeix (Champeaux-et-la-Chapelle-Pommier), avec Francis Guichard, il a visité la belle carrière souterraine du ruisseau des Nouailles, toute proche. Au début du XX^e siècle, cette carrière calcaire appartenait à G. Moreau, demeurant à Puybereau (Saint-Martial-de-Valette), comme on peut le lire sur son tampon imprimé à plusieurs reprises sur les parois, à côté de nombreux dessins et de nombreux graffiti rupestres écrits par le maître des lieux lui-même, avec une orthographe très fantaisiste. L'un

d'eux témoigne de son souci de respecter le repos dominical ou bien seulement de lutter contre le vol : « Ceux qui se feront prendre à toucher n'importe quel outil le dimanche seront rigoureusement poursuivis ». Mais le graffiti le plus étonnant montre, d'une part, que la renommée de la comète de Halley s'étendait jusqu'au plus profond de la campagne périgordine et, d'autre part, que cet homme ne manquait pas d'humour : « La Comète. Le 18 mai 1910 cette vaguabonde Devez tout à néantir heureux pour Nous que Dieu nous donna la température de pluie ce qui luit noya la queue qui devet nous tous empoisonés. G. Moreau ». À l'époque, les caricaturistes s'en sont donnés à cœur joie, avant et après la date fatidique : un dessin légendé *La comète de Halley (18 mai 1910). Chrétiens ! Voici la fin du monde* montre une foule sens dessus dessous, avec le Sacré-Cœur en cours de construction, le clocher entouré d'échafaudages, sur le modèle de la cathédrale Saint-Front. Déjà Molière faisait dire à Trissotin dans *Les Femmes savantes* : « Nous l'avons en dormant, Madame, échappé belle. / Un monde près de nous a passé tout du long. »

Georges Cornuet nous donne des nouvelles de son **gisement acheuléen du Petit Moulin à Saint-Astier**. En janvier 2009, il découvrait les premiers bifaces de ce site exceptionnel. Il vient nous présenter ses dernières découvertes. Il s'agit de 3 bifaces soulevés par les sangliers et dégagés par la pluie : un très gros biface de 890 g, conservant le cortex sur la moitié de sa surface ; un autre de 410 g et un troisième en calcédoine. Le préhistorien Alain Turq est déjà venu quatre fois et il doit revenir la semaine prochaine pour faire des sondages. Les résultats de l'étude de M. Turq sont attendus avec impatience et nous comptons sur M. Cornuet pour venir nous les exposer.

Guy Penaud présente rapidement deux ouvrages dont il est l'auteur et qui viennent d'être publiés par les éditions Geste Éditions : *La petite histoire du Périgord* et *La petite histoire de Périgueux*. Il en fait don à notre compagnie. Comme il vient de sortir aux éditions L'Harmattan le **Dictionnaire des députés de la Dordogne de 1789 à nos jours**, il évoque quelques députés du Périgord dont le destin sort de l'ordinaire : « deux ecclésiastiques tout d'abord élus lors de la Révolution, Guillaume Delfaud, béatifié par le pape Pie XI en 1926, et Pierre Pontard, évêque constitutionnel, qui prit épouse, puis Nicolas Armand de Bacharetie de Beaupuy dont deux communes, celle de sa naissance (Mussidan) et celle de sa mort (Saint-Géry), se disputèrent la dépouille mortelle. L'intervenant évoque ensuite Gabriel Bouquier qui composa un quatrain pour mettre au bas du tableau de son ami, le peintre David, *Marat assassiné*, Louis Marie de Belleyme qui, comme préfet, créa le corps des gardiens de la paix et, comme magistrat, l'institution du juge des référés. Après Alexandre Dupont de Bosredon, auteur du *Manuel du Trufficulteur*, Thomas Robert Bugeaud de La Piconnerie, Pierre Chilhaud de La Rigaudie et Clément

Clament, il évoque Léger Combret de Marcillac, maire de Périgueux, conseiller général, député puis préfet qui mourut dans une misère presque totale à Ixelles (Belgique), Clément Dulac, propriétaire du château de Chabans à Saint-Léon-sur-Vézère, proscrit en 1852, qui participa avec Victor Hugo à des séances de spiritisme à Jersey, Gaston Simounet qui épousa à 55 ans une jeune femme de 19 ans, ex-Miss France. Pour le milieu du XX^e siècle, il cite Paul Loubradou, artiste peintre et élu député communiste à Bergerac, Camille Bedin, l'un des 80 parlementaires français ayant refusé la confiance au maréchal Pétain en 1940 puis déporté ou Firmin Émile Michel Diéras qui cacha, dans l'un de ses cuiviers, 375 millions provenant des sacs de billets de la Banque de France dérobés par les maquisards à Neuvic en juillet 1944. Quelques députés furent aussi mêlés à des faits divers sanglants : Jean Baptiste Chavoix qui tua, en 1850, lors d'un célèbre duel, le journaliste Auguste Dupont ou Jean-Jacques Ponterrie-Escot qui châtia sévèrement un séducteur désargenté de sa fille. Outre des parlementaires sportifs (Michel Dasseux, ceinture noire 5^e dan de judo, Germinal Peiro, deuxième aux championnats du monde de canoë-kayak de 1981, Pascal Deguilhem, international cadet de rugby, et Frédéric de Saint-Sernin, aujourd'hui président du club de football de Rennes) et la première femme députée de Dordogne (Colette Langlade), Guy Penaud termine son exposé en évoquant certains personnages ayant marqué l'histoire de France et élus en Dordogne (tout en ne siégeant pas pour ce département) : le journaliste, historien et homme politique Adolphe Thiers, le général Georges Boulanger et le poète Alphonse de Lamartine, qui prononça il y a 160 ans à la Chambre des députés ces mots toujours d'actualité : « De toutes les questions qui se rattachent à la politique de la France, dans l'Orient, la question de la Syrie renferme peut-être les points les plus délicats et les plus importants. C'est cette question qui semble résumer toutes les fautes, comme tous les mérites de notre politique, depuis quelques années ». Guy Penaud offre également cet ouvrage à la SHAP avant de préciser à l'intention de notre président, le premier intéressé puisqu'il exerça ce mandat il y a quelques années, que le dictionnaire des sénateurs sera publié une fois leur renouvellement réalisé en 2014 » (résumé de l'intervenant).

Patrice Rolli nous présente ensuite *La Phalange africaine en Dordogne : Histoire d'une alliance entre la pègre et la gestapo (15 mars - 19 août 1944)*, avec une magnifique série d'images inédites retrouvées dans le fonds d'un photographe. C'est aussi le nom d'un ouvrage qui paraîtra prochainement. L'intervenant a déjà publié un ouvrage remarqué sur la résistance à Mussidan. Le point de départ de son enquête est une photographie du 11 juin 1944 montrant les otages de Mussidan au moment de leur arrestation, juste avant qu'ils ne soient fusillés. « Le 15 mars 1944, une étrange unité militaire composée de Nord-africains (environ 50), placés



Fig. 1.

sous le commandement de truands issus de la pègre parisienne fait son entrée à Périgueux sous le regard stupéfait de la population. Leur chef est Alexandre Villaplane, l'ancien capitaine de l'équipe de France de football lors de la coupe du monde de 1930. Ces hommes constituent la tristement célèbre Phalange africaine mise immédiatement à la disposition du chef de la Gestapo en Dordogne, le brutal Michaël Hambrecht. » En théorie, cette phalange était mise à disposition de la Gestapo pour lutter contre les Résistants (fig. 1). En fait, jusqu'au 19 août 1944, elle s'est livrée à des exactions quasi quotidiennes, dont les massacres de Brantôme, Sainte-Marie-de-Chignac, Saint-Martin-de-Fressengeas, Mussidan, Saint-Germain-du-Salembre et des Piles à Cornille. La Dordogne fut mise en coupe réglée en suivant les règles de la rue Lauriston : pillages systématiques, surtout aux dépens des juifs. Les bijoux et l'or étaient dirigés vers Paris pour être écoulés. Il évoque ensuite le cas d'Alexandre Slowenski. Né en 1905, il est entré dans la Légion étrangère et a fait partie des brigades internationales en Espagne. Réformé en novembre 1939, il fait l'objet de plusieurs condamnations, change de nom en 1941, devient Eugène Martin et entre dans la Phalange nord-africaine. En même temps, sans état d'âme, il prend des contacts avec la Résistance, en particulier en Dordogne avec les Espagnols : c'est ainsi qu'il bénéficiera d'une relative clémence en 1947 et sera condamné seulement à 5 ans de prison.

En Dordogne, on les appelait « les Bicots ». Gilles Delluc rapporte quelques souvenirs personnels. Il se souvient, notamment, des Bicots se

pavanant devant l'hôtel Fénelon. À leur arrivée, ils portaient des canadiennes en peau de mouton retournée. Ils étaient très redoutés. Pourtant, un jour, ils sont venus au 28 du boulevard de Vésone chez le père Roulaud, marchand de bois à Périgueux, ancien officier des tirailleurs, qui les a éconduits en les insultant en arabe.

Vu le président
Gérard Fayolle

La secrétaire générale
Brigitte Delluc

ADMISSIONS du 4 novembre 2013. Ont été élus :

- M. Belanger Raoul, La Faure Haute, 24260 Le Bugue, présenté par M. Gérard Fayolle et M. Jean Montoriol ;
- M^{me} Fauconnier Anna et M. Rivolier Jacques, 30, rue du Clos-Chassaing, 24000 Périgueux, présentés par M. Jean-Michel Linfort et M. Michel Lionnet ;
- M. Ferrer François, 10, rue Émile-Zola, 24110 Saint-Astier, présenté par M^{me} Brigitte Delluc et M. Gilles Delluc ;
- M^{me} Sumodhee Annie, Bézacou, 47290 Moulinet, présentée par M. le Président et M. le Vice-Président ;
- M. et M^{me} Guillot Pierre-Yves, 3, rue Ventenat, 87000 Limoges, présentés par M. Julien Rodrigo et M. le Président ;
- M. Boissat de Mazerat Sébastien, 24, rue Henry-Delagenière, 72000 Le Mans, présenté par M. le Président et M. le Vice-Président ;
- M. et M^{me} d'Eaubonne Philippe et Nicole, La Treille, 24250 Castelnaud, présentés par M. Dominique Audrerie et M. Alain Boituzat ;
- M^{lle} Rebillou Monique, La Fontaine du Cros, 24330 Sainte-Marie-de-Chignac, présentée par M^{me} Jeannine Rousset et M. le Président ;
- M^{me} Millet Agnès, Le Bourg, 24110 Manzac-sur-Vern, présentée par M. Dominique Audrerie et M. Gérard Fayolle ;
- M. Vigier Pascal, 7 bis, rue Dugommier, 44000 Nantes, présenté par M. le Président et M. le Vice-Président.

ÉDITORIAL

Un peu de politique

Le thème de la vie politique, choisi par notre comité de rédaction a rencontré du succès auprès de nos collègues. Leurs communications nous permettront de consacrer deux livraisons à cette question.

Il est vrai qu'elle se prête à des développements divers. Certains d'ailleurs ne disent-ils pas que « tout est politique » ? Sans nous enfermer dans un débat philosophique, retenons simplement que les sujets ne manquent pas en Périgord, où la politique a trouvé, qu'on me pardonne ce mauvais jeu de mots, une terre d'élection.

Le présent volume est essentiellement consacré à une période proche de nous. Des années trente jusqu'à la fin des années cinquante (nous n'avons pas souhaité nous approcher davantage de l'actualité), la période est riche en personnalités de dimension nationale. Le travail de Jacques Puyaubert sur Georges Bonnet nous permet de mesurer l'envergure de cet élu et son rôle central. Hervé Lapouge se concentre sur les batailles électorales d'Henry Laforest, élu de Nontron, frère ennemi de l'élu de Brantôme, tandis que Jean-Michel Linfort plaide pour la figure trop méconnue de Maxence Bibié. Il est bon également de rappeler le rôle à Périgueux de l'Alsacien Marcel-Edmond Naegelen en 1940, ce que fait François Schunck. Et celui du général Clergerie entre Gallieni et Joffre.

Nous verrons, dans la 1^{re} livraison 2014, qu'on peut rencontrer la politique aussi bien lors des débats aux états du Périgord au XVI^e siècle avec Claude-Henri Piraud qu'au temps du Concordat avec Robert Bouet. Mais la vie parlementaire sous les diverses républiques a inspiré plusieurs collègues. Nous connaissons, aux débuts de la III^e République, les diverses péripéties des carrières de nos compatriotes parlementaires, comme le colonel de Chadois, avec Cyril Pralong ou Marc Villemonte de La Clergerie avec Jean-Marie

Védrenne. Enfin, nous ferons plus ample connaissance, sous la plume d'Annie-Paule et Christian Félix, avec Henri Sicard, à qui les auteurs décernent le beau titre, assez peu porté, de « député-philosophe », titre qu'aurait pu porter aussi un autre Bergeracois, Maine de Biran.

Gérard Fayolle

NB. Nos lecteurs pourront évoquer, en parcourant ces textes sur la vie politique, le souvenir et le travail sur Robert Lacoste de Jacques Lagrange. Nous envisageons de publier d'autres travaux de notre excellent collègue récemment décédé.

PROGRAMME DE NOS RÉUNIONS

1^{er} trimestre 2014

8 janvier 2014

1. Claude Ribeyrol : *Nouvelles peintures murales à Saint-Méard-de-Drôme*
2. Gilles et Brigitte Delluc : *Usure et usages de l'art des cavernes*
3. Hervé Brunaux et Philippe Moreau : *Clairvivre, la cité de l'espoir*

5 février 2014

1. Maurice Biret : *Jean-Pierre Trigant-Gautier, un maire protestant à La Roche-Chalais (1804-1808)*
2. Gilles et Brigitte Delluc : *Le Pr Jean Faurel, chirurgien des hôpitaux de Paris*
3. Jean-Noël Biraben : *Les trésors celtes en Périgord et l'assistance de l'archéologie à l'histoire*

5 mars 2014

1. Assemblée générale
2. Gilles et Brigitte Delluc : *Une grotte ornée de gravures d'art schématique linéaire*
3. Noëlle Duvernois : *L'église de Sorges*

Du Cartel des gauches au Front populaire, Maxence Bibié, un ministre emblématique et méconnu sous la III^e République

par Jean-Michel LINFORT

Dans un paysage politique périgordin tout à sa distinction entre les premiers et seconds plans, la figure conquérante aux accents raciniens de Maxence Bibié (1891-1950) interpelle. Sur sa terre d'élection, le Ribéracois, son entrée en scène fut sublimée d'emblée par la victoire du Cartel des gauches en 1924, répétant avec succès en 1928, 1932 et 1936 les espérances que cette alliance et ses succédanés devaient créer malgré l'enlisement des crises gouvernementales.

Aux côtés des radicaux et de ses sommités à venir, dans un rôle sur mesure, ce « républicain socialiste » occupa une place indivise en collaborative orbite dévoilant aussi assez d'ambitions pour s'en extraire jusqu'aux bancs précaires des gouvernements d'une III^e République finissante, là où, à petits pas comptés, il ne put se livrer, sans doute, à son récit le plus épique.

Dans un branchement parfait, ombre portée ou doublure de l'altérité du radicalisme - il fut à quatre reprises sous-secrétaire d'État -, son ouvrage politique mis bout à bout lui assura en effet un parcours prestigieux et transcendant mais marqué d'incomplétude. Si sa brillante personnalité en parfaite incarnation de son époque rayonna jusqu'aux brûlures et aux désillusions, les exergues manquent un peu au tableau de sa postérité.



Fig. 1. G. Bonnet, Y. Delbos, M. Bibié et trois des présidents du Conseil dont ils furent les ministres : C. Chautemps, E. Daladier, A. Sarraut.

Sa percée dans les mêmes coudées que Georges Bonnet et Yvon Delbos (fig. 1) en fera l'un des porte-drapeaux émérites de l'exigence œcuménique du rassemblement des gauches, l'un des fixatifs qui ancrera aux temps de l'avant-guerre un radicalisme périgordin déferlant à gauche.

Son épanouissement ministériel ne put atteindre les hiérarchies supérieures, mais de telles frustrations passèrent au second plan lorsque son parcours englué dans les méandres parlementaires se trouva, un jour, court-circuité. L'Histoire l'avait rincé de ses coups d'archets quand il s'avisait d'être le témoin et l'acteur d'un véritable âge d'or. Une époque où le régime parlementaire et républicain concentrait les forces du terroir en marche, invité à se reconnaître dans ses édiles progressistes.

D'emblée osons la question : quelle est la postérité de Maxence Bibié ? Son histoire, marquée par un cartellisme à toutes épreuves, ne faisait pas mystère de ses marqueurs idéologiques. Mais est-elle, avec le recul du temps et autrement qu'à travers la III^e République et globalement son régime, encore perceptible et sur quels points ? Confronté à une relative obscurité, n'a-t-il pas tout simplement souffert des règles qui forgent aléatoirement le métier politique autant qu'elles le purgent ?

À vrai dire, chacun s'accordait à dire qu'il s'était imposé au plus haut registre avec les qualités nécessaires à ses ambitions et à ses rêves. Mais celles-ci durent sans compter se confronter aux circonstances d'un régime dont il dut se résoudre à en exploiter lui-même l'impuissance. Plus tard, l'homme offrira à vérifier qu'il se mesurait néanmoins plus aux impressions qu'il avait laissées qu'à ce qu'il fut vraiment.

Pour l'immédiat, nous sommes ainsi amenés à nous interroger sur le répertoire qu'il fut appelé à jouer au cours de son existence politique entre les

jeux du parlementarisme et la cartographie électorale du Périgord. Ses origines sociales, son parcours parlementaire, sa carrière ministérielle, ces trois repères ont fait la cohérence d'un destin public.

1. Ses origines familiales : elles corroborent sur sa personne l'influence et le rayonnement prolongé de la « République des professeurs ». Comment sut-il alors, sans se renier, s'extraire d'un tel apostolat, choisissant des chemins plus escarpés comme ceux de la politique ?

2. Son parcours parlementaire : missionnaire et sans faille, mené au temps du cartellisme, il a su faire habilement monter en flèche la partition radicale en Périgord tout en s'assurant une rétribution réciproque garant de l'union des gauches modérées : quel fut en retour son héritage politique ?

3. Sa carrière ministérielle : elle le fit, vaille que vaille, le chantre d'un pouvoir interchangeable, révocable et plurinominal, inscrit dans les gênes d'une république bourgeoise et rurale. Dans un constant ratage institutionnel où les destins gouvernementaux tombaient en cascade, pouvait-il mieux que d'autres éviter les simulacres du pouvoir ?

I. Figure aussi altière qu'archétypale d'une III^e République finissante, fascinée par ses élites provinciales et missionnaires

Maxence Bibié naît, au sein d'une famille nombreuse, à Allemans en 1891 dans le crédo républicain. Son père, instituteur à Villeteoueix, est l'un de ces « hussards de la République » attachés à l'histoire glorieuse de l'école qui raconte l'émancipation des campagnes. Il puisera les fondements immédiats et les premières fortifications de sa vision politique au contact de son milieu d'origine. Le profil de l'homme politique, sa quête d'une République affirmée dans son œuvre démocratique s'inscrivirent très tôt dans l'observation du terroir ribéracois : un aperçu alors de cette France rurale qui n'en finit pas avec un vieux pays agraire, profondément marqué par une population agricole qui vote généralement modéré ou radical. Ce pays-là bouillonnait dans tous les sens : premiers conflits sociaux, activités syndicales, anticléricalisme, antimilitarisme, anarchisme... Le jeune Bibié est confronté à un bel exercice qui circonscrit sa vocation : établir un lien entre la régulation d'un monde rural qui passe par la mise en œuvre intransigeante des principes républicains et de la laïcité et l'accomplissement d'une France « radicale » où rien ne semble exister autrement que par les hommes et les talents qui la portent.

Il va donc s'interroger sur sa manière, à lui, de s'attacher à un régime qui garde à la République son équilibre, la pousse à cultiver la pondération sociale et tout bonnement se prête à la recherche d'une société nouvelle. Il est bien dit qu'orientée vers les progrès et la démocratie, cultivant un État bourgeois et républicain, une telle société ne peut qu'inviter les meilleurs éléments à tenir

une place dans la relève des élites. Il est là, pense-t-il, le fil conducteur de son avenir : la fonction publique, avec son esprit recruteur et méritocrate, et le Droit, étymologiquement ce qui est moral et juste.

Confronté au dessein très vif et chromosomique de servir son pays, il prolongera l'œuvre de son père mais cherchera la marque de son destin. Il est bachelier en 1907 et va quitter le lycée de Périgueux. Il est prêt à réaliser, telles qu'il a pu les identifier, ses aspirations qui porteront son itinéraire et dont il va très vite tirer parti en obtenant à Bordeaux sa licence en droit (1909-1912) puis son doctorat (1912-1914). Il est dès lors apte à gérer ses objectifs. D'une part, la stabilité et l'homogénéité obligent la République à parfaire son style dans la multiplication des hommes aptes à galvaniser ses réussites. De l'autre, le régime républicain recrute nombre de juristes issus de la moyenne bourgeoisie ou des milieux de la fonction publique.

Il n'aura aucune difficulté à se rapprocher du doyen Léon Duguit, professeur éminent de droit constitutionnel, au point même de s'intéresser à ses combats politiques à Libourne. De plus, son ardeur rêveuse à reconstruire le monde mérite parfois qu'il s'y perde : il présidera aussi brièvement l'association des étudiants.

Mieux encore, la réflexion sociale partage le territoire de ses interrogations juridiques. Aussi choisit-il pour sa thèse de doctorat d'étudier la *Situation juridique des voies ferrées d'intérêt général concédées*. Une question d'actualité loin d'être mineure où droit et politique s'interpénètrent à souhait. Les grèves de 1910 ont concerné, en effet, les services publics comme les chemins de fer. Il a vu Briand mener, de sa « voix de violoncelle », une politique répressive entre la mobilisation des grévistes, la surveillance des voies ferrées par l'Armée ou encore la révocation des agents absents de leur poste. Il a aussi vu Briand, dans sa politique d'apaisement vis-à-vis des cheminots, ne pas croire aux partis dans la recherche de la paix sociale et échouer en 1911.

Bibié forge ses convictions en observant que l'affrontement dialectique l'emporte sur la dynamique du rassemblement en ces temps où « les radicaux cultivent le goût d'un pouvoir étriqué et sans partage ». Continuant à jouer leur rôle, ils devront intégrer d'autres forces admises par introjection. La formation du bloc des gauches, au début du XX^e siècle, puis ses dislocations attestent de la fin d'une époque. Il n'a pas échappé à Bibié qu'après la création de la SFIO, en 1905, les socialistes dissidents sont devenus des socialistes indépendants qui forment précisément un vivier où se recrutent les ministres des cabinets radicaux.

En observant la vie politique, ses figures tutélaires, ses fissures et ses vices cachés, Bibié a prêté une attention particulière à Millerand, un des ces socialistes indépendants qui entend privilégier l'arbitrage de l'État par rapport au dialogue des partenaires sociaux. Une position de plus en plus réfléchie où il trouva progressivement les formes de sa pensée politique. Dans l'éparpillement des forces électorales, la conciliation et le rassemblement continueront plus que jamais à ses yeux à jouer un rôle important dans la province des notables

qui cherche à élargir ses assises. Cela tombe bien : le 11 octobre 1909, il entendra Briand venu à Périgueux non plus « défendre la République mais la faire aimer ».

Il se rapprochera aussi, entre 1906 et 1914, d'un autre Périgordin, maire de Grignols, Paul Faure, qui vivra, à droite du parti socialiste unifié depuis 1905, la gestation du Parti socialiste français.

Alors que le bloc des gauches dissocié par la défection de certains radicaux s'est reformé en 1914 entre socialistes et « radicaux avancés », il n'est plus temps à l'heure du tocsin que pour « la religion de la patrie ». Une expression chère à Viviani, un autre socialiste indépendant.

La guerre d'abord : mobilisé le 21 avril 1914, il part au front à 23 ans. Quarante mois de campagne au feu où sa valeur militaire éclate lors des batailles de la Somme (1916) et de Verdun (1917). Quatre citations avec croix de guerre et bientôt la Légion d'honneur marquent sa flexure civique. Elles transforment viscéralement aussi l'homme de paix, attaché aux valeurs universelles du pacifisme. Cette métamorphose n'ira pas à fonds perdus. Lorsqu'il s'apprête à prendre son chemin hémicyclique et les gradins du professorat qui s'ouvrent à lui, l'importance des questions extérieures dans l'après-guerre lui impose de s'orienter vers l'enseignement du droit international. En novembre 1922, il a 31 ans, il réussit l'agrégation à Grenoble. Il devient, le 1^{er} novembre 1923, professeur titulaire suivant un scénario logique. Un miroir qui reste accroché au vœu existentiel et hommagé du bonheur d'enseigner ? Tout au moins dans un premier temps, le pense-t-il. Mais une autre touche apporte à son soleil : 1923 est l'année où il a adhéré à la Fédération départementale de l'union des gauches. Elle a été créée en 1921 en Dordogne, deux ans après que le Bloc national a obtenu la majorité aux élections du 16 novembre 1919 et alors que le parti radical s'était retiré de cette union.

L'union, Bibié est épris de son esprit. Il en comprit l'intérêt et les bienfaits durant la guerre. Mais maintenant, en Dordogne comme ailleurs, les partis anciens se sont transformés en vagues comités où œuvrent de vieux cadres, dont la visée et l'objectif ne sont jamais que de satisfaire une clientèle électorale. Il lui semble nécessaire de réagir avec un état d'esprit plus conforme aux aspirations du moment. Il fait siennes alors les analyses de Robert de Jouvenel. Ami et inspirateur de Bonnet par ailleurs, celui-ci écrit en 1922 :

« Offrir en matière politique des cadres archaïques à des troupes fraîches, c'est rester insensible aux appels des jeunes générations. Les jeunes générations sont des générations de plein air. Elles répugnent aux artifices ridés, aux intrigues désuètes où se complaisaient avant la guerre, dans l'air confiné du Palais-Bourbon ou de nouvelles chapelles mystiques, les prêtres du radicalisme qui gouvernaient le pays¹ ».

1. JOUVENEL, 1922.

Auteur de *La République des camarades*, Jouvenel a imaginé avec Painlevé un projet, celui de la ligue de la République, dans lequel Bibié se reconnaît. À ses côtés comme témoin de son mariage, son frère aîné Henri, comme on le verra plus loin, l'intronisera au gouvernement. Bibié se retrouve donc dans ces générations « de plein air ». Dans l'azur ribéracois qui lui sera bientôt promis, il lui suffira donc de prendre la juste hauteur et la bonne respiration : il sera républicain socialiste.

La France législative d'alors cultive l'élasticité des qualificatifs dans la multiplication des groupes et des partis. Au jeu des familles, *Le Temps* croit pouvoir distinguer « au moins vingt opinions ». Le ministère de l'Intérieur, plus sobre, en retient huit, de l'extrême droite à l'extrême gauche : Conservateurs, Union Républicaine démocratique, Républicains de gauche, Républicains radicaux, Radicaux Socialistes, Républicains Socialistes et Socialistes Français, SFIO, Communistes. La « gauche indépendante » ne germera qu'en 1928 mais Maxence Bibié a déjà fait sa graine.

II. Crédit des succès électoraux du Cartel des gauches comme de ses échecs gouvernementaux, en apportant au radicalisme son souffle d'appoint interstitiel

Maxence Bibié, quelques mois à peine après s'être paré de la toge universitaire, se précipite dans l'arène politique à l'annonce des législatives de 1924. Le spécialiste des voies ferrées n'entend pas se risquer aux erreurs d'aiguillage. Quant à la loi, il préfère après tout la confectionner plutôt que la commenter.

En troquant les amphis pour l'agora, il s'émancipe encore. La mode est aux tribunes et son lyrisme a déjà fait effet auprès de G. Bonnet qui aime lui aussi les harangues. La chambre est en même temps affaire de look et son élégance, jusqu'à la coiffure lisse avec moustache, en sus de son « obstination socialiste », mine de rien, le prédisposent désormais à affronter les roulis électoraux.

Il a préparé le terrain. En 1923, les vieux journaux du Ribéracois sont sur les rangs. *Le Ribéracois*, le journal électoral qu'il a créé, mais aussi *L'Étoile*, *La Dordogne républicaine* et *Le Nontronnais* du sénateur Sireyjol, ne font plus mystère de ses ambitions. Il est vrai que ses nombreux articles insistaient d'abord sur les questions internationales.

Chacun se souvient que la division des radicaux périgordins en 1919 avait atteint de beaux sommets rendant inéluctable la victoire d'une « liste d'union républicaine » de centre droit, composée de quatre députés sortant (Georges Saumande, Clément Clément, Léon Sireyjol, Jules Brunet) et d'un ex sous-secrétaire d'État, Robert David, se reconnaissant dans Clemenceau. Cette liste avec quatre républicains de gauche et deux radicaux socialistes semblait

sourde déjà aux besoins de renouvellement. Quant aux radicaux partagés eux-mêmes entre le Bloc national et le soutien à l'équipe Gadaud située au centre gauche, ils ne semblaient pas prêts à sortir de la bouche d'ombre. Ils furent représentés par Y. Delbos, F. Gadaud et G. Faugère, ces deux derniers, élus au conseil général comme républicains de gauche, n'avaient rallié que tardivement la fédération radicale. Quant aux autres membres de la liste, ils étaient des « républicains de gauche » comme G. Bonnet et R. Favareille. Le seul député sortant, Henri Chavoix, était républicain socialiste. Bibié se replacera quatre ans plus tard dans les pas de ce dernier. Cette liste, au comble de la division, dut affronter la liste SFIO où figuraient les communistes tels Bouthonnier et Loubradou et une liste républicaine démocratique où se retrouvèrent Filhoud-Lavergne et H. de Molènes. Le seul élu de sa liste à ne pas échapper à la grenaille en 1919 sera Félix Gadaud, longtemps à l'écart du parti radical et notable jugé plus modéré, venu de la gauche républicaine et démocratique entre 1919 et 1923. Dans cette touffe locale inextricable, l'écart entre F. Gadaud, fraîchement rallié à l'union des gauches, et Y. Delbos, vice-président du parti radical au niveau national, semblait maximal jusqu'aux radicaux-socialistes « extrémistes », comme Marcel Michel ou des socialistes indépendants.

En 1924, la liste dite du Cartel des gauches (fig. 2), face à ce délicat héritage politique, entend donc se constituer en instrument de conquête de « l'union des gauches », pour refaire dans l'unité le lit d'un retour à gauche du département. M. Bibié, à la mesure de ses possibilités, est prêt. Il aura l'heur de se repérer avec aisance dans un échiquier attirant d'autant plus que, tout en étant unitaire, il ne comporte ni socialiste, ni communiste. Il est le plus jeune de la liste et le seul sans mandat. Derrière F. Gadaud, il s'agit d'abord de contrecarrer la liste Saumande et ses quatre députés sortants. Virèrent en tête les trois radicaux Bonnet, Delbos, Faugère. Venait ensuite, avant M. Michel, Bibié qui trouvait ses marques dans le fil reliant les « vrais républicains » aux « républicains socialistes ».

Se tourner vers l'union comme un sortilège, un pigment impalpable qui concerne toute sa foi démocratique et nationale dans le progrès social, la défense et l'action républicaine, son discours est parfaitement rôdé. Bibié sera donc élu et il fait les comptes. Il a rempli sa mission à travers un grand rendez-



Fig. 2. La liste du Cartel des gauches en 1924 : F. Gadaud, G. Bonnet, Y. Delbos, G. Faugère, M. Bibié et M. Michel.

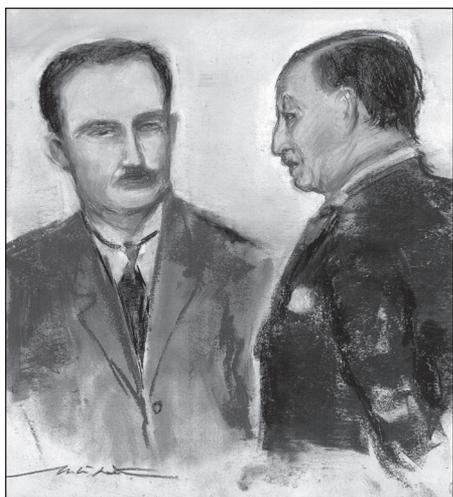


Fig. 3. Maxence Bibié et Yvon Delbos.

vous fédérateur. Il a accentué et absorbé un renouvellement à gauche du personnel politique qu'il symbolise. Il a procédé au couronnement du « tout radicalisme » dont la doctrine, sous la houlette de Delbos, entend repousser les brouillages et le grand flou politique.

Le Cartel des gauches, une belle expression pour son programme méta républicain aspirant à élargir le champ politique aux plus hauts points de la diversité radicale et de ses périphéries parallèles. Avec tout l'art des nuances nécessaires, M. Bibié clâme, dans la mixité de ses composantes, son appartenance en règle aux républicains socialistes.

Dans une haute configuration contre le Bloc national, il avait trouvé sa place, catapulté et comme impérieusement plaqué par une puissante force de gravité à laquelle il a prêté main-forte. N'était-il pas soudé au noyau dur forgé par les figures ancestrales du radicalisme, conquérant, admis à prospérer, élu député à 33 ans à la plus forte moyenne, aux côtés de son aîné, Delbos (fig. 3) âgé de 39 ans ?

Il savait que la liste cartelliste portait en coulisses le flou élastique de ses frontières partisans. La division n'était pas encore à la pause et risquait, par son caractère portatif, elle-même de s'enliser dans ses contours embués. Il se souvint des propos de Delbos passant aux aveux : « Le parti radical paye les fautes du socialisme, il paye aussi les siennes et expie sa politique qui a consisté trop longtemps, à n'en pas avoir ». Pour autant, adossé à la patine radicale et à l'adoubement socialiste, qu'entendait-il faire de sa victoire lustrée en rejetant les fonds sableux ? Pouvait-il se résigner à rester sans bouger sur le balcon ? On put l'imaginer alors aidé d'un balancier comme tout fil-de-ferriste mais poussé à avancer dans la même direction par la consanguinité des convictions et des sensibilités, sans promiscuité inconvenante ni concession moutonnaire. La consolidation du parti radical, à laquelle il devait participer en Périgord, désignait-elle pour autant le visage neuf auquel il avait toujours aspiré ? Annexé aux deux profils jumelés d'Y. Delbos et G. Bonnet, Bibié pourrait-il exprimer une ambition personnelle assez solide, au point d'incarner le moteur d'une action politique significative ? Tel était bien là son défi.

Bibié connaît la réponse en pointillé. Admis dans les parages familiers du pouvoir, ses amis les républicains socialistes ou autres socialistes indépendants ont trouvé jusqu'à présent les circonstances favorables et intermittentes leur ayant permis d'esquisser quelques pas dans les *sfumatos* des palais nationaux.

Pour l'heure, son ascension politique sans autre calcul semble donner de plain-pied sur l'union des gauches. Reste que la gauche unie semble repliée à l'étage. Ainsi lui faudra-t-il plus qu'à son tour prendre l'escalier de service. La désunion en effet n'a pas maigri par assimilation, tant Delbos est prompt à faire le ménage. Le Cartel des gauches, dans sa volonté de contrecarrer l'influence de la liste de droite, proche du Bloc national, conduite par Saumande avec Bels et les députés sortants Brunet, Clamant, Sarrazin ou David, a « bien mis au pas l'équipe mais pas le capitaine ».

Le député sortant radical réélu, l'équipe Gadaud ne peut, avec l'élimination de Michel, se prévaloir d'une réussite complète. L'union des gauches a ses limites, peut-être, mais elle progresse. Si les socialistes ne figurent pas sur la liste cartelliste, contrairement à 1919, la gauche communiste n'a pas non plus présenté de candidats. La présence de Maxence Bibié a-t-elle pu servir de gage dans un scrutin où, sur sa gauche, la liste du bloc ouvrier et paysan d'obédience communiste vilipende Gadaud, et voit, au centre droit, la liste républicaine de gauche de Freyssenge et Filhoud-Lavergne rejeter l'ensemble des blocs ?

Les clivages restent les clivages.

En 1924, lorsque Bibié rejoint le groupe des républicains socialistes dans la nouvelle chambre des députés, le métissage composite du Cartel des gauches périgordin relève du cubisme politique : Bonnet, Delbos, Faugère sont au groupe radical et radical socialiste ; Gadaud s'inscrit dans le groupe de la gauche radicale. L'un des meilleurs exégètes de la vie politique périgordine, B. Lachaise, dans son ouvrage biographique sur Y. Delbos², souligne que :

« le Cartel des gauches n'est majoritaire que si on y intègre les quatre groupes de la Gauche non communiste : Socialistes SFIO (104) républic-socialistes (44) Radicaux-socialistes (139) Gauche radicale (40). [Or, soulignait-il] les députés de ce dernier groupe sont pour la plupart élus sur des listes non cartellistes et éloignés de la SFIO. Sur 610 députés le Cartel peut donc osciller entre 327, il est alors majoritaire, et 287, il est minoritaire ».

Là est la confusion qui permet de ré-introniser, au gré d'un parlementarisme aussi invertébré qu'aboulique, quelque entre-deux pourvu d'une porte de communication guère verrouillée puisqu'après tout le fond du décor est le même.

Maxence Bibié entré au Parlement va mettre toute la substance, l'épaisseur et la subtilité de ses convictions au service des « républicains socialistes » de Paul Painlevé. Il va, très vite, mesurer comment la polarisation des luttes politiques en Dordogne autour de leaders républicains de poids est

2. LACHAISE, 1993.

propice à leurs ambitions gouvernementales. À Paris comme à Périgueux, les républicains socialistes tirent profit à se retrouver avec les membres de la gauche radicale dans une union qui est et reste un combat.

La victoire du Cartel en mai 1924 fut d'abord celle du parti radical. Elle scellaient la défaite de Poincaré mais aussi celle de Millerand qui avait succédé à la présidence de la République à Deschanel puis avait démissionné en juin 1924 pour être remplacé par un modéré radical, Gaston Doumergue. Or le 13 juin, ce dernier avait battu P. Painlevé, le champion de Bibié. Herriot, chef du parti radical majoritaire, après moult hésitations, devait former un cabinet homogène (13 portefeuilles sur 18 vont aux radicaux socialistes) mais affaibli par un soutien socialiste sans participation ministérielle. Par son indécision, la scission radicale devait entraîner sa perte et son remplacement par P. Painlevé. Figure du parti républicain socialiste avec A. de Monzie, avec sa formation charnière entre le SFIO et les radicaux, très engagée dans l'union des gauches, il formait le 17 avril 1925 un cabinet à la fois appuyé par une majorité cartelliste et démarqué de la politique radicale de Herriot. Figurent au gouvernement des républicains socialistes, des radicaux modérés, des hommes de la gauche radicale. Maxence Bibié voit alors ses deux colistiers radicaux, Y. Delbos et G. Bonnet, promis à leurs premiers strapontins, l'un, comme sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil puis au Budget, l'autre, comme sous-secrétaire d'État chargé de l'Enseignement technique et des Beaux Arts (avril-octobre 1925). Il n'est pas question encore qu'il approche pour lui-même la voûte du ciel ministériel.

P. Painlevé sera renversé le 22 novembre suivant, cédant sa place à A. Briand. Les socialistes s'éloignant sur la question coloniale, Bibié dépité, sent le retour du Cartel s'éloigner. À peine s'est-il immergé dans les arcanes parlementaires qu'il a vu fleurir, plus qu'à son tour, l'instabilité gouvernementale qui multiplie les appétits et les vocations. 1925, c'est l'année des premières fuites en avant qui ont ébranlé le cartel des gauches. Bibié quant à lui devra confirmer localement son ouvrage et son ancrage.

En mai, il jeta son filet sur les élections municipales à Ribérac accomplissant les promesses de tout aspirant à la parfaite panoplie républicaine. Ses espoirs seront déçus face à Brunet, maire de Ribérac depuis 1908. Il lui sera refusé la succulence apéritive d'un mandat municipal que célèbre le cursus parfait de tous les caciques qui gagnent leurs fiefs jusqu'aux tâches les plus humbles de l'administration locale. Y. Delbos sera lui aussi dans ce cas, n'accédant jamais à la fonction de premier magistrat.

Deux ans après l'arrivée au pouvoir du Cartel en 1924, la question du bloc électoral regroupant l'ensemble des partis de gauche est toujours aiguë, au point que les socialistes se déclarent prêts à un gouvernement homogène avec quelques radicaux. Briand, le 17 juillet 1926, n'obtenant pas la majorité nécessaire, le gouvernement d'union nationale formé par Poincaré s'impose.

Paul Painlevé, à la guerre, se retrouve sur les bancs aux côtés des radicaux Herriot et Queuille bien esseulés.

Les partis du Cartel, on le comprend, restent amers. Leur victoire n'aura pas empêché leurs adversaires d'opérer à leur place les réformes nécessaires. L'ambiguïté des radicaux socialistes, le soutien insuffisant des socialistes, la désapprobation communiste ne semblent donc pas devoir contrarier la réussite de Poincaré sur le plan financier et économique.

Fin 1927, la SFIO se prononce pour la « discipline républicaine » au deuxième tour, qui favorise le candidat de gauche le mieux placé au premier tour. Après les élections des 22 et 29 avril 1928, au scrutin d'arrondissement majoritaire à deux tours, le contexte est favorable aux partis du centre. À leurs côtés, les républicains socialistes retrouveront l'alliance avec les radicaux. Bibié, entretemps, est devenu l'« Empereur Maxence » tout à ses rêves magnificents de conquête et voit, à sa satisfaction, se constituer à son bénéfice le bloc des radicaux, des socialistes et des républicains socialistes. Toujours hostile à Poincaré et sans concurrence radicale, il se fait élire sans difficulté face au communiste Lamothe. Il n'a pas pâti de la suppression de la sous-préfecture de Ribérac ni de son échec en 1925 au conseil général de la Dordogne face à Léonardon implanté depuis 1887. Sa réélection est pour lui la chose la plus heureuse. Ses talents de haute volée trouvent donc à s'enraciner dans la terre natale. Le Ribéracois s'impose à lui comme son tremplin magistral, autrement dit en politique, son rayon vert. Ira-t-il jusqu'à faire oublier un autre Ribéracois, Oscar Bardi de Fourtou, qui s'était illustré lors de la crise du 16 mai 1877 ? Il semble bien s'y employer.

En 1930, sa nouvelle mue débute. Secrétaire de la Chambre, il est élu à la vice-présidence de la commission des Affaires étrangères. N'est-il pas resté fidèle à ses centres d'intérêt comme la question du désarmement ou la politique de la paix, celle qu'il appelle de ses vœux avec l'aide de la Société des Nations ? Ses déceptions sont ailleurs puisque Poincaré, après les élections de 1928, est resté quand même au pouvoir.

Entre novembre 1929 et les législatives de 1932, tout l'arc politique se mobilisa avec pas moins de neuf cabinets constitués autour des mêmes chefs de gouvernement : Tardieu (novembre 1929-décembre 1930 et février 1932-mai 1932) puis Laval (janvier 1931-février 1932). Bibié prend de la graine. Bonnet retrouvait un poste ministériel aux côtés de Flandin, de Raynaud et de Briand.

Bibié, sans l'étiquette du parti socialiste français, le 18 octobre 1931, fut élu au premier tour au conseil général dont il devint le vice-président. Lorsqu'arrivent les élections législatives d'avril 1932, il n'a plus d'adversaires ! Et, avec 83 % des suffrages exprimés, il obtient une brillante réélection y compris, sans Brunet, à Ribérac. Cette victoire au panache fut revendiquée par le « Parti socialiste français » qui eut la prudence de ne présenter aucun

candidat contre Bonnet et Delbos et enchaîna à Périgueux avec un deuxième député de cette mouvance, C. de Molènes, alors que Delbos, de son côté, lui aussi, était élu dès le premier tour.

Le glissement à gauche opéré au plan national - les radicaux obtiennent alors 64 élus dès le 1^{er} tour avec Herriot, Daladier, Chautemps et Bonnet - trouve son apogée en Dordogne avec un parti radical dominateur. Bibié va alors saisir sa chance. Le voilà plus que jamais à la manœuvre : il vient d'être élu président du groupe du Parti socialiste français adossé aux Républicains Socialistes. À la charnière, il adopte la formule de Sieyès à propos du Tiers État : « Rien il n'est, mais tout il peut devenir ».

III. Figure a-radicale du cartellisme, il perpétue l'ancrage traditionnel à gauche du Périgord dans la culture gouvernementale

Maxence Bibié, réélu aux élections législatives de 1932, a donc franchi un pas décisif. Le notable souple et modéré, acquis à « l'union des gauches », a prouvé sur le terrain qu'il avait le secret des harmonies politiques. Il ignore peut-être encore que, maintenue dans la durée, sa progression, même si elle ne peut désigner toujours les mêmes réalités, va participer à ce que l'histoire du Périgord désignera comme un âge d'or de la vie publique. De cette configuration à laquelle il appartient désormais naîtra un paysage politique qui se diffusera en Dordogne dans les sensibilités politiques bien au-delà du radicalisme et de son époque.

Revenu à Paris, Bibié s'interroge : va-t-il pouvoir évoluer sans le double jeu de l'accroche opportuniste, va-t-il pouvoir cultiver plus sa différence que sa dissidence ? Dans l'air impeccable des jeux parlementaires, mais avec toutes les compromissions de leurs vases communicants, il lui faudra éprouver sans doute une grisante habileté. Il est au moins un point sur lequel il ne saurait transiger : l'union des gauches, conçue à la mode du pays périgordin, a toujours été sa bonne grâce électorale et, n'ayant pas encore épuisé sa table des matières, il la cultive sur tous supports. Sans se mesurer à ses « rivaux-associés », comment, en s'appuyant sur les circonstances, alors ne pas gravir une marche supplémentaire ? Ne le dit-on pas promis à un « bel avenir ministériel », avec toujours plus d'insistance, et donc homme de pouvoir en devenir ? En pleine éclosion dans la bosse, il ne lui reste plus qu'à accélérer pour sortir de l'ombre. Quand va-t-il, à son tour, plonger dans l'euphorie majuscule du pouvoir ministériel ?

Bibié a observé que, depuis 1929, tous les ministères se sont illustrés dans l'impuissance à redresser la situation financière. En 1932, les radicaux et les socialistes l'ont emporté sans disposer du moindre moyen d'enrayer la crise. « Une chambre ingouvernable et une gauche condamnée à gouverner

à droite parce qu'elle n'a pas les moyens de sa politique et n'a même pas de politique³ » sont-elles de nature à activer les ambitions de l'élu ribéracois ? Dans ce climat, et par la force des choses, Bibié est de toute façon sur les rangs. Son positionnement sur l'échiquier parlementaire lui vaut d'être pressenti, l'épure va se préciser quand il sera ausculté par A. Lebrun, président de la République, qui le reçoit en février 1933.

Le cabinet Paul-Boncour, aux responsabilités jusqu'en janvier 1933, avec d'ailleurs G. Bonnet aux Travaux Publics, a alors reculé devant l'obstruction de Blum. Daladier préside alors le Conseil jusqu'au 23 octobre 1933. G. Bonnet a alors « pris » les Finances dans une position monétaire pour le moins très dégradée.

Le 26 octobre 1933, Sarraut, à la tête du gouvernement pour la première fois avec douze sur dix-huit des ministres démissionnaires, fait appel à Bibié, pour son premier maroquin. Du 26 octobre au 26 novembre, celui-ci devient, parmi les huit sous-secrétaires d'État, l'éphémère sous-secrétaire d'État à l'Économie nationale du quatrième ministère de la XV^e législature. Georges Bonnet est alors au ministère des Finances et Abel Gardey au Budget. C'est dire que le positionnement de Maxence Bibié dans un compartiment ministériel sensible ne peut manquer d'intéresser. La question la plus délicate qui se pose est, en effet, celle de la politique financière. *L'Illustration*, du 4 novembre 1933, rapporte ainsi le dilemme gouvernemental :

« Il semble que le gouvernement n'ait le choix qu'entre deux partis : ou bien renoncer à l'équilibre pour le plus grand danger de notre stabilité monétaire et faire voter un budget de fortune, laissant subsister une part du déficit ; ou bien élaborer, en quelques jours, un programme vraiment nouveau où des compressions et des économies massives tiendraient plus de place que les sacrifices déjà demandés et refusés. »

Dans une situation où il ne saurait y avoir prise sur une crise financière que nul ne semble pouvoir maîtriser, l'assise ministérielle est on ne peut plus précaire. Autrement dit, Bibié et la loi du redressement financier attendront des jours meilleurs.

Le 27 novembre suivant, C. Chautemps succède à A. Sarraut sans clarification politique et alors que G. Bonnet cultive son éclectisme ministériel.

Bibié est en retrait de son côté lorsque, à la fin de 1933, éclate l'affaire du célèbre escroc Stavisky protégé par un procureur de la République, parent du président du Conseil Chautemps. Elle devient très vite publique, début 1934, avec la démission du ministre des Colonies Dalimier, l'arrestation de directeurs de journaux et d'un député radical. Le cabinet Chautemps se retire le 27 janvier 1934 en entraînant une démission collective de 17 ministres et 8 sous-secrétaires d'État.

3. MIQUEL, 1977.



Fig. 4. Le gouvernement Daladier en 1934.
Deuxième en partant de la droite : Maxence Bibié.

Daladier est le nouveau président du Conseil radical. Sans Bonnet ni Delbos, Bibié est l'un de ses ministres (fig. 4). Entre le 30 janvier et le 27 février 1934, il occupe la charge de sous-secrétaire d'État à la France d'Outre-Mer. Il est alors rattaché à Henri de Jovenel, une vieille connaissance comme on l'a vu. La crise du 6 février 1934 l'a rattrapé. Alors que ce jour-là, les ligues fascistes manifestaient devant un Palais Bourbon « à prendre », Bibié suivait la situation en province. Lui qui a fondé sa stratégie et sa tactique électorale sur un rejet ouvert du parti communiste, « l'ennemi numéro un » en 1924, a réfléchi aux nouvelles qui lui parviennent de Périgueux. Le représentant de la CGT rapporte :

« La classe ouvrière de notre ville a compris que, face au péril fasciste, les querelles de tendance, doivent cesser et que l'heure de l'unité syndicale est proche. L'unité d'action est dès maintenant réalisée ⁴ ».

Bibié voit donc Daladier « sacrifier son cabinet à l'émeute » et se retirer le 7 février, sans l'avis de la Chambre. Le 9, un « gouvernement croupion » est mis en place pour 9 mois par G. Doumergue avec des hommes de droite : Pétain, Laval, Pietri, Tardieu, Flandin, Barthou. Bibié n'est plus ministre. Avant qu'il ne retrouve un poste, succéderont à Doumergue, Flandin, Bouisson et Laval en juin 1935 (on retrouvera alors G. Bonnet à l'Industrie tandis que Delbos en combat la diplomatie).

Après le départ de Laval en janvier 1936, composé de dix-huit ministres et de cinq sous-secrétaires d'État, un deuxième ministère Sarraut - Delbos s'est récusé - va redonner des arguments pour quelques mois à sa carrière ministérielle. Aux côtés de L.-O. Frossard, Bibié, alors sous-secrétaire d'État au Travail, entre le 24 janvier et le 4 juin 1936, se retrouve dans un gouvernement

4. MANFRED, 1980.

modéré aux côtés de G. Bonnet et de Y. Delbos avec une majorité de gauche rassemblant les centres gauches réunis, les représentants de la bourgeoisie et les communistes. Cette majorité soutiendra une campagne électorale paroxystique au nom du « Front populaire » contre le « Front national ». Les législatives des 26 avril et 3 mai 1936 voient en Dordogne les élections de Loubradou (PCF) à Bergerac, de Saussot (PCF) à Nontron, de Bedin (SFIO) à Périgueux où au premier tour est élu, aussi, Bonnet, chef de file au plan national de l'aile droite des radicaux hostiles, comme d'ailleurs Sireyjol et Félix Gadaud, au Front populaire : la fracture chez les radicaux est encore une fois évidente. De son côté, Maxence Bibié est réélu à Ribérac comme Delbos l'a été à Sarlat, grâce au désistement communiste mais avec une nuance. Face à Delbos, la fédération départementale de la SFIO a cependant maintenu son candidat le jugeant « trop évasif sur le terme même du "Front populaire", de programme commun à mener et jusqu'à douter de son appartenance à cette coalition » ainsi que le rapporte J. Puyaubert qui observe :

« Les radicaux périgordins Delbos et Bonnet se voient rejetés vers la droite de l'échiquier politique, par choix dans le camp de Bonnet et par défaut dans le cas du premier. Delbos signe ici un succès pragmatique avec ce quatrième mandat consécutif dans un scrutin au résultat paradoxal. Voilà en effet, le prochain ministre des Affaires étrangères du premier gouvernement Blum qui doit son élection à des adversaires farouches et dont il ne partage aucune orientation de fond ⁵ ».

À Ribérac, la situation de Bibié face aux sept candidats paraît plus franche. Elle se décante au deuxième tour où il est élu avec 64,26 % des voix contre le candidat radical indépendant Brunet tandis que le SFIO Pradeau et le communiste Reyraud ont fait front unique en se retirant. Bibié peut mesurer le chemin qu'il a parcouru entre l'opposition aux communistes et leur soutien. Il n'est plus au gouvernement le 4 juin 1936 mais il peut croiser dans ses allées une nouvelle promue venue du Périgord, Suzanne Lacore, sous-secrétaire d'État à la Santé publique chargée de la protection de l'enfance entre le 4 juin 1936 et le 21 juin 1937.

Situation singulière mais qui a connu un précédent, le triumvirat périgordin : Bonnet, Delbos, Bibié (fig. 5). Bibié se retrouve dans un nouveau ministère Chautemps (18 janvier-13 mars 1938). Celui-ci obtient une confiance d'une ampleur exceptionnelle pour mettre fin à une crise ministérielle qui, durant quelques jours, ne le fut pas moins, avec à l'origine un malentendu : avec la même coalition de gauche et d'extrême gauche un ministère à direction radicale (Chautemps) avait remplacé un ministère durant 13 mois à direction socialiste (Blum). C. Chautemps, finalement, avait dû se résoudre à rester en place, procédant à un remaniement où les ministres socialistes furent remplacés

5. PUYAUBERT, 2013.

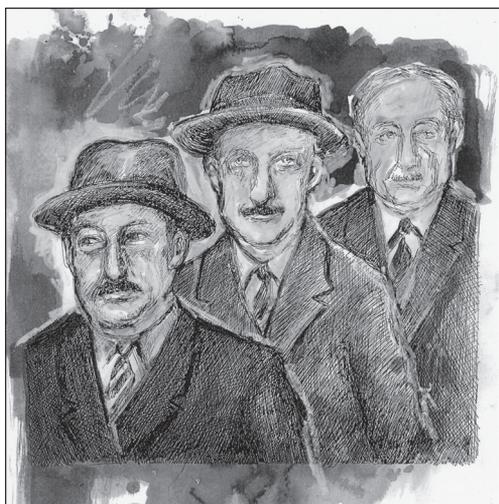


Fig. 5. Maxence Bibié, Georges Bonnet et Yvon Delbos dans le ministère Chautemps en 1938.

par des membres de l'union socialiste républicaine (USR) et des radicaux socialistes ou des membres de la gauche indépendante. Maxence Bibié, l'un des cinq membres de l'USR, a redonné ainsi de la voix à sa formation, comme sous-secrétaire d'État au Commerce auprès de Pierre Cot. Alors qu'à ses côtés, rejeté par les socialistes, Bonnet, ministre d'État, coordonne l'action financière et économique d'un gouvernement soutenu, sans participation, par le SFIO. Delbos demeure aux Affaires étrangères. Bibié a conscience que le ministère, composé seulement par deux des partis qui avaient adhéré au « Front Populaire », n'est plus en mesure de se prévaloir de représenter le rassemblement populaire. Le cabinet Chautemps mis en minorité par les

socialistes sur la question de la « délégation de pouvoir », Bibié avait vécu ses ultimes heures au gouvernement où il ne devait plus avoir d'avenir.

Blum reparait dans un rassemblement populaire à direction socialiste. Y. Delbos disparaît de cette combinaison remplacé par l'un des proches de Bibié, Paul-Boncour, de l'union socialiste et républicaine. Bibié peut y saluer aussi l'un de ses amis périgordins, le socialiste Paul Faure, ministre d'État.

Le Sénat, en renversant le 8 avril le second ministère Blum, conduisit à la dislocation du Front populaire. Parmi les radicaux-socialistes, les membres de l'union socialiste et de la gauche indépendante, à laquelle Bibié avait lié son sort, se divisèrent entre eux : 83 votes pour, 34 contre et 43 abstentions.

Lorsque Daladier met sur pied, en avril 1938, un gouvernement « nouveau », c'est en l'absence des socialistes. Et, si celui-ci est étayé à gauche par trois membres de l'union socialiste et républicaine (USR), c'est sans Bibié. Bonnet a remplacé aux Affaires étrangères l'USR Paul-Boncour et prépare le pays à une politique internationale agitée.

Les « péripéties » gouvernementales de Maxence Bibié s'étaient donc interrompues alors que Daladier, d'avril 1938 à mars 1940, devait préparer la guerre sans relâche. Bibié éprouvait dans l'âme le malaise de la question pacifiste. Avait-il oublié, dans sa course, le juriste de haute volée qu'il fut, attaché strictement aux principes d'une régulation internationale par le droit ? Devant l'évolution de la politique internationale, allait-il se désavouer lorsque quinze ans auparavant devant ses électeurs, il professait et prophétisait ses convictions :

« En nous plaçant sur le terrain international et sans avoir recours à la présence des baïonnettes, nous allons vers une solution pacifique. C'est alors que la Société des Nations pourra jouer son rôle très important pour intervenir dans des conflits internationaux. Il sera ensuite possible de réduire dans les différents États, les forces militaires dont ces derniers disposent⁶ ».

Il se trouve que Bibié fut toujours partisan du rétablissement des relations avec la Russie, point qui le rapprochait d'Y. Delbos et de son « combat républicain anti-fasciste pour la démocratie et la paix entre les peuples ». Redevenu, le 15 janvier 1939, le directeur général de *L'opinion socialiste et républicaine* pour « défendre la République, la Liberté et la Paix », il ne peut faire mieux que citer Jaurès allant vers l'idéal. Quelques mois plus tard, il fera face à Déat qui, au congrès de l'union socialiste et républicaine, conjugue anticommunisme et pacifisme. Des « finesses salonnardes », Bibié n'a que faire. Plus que jamais, l'alliance avec la Russie lui paraît toujours et encore préférable. Quant à l'accroissement des armements auquel il se ralliait, n'allait-il pas heurter ses convictions ? Largement épris du pacifisme préconisé par une Société des Nations au sein d'une Europe mal équilibrée, comment donc pouvait-il concevoir l'entrée en guerre devenue inévitable, lui qui, en 1924, sabre au clair, avait comprimé dans sa profession de foi ses éclatants états de service au combat ? N'allait-il pas céder au découragement ?

Certains conçurent que sa foi républicaine avait été mise à l'épreuve, que ses choix ne l'installaient plus vraiment dans la République lorsqu'il vota les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Mais lui était-il concevable qu'il effacerait d'un trait une carrière républicaine qui, sans parler de bannissement, prendrait alors un goût aussi amer qu'inachevé ?

Un autre jour fatal vint pour Bibié lorsqu'il se représenta au conseil général en 1945 où il fut battu.

Lui, le « résistant sans panache », selon son propre aveu, rendit à la fin de la guerre hommage à de Gaulle. Avant que *Le Ribéracois* ne fût frappé de censure, le 7 juin 1940, il écrivait déjà :

« Ainsi dans la France entière, de Paris à nos villages les plus isolés, la même volonté de résister s'affirme et c'est le gage de succès qui couronnera nos efforts et le sacrifice de nos héroïques soldats ».

Pourtant il dut se résoudre à faire profil bas devant son ancien challenger André Pradeau, un SFIO qui avait pris la direction du mouvement de la Résistance dans le Ribéracois. Dans sa hâte à en découdre, il procédait d'abord à la remise à plat qui lui semblait indispensable. La puissance apaisante de son républicanisme de bon aloi ne s'était donc pas étouffée après les marbres du palais. Beaucoup ne comprirent pas son angélisme pour le moins maladroit qui

6. Bibié, 1924.

entendait justifier son vote en 1940 en s'exclamant : « Où était-il question de renverser la République ? » Les justifications mal rattrapées avaient-elles mis le feu aux urnes ? L'air trop frais du maquis l'avait donc rattrapé d'un coup et singulièrement au point d'interrompre le fil d'une sympathie addictive et coutumière qui avait duré 16 ans entre lui et les électeurs. En tout cas, il va « payer cher Vichy », battu par 2 729 voix contre 1 040. En se redécouvrant électoralement, l'inéligibilité en vue après l'ordonnance du 21 avril 1944 n'interviendra qu'en 1947, il avait prématurément écarté toute chance de rebond. Avait-il donc manqué de lucidité ou avait-il plutôt conçu une autre forme de courage politique qui consistait à affronter l'électorat ? G. Bonnet, signataire lui aussi des pleins pouvoirs au maréchal Pétain, exclu de son parti, résidant en Suisse entre 1944 et 1950, s'évita à chaud les risques de l'opprobre. Frappé d'inéligibilité en décembre 1945, il avait dû attendre pour être élu à la mairie de Brantôme. *A contrario*, Delbos, hostile à l'armistice, déporté, membre de l'Assemblée consultative provisoire en août 1945, échouera quand même à Montignac aux mêmes élections.

Alors que Vichy lui avait interdit de reprendre son enseignement à la faculté, Bibié va enfin retourner à sa chaire - il enseignera neuf ans et pour la première fois à Bordeaux - se livrant, enfin, à l'enseignement du droit des frontières, publiant un ouvrage en octobre 1949 sur *La communauté internationale et ses institutions* en succédant à d'autres travaux universitaires (*La situation économique et financière en Allemagne en 1945* ou encore *La répression des crimes de guerre* en 1951). Membre de la SHAP depuis 1926, sa curiosité intellectuelle, après une étude sur Villeteureix, a porté ses premiers fruits (« L'esprit public dans une commune rurale de la Dordogne sous la deuxième République », *BSHAP*, t. LXXVI, 1949 ; « L'exil en Périgord de Christophe de Beaumont, archevêque de Paris », *BSHAP*, t. LXXVII, 1950). Était-ce sa façon de revivre dans des temps plus ordinaires après ses différentes nominations à la tête des sous-secrétariats d'État qui firent monter ou mentir les réquisitions de la gloire ? N'était-ce pas plutôt la façon de mesurer à leur point d'exercice fragile non pas qu'elles étaient peu significatives au regard du voltage de leurs attributions mais qu'elles furent des concessions passagères de la providence dont il fallait tourner la page pour en retrouver d'autres bien plus anecdotiques.

Pour avoir grandi ensemble, Delbos, Bonnet et Bibié s'étaient construits par l'action politique même en génération (fig. 6). Un dispositif choral barré de tricolore pour une histoire à partager. L'aiguille du gramophone électoral périgordin avait permis à Bibié de vivre, à vitesse intermittente, les aspects et les échecs de l'union des gauches. De toute l'histoire, la représentation du Périgord dans les gouvernements successifs de la France, la III^e République, l'avait donc admis dans son Panthéon au jeu du maroquin repliable, fut-il bien sûr des plus nobles (fig. 7). Il rejoignait des noms, certains illustres, d'autres oubliés :



Fig. 6. G. Bonnet, M. Bibié et Y. Delbos au bas du groupe où sont représentées diverses figures gouvernementales avec lesquelles ils collaborèrent : J. Paul-Boncour, L. Blum, E. Daladier, A. Sarraut, C. Chautemps et E. Herriot.

Magne⁷ achève sa carrière ministérielle au début de la III^e République, il est notamment ministre de Mac Mahon du 25 mai 1873 au 21 juillet 1874. Il croise Oscar Bardi de Fourtou, ministre entre 1872 et 1874 à plusieurs reprises, ministre de l'Intérieur à nouveau en 1877. Vingt ans plus tard, Antoine Gadaud, notamment député de la Dordogne (1885-1889) et sénateur (1889-1892), deviendra ministre de l'Agriculture du 26 janvier au 1^{er} novembre 1895 dans le cabinet Ribot. Vingt et une années après, Albert Claveille devient sous-

7. Lorsque Magne devient ministre pour la première fois, sous-secrétaire d'État à la Guerre chargé de l'Algérie (du 24 novembre 1847 au 1^{er} mars 1848), un autre Périgordin l'a précédé 17 ans plus tôt, Joseph Mérillou, né à Montignac. Il fut ministre de l'Instruction publique et des Cultes (du 2 novembre au 27 décembre 1830) et ministre de la Justice (du 27 décembre 1830 au 8 mars 1831).

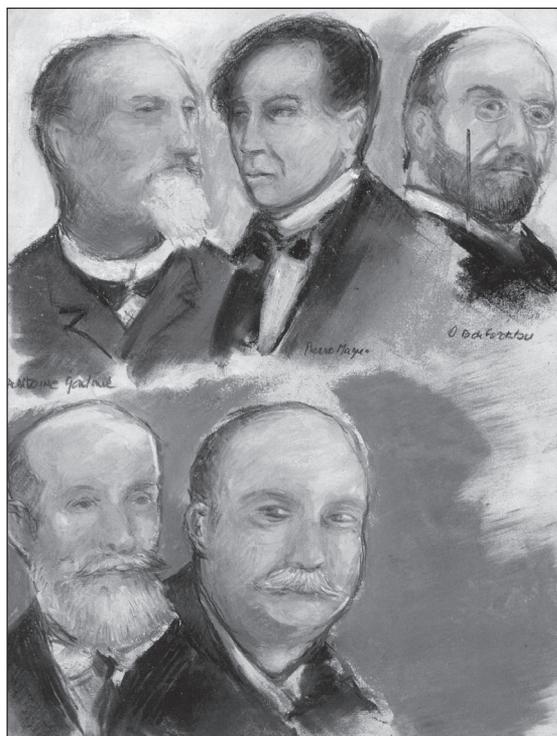


Fig. 7. Cinq ministres périgordins de la III^e République : Antoine Gadaud, Pierre Magne, Oscar Bardet de Fourtou, Robert David et Albert Claveille.



Fig. 8. Trois ministres périgordins du gouvernement de Léon Blum en 1936 : Yvon Delbos, Suzanne Lacore et Paul Faure.

secrétaire d'État aux Transports entre 1916 et 1917 puis ministre des Travaux publics (12 septembre 1917-20 janvier 1920) dans les cabinets Painlevé et Clemenceau. Dans la foulée, lui succède Robert David. Député de la Dordogne entre 1910 et 1914, inscrit à la Fédération des gauches, ce dernier deviendra sous-secrétaire d'État à l'Intérieur dans les cabinets Millerand et J. Leygues du 20 janvier 1920 au 16 janvier 1921 auprès de H. Steeg.

On l'a vu, Bonnet et Delbos ont débuté leur carrière gouvernementale en 1925. Bibié, lui aussi, franchira le cercle vertueux et sautillant des cabinets Sarraut (1933-1936), Daladier (1934) et Chautemps (1938).

Outre Suzanne Lacore, entre le 4 juin 1936 et le 21 juin 1937, Paul Faure, ministre d'État (du 4 juin 1936 au 18 janvier 1938 et du 13 mars au 10 avril 1938), se retrouvera, à son tour, sur les mêmes bancs du gouvernement que Bonnet et Delbos (fig. 8). Une spécificité que cette représentation en force du Périgord que Maxence Bibié cultiva avec bonheur.

Delbos en poste en 1940, comme ministre de l'Éducation nationale, fermera le ban en le réouvrant, il est vrai, sous la IV^e République.

Au total, dix ministres périgordins servirent la III^e République sous des doctrines extrêmement diverses.

Bibié, figure alternative de ce que de Gaulle appellera plus tard le « régime exclusif des partis », puisa dans celui-ci la pertinence d'une carrière politique. Au-delà de la plénitude et de l'éclat du verbe haut prompt à la porter, le tain toujours capricieux de la postérité ministérielle renvoie encore aujourd'hui à l'humilité du bilan, sans esquisser sa part d'ombre même cruelle.

Bibié, après dix candidatures, dont quatre aux législatives (1924, 1928, 1932, 1936), quatre au conseil général (deux défaites, deux victoires), deux aux municipales (deux défaites), sera le 8^e parlementaire périgordin à entrer dans les gouvernements de la République et le dernier député du Ribéracois de la III^e République.

Il se montra ambitieux au milieu de ses pairs, frappé de similitudes parmi ceux qui deviendront la symphonie chromatique des radicaux. Sa fluidité et son assiduité surent trouver récompense. De l'art des convictions partagées au nom des gauches sans cesse à rassembler à l'art d'accommoder les eaux tièdes du radicalisme à des torrents plus tumultueux, on lui prêta des talents éclectiques au point d'enrichir sans cesse son territoire. Au sein de sa carrière ministérielle, et si probantes quelles furent perçues dans l'historiographie balbutiante ⁸, ses étincelles gouvernementales avaient été le produit de la stupéfiante flambée d'un régime républicain qui traversa une crise irrémédiable. Il absorba, donc, jusqu'à la lie l'instabilité ministérielle dans des rôles de composition où, sans cesse à la charnière, il avait dû sans héroïsme manœuvrer pour garder un cap sur une ligne politique incertaine. Il avait donc, dans le beau registre de l'épopée radicale, fait sienne la devise d'A. Siegfried : « Toujours à gauche mais pas plus loin ».

Dans la retraite politique, il sera emporté prématurément le 24 mai 1950 de mort subite. Il quittait la scène politique alors que la première législature sous les affres du tripartisme allait vers la fin.

Les radicaux et les radicaux socialistes et leurs chefs, qui ne purent se targuer d'avoir sérieusement œuvré à la lutte contre l'occupation, conscients de leur affaiblissement, devaient poursuivre, en manœuvrant entre les attermoissements de la droite et de la gauche, alors que d'autres radicaux de gauche étaient toujours au coude-à-coude avec les communistes. Un éternel recommencement.

Même contrariée par les vents aigres de l'histoire, toute l'action politique de Maxence Bibié, député de la Dordogne jusqu'en 1941-1942, l'avait donc ramené à la longue histoire des conquêtes de la gauche en Périgord. Loin de l'image péremptoire, elle illustre autant par ses enthousiasmes que par ses infirmités les griefs qui lui furent adressés et les glissements pernicious

8. GRANGER, 1950 ; WEBER, 1993-1994.

de toute une époque qui maintint pourtant la République. Bibié vécut aux premières loges la politique stérilisante des blocs dans une période de crise économique. De ce point de vue, aux côtés du Parti radical socialiste cartellisé un jour et un autre jour s'unissant avec les Républicains modérés, il avait fait le travail. Des glissements que J.-J. Chevalier l'un des meilleurs spécialistes de l'histoire politique de la III^e République a pu décrire ainsi :

« Les partis considérés d'abord comme avancés sont les opportunistes par rapport aux conservateurs, puis les radicaux par rapport aux opportunistes, se rangent parmi les modérés à mesurer qu'ils ont reçu satisfaction, passent de la gauche qui s'oppose au centre qui gouverne en attendant éventuellement de passer franchement à droite, à la conservation sociale, à l'ordre établi ».

J.-M. L.

Les illustrations sont de l'auteur.

Bibliographie

Entretiens avec Pierre Bibié, août 2007.

BIBIÉ (Maxence), dans *L'Indépendant*, 7 mai 1924.

BIBIÉ (Maxence), dans *Le Ribéracois*, 7 juin 1940.

BIBIÉ (Maxence), *La situation économique et financière en Allemagne*, 1945.

BIBIÉ (Maxence), *La répression des crimes de guerre*, 1951.

BIBIÉ (Maxence), *La communauté internationale et ses institutions*, Paris, éd. Sirey, 1949a.

BIBIÉ (Maxence), « L'esprit public dans une commune rurale de la Dordogne sous la deuxième République », *BSHAP*, t. LXXVI, 1949b, p. 143-147.

BIBIÉ (Maxence), « L'exil en Périgord de Christophe de Beaumont, archevêque de Paris », *BSHAP*, t. LXXVII, 1950, p. 66-68.

CHEVALIER (J.-J.), *Histoire des idées politiques*, Paris, éd. PUF, s. d.

GRANGER (A.), « Nécrologie. M. Maxence Bibié », *BSHAP*, t. LXXII, 1950, p. 115-116.

JOUVENEL (Robert de), dans *La Revue de France*, n° 24, 1922, p. 733.

LACHAISE (Bernard), *Yvon Delbos, biographie 1885-1956*, Périgueux, éd. Fanlac, 1993.

MANFRED (A.), *Histoire de la France*, Moscou, éditions du Progrès URSS, 1980.

MIQUEL (Pierre), *Histoire de la France*, Paris, éd. Fayard, 1977.

PENAUD (Guy), *Dictionnaire biographique du Périgord*, Périgueux, éd. Fanlac, 1999.

PUYAUBERT (Jacques), « Les échéances politiques en Sarladais durant l'entre-deux-guerres », *Art et histoire en Périgord Noir, Bulletin de la Société d'art et d'histoire de Sarlat et du Périgord Noir*, n° 133, 2013, p. 65-80.

WEBER (Patrick), *Maxence Bibié, le Droit et la Politique*, mémoire de maîtrise d'histoire, Université Michel de Montaigne, 1993-1994.

L'Illustration, 4 novembre 1933.

Un radical au cœur de la vie politique du Périgord : Georges Bonnet

1^{re} partie : Servir une ambition (1919-1939)

par Jacques PUYAUBERT

Le Parti radical fut, entre les deux guerres mondiales, la formation politique clé qui, dans le système parlementaire de la Troisième République, joua un rôle de pivot au sein des majorités et de la plupart des gouvernements. Il représenta un vivier de compétences qui alimenta bon nombre de postes ministériels déterminants, sans parler de sa fréquente présence au sommet de l'État. Le département de la Dordogne, dont le conseil général est largement dominé par les « Valoisiens », illustre bien cette omniprésence dans les cercles de pouvoir avec les brillantes carrières d'Yvon Delbos et de Georges Bonnet. Après les fractures de la Seconde Guerre mondiale, déjà entrouvertes au moment du Front populaire, le parti est moribond, épuré par la justice et sanctionné par les électeurs qui l'identifient au régime d'assemblée du passé. Et pourtant, le Périgord représente, au lendemain de la Libération, une terre de résistance du radicalisme où les dirigeants, Yvon Delbos et Henry Laforest ¹, doivent reconstruire la vieille maison et retrouver une crédibilité. À partir du

1. Pour Laforest, nous utiliserons le plus souvent le prénom Henry, présent dans de nombreuses publications, voire Henri lorsque cette orthographe est présente dans la documentation *ad hoc*.

retour d'exil de Georges Bonnet, en 1950, l'ancien ministre cherche à reconquérir à tout prix sa place perdue depuis son exclusion du parti radical en 1944. Dans son entreprise, il se heurte à l'ambition d'Henry Laforest qui s'est imposé dans le Nontronnais, l'ancienne place forte de Bonnet.

Des périodes bien différentes se dégagent si l'on considère le rôle exercé par Georges Bonnet. Sous la Troisième République, dont il sera paradoxalement l'un des fossoyeurs, le voici, en bon radical, qui gravit les échelons de la notoriété tant au niveau local que national et international jusqu'à écœurer la concurrence. Le second conflit mondial sera, pour lui et pour beaucoup d'hommes politiques, le moment des choix cruciaux, en direction du maréchalisme puis du vichysme de conviction, qui vont en fait obérer durablement sa soif de revanche et freiner son ambition de retrouver le lustre d'antan. Retrouver, en effet, toute sa place au cœur des batailles électorales dès 1950 s'avère d'autant plus difficile qu'aux adversaires triomphants, gaullistes et communistes voire démocrates-chrétiens, s'ajoute un radical dont les positions paraissent bien assurées dans son propre fief du Nontronnais, Henry Laforest. Se gardant à droite et à gauche, Bonnet mène une lutte fratricide de vingt années dont les péripéties illustrent la complexité nouvelle du jeu politique sous les Quatrième et Cinquième Républiques du fait de la résistance des groupes de pression et des réflexes que l'on croyait d'un autre âge².

Le parti radical est l'objet de tensions et même de combats sans merci entre factions sur le plan départemental comme national. Le rôle complexe de Georges Bonnet fait sentir toute l'importance de ce contexte partisan qui ne saurait se limiter à une guerre entre personnalités de premier plan.

Dans la mesure où les colonnes de ce Bulletin ont déjà accueilli en 2007 un article consacré à une sélection de confrontations électorales autour de Bonnet, nous insisterons sur des aspects si possible novateurs. La fonction de cette contribution de 2013 est de donner au public des éléments d'appréciation, forcément parcellaires et donc contestables compte tenu du format de l'édition, tout en mettant en exergue les lignes de force qui sous-tendent l'action de Georges Bonnet.

2. PUYAUBERT, 2007a. Seront utilisés pour l'essentiel le mémoire de thèse (PUYAUBERT, 2001) et la version abrégée publiée (PUYAUBERT, 2007b).

I. Servir une ambition (1919-1939)

Pour Bonnet, l'entre-deux-guerres semble relativement simple puisqu'il embrasse, à partir de 1919 et surtout de 1921-1922, une belle carrière politique qui le conduit aux portes de l'Hôtel de Matignon en 1938. À la veille du second conflit mondial, il est certainement l'un des hommes politiques les plus en vue voire l'un des plus admirés et des plus détestés.

1. Le brillant cursus effectué par Georges Bonnet

L'ancrage de Georges Étienne Bonnet (né en 1889 à Bassillac au domaine de Meycourbie) en Périgord est ancien d'abord par l'influence qu'y exerce son père Gaston Bonnet. Après la défaite de 1870, ce dernier ouvre un cabinet d'avocat à Périgueux où il exerce de 1872 à 1880. Intéressé par la vie politique locale, il est élu conseiller municipal à Périgueux et fréquente, à Paris, Léon Gambetta, Henri Brisson et Léon Bourgeois³ qui furent tous trois présidents du Conseil de la Troisième République. Parmi les relations avec le monde politique, relevons Gabriel Hanotaux, Paul Challemel-Lacour et Joseph Chaumié, originaire d'Agen. Malgré son éloignement ultérieur⁴, Gaston Bonnet est souvent sollicité par les relations qu'il a conservées en Dordogne, preuve qu'il a l'oreille des gouvernants⁵. Il se retrouve ainsi au cœur de la querelle qui oppose les frères ennemis, Antoine Gadaud⁶ et Georges Saumande, sur la question de l'équipement en eau de la ville de Périgueux, affaire dont l'enjeu véritable est le siège de premier magistrat municipal. La carrière parisienne de Gaston Bonnet est brillante : en 1903, président de Chambre à la Cour, puis conseiller à la Cour de cassation. Il décède en février 1914.

Après des études au lycée Henri IV, son fils Georges suit des études classiques à Paris, licence ès Lettres et en Droit, pour prêter le serment d'avocat. En décembre 1913, il est reçu à 24 ans troisième au concours ultra-sélectif d'accès au Conseil d'État. Auditeur de seconde classe, il accède à ce tremplin vers les cabinets ministériels.

3. Léon Gambetta est chef du gouvernement du 14 novembre 1881 au 26 janvier 1882, Henri Brisson à deux reprises, du 6 avril au 29 décembre 1885 et du 28 juin au 25 octobre 1898, Léon Bourgeois du 1^{er} novembre 1895 au 23 avril 1896.

4. Gaston Bonnet est substitut général à Nancy, avocat général à Rennes en 1880, en 1885 président de Chambre à la Cour d'appel de Riom-es-Montagne et en 1894, conseiller à la Cour de Paris.

5. APGB Z, correspondance Bonnet, lettre d'Antoine Gadaud à Gaston Bonnet, Périgueux, 26 mars 1887.

6. Antoine Gadaud fit ensuite une carrière parlementaire, député de l'Union des gauches en 1885, puis sénateur, après une défaite aux législatives, en 1891 et, enfin, ministre en 1895. GUILLAUME et LACHAISE, 1998 (les notices biographiques concernant la Dordogne ont été établies par Bernard Lachaise).

2. La Grande Guerre, une profonde déchirure



Fig. 1. Georges Bonnet sous l'uniforme en 1920 (?) (APGB).

Mais la Grande Guerre suspend cette brillante ascension. Après un an et sept mois passés au feu, il est réintégré d'office dans son corps d'origine en 1916. Il publie, chez Payot, en 1917, son premier livre, *L'Âme du soldat*⁷, qui contribue à le faire connaître. Prenant appui sur sa propre expérience, il essaie de décrire le « poilu » tel qu'il est, avec ses qualités et ses défauts. Georges Bonnet a prêté sa plume à Gabriel Hanotaux pour le *Circuit des champs de bataille de la Grande Guerre*, publié en 1919⁸ et destiné à une large audience.

L'épreuve de la guerre a beaucoup marqué Georges Bonnet comme tous ceux de la « génération du feu » (fig. 1). Il est l'un des précurseurs de ce courant pacifiste, très vif après l'armistice, qui veut éviter la répétition de la Grande Guerre. Cette adhésion profonde coïncide avec son patriotisme puisqu'il s'agit de mettre le pays à l'abri des périls. Il conservera cet engagement envers et contre tous, au risque de se couper de l'opinion comme en mars 1939.

Bonnet est tout d'abord associé, par arrêté du président du Conseil, aux travaux de la conférence de la Paix de 1919, qui se tient à Versailles, en tant que secrétaire du comité consultatif juridique de la Paix. Il veille à la bonne mise en forme des différents textes proposés à la négociation⁹.

3. 1919 : à l'épreuve du terrain politique

L'ambition politique émerge doucement. Georges Bonnet apprend que Louis Deschamps, jeune député d'Ille-et-Vilaine, nommé sous-secrétaire d'État à la Démobilisation par Clemenceau, cherche un collaborateur. C'est ainsi qu'en 1919, il fait son entrée dans un cabinet ministériel et L. Deschamps le garde à ses côtés. Sa vocation à devenir un acteur du tapis vert international s'affirme lorsqu'il dirige la délégation française au Congrès postal de Madrid en 1920. Ce sera, dans la foulée, son voyage de noces avec Odette Pelletan¹⁰, petite-fille d'Eugène Pelletan dont Gaston Bonnet fut le secrétaire particulier lors de la guerre franco-prussienne. Le réseau des dynasties républicaines protestantes est son vivier depuis qu'il est en âge de fréquenter les acteurs politiques.

7. BONNET, 1917.

8. HANOTAUX, 1919 (Georges Bonnet a rédigé la *Vue d'ensemble du secteur du Centre* en ce qui concerne le front franco-allemand, p. 39-43).

9. APGB Z, mémoire de proposition pour la nomination comme chevalier de la Légion d'honneur. Georges Bonnet exerce cette fonction de secrétaire du 19 janvier au 4 mars 1919, par arrêté de Georges Clemenceau.

10. PUYAUBERT, 2012.

En novembre 1919, les premières législatives d'après le traité de Versailles se font au scrutin de liste à la proportionnelle dans le cadre départemental, avec prime à la majorité absolue¹¹.

Afin de réaliser un rassemblement situé plus à gauche, le Parti radical périgordin¹² lance une liste dite de « concentration » dont la tête est occupée par Félix Gadaud. Déjà conseiller général « républicain de gauche » de Périgueux depuis 1913, le candidat bénéficie de la notoriété de son père Antoine (1841-1897), médecin comme lui, franc-maçon influent, et surtout maire et conseiller général de Périgueux dans les années 1880. Félix Gadaud dirige le Cercle radical de Périgueux. Georges Bonnet, baptisé pour l'heure « républicain de gauche », figure en seconde place, puis viennent Henri Chavoix, député sortant, républicain socialiste, Yvon Delbos, « publiciste, agrégé de Lettres », Georges Faugère, maire de Faux et conseiller général d'Issigeac, et René Favareille, maître des Requêtes honoraire¹³. Un seul radical-socialiste orthodoxe figure sur cette liste de centre gauche, c'est Yvon Delbos qui vient d'être élu, en septembre 1919, membre du bureau du comité exécutif du Parti radical dirigé par Édouard Herriot. Devenu un homme d'appareil, il brûle, comme son colistier Bonnet, de conquérir une position dans son pays natal. La jeune équipe radicale réunie derrière Gadaud s'échine à mener une critique du traité de Versailles, très mal perçue, et de la politique financière du cabinet. Elle est balayée lors du scrutin du 16 novembre 1919, loin du Bloc national qui passe 4 élus, Saumande, Clament, Sireyjol et Brunet. Un seul élu à gauche : Félix Gadaud.

Comment rebondir pour Bonnet ? Repartir de la base en escaladant patiemment chacune des marches du cursus. Il sera un élu du terroir avant de pouvoir accéder au Palais-Bourbon ; ainsi va-t-il construire un fief des plus durables, « son » fief.

4. Le cœur du fief « bonnetiste » durant des décennies : Champagnac-de-Bélair

Le canton de Champagnac et, bientôt la commune, seront le centre des entreprises de Georges Bonnet et, sous la V^e République, de son fils Alain Paul qu'il associe étroitement à son implantation territoriale.

11. Archives départementales de la Dordogne (ADD), 3 M 80, élections législatives du 16 novembre 1919, rapport du commissaire de Périgueux, 4 novembre 1919.

12. Le biographe d'Yvon Delbos, Bernard Lachaise, a récusé la prétention de Georges Bonnet, formulée 50 ans plus tard dans ses *Mémoires*, d'avoir été l'instigateur de la liste dite de « concentration économique et républicaine ». Il ne paraît pas possible d'établir lequel des deux eut le premier l'idée de convertir Félix Gadaud à son entreprise. LACHAISE, 1993, p. 71-72. Dans sa note n° 6 p. 98, B. Lachaise relève plusieurs erreurs commises par Georges Bonnet dans sa relation des faits (BONNET, 1969, p. 21-24).

13. APGB Z, professions de foi.

Aux législatives de 1919, la première tentative électorale de Bonnet s'est ainsi soldée par un échec cuisant. La leçon en est tirée immédiatement puisque le radical ancien style Léon Sireyjol, député sortant réélu, le prend sous son aile en Nontronnais pour assurer sa succession. Sireyjol a repéré dans son adversaire d'hier des compétences hors du commun auxquelles il manque l'expérience du terrain. Bonnet bénéficie aussitôt de l'appui sans faille du journal *Le Nontronnais*. À la suite de quoi, il est élu brillamment conseiller d'arrondissement du canton de Champagnac-de-Bélair, le 14 mai 1922, sous l'étiquette « Républicain de gauche » face au directeur du *Combat périgourdin* Champernaud (fig. 2). Il devient aussitôt président du conseil de

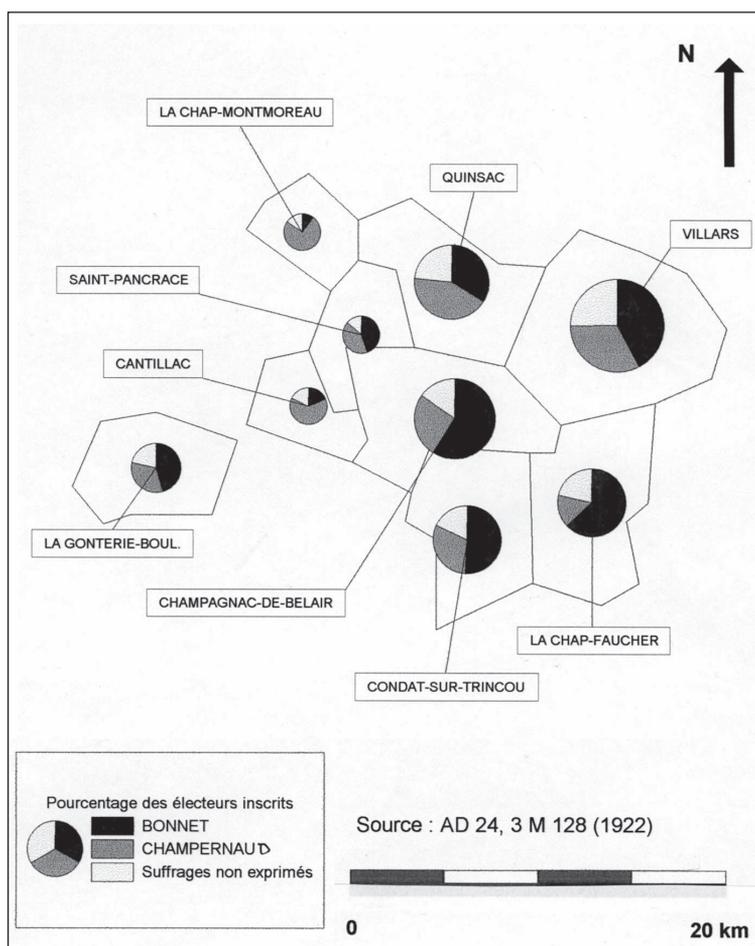


Fig. 2. Élections au conseil d'arrondissement de 1922, canton de Champagnac-de-Bélair (cartographie J. Puyaubert).

la circonscription. La position de conseiller d'arrondissement, si modeste soit-elle, constitue un tremplin commode vers de plus hautes charges.

Georges Bonnet accentue son ancrage local avec l'accès au conseil général. Aux élections cantonales de 1925, Georges Bonnet et Yvon Delbos viennent rejoindre le groupe radical-socialiste de l'assemblée départementale qui est passé de douze à vingt-cinq membres. En juillet 1925, en effet, il succède à Guillaume Lapierre, notaire à Villars, qui a décidé de se retirer en faisant campagne pour Bonnet. Comme Léon Sireyjol, Georges Bonnet se présente comme « républicain radical », avec un premier bilan positif de conseiller d'arrondissement : un service double de tramways, la création d'un autobus de Brantôme à Thiviers, l'ouverture ou la réouverture d'agences postales et des subventions pour les projets cantonaux. La victoire au premier tour, avec près de 90 % des suffrages exprimés, est un jeu d'enfant.

Bonnet représente son canton de Champagnac-de-Bélaïr jusqu'au régime de Vichy. Ainsi, en octobre 1931, la fidélité des électeurs est telle que, dans les petites communes, il recueille l'intégralité des suffrages exprimés. Le voilà définitivement adopté en Dordogne ¹⁴. Avec lui, les radicaux de toutes obédiences et les républicains de gauche dominent largement le département durant l'entre-deux-guerres. Lors du renouvellement de 1937, Bonnet, vice-président de l'assemblée départementale chargé des finances - il a exercé plusieurs fois la fonction de ministre des Finances - n'a même plus d'adversaire à droite lors d'une réélection dans un fauteuil.

Le catalogue des engagements électoraux reprend les valeurs sûres de l'équipement collectif : adduction d'eau, électrification, travaux pour les chemins vicinaux et ruraux, aide aux réseaux ferrés. À celles-ci s'ajoutent les préoccupations d'un assistant social dont le rôle apolitique s'applique à protéger les « travailleurs de la terre, sinistrés agricoles, petits commerçants et artisans, vieux travailleurs ». Participant assidûment aux foires et marchés comme aux comices agricoles, Georges Bonnet est également porté à la présidence d'honneur du comice agricole de Thiviers ¹⁵ en 1928. Bien au fait de cette forme de représentation, l' élu n'apporte ici aucune originalité à sa mission destinée à préserver un milieu social menacé dans son identité et bientôt dans son existence même. Retenir les ruraux dans ces campagnes déshéritées, tel est le pari perdu d'un radical qui, derrière ses soucis de gestion en bon père de famille, cache son immobilisme fondamental. Cette

14. ADD, 3 M 117, élections cantonales de 1925. En 1927, Léon Sireyjol succède à son collègue Ferdinand de Laborie de La Batut à la tête du conseil général (GENTY, 1974, annexe n° 28 « Stabilité des conseillers généraux »). ADD, 3 M 118, renouvellement du conseil général du 18 octobre 1931. Le renouvellement de 1937 est une formalité pour G. Bonnet puisqu'il n'y a plus d'adversaire : ADD, 3 M 120, élections cantonales de 1937, canton de Champagnac-de-Bélaïr.

15. Enquête sur le personnel parlementaire de la Troisième République, dirigée par Maurice Agulhon et Jean-Marie Mayeur, et conduite par le Centre de recherches sur l'Histoire du XIX^e siècle, fiche sur Georges Bonnet établie par Bernard Lachaise.

« re-connaissance » mutuelle appartient à une forme de contrat tacite qu'il n'est pas étonnant de voir reconduit après la tourmente de la seconde guerre mondiale.

La conquête du siège de premier magistrat de Champagnac-de-Bélair en mai 1929, et sa réélection automatique, n'ont pu que conforter cette implantation politique.

Georges Bonnet restera maire de Champagnac pendant 12 ans et sera également maintenu à ce poste sous Vichy, la véritable césure correspondant à son exil en Suisse (de 1944 à 1950). C'est grâce à ce canton qu'il réussira son retour improbable sous la IV^e République en 1951. Ce territoire lié à la famille Bonnet par des liens très forts portera le père au conseil général pendant 34 ans et son fils Alain pour 28 ans soit 62 ans de pouvoir sans partage.

5. Des rendez-vous électoraux contrastés : 1924, 1928, 1929

a. Enfin député ! Le 11 mai 1924

Bonnet n'est pas, à la différence de Delbos, un radical de conviction ; il entre au parti de la rue de Valois, convaincu par Édouard Herriot, plus par raison que par inclination doctrinaire. Néanmoins, il constitue l'une des personnalités clés du Cartel des gauches, au premier chef grâce à son combat victorieux aux législatives de 1924 avec Gadaud, Delbos, Georges Faugère, Maxence Bibié et Marcel Michel - ce dernier est le seul non élu de la liste dite d'« Union des Gauches » au scrutin de liste départemental¹⁶. En second lieu, parce que Georges Bonnet accédant d'emblée aux fonctions ministérielles avec le Cartel, sera médiatiquement très exposé et donc « marqué à gauche » ; malgré les déboires de ces gouvernements radicaux, le Périgordin ne cessera de se réclamer du Cartel ; il reste l'une des rares voix encore audibles en 1926-1928 lorsqu'il se retrouve avec ses amis dans l'opposition puisque l'ancien président de la République Raymond Poincaré a fait un retour fracassant en 1926 en s'emparant de la présidence du Conseil. *A contrario*, Bonnet défend, avec des arguments dont la justesse est aujourd'hui reconnue par les historiens de l'économie, le bilan financier du Cartel alors que son chef Herriot se retrouve bien isolé et fragilisé.

Bien implanté dans le canton de Champagnac-de-Bélair, réalisant ainsi un cursus local parfait, Georges Bonnet a pu croire qu'il maîtrisait le système avec ses règles du jeu et qu'il possédait toutes les ficelles du métier. Il va devoir déchanter. L'élection législative de 1928 est, en effet, pour Bonnet une douloureuse expérience dont il va néanmoins, encore une fois, rapidement tirer les leçons.

16. Pour cette échéance du 11 mai 1924, bien étudiée par de nombreux historiens, cf. également PUYAUBERT, 2007a.

b. Les élections législatives de 1928

Celles-ci ont vu le retour du scrutin d'arrondissement, préparé par le ministre de l'Intérieur Albert Sarraut. Georges Bonnet est intervenu à la Chambre pour proposer cette modification de la loi électorale, le 5 février 1927. Les radicaux ont de quoi être satisfaits puisque leur demande de réforme du mode de scrutin, formulée dès 1924, a enfin abouti, ce qui les affranchit de la tutelle indirecte exercée par les socialistes. Les élections législatives leur donnent raison puisqu'ils compteront 125 élus¹⁷. Le cas de Georges Bonnet, sévèrement battu dans la circonscription de Nontron, le 22 avril 1928, représente donc un contre-exemple qu'il est intéressant d'évoquer (fig. 3) alors que ses anciens colistiers de mai 1924, Gadaud, Bibié et Delbos, sont réélus sans difficulté en Dordogne.

Georges Bonnet se trouve éliminé d'emblée par le modéré Jean-Paul Filhoud-Lavergne, maire de Piégut-Pluviers, qui s'était déjà présenté sans

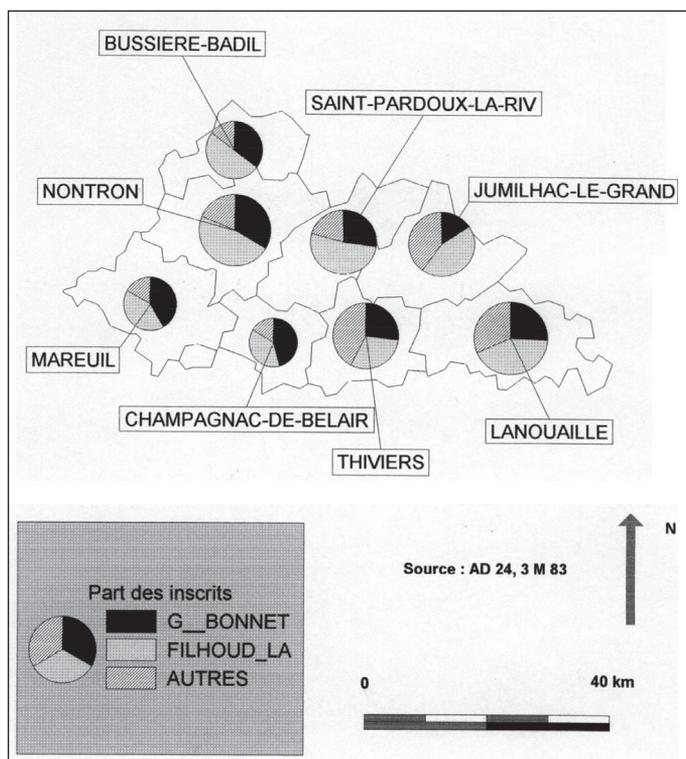


Fig. 3. Élections législatives du 22 avril 1928, 1^{er} tour, circonscription de Nontron (cartographie J. Puyaubert).

17. BERSTEIN, 1982, t. II, p. 63. MAYEUR, 1984, p. 286-288.

succès au Parlement¹⁸. L'élection au premier tour du candidat de droite est obtenue à une seule voix de majorité, un cas rarissime. Georges Bonnet explique sa défaite par l'âpreté de la campagne. Il paie ses initiatives fiscales avec Painlevé en 1925 comme ministre du Budget et la main tendue du gouvernement radical à l'Allemagne républicaine de Weimar avec Stresemann, mal comprise par l'opinion française. De plus, Filhoud-Lavergne, conseiller général de Nontron, a reçu l'appui d'un autre candidat, Honoré Boutinaud, conseiller général de Thiviers. Aux dires du sous-préfet, ce dernier veut la perte de Bonnet qu'il considère comme un « communiste¹⁹ ». Les réunions publiques du député du Cartel sortant sont perturbées par des adversaires déterminés²⁰. Enfin, bien que l'ancien ministre s'appliquât à revenir dans sa circonscription chaque dimanche et qu'il « ait rendu tous les services possibles », il s'est beaucoup investi dans ses missions nationales et internationales, délaissant trop souvent ses électeurs. De plus, le député sortant passe pour être soutenu par l'administration préfectorale qui juge sa position « inexpugnable²¹ ». *L'Argus de la Dordogne* s'insurge contre « le petit sous-préfet, intrigant tout à fait zélé qui, lors d'une réunion exceptionnelle du conseil d'arrondissement de Nontron », a fait voter : « Le Conseil d'arrondissement de Nontron remercie Georges Bonnet du dévouement inlassable avec lequel il a suivi, depuis quatre ans, les intérêts de tous les cantons et de toutes les communes de l'arrondissement de Nontron²² ».

Le député sortant a pourtant souligné son bilan international, accords de Genève sur le désarmement et de Locarno, le traité franco-allemand de réconciliation, son attachement à la paix en réservant ses critiques pour le « Traité de Versailles mal élaboré ». L'échec financier du Cartel en 1926 - crise de la dette et du franc - constitue le véritable talon d'Achille de l'ancien ministre du Budget que ses opposants rappellent en permanence.

c. L'élection législative partielle de 1929 représente la planche de salut pour Bonnet

Georges Bonnet, dont la carrière nationale est alors en passe d'être brisée net, bénéficie d'un concours de circonstance, à charge pour lui d'abandonner le Nontronnais qui l'a sanctionné pour la circonscription de Périgueux à la population fort différente.

Le décès du sénateur Bernard Eymery, ancien maire du Pizou, entraîne l'accession de Félix Gadaud à la Haute Assemblée, libérant ainsi un fauteuil au

18. GUILLAUME et LACHAISE, 1998, p. 70-71, notice rédigée par Bernard Lachaise.

19. ADD, 3 M 83, élections législatives de 1928, rapport du sous-préfet de Nontron, le 22 novembre 1927.

20. ADD, 3 M 83, rapport du 27 février 1928.

21. ADD, 3 M 83, rapport du 27 février 1928.

22. ADD, 3 M 84, élections législatives de 1928 ; *L'Argus du Périgord*, 19 février 1928.

Palais-Bourbon. Georges Bonnet se présente aussitôt dans la 1^{re} circonscription de Périgueux, investi à la fois par le Cercle radical et par le Cercle radical-socialiste. Par sa virulence, cette campagne électorale rappelle celle de l'année précédente. Devant 1 200 personnes rassemblées au manège d'artillerie, le candidat communiste, Lacombe, renvoie dos à dos tous les autres candidats « bourgeois²³ ». Il termine sa péroraison en sommant Georges Bonnet de se situer par rapport à Poincaré. Les appels directs du candidat communiste à l'électorat ouvrier ont été entendus puisqu'il fait un excellent résultat dans la ville et sur le canton de Périgueux.

Georges Bonnet joue la carte de la continuité, faisant valoir son attachement au berceau familial et le soutien paternel du maire Félix Gadaud. Dans sa profession de foi, après la défense de la paix, vient un catalogue de mesures à prendre en faveur des commerçants, artisans et agriculteurs, dont les planteurs de tabac. Comme cette circonscription est bien différente de celle de Nontron, il se soucie des ouvriers et cheminots des ateliers du Paris-Orléans. Se prononçant nettement contre toutes les puissances d'argent, il emploie un langage à la fois rassurant, catégoriel et suffisamment orienté à gauche pour mordre sur plusieurs électors²⁴. Certes, Bonnet cherche et trouve une clientèle - ce qui n'est en rien spécifique mais bien le lot des parlementaires qui répondent aux multiples sollicitations de leurs mandants d'hier et d'aujourd'hui -, mais au delà, il agit en bon radical dont l'approche est pragmatique, parfois teintée de démagogie tout en sachant garder ses distances. Alors des plus respectés, Bonnet en impose par ses allures de gentleman qui sait aller dans les cours de ferme, pousser les portes des demeures les plus humbles, à la façon du « petit père Queuille », son homologue radical de Corrèze qu'il côtoie au ministère.

Bonnet est choisi dès le premier tour par les Périgourdins, le 24 février 1929, en rassemblant 7 220 suffrages (52,4 % des suffrages exprimés) contre 3 323 à Pierre Lacombe²⁵. Il a fait une percée remarquable dans les zones rurales, Saint-Astier, Vergt et plus particulièrement dans le canton de Brantôme qui lui donne 75 % des suffrages exprimés. Sur le canton de Périgueux, il a plus d'un millier de voix d'avance sur le candidat du PCF.

6. 1932 : un complet succès pour les radicaux

Les élections législatives de 1932 représentent, pour le Parti radical, un aboutissement²⁶. Dès le 1^{er} tour, le premier mai, le succès est patent. Georges

23. ADD, 3 M 85, 1^{re} circonscription, lettre du préfet de la Dordogne au ministre de l'Intérieur, Périgueux, le 13 février 1929.

24. ADD, 3 M 85, profession de foi de Georges Bonnet à l'élection législative du 24 février 1929, résultats de l'élection législative du 24 février 1929 (1^{er} tour). ADD, 3 M 85, 1^{re} circonscription, rapport du commissaire de police de Périgueux, 23 février 1929.

25. ADD, 3 M 85, résultats de l'élection législative du 24 février 1929 (1^{er} tour).

26. BERSTEIN, 1982, t. II, p. 204-206.

Bonnet, avec Herriot, Daladier, Chautemps et Delbos, fait partie des 64 députés radicaux élus sans coup férir. Profitant de la grande dispersion des candidatures puisqu'il n'y a pas moins de huit postulants, Georges Bonnet apparaît comme la valeur sûre. Il totalise 9 705 voix - contre 2 343 à Eyraud son suivant immédiat - au premier tour de scrutin, le 1^{er} mai 1932 (fig. 4). Le Parti communiste perd un millier de voix. N'ayant plus d'adversaire sérieux à droite, Georges Bonnet enregistre ici son plus beau succès pour une consultation nationale de l'entre-deux-guerres. Véritable maître du jeu au chef-lieu du département, le député sortant radical conforte son avance. Ce succès personnel renforce par ailleurs la position de l' élu au sein de son parti et de la classe politique. Bonnet est définitivement adopté par les habitants de Périgueux qui ne lui tiennent pas rigueur d'avoir abandonné le Nontronnais pour le chef-lieu de département, bien au contraire.

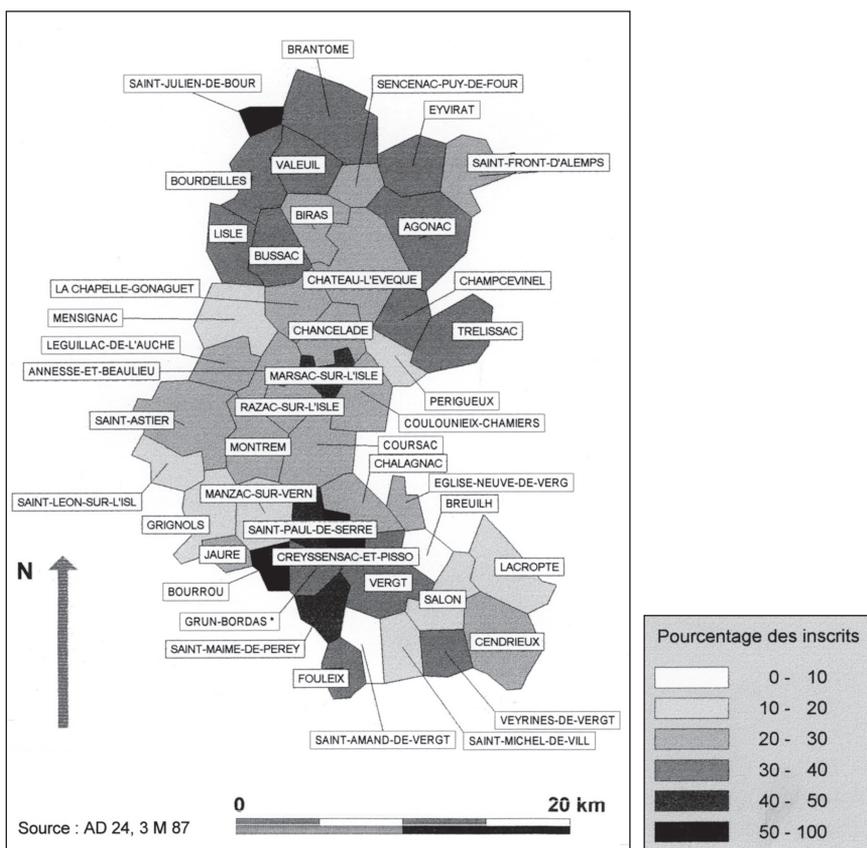


Fig. 4. Élections législatives du 4 mai 1932, 1^{er} tour, 1^{re} circonscription de Périgueux, électorat de Georges Bonnet (cartographie J. Puyaubert).

7. Bonnet, chef de file de la droite radicale (1934-1940)

Référence s'il en est au sein du parti radical, Georges Bonnet occupe désormais les premiers rangs ministériels - nous y reviendrons -, et, profitant de sa notoriété de titulaire incontesté de la rue de Rivoli en 1933, opère un glissement idéologique et tactique de première importance dont les effets se feront sentir, non seulement lors du Rassemblement populaire, mais plus encore lors de l'Occupation et après la guerre.

La césure au sein du Parti radical peut être située en 1934-1935. D'une part, Bonnet se rapproche des tenants du parti de l'Ordre qu'il combattait vertement en 1919 comme en 1928. De plus, lorsque le président du Conseil Pierre Laval lance sa super-déflation, Bonnet le soutient alors que la SFIO, le PCF et bien des radicaux derrière Daladier, s'opposent à cette orientation. Surtout, Herriot et Bonnet sont les deux seuls ministres radicaux à intégrer le 4^e cabinet Laval de juin 1935 où le Périgordin occupe la fonction de ministre du Commerce. Enfin, Bonnet approuve la main tendue de Laval à Mussolini, une politique qu'il tentera, en vain, d'activer lors de son passage au Quai d'Orsay. *A contrario*, son homologue Yvon Delbos, député du Sarladais depuis 1924, attaque vigoureusement la politique italienne de Laval à la Chambre, lie son sort au Front populaire et ferraille contre l'aile droite radicale animée désormais lors des congrès par Bonnet et les siens²⁷. C'est ainsi que lors du congrès de Biarritz d'octobre 1936, l'affrontement entre la ligne de gauche incarnée par Daladier et la ligne de droite derrière Bonnet voit le premier, et donc le choix frontiste, triompher. Pour autant Bonnet ne désarme pas et rassemble son clan autour de sa politique de 1937 à septembre 1939. Il pèse sur les choix gouvernementaux dans la mesure où la direction du parti ne peut faire sans cette aile conservatrice.

8. 1936, une victoire électorale sans et malgré le Front populaire²⁸

Le 29 septembre 1935 à Terrasson, Delbos²⁹ prononce un vibrant appel à la mobilisation en faveur du régime républicain, aux côtés des communistes et des socialistes. Néanmoins, le député du Sarladais évite soigneusement de se référer de manière explicite au Rassemblement populaire, sachant qu'il doit capter l'électorat modéré³⁰.

En son absence, le congrès départemental du parti, qui se tient à Périgueux le 27 septembre 1935, est acquis à Georges Bonnet³¹. Le comité

27. LACHAISE et PUYAUBERT, 2006.

28. Ces élections législatives ayant été l'objet d'études nombreuses, nous nous limiterons à l'essentiel. Cf. par exemple, PUYAUBERT, 2007a.

29. LACHAUDRU, 1971, p. 67-69.

30. PUYAUBERT, 2013.

31. LACHAISE, 1993, p. 172-173, 180-181 et 201.

radical de Périgueux est, en effet, sous sa coupe. Léon Sireyjol³², le président du conseil général, réussit à maintenir son contrôle sur la ligne éditoriale du *Nontronnais* - ni droite, ni gauche - avec l'appui d'un Henry Laforest, nouvellement recruté au journal. Agent d'influence bonnetiste, Laforest se présentera aux législatives de 1936 sous l'étiquette républicaine. Il figure au second tour où il devance largement Filhoud-Lavergne, le tombeur de Bonnet, mais il est battu *in fine* par le communiste Gustave Saussoy.

Les radicaux périgordins, comme en témoigne la position spécifique de ses principaux leaders, sont donc à la fois fragilisés et divisés : fragilisés par la montée d'une gauche qui se sent forte du mouvement populaire, divisés devant la stratégie à adopter face à des alliés envahissants. Dans ce contexte, Georges Bonnet, ministre de Laval puis de Sarraut, représente un pôle de résistance au Front populaire. Bonnet, foncièrement anticommuniste, ignore superbement les accords à gauche³³ et le programme « le pain, la liberté, la paix » pour mener « sa » campagne de terrain sur son seul nom.

Si le ministre des Finances de 1933 (fig. 5), du Commerce de 1935-1936 fut actif en faveur des agriculteurs, le député de Périgueux ne le fut pas moins, puisqu'il a obtenu la réintégration en 1933 et en 1935 des cheminots du Paris-

Orléans révoqués après les grandes grèves de 1920. Depuis 1863, en effet, sous l'impulsion du ministre des Finances de l'empereur, le Périgourdin Pierre Magne, le chef-lieu est devenu la plaque tournante du trafic ferroviaire de la région³⁴. En 1870, déjà, 1 000 salariés s'employaient, dans le quartier du Toulon, à l'entretien et à la réparation du matériel roulant de la compagnie. Certains des ouvriers des ateliers du « PO » de Périgueux, fief d'une CGTU remuante, sauront se souvenir du geste de Bonnet.

Ce dernier met également en avant son rôle de président de la commission des Finances du conseil général où il a obtenu, en novembre 1935, le vote de crédits permettant d'effectuer la péréquation totale des pensions des retraités du département. Dans son journal électoral, *L'Avenir de la Dordogne* (fig. 6), toute une page est régulièrement occupée par le compte-rendu des réunions publiques tenues par un député sortant qui s'est mobilisé de bonne heure sur le terrain.

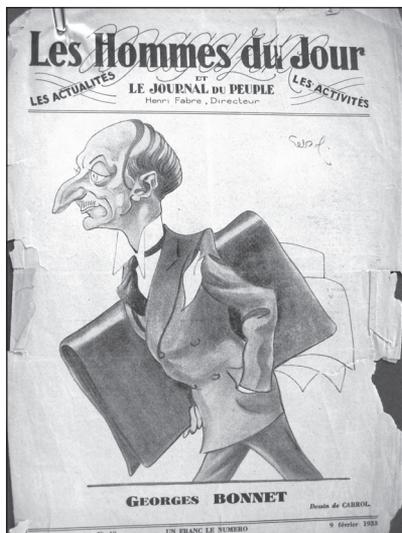


Fig. 5. Dessin de Cabrol sur Georges Bonnet ministre des Finances en 1933 (APGB).

32. ÉLOI, s. d., p. 216-219.

33. APGB 13 Dr 5 sdr 2, *L'Avenir de la Dordogne* des 16 et 22 avril 1936.

34. LACHAISE, 2000, p. 259-260. Voir aussi COCULA, 2012.

Georges BONNET défenseur des Agriculteurs

Producteurs de Blé, Souvenez-vous que :

Georges Bonnet a fait supprimer la taxe à la production, si gênante pour les cultivateurs.

Il a fait acheter par l'Intendance Militaire, des blés libres pour les cultivateurs qui n'avaient pas stocké dans les coopératives.

Il a fait payer aux coopératives agricoles les primes dues pour le stockage, la dénaturation et l'exportation.

Il a fait maintenir, pour le département de la Dordogne, la faculté d'échanger du blé contre le pain, suivant la coutume de notre région.

Il a voté contre l'admission temporaire de blés étrangers.

Il a obtenu, pour les agriculteurs ayant des blés stockés, des délais pour payer leurs impôts.

Viticulteurs, Rappelez-vous que :

Planteurs de tabac, Souvenez-vous que :

Georges Bonnet a obtenu, au cours des années 1933, 1934, 1935, que les prix et les primes des tabacs soient fixés conformément aux désirs exprimés par vos représentants.

Georges Bonnet a obtenu 116 hectares de superficie nouvelle à planter pour l'année 1936.

Les Agriculteurs rendent justice à Georges BONNET

Les agriculteurs ont rendu justice à Georges Bonnet par l'accueil enthousiaste et confiant qu'ils lui ont assuré dans toutes ses réunions publiques. Dans toutes les communes, des maires, des conseillers municipaux, des agriculteurs travaillant eux-mêmes leurs terres, ont pris la parole, pour assurer de leur confiance Georges Bonnet.

Et voici d'ailleurs, pour résumer la pensée des cultivateurs de la première circonscription de Périgueux, le témoignage adressé à Georges Bonnet par M. Croisier, maire de Lisle, président des Coopératives de la Dordogne, vice-président de la Chambre d'Agriculteurs de la Dordogne :

Producteurs de Noix, Rappelez-vous que :

Georges Bonnet a fait supprimer par l'Angleterre la taxe de 15 p. 100 mise par les Anglais, pour empêcher l'entrée des noix du Périgord chez eux.

Georges Bonnet a obtenu des Américains des tarifs favorables pour l'entrée des noix du Périgord en Amérique.

Georges Bonnet a fait acheter 3 millions et demi de noix du Périgord par les Allemands et que les producteurs de noix l'en ont publiquement remercié.

ELEVEURS,

Rappelez-vous que Georges Bonnet a demandé le fonctionnement des centres d'abattage et d'achat d'animaux en mauvais état ou tuberculeux.

Victimes des calamités atmosphériques

La candidature de Georges Bonnet acclamée par le cercle radical

Avant de servir le Cercle radical d'un repas en argenté splendide, pour honorer Georges Bonnet, le Cercle radical a tenu à lui offrir un dîner de gala, le dimanche 22 avril, à 8 heures, au Cercle radical.

Cher Georges,

Georges Bonnet, notre ami, le 17 mai 1936, entre au Sénat, dans un excellent état de santé, avec un excellent caractère, une belle tenue, une belle personnalité et une belle personnalité.

Georges Bonnet, notre ami, le 17 mai 1936, entre au Sénat, dans un excellent état de santé, avec un excellent caractère, une belle tenue, une belle personnalité et une belle personnalité.

Georges Bonnet, notre ami, le 17 mai 1936, entre au Sénat, dans un excellent état de santé, avec un excellent caractère, une belle tenue, une belle personnalité et une belle personnalité.

Fig. 6. L'Avenir de la Dordogne, 1936 (APGB).

Dans la première circonscription de Périgueux où Bonnet se présente pour la troisième fois, lors du premier tour des élections législatives du 26 avril 1936, une triangulaire l'oppose à René Bayol (SFIO), professeur à l'École professionnelle³⁵, et à Paul Bouthonnier, ancien responsable de l'agit-prop au comité central du PCF³⁶. Sachant qu'il n'a aucune chance d'arriver devant le candidat du PCF³⁷, René Bayol mène une campagne virulente, ciblée contre Georges Bonnet qui devient « l'allié de la réaction, le candidat des Croix de feu, de l'évêché et de la Chambre de commerce ». Trafic d'influences, corruption, attitude réactionnaire sont les charges qui sont jetées à la figure du candidat radical devenu le symbole de la République décadente. Paul Bouthonnier évite, au contraire, les attaques frontales contre Georges Bonnet, parce qu'il doit penser à rassembler un électorat hétérogène. La droite, de peur de favoriser l'élection d'un candidat « marxiste », préfère ne pas présenter de candidat contre Bonnet.

Ce dernier est obligé d'aller au combat. Soutenu par ses amis Pierre Dreyfus, Paul Demange et Hervé Alphanand, venus tout exprès en Périgord, il organise, le samedi 25 avril au manège d'artillerie à Périgueux, une réunion contradictoire à la veille des élections. Constatant une forte présence de che-

35. CATHUS, 1994, p. 99. Bayol est le secrétaire-adjoint de la fédération départementale SFIO.
 36. COURTOIS et LAZAR, 1987. *Agit-prop* (p. 18-22) est la contraction, d'origine russe, d'agitation et de propagande. BÉLINGARD, 1995, p. 80. Délégué au Congrès de Tours en 1920, P. Bouthonnier apporte l'adhésion de sa fédération à la III^e Internationale. Membre du comité central en 1926, il devient l'un des trois secrétaires du parti en 1928 où il est chargé de l'agitation.
 37. CATHUS, 1994, p. 99.

minots du « Paris-Orléans », il joue son va-tout. Il leur rappelle opportunément que c'est lui qui, comme ministre des Travaux publics, avait réussi à faire revenir leur employeur sur les centaines de révocations intervenues en mai 1920, après les grandes grèves³⁸. Après avoir habilement retourné l'assistance en sa faveur, il emporte, *in extremis*, l'adhésion des auditeurs. Dans ses tracts et documents électoraux, le député sortant n'hésite pas à attaquer directement ses deux adversaires de gauche, Bayol et Bouthonnier, tous deux « bolchéviques ». La campagne se durcit, éloignant toujours davantage Georges Bonnet du Rassemblement populaire.

Compte tenu de l'atmosphère passionnée de cette confrontation et du score médiocre réalisé par les radicaux dans l'ensemble du pays, l'élection de Georges Bonnet, dès le premier tour de scrutin avec 8 549 voix, soit 52 % des suffrages exprimés, peut être considérée comme un véritable succès. Il est le seul député élu en Dordogne au soir du 26 avril³⁹. Il réalise son meilleur résultat dans son canton de Brantôme, avec 70 % des suffrages exprimés. D'une manière générale, ce sont les zones rurales qui se sont montrées rétives au Front populaire.

La progression du vote communiste a de quoi inquiéter à terme le député sortant, surtout quand il commence à mordre sur l'électorat paysan. Le PCF, qui conserve une très bonne implantation en zone urbaine, a tout lieu de se réjouir puisqu'il envoie deux députés au Palais-Bourbon, Gustave Sausсот dans le Nontronnais et Paul Loubradou dans le Bergeracois⁴⁰.

Pour Georges Bonnet, cette victoire du premier tour, plutôt inattendue, a une triple valeur. Tout d'abord sur le plan local, il conserve haut la main son fief, avec, comme corollaire, un électorat plus conservateur désormais. Ensuite, sur le plan départemental, il profite paradoxalement du mauvais score des autres radicaux engagés dans la bataille. Deux sièges radicaux sont perdus et l'audience globale de ce courant, ramenée autour de 20 % des électeurs inscrits, subit une baisse de l'ordre de 60 à 40 %. Au sud du département, Yvon Delbos, est finalement élu au second tour grâce à la discipline des électeurs communistes. Bonnet domine désormais un radicalisme périgourdin

38. LACHAISE, 2000, p. 272. 2 047 cheminots des ateliers du « PO » ont été sévèrement licenciés, soient 71 % des effectifs, ce qui a constitué un véritable traumatisme social. BONNET, 1969, p. 245-247. En décembre 1932, Georges Bonnet est ministre des Travaux publics du gouvernement Paul-Boncour. Hervé Alphand est chargé de mission au sein de son cabinet. Cf. également BELINGARD, 1995, p. 86.

39. Henri Mège, député radical sortant de la circonscription de Nontron, est battu par Gustave Sausсот ; Henry Laforest se présente comme républicain. Albert Roche, élu député de la 2^e circonscription de Périgueux à l'occasion d'une élection partielle en 1934, ne se représente pas en 1936. Le candidat socialiste Camille Bedin l'emporte au second tour. Le candidat radical, André Boissarie a été éliminé au soir du premier tour. Quant à Georges Faugère et Félix Gadaud, élus en 1928, ils ont choisi le Palais du Luxembourg en 1929.

40. Les résultats au soir du 3 mai 1936 sont les suivants : sont élus 2 députés communistes, Gustave Sausсот et Paul Loubradou, 1 socialiste, Camille Bedin, 1 républicain-socialiste, Maxence Bibié, 2 radicaux-socialistes, Georges Bonnet et Yvon Delbos.

sur le déclin qu'il pousse au conservatisme par rejet d'une alliance avec le Parti communiste qui lui paraît contre nature. Il a rejoint le parti de l'Ordre quand le Front populaire incarne le Mouvement. Quel chemin parcouru depuis ces élections de 1924 où il ferrailait contre « la réaction » ! Enfin, en faisant cavalier seul et en démontrant qu'il est possible de préserver l'identité radicale loin des sirènes de l'union à gauche, il adopte une position atypique qui en fait, encore et toujours, le champion des formules de concentration à droite. À contre-courant de la tendance dominante du parti guidée par Daladier, il s'apprête à vivre quelques mois difficiles. Cette mutation du radicalisme éloigne peu à peu la Dordogne de sa tradition de gauche.

À l'intérieur du Parti radical, l'opération menée par Georges Bonnet est exemplaire. Il figure parmi les 21 élus du premier tour - contre 64 en 1932 - en s'opposant de manière frontale au Front populaire. Après leur mauvais score d'ensemble - 11,88 % des inscrits - les radicaux deviennent la troisième et dernière des composantes de la majorité. Leur audience a fondu, sauf dans le cas où des candidats ont pris leurs distances avec le Front populaire. Alors que les grands leaders, Yvon Delbos, Édouard Herriot ou Paul Marchandeaou sont mis en ballottage, Georges Bonnet ne remet pas en cause le choix de la déflation, mais, bien au contraire celui de l'alliance avec les communistes.

9. Un ministre pacifiste et populaire

On ne comprendrait pas la puissante popularité dont jouit Bonnet dans l'avant-guerre sans évoquer très brièvement quelques axes forts de sa carrière au sommet de l'État qui confortent non seulement ses électeurs mais bien au-delà dans l'opinion. Par exemple, en juillet 1933, ministre des Finances, délégué de la France à la conférence économique mondiale de Londres, il paraît être l'homme de la situation lorsqu'il fonde le Bloc Or. Son ambassade à Washington en 1936-1937, le place de manière avantageuse sous les feux de la rampe médiatique tout en le tenant éloigné des difficultés économiques que connaît le pays. C'est en sauveur qu'il opère son grand retour au ministère des Finances sous Chautemps, en juin 1937, obtenant une pause dans la crise financière à coups de décrets-lois.

Bonnet est appelé par le président Lebrun à former son gouvernement en janvier 1938 (fig. 7) ; il ne réussira pas à trouver les appuis nécessaires et échoue au pied du Capitole ; néanmoins, il s'est adressé aux Français par le canal de la radio-diffusion où il annonce des temps difficiles. À plusieurs reprises, son action au Quai d'Orsay, où il est nommé en avril 1938, en pleine montée des périls, est saluée par une majorité de Français. Le voilà représentant la France au Conseil restreint de la Société des Nations à Genève (fig. 8). Bien qu'ayant été tenu éloigné de la conférence de Munich des 29 et 30 septembre 1938 sur les Sudètes où siège seul le président du Conseil Daladier,



Fig. 7. Georges Bonnet sortant de l'Élysée, janvier 1938 (APGB).

Bonnet en recueille directement les fruits. Il s'est montré précocement partisan de la conciliation avec Hitler et c'est bien sa ligne qui est choisie, bon gré mal gré, par le chef du gouvernement, placé sous la menace d'une nouvelle guerre. Au retour de Munich, Daladier éprouve le « lâche soulagement » mais son ministre Bonnet triomphe dans l'opinion, Il est associé à Chamberlain, l'homme de l'*appeasement*⁴¹, dans le cœur de beaucoup qui imaginent, bien à tort, qu'ils ont sauvé la paix. Un livre blanc, *Le Grand Livre de la Paix*, a été offert à Bonnet par *Le Petit Parisien* ; il rassemble environ 400 000 signatures de lecteurs enthousiastes sur 137 pages de lignes très serrées. Bonnet, revenant à Périgueux, est applaudi par des milliers de personnes. L'engouement collectif est énorme (fig. 9). Les autorités constituées de Dordogne, de nombreux conseils municipaux, d'innombrables familles saluent solennellement l'œuvre de paix du grand homme. L'existence de ce mouvement d'opinion pacifiste est, en général, niée ou bien occultée aujourd'hui parce que la suite a donné largement tort à Bonnet et raison à ceux qui ne voulaient pas céder les Sudètes à l'Allemagne nazie. Si la peur d'une nouvelle guerre est bien palpable et porte Bonnet au sommet de sa notoriété, tout se gâte bientôt pour le ministre qui

41. PUYAUBERT, 2011.



Fig. 8. Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères, au Palais des Nations à Genève, du 8 au 14 mai 1938, 101^e session de la SDN (Le Petit Parisien du 13 mai 1938) (APGB).

fait un pas de trop en invitant Ribbentrop au ministère des Affaires étrangères le 6 décembre 1938. De plus, Hitler, foulant au pied les accords de Munich, suit sa volonté de puissance et procède à l'invasion de la Bohême-Moravie au printemps 1939. Le ministre Bonnet s'en trouve marginalisé, même s'il s'appuie encore sur son clan pacifiste. Daladier l'écarte sans ménagement le 13 septembre 1939, après la déclaration de guerre que Bonnet a été amené à intimer à l'Allemagne.

Conclusion

Simple garde des Sceaux en temps de guerre, Georges Bonnet a tout le temps de méditer sur les occasions manquées qui l'ont déstabilisé malgré la densité et la belle réussite globale de sa carrière à ce stade. La vie politique n'est pas, pour autant, mise entre parenthèses, à preuve la nomination de Paul Reynaud puis du maréchal Pétain à la tête des derniers gouvernements de la Troisième République ; seulement Bonnet est un acteur de second ordre désormais au plan national et *a fortiori* international. Cependant, il conserve



Fig. 9. Discours de Georges Bonnet lors du congrès de l'Union nationale des Combattants à Arcachon en 1938 (APGB).

une influence non négligeable dans les cercles du pouvoir, de multiples réseaux et une soif de revanche bientôt favorisée par les bouleversements liés à la défaite de l'armée française en mai-juin 1940.

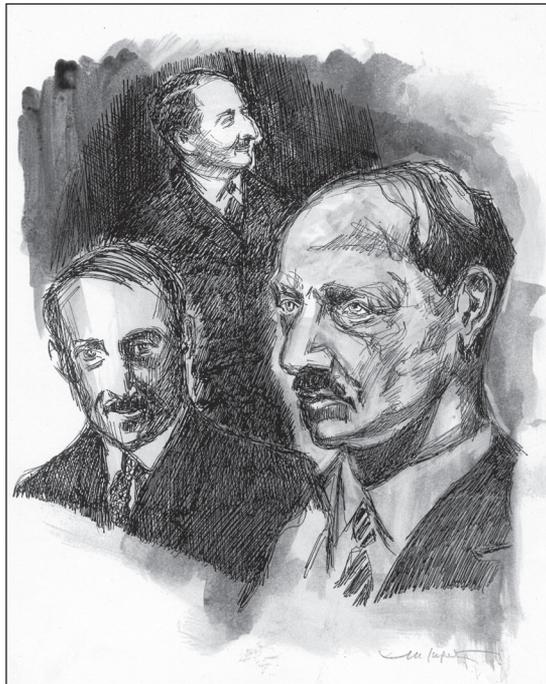
En Dordogne même, Bonnet a réussi à entraîner progressivement la majorité des radicaux derrière lui dans une vision des plus modérées de la réforme ; le parti périgordin a choisi le versant conservateur du radicalisme, ce qui sera l'une des causes de son déclin alors qu'il contrôle encore largement l'assemblée départementale et de très nombreuses mairies. Quant à lui, Bonnet, véritable chef d'orchestre en sous-main, il ne s'est jamais vraiment soucié de contrôler l'appareil partisan, mais il a neutralisé ses adversaires. Il sait pouvoir compter sur un vivier de fidèles.

J. P.

Sources et bibliographie

- Archives privées Georges Bonnet (APGB). Nous avons catalogué ce fonds aujourd'hui déposé aux Archives nationales. Cf. l'inventaire dans PUYAUBERT, 2001, t. IV, p. 23 à 49.
- Archives départementales de la Dordogne.
- Enquête sur le personnel parlementaire de la Troisième République, dirigée par Maurice Aguhlon et Jean-Marie Mayeur, et conduite par le Centre de recherches sur l'Histoire du XIX^e siècle.
- BÉLINGARD (Olivier), *Le mouvement communiste en Dordogne dans l'entre-deux-guerres*, mémoire de maîtrise, Université Michel de Montaigne, Bordeaux, 1995.
- BERSTEIN (Serge), *Histoire du parti radical*, Paris, éd. FNSP, t. 1, 1980 ; t. 2, 1982.
- BONNET (Georges), *L'Âme du soldat*, Paris, éd. Payot, 1917, 217 p.
- BONNET (Georges), *Vingt ans de vie politique, 1918-1938. De Clemenceau à Daladier*, Paris, éd. Fayard, 1969.
- CATHUS (Christophe), *Le mouvement socialiste en Dordogne, 1919-1939*, mémoire de maîtrise, Université Michel de Montaigne-Bordeaux III, 1994, 137 p.
- COCULA (Anne-Marie) (sous la dir.), *Histoire de Périgueux*, Périgueux, éd. Fanlac, 2012.
- COURTOIS (Stéphane) et LAZAR (Marc), *Le communisme*, Paris, M. A. Éditions, 1987, 275 p.
- ÉLOI (Jean), *Le docteur Léon Sireyjol, 1861-1942*, s. d., ouvrage non publié.
- GENTY (Monique), *Les conseillers généraux de la Dordogne 1919-1939*, thèse, Université de Bordeaux 3, 1974.
- GUILLAUME (Sylvie) et LACHAISE (Bernard), *Dictionnaire des parlementaires d'Aquitaine sous la Troisième République*, Talence, Presses universitaires de Bordeaux, 1998.
- HANOTAUX (Gabriel), *Circuit des champs de bataille de France, histoire et itinéraires de la Grande Guerre*, Paris, L'Édition française illustrée, 1919, 516 p.
- LACHAISE (Bernard), *Yvon Delbos. Biographie. 1885-1956*, Périgueux, éd. Fanlac, 1993, 360 p.
- LACHAISE (Bernard) (sous la dir.), *Histoire du Périgord*, Périgueux, éd. Fanlac, 2000, 319 p.
- LACHAISE (Bernard) et PUYAUBERT (Jacques), « Deux radicaux de Dordogne face au Front populaire », *Bulletin de l'institut aquitain d'études sociales*, Dossier « L'Aquitaine politique », n° 86, automne 2006.
- LACHAUDRU (Jean-Yves), *Le Front populaire en Dordogne*, mémoire de maîtrise, faculté des lettres de Bordeaux, 1971.
- MAYEUR (Jean-Marie), *La vie politique sous la Troisième République, 1870-1940*, Paris, éd. du Seuil, 1984.
- PUYAUBERT (Jacques), *Georges Bonnet (1889-1973). Étude biographique*, thèse, Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3, sous la direction de Sylvie Guillaume, 2001, 3 tomes, 1035 pages et un tome d'annexes, 256 pages.
- PUYAUBERT (Jacques), « Un demi-siècle de confrontations électorales en Périgord (1919-1969). Georges Bonnet, un animal politique », *BSHAP*, t. CXXXIV, 2007a, p. 419-438.
- PUYAUBERT (Jacques), *Georges Bonnet (1889-1973). Les combats d'un pacifiste*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007b, 371 p.

- PUYAUBERT (Jacques), « L'apaisement selon Georges Bonnet (Quai d'Orsay 1938-1938) », dans CORNICK (Martyn) (coord. par), *Synergies Royaume-Uni et Irlande*, n° 4, 2011, actes du colloque *The War in the Interwar*, disponible en ligne (<http://ressources-cla.univ-fcomte.fr/gerflint/RUIrlande4/RUI4.html>), p. 117 à 128.
- PUYAUBERT (Jacques), « Odette Pelletan-Bonnet (1893-1961), une épouse dans l'ombre de l'homme politique ? », dans BERTRAND (Régis) et DUMAS (Jean) (sous la dir.), *Les oubliés de l'histoire* (édition électronique), 134^e congrès national des sociétés historiques et scientifiques, Paris, éd. CTHS, 2012, p. 81-91.
- PUYAUBERT (Jacques), « Les échéances politiques en Sarladais durant l'entre-deux-guerres », *Art et histoire en Périgord Noir*, n° 133, 2013, 2^e trimestre, p. 65-80.



Georges Bonnet (dessin J.-M. Linfort).

Rapport de Marcel-Edmond Naegelen à la réunion du conseil municipal de Strasbourg tenue à Périgueux le 24 avril 1940

par François SCHUNCK

Dès le début des années 30, les autorités civiles et militaires avaient élaboré, simultanément à la construction de la ligne Maginot, un plan d'évacuation qui prévoyait qu'en cas de mobilisation générale, les populations d'Alsace et de Moselle situées à proximité de la ligne Maginot, présumée zone de combat, seraient transférées dans le Sud-Ouest.

Le 1^{er} septembre 1939, l'Allemagne envahit la Pologne. En réponse, la France, alliée de la Pologne, déclare la mobilisation générale, en conséquence de quoi l'état-major français active immédiatement le plan d'évacuation.

L'opération concerne environ 550 000 personnes, dont la quasi-totalité des Strasbourgeois, qui sont évacuées en trois jours de la « zone A », une bande d'une dizaine de kilomètres de large autour de la ligne

Maginot. Conformément au plan d'évacuation, les habitants du Bas-Rhin sont dirigés vers l'Indre, la Haute-Vienne et la Dordogne.

C'est ainsi qu'au début du mois de septembre 1939, notre département accueille 80 000 évacués alsaciens, dont 60 000 Strasbourgeois, et un grand nombre d'administrations, de services et de commerces : la préfecture du Bas-Rhin, la mairie et les hospices civils de Strasbourg, le rectorat de l'académie, les services du diocèse, des banques, mutuelles, journaux, associations, etc., dont la plupart s'installent à Périgueux avec leurs fonctionnaires et employés.

L'évêque et le maire de Strasbourg, qui avaient décidé de rester dans leur ville, avaient délégué les responsabilités de leur fonction : l'évêque, M^{sr} Ruch, était représenté à Périgueux par son coadjuteur M^{sr} Douvier et le maire, Charles Frey, par son deuxième adjoint, Marcel-Edmond Naegelen.

Marcel-Edmond Naegelen est né à Belfort en 1892, d'une famille alsacienne émigrée en 1871 pour rester française. Après des études au lycée de Belfort, puis à l'École normale supérieure de Saint-Cloud, il combattit pour la France durant la première guerre mondiale, d'où il revint décoré de la médaille militaire et de la croix de guerre. Nommé professeur de lettres à l'école normale de Strasbourg après la guerre, il fut élu conseiller municipal de Strasbourg en 1925, député du Bas-Rhin en 1929 et conseiller général en 1937¹.

Il est surtout connu pour avoir été ministre de l'Éducation de 1946 à 1948, gouverneur général de l'Algérie de 1948 à 1951, et candidat socialiste malheureux à la présidence de la République en 1953, battu au treizième tour de scrutin par René Coty.

M.-E. Naegelen (fig. 1) fut celui qui dirigea de septembre 1939 à juin 1940 « l'échelon de Périgueux de la mairie de Strasbourg ». Un premier et court séjour à Périgueux en avril 1939 lui avait permis de constater sur place qu'à l'exception de son chef-lieu, la Dordogne n'était pas préparée à accueillir les Alsaciens.

Lorsque la mobilisation générale fut décrétée, le 1^{er} septembre 1939, c'est à lui, qui était alors deuxième adjoint, que le maire de Strasbourg, Charles Frey, confia la tâche de le représenter en Dordogne et d'organiser l'installation des évacués strasbourgeois dans les départements du Sud-Ouest.

1. Les éléments de biographie de l'introduction et de la conclusion de cet article proviennent de la notice intitulée « Parcours, l'Algérie, les hommes et l'histoire, recherches pour un dictionnaire biographique », publiée dans la revue de l'ARDBA (Association de recherche pour un dictionnaire biographique de l'Algérie), n° 12, mai 1990 et de la biographie de Marcel-Edmond Naegelen publiée sur le site de l'Assemblée nationale.



Fig. 1. Caricature de M.-E. Naegelen
(Ici Paris, 9-12 novembre 1953).



Fig. 2. Marcel-Edmond Naegelen devant la
chambre de commerce de Périgueux, entouré
de deux conseillers municipaux
(Match, janvier 1940).

Dans les premiers jours de septembre, depuis un bureau de fortune de l'immeuble Véchembre dont le dénuement rappelait à R. Clemang, journaliste venu l'interviewer, certains postes de commandement de la Grande Guerre², Marcel-Edmond Naegelen accomplit dans une urgence fiévreuse les premiers actes de sa nouvelle fonction avant de traverser la rue du Président-Wilson le 15 septembre pour occuper au premier étage de la chambre de commerce (fig. 2) un bureau plus conforme au prestige de la fonction et à son importance. C'est de là que, pendant les premières semaines d'évacuation, il coordonna l'installation des services municipaux évacués, la création d'annexes de la mairie de Strasbourg et d'équipes sociales dans les chefs-lieux de canton.

2. Le bureau était installé au rez-de-chaussée de l'ancienne bourse du travail, encore appelée immeuble Véchembre, sise au 2, rue Antoine-Gadaud, à l'angle de la rue Président-Wilson à Périgueux. Le journaliste R. Clemang écrivait dans *L'Avenir de la Dordogne*.

Un fonds Marcel-Edmond Naegelen, conservé aux Archives nationales sous les cotes 518 AP 1 à 14, contient de nombreux documents concernant ses responsabilités de ministre et de gouverneur général de l'Algérie. Cependant les pièces du carton coté 518 AP 6, rassemblées sous le titre *Mission pour l'installation en Dordogne de la population de Strasbourg évacuée*, se rapportent toutes à l'année d'évacuation.

Parmi elles, un texte dactylographié restitue l'intervention de M.-E. Naegelen lors de la réunion que le conseil municipal de Strasbourg tint le 27 avril 1940 à la chambre de commerce de Périgueux sous la présidence de son maire, Charles Frey, venu de Strasbourg pour l'occasion.

Charles Frey l'avait invité à faire, pour l'édification du conseil, un « court exposé sur ce qui s'est passé en Dordogne depuis notre dernière réunion³ ». L'exposé dura une heure pendant laquelle M.-E. Naegelen passa en revue les nombreuses difficultés rencontrées pour organiser l'installation des évacués avant de « se lâcher » en faisant part de ses démêlés avec le personnel politique périgourdin.

C'est ce document, témoignage sur son action au bénéfice de ses administrés évacués, que nous reproduisons ici, augmenté d'intertitres et de notes destinées à en faciliter la bonne compréhension.

*

* *

M. le Maire : Avant d'aborder l'ordre du jour, je demande à M. Naegelen de nous faire un court exposé sur ce qui s'est passé depuis notre dernière réunion.

M. l'adjoint Naegelen : Lorsque nous nous sommes réunis, lors de notre séance du 19 décembre 1939, nous étions en pleine période d'installation, surtout à cause de l'état d'impréparation dans lequel nous avons trouvé à notre arrivée le département de la Dordogne. La période qui s'est écoulée depuis cette séance jusqu'à celle-ci a été plutôt une période d'organisation.

[L'hébergement des évacués]

Nous avons d'abord pris certaines mesures, notamment en ce qui concerne l'hébergement de nos évacués. Vous savez qu'au mois de décembre, on se plaignait encore que des compatriotes fussent très mal logés. Nous avons procédé durant presque tout l'hiver à un regroupement des Strasbourgeois qui se trouvaient mal placés. Ceux surtout qui se trouvaient isolés dans des fermes, nous les avons transportés dans d'autres régions, notamment dans celle de

3. Le précédent conseil municipal s'était tenu au même endroit le 19 décembre 1939.

Bergerac qui nous avait été longtemps fermée à cause de la présence de la poudrerie.

Il y a bien eu quelques accidents au cours de cette période de regroupement. Il est arrivé que des évacués se sont trouvés plus mal placés encore dans certains villages où on les avait transportés. Mais nous avons pris des précautions et nous avons chargé des employés de veiller à ce que les conditions de logement fussent meilleures dans les nouvelles communes d'accueil. Au total, on peut se féliciter de cette action. Dans la nombreuse correspondance qui nous arrive, nous n'avons presque plus de plaintes au sujet du logement. S'il y a encore des cas qui nous sont signalés, nous pourrions y remédier. Nous avons l'impression que, dans la Dordogne à l'heure actuelle, ça va, à ce point de vue.

Dans l'Indre, par contre, où j'ai fait récemment une tournée, j'ai vu des choses qui sont inacceptables. Là, nous avons eu des moyens moins importants à notre disposition que dans la Dordogne, où nous avons très vite amélioré ce qui était insuffisant au point de vue de l'hébergement. J'ai vu des choses qui ne peuvent pas durer plus longtemps.

[L'habillement]

Nous avons eu, par suite d'un rigoureux hiver, un gros travail en ce qui concerne l'habillement de nos évacués ainsi que pour leur hébergement d'ailleurs. Je tiens à le dire, à rappeler, parce que nos compatriotes ne l'ont pas encore, dans leur majorité, compris que l'hébergement ni l'habillement ne nous incombaient légalement. Ce sont le département d'accueil et les communes d'accueil qui sont chargées de l'hébergement, du ravitaillement et de l'habillement, et non la mairie de Strasbourg. Si la mairie avec son appareil a assumé une partie de ce travail, c'est parce que nous avons pensé que c'était notre devoir. Nous l'avons fait dans l'intérêt de nos évacués à la place de la préfecture à qui revenait ce travail, et nous l'avons fait pour la plus grosse part. 90 % du travail qui incombait à la préfecture et aux mairies locales a été accompli par nous.

En ce qui concerne l'habillement, c'étaient les maires qui étaient chargés de la distribution de la lingerie et des vêtements. Mais nous avons constaté au bout de quelques semaines que cela n'allait pas du tout. Il n'y avait aucun contrôle. Dans une commune, on avait rassemblé les évacués sur la place de la mairie, et on a jeté les bas, les pantalons et les vestes par la fenêtre ; les plus lestes attrapaient quelque chose, les vieux partaient sans rien. Certaines mairies n'avaient donc aucun contrôle. Je ne veux pas dire que cela s'est fait partout. Il y en avait au contraire d'autres, où on ne distribuait rien.

Nous avons alors demandé à la préfecture de nous charger de faire ce travail. Après de longues négociations nous avons obtenu de la préfecture - par

M. Barraud⁴ (fig. 3) qui travaille toujours d'accord avec nous - qu'on nous charge de ce travail officiellement à partir du 1^{er} janvier. Il a, bien entendu, fallu nous organiser d'abord, nous procurer les stocks de vêtements nécessaires, traiter avec les fournisseurs et ensuite faire la liste des besoins.

Nos équipes sociales ont parcouru les communes et les évacués se présentaient : « Moi, j'aurais besoin de ceci et de cela ». On a établi des listes et ensuite on s'est mis à la distribution ; on a contrôlé dans la mesure du possible. Mais je ne veux rien vous cacher ; dans certaines communes la distribution n'a pas pu encore avoir lieu. En réalité, nous avons commencé le travail fin janvier. Dans plus de 400 communes, c'était un travail énorme et, vous l'entendrez dire sans doute, il y a encore des localités où cette distribution n'est pas faite. Mais les besoins urgents sont satisfaits, car dans les cas particulièrement pressants, nous sommes intervenus directement et nous avons donné ce qui était nécessaire.

Le gouvernement nous a demandé un rapport sur cette question. Mais presque aussitôt il a décidé que la distribution devait cesser. Nous continuons pourtant à épuiser les stocks et nous avons fait comprendre que nous ne saurions rompre les contrats passés avec nos fournisseurs. Nous avons obtenu l'autorisation de continuer la distribution dans cette mesure. Ainsi les plus



Fig. 3. Pierre Barraud, Marcel Jacquier, Félix Gadaud et Marcel-Edmond Naegelen, à la table de Félix Gadaud (Match, janvier 1940).

4. Pierre Barraud était le directeur du service des réfugiés. Ce service de la préfecture du Bas-Rhin était installé dans les locaux de la préfecture de la Dordogne.

grands besoins seront satisfaits. Pour la suite, nous nous efforcerons d'obtenir l'autorisation de continuer la distribution et de renouveler les contrats avec les fournisseurs afin d'assurer le renouvellement des effets et des chaussures.

[Le chauffage]

Une autre question qui nous a préoccupés était celle du chauffage. Il nous a été très difficile de procurer dans certaines communes à nos gens les moyens de chauffage nécessaires. Dans ce pays, on n'a pas l'habitude de chauffer beaucoup les intérieurs. C'est pourquoi on n'a pas beaucoup de fourneaux. Le chauffage avec un fourneau est rare. Il y a des cheminées dont les gens du pays se contentent, mais ces cheminées sont un véritable cauchemar pour les Strasbourgeois qui se plaignent qu'elles font de la fumée mais ne chauffent pas. Nos gens ne savent pas non plus faire la cuisine sur le feu de la cheminée. Ils ont réclamé des cuisinières. Il a fallu des corps de fourneaux, il a fallu trouver du bois et de la houille pour chauffer, tout cela a été difficile. Il n'y avait pas de bois en quantité suffisante. Quant à la houille, faute de moyens de transport, il y a eu certaines difficultés à s'en procurer, et certains conflits ont surgi avec les maires qui ne comprenaient pas que nos gens fussent plus exigeants que ceux du pays.

Voici une histoire amusante pour illustrer ce que je vous dis. Un beau jour, j'apprends par le chef d'une annexe, que 15 de nos compatriotes strasbourgeois allaient être traduits en correctionnelle pour vol de bois. Voici ce qui s'était produit dans une commune importante de la Dordogne, un chef-lieu de canton⁵, où le maire ne s'était jamais beaucoup occupé des évacués - c'est d'ailleurs pour cela que nous y avons mis une annexe. Lorsque le grand froid est venu, pas de moyens de chauffage pour nos gens hébergés dans cette commune. Quelques-uns sont allés trouver le maire et ont réclamé du bois. Le maire leur a répondu : « Vous voulez du bois ? Vous n'avez qu'à aller dans la forêt ; vous n'avez qu'à aller le chercher. »

Nos gens sont allés dans la forêt. Ils ont trouvé du bois tout coupé ; celui-ci leur a paru plus facile à ramasser et à transporter que le bois mort épars et ils sont partis avec ce bois. Il y a eu plainte du propriétaire, enquête par les gendarmes et 15 Strasbourgeois devaient être traduits en correctionnelle. Dès que je l'ai appris, je suis intervenu auprès du préfet⁶ afin que la plainte soit retirée ; mais il était trop tard, l'affaire était déjà entre les mains du procureur.

J'ai été chez le procureur et lui ai dit : « Ce sont de braves gens, venus avec un casier judiciaire vierge et il est inadmissible qu'ils retournent à

5. Le « vol » de bois eut lieu dans la commune de Vergt dont le maire, Charles Pestré, était également conseiller général. Voir Archives départementales de la Dordogne (ADD), 3 X 29.

6. Il s'agit du préfet de la Dordogne, Marcel Jacquier.

Strasbourg avec 8 ou 15 jours de prison pour vol. Ce sont de très braves gens, ils ne méritent pas cela. »

Le procureur m'a répondu : « Il n'y a rien à faire. Ils ont volé, je suis obligé de poursuivre. »

« Moi aussi j'irai en correctionnelle, comme témoin, ai-je répondu ; j'ai toujours évité les difficultés et les scandales, mais cette fois j'irai jusqu'au bout ; j'irai en correctionnelle comme témoin. Je défendrai mes compatriotes et j'accuserai les autorités locales d'être coupables de n'avoir pas accompli leur devoir. Je dirai que jamais ces gens n'auraient vu le tribunal et la prison s'ils n'avaient pas été évacués. Je convoquerai les journalistes de Paris et ceux de la région. »

Là-dessus le procureur a consenti à faire faire une seconde enquête. J'ai demandé qu'elle soit faite par un commissaire alsacien⁷ à qui j'ai dit : « Vous ferez une nouvelle enquête, arrangez-vous pour conclure au classement de l'affaire. » C'est ce qui fut fait. Le manque de bois aurait donc pu amener pour certains de nos compatriotes des choses désagréables. Ce fut un de nos gros soucis de cet hiver, et je ne suis pas sûr que nos gens aient tous eu chaud, car nous avions des plaintes de partout.

[Les bons de transport]

Un autre travail a été l'attribution des bons de transport. Tous les jours nous recevons encore des lettres concernant les bons de transport gratuits. À ce sujet encore, nos compatriotes n'ont pas compris que nous n'avions pas le droit de délivrer les bons de transport. Ils sont délivrés par la préfecture du département d'accueil. Dans la Dordogne, le service de la préfecture du Bas-Rhin en est chargé et en fait la distribution. Mais les gens viennent s'adresser à nous, se figurant que c'est nous qui pouvons leur donner les bons de transport. Tout cela nous donne pas mal de travail et pas mal de désagrément.

Depuis le 1^{er} avril, les bons de transport gratuits ont été supprimés, même dans l'intérieur du département. Nous avons fait tout de suite les démarches pour que cette décision soit, sinon rapportée, du moins adoucie et que ceux qui n'ont jamais été à Strasbourg puissent à l'avenir avoir l'autorisation d'y aller gratuitement, et aussi pour que ceux qui sont obligés de retourner en Alsace pour un décès ou un mariage puissent aussi exceptionnellement avoir des bons de transport gratuits. M. le maire a également fait des démarches en ce sens et nous espérons trouver un accord à ce sujet. En ce qui concerne le département, nous demandons les bons de transport à l'intérieur du département pour l'Assistance médicale gratuite ; nous ne pouvons pas demander à des malades

7. La seconde enquête fut confiée au commissaire spécial Mann.

de venir régulièrement se faire soigner dans le chef-lieu ou dans une petite ville et de payer chaque fois le train ou l'autobus. Il faudrait également avoir des bons de transport gratuits pour les écoliers, élèves des lycées, des E.P.S., etc. qui n'habitent pas la localité où se trouve leur établissement scolaire.

[Trouver du travail]

Nous avons aussi, cet hiver, essayé de trouver du travail à nos gens. La question est difficile, mais les résultats auxquels nous sommes arrivés sont satisfaisants. Nous avons fait ce que nous avons pu. Le département n'a pas de grandes ressources au point de vue industriel. Pour la population de Strasbourg - je ne parle que d'elle -, population surtout de commerçants et d'artisans, il a été très difficile de la remettre au travail. Les ouvriers agricoles trouvent plus facilement du travail.

La poudrerie de Bergerac a engagé pas mal de gens⁸. Des bruits, de véritables légendes, ont circulé sur le compte de la poudrerie. Au début, les conditions de cantonnement et d'hygiène étaient peu satisfaisantes. Nous avons fait de nombreuses démarches auprès de la direction à ce sujet. Nous nous sommes rendus sur place et nous avons installé une annexe de la mairie de Strasbourg à Bergerac. Nous pouvons dire aujourd'hui que les conditions de cantonnement sont bonnes. Ce n'est pas le luxe, mais c'est propre et ça correspond à ce qu'on peut exiger comme strictement nécessaire. Le ravitaillement est convenable. On nous avait raconté que les femmes étaient obligées dans certains ateliers de travailler avec un masque à gaz. J'ai vu le directeur de la poudrerie et il m'a dit : « Je vais donner l'ordre de tout vous montrer et si vous me découvrez un endroit où les femmes travaillent avec des masques à gaz vous me le direz. Je serai content de le visiter. » Les bruits qui circulaient étaient faux.

Pour les femmes, nous avons soutenu l'œuvre de l'Entraide par le travail qui, aujourd'hui, fait travailler 13 000 femmes dans le département. Elles reçoivent la matière première et on va ensuite chercher ce qui a été fait par elles. Vous savez d'ailleurs que ces jours-ci une circulaire officielle du gouvernement a établi le tricotage. Les femmes reçoivent la laine et tricotent pour l'intendance. En ce qui concerne les jeunes gens - M. Woerth va vous en parler - d'accord avec le ministre du Travail et celui de l'Éducation nationale, nous avons passé une convention pour la création à Périgueux d'un centre de reclassement professionnel, où les jeunes gens, âgés de 14 à 18 ans, passent trois mois. Ils sont après employés comme ouvriers ajusteurs, fraiseurs, outilleurs. Au bout de trois mois, ils passent dans des usines travaillant pour

8. Le rapport du commissaire Mann de janvier 1940 indiquait que 2 340 Alsaciens travaillaient à la poudrerie. En février ce chiffre était monté à 2 608. Voir ADD, 3 X 28.

la défense nationale et sont remplacés par d'autres. Nous reviendrons sur cette question tout à l'heure.

Nous avons aussi essayé de retrouver du travail pour nos artistes, les musiciens, les acteurs, par exemple, qui se trouvent sans situation et dans la misère. Lors des dernières négociations que nous avons pu mener à Paris, nous avons repris la question que nous avons déjà posée en octobre et en novembre, à savoir que le poste de Radio-Strasbourg soit rétabli dans le Sud-Ouest. Nous croyons que nous y réussirons. Il n'y aura pas d'émission toute la journée, mais des émissions à certaines heures, le studio se trouvant soit à Périgueux, soit à Limoges, et notre orchestre municipal deviendra alors l'orchestre de Radio-Strasbourg. Nos musiciens qui sont ici formeront l'orchestre Radio-Strasbourg. Nous les avons mis en disponibilité avec 2/3 de leur traitement, l'État paiera l'autre tiers. Ils travailleront donc avec leur traitement complet. D'ici quelques jours ou quelques semaines au plus, fonctionnera ce poste dans sa nouvelle forme.

Des commissions ont été formées qui, en ce moment, passent partout dans les communes de la Dordogne, de l'Indre, etc. pour récupérer de la main-d'œuvre parmi les évacués. Dans chacune de ces commissions figure un évacué. La commission relève les noms de tous les évacués qui paraissent capables de travailler et qu'on envoie dans les usines. Nous avons demandé avec insistance qu'on mette nos gens au travail, mais il y a dans ce procédé quelque chose d'inquiétant. On a le sentiment que la commission recrute parfois à tort et à travers. Par exemple une femme de 65 ans a été désignée tout à coup pour travailler dans une usine et des jeunes filles de 14 à 16 ans ont été envoyées dans les grandes villes. Je n'ai pas besoin d'attirer l'attention sur ce qu'il peut y avoir là de dangereux au point de vue du développement physique et moral. Nos représentants, dans ces commissions, doivent prendre énergiquement la défense des conditions de travail et de l'avenir de notre jeunesse.

[Les jardins ouvriers]

Nous avons également demandé aux préfectures des départements d'accueil de mettre à la disposition de nos évacués des terres de jardinage. Nous avons voulu refaire les jardins ouvriers que nous avions à Strasbourg. Nous avons trouvé la plus grande compréhension à la préfecture, qui a adressé une circulaire aux maires. Nous avons, de notre côté, avisé les mairies annexes et équipes sociales en ce sens, et aujourd'hui, dans environ 150 communes, nos évacués ont des terres à leur disposition pour le jardinage. Nous avons également obtenu que soient mis à la disposition de nos évacués des outils et des semences. Même les évacués auront une prime pour avoir travaillé la terre. Si je ne me trompe pas, c'est 100 fr. pour un are et 10 fr. pour chaque are supplémentaire avec un maximum de 200 fr. La chose est très bien partie, et nous sommes très contents des résultats obtenus.

Nous sommes dans tous ces efforts à la merci des maires et de la préfecture. Il y a des maires qui travaillent, d'autres qui ne font rien et qu'il faut relancer à plusieurs reprises. Ce n'est pas toujours simple et facile, mais en tout cas, les choses sont bien parties.

[Les loisirs]

Nous avons également pensé aux loisirs de nos gens. Nous avons réplié à Périgueux une partie de la Bibliothèque municipale de Strasbourg et de la Bibliothèque populaire, et nous avons déjà plusieurs milliers de volumes. Nous avons trouvé un accord avec la Bibliothèque de Périgueux et j'ai une lettre de la bibliothécaire à son administration où elle dit : « Il y a un accroissement considérable des lecteurs à constater depuis les mesures qui ont été prises par la municipalité de Strasbourg, depuis le 25 janvier. Un effort remarquable a été fait par cette municipalité. »

Suivant la statistique, les livres suivants ont été prêtés à nos évacués : 1 059 ouvrages du stock allemand de Strasbourg, 492 ouvrages français de Strasbourg, 938 ouvrages français de Périgueux. Donc, en tout, 1 430 ouvrages français et 1 059 allemands.

Voilà à peu près ce que nous avons fait cet hiver.

Je ne voudrais pas oublier pourtant de parler des fêtes de Noël. Je puis dire que les fêtes de Noël dans l'Indre et dans la Dordogne ont été brillantes et que certainement jamais en Alsace on n'a fêté avec autant d'éclat cette fête qui chez nous est de caractère intime. Il y avait à ce moment dans le département une émotion extraordinaire. Dans tout le Périgord nous avons participé à des fêtes qui ont été très émouvantes grâce aux concours locaux, grâce aussi à la municipalité maintenue à Strasbourg qui nous a envoyé les sapins. Tous nos gens ont pu fêter Noël.

[La question de l'eau]

Je voudrais vous dire encore - je m'excuse d'être si long mais cela ne peut pas s'expliquer très vite - nos préoccupations pour l'instant. L'habillement continue, l'effort pour procurer du travail continue.

Reste la question de l'eau. Je parle ici surtout du département de la Dordogne. Le département est un département qui est couvert, à certains endroits, de plateaux calcaires où l'eau pénètre profondément et il est difficile dans les communes qui sont situées sur ces couches calcaires de trouver de l'eau. Il faut des puits très profonds. Parfois même, un beau jour le puits est à sec, le calcaire s'est fissuré, la poche d'eau a disparu.

Nous avons déjà eu, au mois de septembre, des difficultés dans certaines communes où l'eau a manqué. L'eau a complètement manqué dans une

commune où il y avait 1 200 réfugiés. Nous avons envoyé sur place M. Dopff pour voir ce qui serait à faire. Nous avons réussi, après avoir fait réquisitionner deux puits, à prendre un litre d'eau par jour et par personne.

Nous avons des rapports qui nous arrivent en ce moment, où l'on nous signale déjà la pénurie d'eau dans certaines communes. Le 1^{er} février - il pleuvait à torrents - j'ai écrit une lettre au préfet pour le saisir de mon inquiétude. Je lui ai signalé qu'il y aurait dans la Dordogne une centaine de communes au moins où l'eau manquerait en été. Je lui en ai cité une vingtaine à titre d'exemple en lui demandant de prendre des mesures. J'ai envoyé copie de cette lettre au maire de Strasbourg qui, à son tour, a adressé une copie à la Vice-Présidence du Conseil. Quand j'ai été à Paris, j'ai saisi la Vice-Présidence de cette question.

Le résultat obtenu : on a envoyé une circulaire aux 9 préfets des 9 départements d'accueil. On n'a rien compris à la question. Dans la Charente par exemple il y a partout de l'eau en abondance. La question qui se pose concerne essentiellement la Dordogne. Sur place, nous avons vu le préfet et M. Barraud qui s'en occupe spécialement.

J'espère que cela n'en restera pas là. On nous a promis 40 voitures réservoirs pour chercher l'eau dans les vallées et pour la monter dans les communes où elle manque. Construire des conduites d'eau ou des puits, durerait des années - j'espère que nous serons partis avant - et on nous dit qu'il n'y a pas de crédit. La commune dont je parlais tout à l'heure est Thenon. Celle-ci n'avait jamais pu aboutir à faire approuver un projet d'adduction d'eau établi depuis des années. Grâce à nos démarches, ce projet est maintenant approuvé et j'espère que les travaux vont pouvoir commencer.

[L'état sanitaire des évacués]

Quant à l'état sanitaire, je veux dire qu'à l'heure actuelle, nous n'en sommes pas préoccupés spécialement. Pas de grands accidents, pas d'épidémies, peut-être une mortalité un peu plus forte chez les vieillards, bébés et nourrissons. En tout cas, pas de grandes difficultés ; l'état sanitaire des réfugiés est resté satisfaisant. Nous avons réussi à le maintenir grâce à nos centres médicaux et nos équipes sociales.

Comme on l'a annoncé dans la séance précédente, des 5 adjoints 4 parcourent le département ; il y a un secteur Koessler, un secteur Schies, un secteur Maechling et un secteur Walter. Ils parcourent et inspectent, ils écoutent les doléances des équipes sociales, et se rendent compte sur place si cela marche. Je demande mensuellement aux équipes sociales un rapport. J'ai établi un questionnaire auquel elles doivent répondre tous les mois, pour nous dire ce qui se passe, pour que nous soyons au courant de l'état général et psychologique. Ces rapports sont quelquefois intéressants, quelquefois

moins. En tous les cas, très souvent, il nous est arrivé de faire des interventions auxquelles nous n'aurions pas pensé, si nous n'avions pas eu ces rapports.

[Les statistiques du service des recherches]

Vous avez entendu beaucoup de plaintes sur des recherches qui sont encore à faire. Il reste quelques cas où des gens ne se sont pas retrouvés. Notre service de recherche a pourtant travaillé. On lui a soumis 18 000 cas de gens qui se cherchaient. Il a donné 1 170 réponses provisoires où les renseignements n'étaient pas complets, dans 4 300 cas il a pu donner les indications qu'on demandait. Dans 537 cas il n'a rien pu trouver et, enfin, il y a eu 400 cas de réponses incomplètes par manque d'informations.

En outre, nous avons acheminé 9 200 lettres qu'on avait envoyées à la mairie de Strasbourg pour que nous les adressions aux intéressés. Nous avons acheminé 9 200 lettres, 18 000 à 20 000 recherches que nous avons dû faire et nous avons réuni 3 000 adresses que nous avons trouvées nous-mêmes. Notre service des recherches a donc servi à quelque chose ! Le service de la préfecture a travaillé avec nous ; mais notre service a fonctionné. Dans 98 cas, nous n'avons pas pu donner les renseignements par suite de négligence des gens eux-mêmes. On peut dire que ceux qui ont bien voulu s'adresser à nous ont trouvé ceux qu'ils cherchaient.

[Les pensionnés du tramway]

Un mot encore des pensionnés des tramways, puisque dans la séance de décembre vous vous êtes montrés inquiets à leur sujet. Nous avons fait des efforts pour obtenir que la Caisse de prévoyance reçoive une subvention pour lui permettre de reprendre le service des pensions. Je puis dire que, dans les négociations qui ont eu lieu mardi et mercredi, nous avons pu aboutir à un accord. Nous recevons de l'État une subvention que nous reverserons à la Caisse de prévoyance du montant de 80 % de l'arriéré des pensions depuis le 1^{er} septembre.

Je me permets de dire que c'est un joli résultat que nous n'espérions pas. 80 % pour le passé et dans l'avenir la Caisse de prévoyance sera absorbée par la Caisse des petits cheminots et des petits employés qui paiera. Pour le passé nous sommes donc arrivé à 80 %. Nous devons servir d'intermédiaire, parce que l'État n'a pas le droit de verser directement à une caisse de prévoyance, mais seulement à une collectivité. Nous servons donc d'intermédiaire. Nous avons accepté de grand cœur de jouer ce rôle.



Fig. 4. Marcel-Edmond Naegelen, Félix Gadaud et Marcel Jacquier dans le bureau du préfet (coll. Antoine Gadaud).

[Les relations avec les autorités locales]

Un mot enfin de nos relations avec les autorités locales. Je vous ai dit, tout à l'heure, que nous sommes toujours obligés de passer par les autorités locales. Il faut se rendre compte que la Mairie de Strasbourg n'a aucune autorité ; ici-même c'est à M. Gadaud (fig. 4) maire de Périgueux, qu'il faut s'adresser, et dans chaque commune il en est ainsi. Il faut passer par les maires si nous voulons quelque chose ; ce sont eux qui sont chargés de toutes les questions de réfugiés. Nous ne pouvons agir que par délégation après avoir négocié avec eux. Cela demande parfois beaucoup de patience et je peux dire, sans orgueil, pas mal de diplomatie. Nous avons eu, par exemple, cette histoire du bois où 15 compatriotes auraient été traduits en correctionnelle si je n'étais pas intervenu.

Un autre exemple : un maire qui n'avait jamais rien fait pour nos gens a écrit une lettre que le préfet nous communiqua et où il dit : « Si M. Un tel, employé, chef de l'annexe dans cette commune, n'est pas immédiatement déplacé, je donne ma démission de maire. »

Le préfet nous communique cette lettre. Je fais le mort. Quelques jours après, à l'enterrement de l'architecte de la ville de Périgueux, je rencontre le préfet qui me parle de l'affaire X... (je ne veux pas citer le nom de la commune)⁹.

9. La commune est Verteillac. Le responsable de l'annexe de la mairie de Strasbourg était M. Reutenauer. Voir ADD, 3 X 29.

- « L'affaire de X...? Je ne suis saisi d'aucune plainte. Le maire ne s'est pas plaint, il ne m'a pas écrit. Je suis à sa disposition, j'examinerai sa plainte. »

- « Je vous ai écrit qu'il donne sa démission. »

- « Je n'accepte pas d'ultimatum comme celui-là. J'ai un dossier sur la commune et de la mairie en question ; je suis prêt à démontrer qu'il ne s'est jamais occupé de nos évacués. Ce serait à moi de me plaindre de lui. J'ignore sa lettre ; qu'il fasse ce qu'il voudra. »

Le préfet dit que c'est ennuyeux, que ce maire est un ami personnel d'un député, plusieurs fois ministre, des Affaires étrangères, à la Justice¹⁰... C'est grâce à lui que ce député a été élu la dernière fois. Il faut arranger cette histoire.

- « Je ne suis saisi d'aucune plainte. L'employé restera. »

Quelques jours passent. Je reçois un coup de téléphone du préfet qui me demande d'aller le voir. J'y vais. Il me parle de deux ou trois affaires, puis revient à cette affaire de X...

- « M. le ministre Un tel m'a téléphoné. Il ne laissera pas tomber son ami Un tel. »

- « Vous répondrez au Ministre ce que je vous ai répondu. Je ne peux pas vous dire autre chose. »

Quelque temps après, on me demande au téléphone de Paris ; c'était le Ministre en question qui me déclare qu'il soutiendra son ami le maire de X...

Je réponds : « Je regrette qu'il donne sa démission si facilement. Quand on sollicite des fonctions publiques, on ne les abandonne pas en pleine guerre. Mon employé n'a fait aucune faute. »

Le Ministre a changé de ton. « Vous allez déplacer votre employé. »

- « C'est ce que je ne ferai pas. »

Le Ministre est devenu menaçant.

- « M. le Ministre, je répète ce que je vous ai dit. Je ne suis pas de ceux qui offrent leur démission. Mais si on m'y oblige, je puis aussi le faire et cela fera plus de bruit que la démission de votre ami. »

Le même jour à 4 heures, je reçois un coup de téléphone, c'était le maire de X... : « Je sors de la préfecture. Je suis disposé à causer avec vous. »

- « Vous pouvez venir me voir. Je ferai, s'il le faut, même le voyage jusque chez vous. »

- « Quand pouvez-vous venir ? »

- « Jeudi matin ».

- « Il est bien entendu que nous déjeunons ensemble. »

- « Je ne sais pas. Je viendrai assez tôt. Si nous sommes d'accord nous déjeunerons ensemble, si nous ne tombons pas d'accord, je rentre à Périgueux. »

10. Il s'agit de Georges Bonnet.

J'ai trouvé un homme aimable. Avant même de discuter le fond de la question, je déclare que je ne peux pas admettre son procédé. Je lui fais tous les reproches qu'il a mérités et il les accepte tous. Nous avons déjeuné ensemble et depuis il s'occupe de nos évacués. Notre fonctionnaire est resté dans cette commune encore un mois ou six semaines. Parce que nous avons besoin de lui, je l'ai rappelé, mais pas pour faire plaisir au maire. Vous voyez que ce n'est pas toujours facile.

Nous avons eu un autre conflit avec un autre maire, président du conseil général et sénateur qui a une grosse influence¹¹. Il fait trembler tout le département.

Il demande le déplacement d'un de nos fonctionnaires parce que cela plaisait à une dame. Nous n'avons pas résisté autant que nous aurions pu pour éviter une affaire énorme. Pour ne pas lui donner raison, nous avons retiré, non pas notre fonctionnaire, mais toute notre équipe sociale. Aujourd'hui le maire est complètement désorienté. Il avait une équipe sociale qui lui faisait son travail. Hier il m'a demandé rendez-vous pour arranger l'affaire.

Voilà deux histoires toutes simples, deux prises parmi d'autres, pour vous montrer les difficultés que nous rencontrons et combien nous dépendons des autorités locales et comment il nous faut négocier avec elles.

[Le bilan]

Je n'ai rien oublié, je crois, des questions essentielles. Je veux encore rendre hommage à certains de nos collaborateurs. Ils ont trouvé ici un travail complètement différent de celui qu'ils faisaient à Strasbourg.

Ce n'est plus du tout le même travail administratif que celui de Strasbourg. Nous traitons des questions différentes, dans des conditions différentes. Je puis dire que ce que nous avons fait n'a pu se faire que parce qu'un grand nombre de nos fonctionnaires ont su très bien s'adapter. Nous avons trouvé beaucoup de bonnes volontés, sans quoi nous n'aurions pas fait le travail que nous avons réussi à faire. J'ai le sentiment que peu à peu nous avons maîtrisé la situation et les plus grandes difficultés.

Nous avons réussi ce qui a été le plus difficile : garder la confiance des Strasbourgeois. Ils continuent parfois à crier contre la mairie de Strasbourg. Ils le faisaient déjà là-bas. Mais ils se rendent compte que nous faisons tout ce que nous pouvons. Ils s'adressent à nous ; c'est la preuve qu'ils ont confiance en nous.

Garder leur confiance, ce pouvait être dresser contre nous la population locale. Il fallait arracher aux gens du pays pour donner aux nôtres. Il pouvait

11. Il s'agit du docteur Léon Sireyjol, maire de Saint-Pardoux-la-Rivière.

paraître difficile de naviguer entre les deux populations. Je crois que nous y avons réussi. Les relations entre notre population et la population locale sont restées jusqu'à présent bonnes dans l'ensemble.

Une chose qui nous inquiète depuis quelques semaines, c'est les petites chamailleries qui commencent à apparaître de plus en plus nombreuses, dues à la cohabitation. Les gens vivent ensemble dans le même appartement, les femmes se partagent la même cuisine, elles ont leurs manies et leurs faiblesses. Elles se sont entendues pendant quelque temps. Puis pour un peu d'eau, une casserole, un pot de moutarde, il y a maintenant des disputes. D'un côté les Périgourdins disent que les Alsaciens sont insupportables ; d'un autre côté les Alsaciens disent que les Périgourdins ne sont jamais contents. C'est aussi la question des langues qui complique les choses. Mais nous ne sommes pas trop pessimistes. Si les choses doivent durer, nous arriverons peu à peu à mettre les gens d'accord ; si elles ne devaient pas durer, tant mieux. Un autre fait crée du mécontentement. La hausse considérable des loyers dans les communes d'accueil. Il se manifeste une véritable spéculation, mais nous avons pris des mesures contre cela. Nous avons constitué une commission d'arbitrage composée également de Strasbourgeois et de Périgourdins. Nous avons pu éviter grâce à cela bien des conflits. Mais il est difficile de maîtriser la spéculation et cela commence à mécontenter nos gens, d'un mécontentement justifié.

À part ces deux choses, les rapports entre les populations ne sont pas mauvais. Nous saisissons toutes les occasions de les mêler. C'est une erreur de les mêler dans les appartements où ils se disputent, mais il faut les mêler dans les réjouissances, comme nous l'avons fait aux fêtes de Noël, aux sports, au théâtre pour les amener à avoir un contact.

Voilà ce qu'est la situation dans la Dordogne. Je connais moins la situation dans l'Indre. J'y ai fait un séjour trop rapide. Je crois que là-bas, en gros, la situation est pareille. Je peux en conclusion dire que vous pouvez rentrer rassurés dans les localités d'où vous venez. Les affaires ne vont pas aussi mal qu'on pourrait le penser ; elles vont mieux qu'au mois de décembre.

M. le Maire : Je suis sûr d'être votre interprète si j'exprime à M. Naegelen les remerciements du conseil municipal. En mon nom personnel, je remercie aussi M. Naegelen de l'effort qu'il a fourni depuis notre dernière réunion. Je le remercie de son intéressant exposé qui a duré une heure. Mais ce n'est pas une heure perdue...

*
* *

Lorsque l'arrivée des troupes allemandes à Strasbourg fut imminente, Charles Frey quitta la ville pour rejoindre à Périgueux ses compatriotes évacués. Dès lors Marcel-Edmond Naegelen retrouva son rang d'adjoint en même



Fig. 5. Le bureau de Marcel-Edmond Naegelen était au premier étage de la chambre de commerce, derrière les deux fenêtres de droite. Clin d'œil de l'Histoire : c'est l'emplacement de l'actuel bureau du maire dans la nouvelle mairie de Périgueux (L'illustration n° 5043 du 28 octobre 1939).

temps qu'une charge de travail plus raisonnable. Tandis que la quasi-totalité des services municipaux de Strasbourg regagnaient l'Alsace, Charles Frey et lui restèrent à Périgueux, prolongeant jusqu'à la fin de la guerre avec quelques employés municipaux l'existence de l'échelon de la mairie de Strasbourg (fig. 5) pour ceux des Alsaciens qui avaient choisi de rester en Dordogne.

Tout en participant à la rubrique littéraire de quelques journaux de la zone Sud, il s'engagea dans les rangs du mouvement *Combat* et participa à la reconstruction clandestine de la SFIO. À la Libération, il fut nommé président de la Haute Cour de justice.

Son action durant l'Occupation lui valut la croix de guerre 1939-1945 et la médaille de la Résistance.

F. S.

Henri Laforest (1904-1989) et les élections législatives de 1956 et 1958

par Hervé LAPOUGE

Figure incontournable d'un parti radical-socialiste vivant ses dernières grandes heures, Henri Laforest, au cœur des élections législatives de 1956 et 1958, a laissé une trace indélébile dans la riche et parfois tumultueuse histoire politique du Nontronnais.

I. Henri Laforest, figure incontournable du radicalisme

A. Naissance

Henri Juste Lucien André Laforest (fig. 1), né le 1^{er} juillet 1904 au numéro 1 de l'avenue Victor-Hugo à Nontron, est l'aîné d'une fratrie de 4 enfants complétée par Suzanne (18/01/1906), Odette (10/07/1907) et Charles (02/01/1909) (fig. 2). Il est le fils de Jean Jacques Georges Laforest (23/06/1881 Nontron - 15/06/1964 Paris) (fig. 3), croix de guerre 1914-1918, officier du Mérite agricole, diplômé de l'École nationale d'agriculture de Grignon, ingénieur en chef des services agricoles de la Dordogne, vice-président de la chambre d'agriculture, président de l'association de la propriété

agricole, président de la Société d'horticulture, auteur d'un traité d'agriculture en 3 volumes ¹... mais aussi conseiller municipal de Nontron (1912-1919) et candidat malheureux au conseil général avant la deuxième guerre mondiale... et de Emma Jeanne Marie Picaud (18/08/1880 Nontron - 10/12/1966 Nontron) (fig. 4), fille du docteur Picaud (fig. 5) et de Marie Marthe Pabot-Chatelard.

Né dans la maison d'André Picaud (1851-1905), emblématique maire de Nontron, ardent Républicain, médecin d'exception, humaniste de chaque instant, ami intime du « Grand Jaurès » dont le beau-père fut sous-préfet de Nontron, Henri Laforest vit ses jeunes années dans le souvenir sans cesse renouvelé de cet exceptionnel grand-père maternel, toujours proposé en exemple parfait et mort un an après la naissance de son petit-fils auquel on avait donné son prénom.

B. Études

Henri Laforest effectue ses études secondaires au lycée de Limoges puis à celui du Puy. Il s'inscrit ensuite à la faculté de droit de Paris. Docteur en droit, diplômé à l'École libre des sciences politiques, il devient avocat à la cour d'appel de Paris après avoir été secrétaire de la conférence de stage en 1930.

C. Une longue carrière

Henri Laforest (fig. 6) vient très tôt à la politique en militant aux Jeunesses radicales dont il sera l'un des dirigeants.

Il appartient au cabinet de Pierre Cathala (1888-1947) (fils de Louise Pabot-Chatelard), ministre de l'Agriculture dans le quatrième gouvernement Laval (7 juin 1935 - 22 janvier 1936).

L'entrée en politique d'Henri Laforest a lieu au printemps de l'année 1936, à l'occasion des élections législatives des 26 avril et 3 mai (fig. 7) qui se déroulent au scrutin uninominal majoritaire à deux tours selon la loi du 21 juillet 1927. Neuf candidats sont en lice : Henri Mège, radical-socialiste ; Jean-Paul Filhoud-Lavergne, Gauche indépendante ; Henri Vergnolle, SFIO ; Albert Bonneau, Socialiste français ; René Bélingard, Union socialiste républicaine ; Jean Ilbert, Républicain de défense paysanne ; Henri Mérilhou, Indépendants républicains ; Gustave Saussot, Parti communiste français et Henri Laforest, candidat Républicain socialiste de défense républicaine et d'action agricole. Aucun des candidats n'obtient la nécessaire majorité absolue au 1^{er} tour, dominé par Gustave Saussot (4 833 voix) devant Henri Laforest (3 487 voix), Jean-Paul Filhoud-Lavergne (2 975 voix) et Henri Vergnolle (2 898 voix). Le

1. Édité chez Delalain à Paris.



Fig. 1. Henri Laforest.



Fig. 2. Henri, debout à gauche, ses sœurs et son frère.



Fig. 3. Georges Laforest.



Fig. 4. Emma Jeanne Marie Picaud.



Fig. 5. Pierre André Joseph Louis Picaud.



Fig. 6. Henri Laforest.

3 mai, lors du second tour, Gustave Saussot (23/09/1900 Miallet - 20/08/1987 La Coquille), candidat du Parti communiste, auquel il avait adhéré en 1926 et qu'il quittera après la signature du pacte germano-soviétique (23/08/1939), l'emporte avec 8 737 voix sur 18 111 votants, devançant Henri Laforest, honorable deuxième avec 5 964 voix et Jean-Paul Filhoud-Lavergne avec 2 919 voix.

L'année suivante, le 10 octobre 1937, Henri Laforest se présente en candidat du Parti républicain radical-socialiste, dans le canton de Mareuil-sur-Belle, et se trouve élu au conseil général.

En 1939, mobilisé en Indochine comme officier de réserve des troupes coloniales, Henri Laforest prend part comme lieutenant de tirailleurs tonkinois aux opérations militaires contre les troupes japonaises à Lang Son (Tonkin) et thaïlandaises au Cambodge.

De retour en France, il retrouve le cabinet Cathala, ministre des Finances dans le gouvernement formé par Pierre Laval en avril 1942.

Toujours conseiller général de Mareuil-sur-Belle, l'administration préfectorale l'identifie comme « intelligent, ambitieux et bien orienté » et le propose pour siéger au conseil départemental institué par la loi du 7 août 1942 (attributions des conseils généraux). Il en sera le secrétaire.

Henri Laforest entre ensuite dans la Résistance et commande en 1944 une compagnie de l'Armée secrète dans le maquis de Savoie. Intégré à la 1^{re} armée française du général de Lattre de Tassigny, il fait campagne en Allemagne en 1945 et fait partie des unités qui franchissent les premières le Rhin à Coblenze. Capitaine de réserve, cité à l'ordre de la Division, il est décoré de la croix de guerre avec étoile d'argent par le général Koenig, et de la Légion d'honneur au titre de la Résistance avec la citation suivante :

« Officier de liaison, a, pendant la bataille de Cluses (Haute-Savoie), le 17 août 1944, franchi les lignes de combat à travers champs pour alerter les postes de Bonneville et d'Annemasse, permettant à ceux-ci d'envoyer des renforts immédiats sur les lieux de la bataille. A montré dans cette périlleuse mission plus de courage et d'esprit d'initiative qu'il n'en aurait fallu à un combattant régulier d'une armée officiellement reconnue. A pris ensuite le commandement d'un corps franc qui a activement participé aux combats pour la libération de la Savoie. S'est particulièrement distingué, à la tête de ses hommes, aux combats de Saint-Pierre-d'Albigny, le 27 août 1944, où, avec quelques hommes seulement de son unité, et muni d'un fusil-mitrailleur, il a tenu plusieurs heures en échec un important convoi allemand, très puissamment armé, qui tentait de franchir le barrage qu'il commandait, permettant ainsi l'anéantissement total de ce convoi, la capture de très nombreux prisonniers et d'un important matériel ».

Rendu à la vie civile et à son métier d'avocat (fig. 8), il ne perd de vue ni la Dordogne ni le Parti radical dont il est membre de la commission exécutive depuis 1947.

En mars 1950, il est conseiller à l'Assemblée de l'Union française², ce qui peut passer, à bon droit, comme une promesse de députation.

Ainsi, en vue des élections législatives du 17 juin 1951, il est placé second de la liste républicaine radicale et radicale-socialiste et du rassemblement des gauches républicaines conduite par le député sortant et ancien ministre Yvon Delbos, complétée par Jean Rondeau, adjoint au maire de Périgueux, Jean Eyma, propriétaire viticulteur et conseiller général, Jean Lagoubie, médecin, conseiller général et maire de Montpon-sur-l'Isle (fig. 9 et 10). Au terme d'une campagne axée sur les thèmes de la Troisième Force³, la liste Delbos-Laforest obtient 40 918 voix, soit 21,2 % des suffrages exprimés. L'appareusement⁴ conclu avec les listes socialiste SFIO (Robert Lacoste, député sortant, André Pradeau, Édouard Dupuy, Henri Rolland, Yves Massy), Action économique, paysanne, sociale et familiale présentée par le MRP et les républicains démocrates (André Denis, député sortant, Robert Kellerson, Michel Durand, Marie Cellier, Émile Combelas) et républicaine indépendante et paysanne affiliée à l'Union des indépendants paysans et républicains nationaux (Marcel Ventenat, Georges Gerbaud, Michel Diéras, Jean Rudeaux, René Magnoux) dépasse la majorité absolue.

La liste d'Union républicaine, résistante et antifasciste pour l'indépendance nationale, le pain, la liberté et la paix présentée par le Parti communiste français et l'Union des républicains progressistes des députés communistes en titre, Yves Péron, Charles Serre, Lucien Dutard et leurs colistiers Jeanne Vigier et Renaud Geneste, est éliminée. Comme sont également éliminés les membres de la liste gaulliste de Rassemblement du peuple français (Raoul Rousseau, Alain Griotteray, Jean Lacouchie, Édouard Dilhan, Albert Géraud).

Les cinq sièges à pourvoir se répartissent alors entre les radicaux (Yvon Delbos, Henri Laforest), la SFIO (Robert Lacoste, André Pradeau) et le MRP (André Denis). Ce succès va se doubler pour Henri Laforest d'une implantation locale renforcée. Le 26 avril 1953, la liste d'Union républicaine et de défense des intérêts nontronnais, opposée à une liste d'Union ouvrière et paysanne présentée par le Parti communiste français, conduite par Gaston Aillot, Angèle Carteau, François Brachet, René Calloch, André Chabot dit Secours..., est élue dans son intégralité.

2. Créée par la constitution du 27 octobre 1946, elle remplace l'Empire colonial français. Les départements et territoires d'outre-mer remplacent les colonies.

3. Coalition gouvernementale au pouvoir sous la IV^e République qui regroupe la Section française de l'internationale ouvrière (SFIO), l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR), les radicaux, le Mouvement républicain populaire (MRP) et les modérés. Elle soutient le régime contre l'opposition du Parti communiste français et des gaullistes - gouvernement en place de 1947 à 1951 qui succède au tripartisme (MRP-SFIO-PCF) après le bannissement des communistes du gouvernement Paul Ramadier le 4 mai 1947.

4. Dans le cadre du scrutin proportionnel, l'appareusement permet aux partis qui se déclarent apparementés de concourir séparément lors du scrutin tout en additionnant leurs résultats pour l'attribution des sièges.

Élections Législatives de 1936

HENRI LAFOREST

Diplômé d'Études Supérieures
de Droit Public, d'Économie Politique
et de Législation Agricole
Diplômé de l'École des Sciences Politiques
Avocat à la Cour d'Appel

* * *

La Paix dans le Droit
Le Travail dans la Paix
Le bien-être des Travailleurs

Électeurs, mes Amis
Je défendrai vos droits!
Je justifierai votre confiance!
Je mériterai votre estime!

HENRI LAFOREST
*Candidat Républicain Socialiste
de Défense Républicaine
et d'Action Agricole*

Fig. 7.



Fig. 8. Henri Laforest, avocat.

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 17 JUIN 1931

Liste Républicaine Radicale et Radicale-Socialiste
et du Rassemblement des Gauches Républicaines

Liste appariée avec les Groupements Nationaux :
Parti S. F. I. O. – M. R. P. et Républicains
Démocrates – Union des Indépendants,
Paysans et Républicains Nationaux

Yvon DELBOS
Croix de Guerre 1914-18 - Déporté Résistant
Député de la Dordogne - Ancien Ministre
RADICAL-SOCIALISTE

Henri LAFOREST
Chevalier de la Légion d'Honneur - Croix de Guerre 1939-45
Conseiller de l'Union Française
RASSEMBLEMENT DES GAUCHES RÉPUBLICAINES

Jean RONDEAU
Chevalier de la Légion d'Honneur - Croix de Guerre 1914-18
Adjoint au Maire de Périgueux
RADICAL-SOCIALISTE

Jean EYMA
Chevalier de la Légion d'Honneur - Croix de Guerre 1939-45
Propriétaire Viticulteur - Conseiller Général de la Dordogne
RADICAL-SOCIALISTE

Docteur Jean LAGOUBIE
Conseiller Général de la Dordogne - Maire de Montpon-sur-l'Isle
RASSEMBLEMENT DES GAUCHES RÉPUBLICAINES

SECRETARIAT : M. G. RAYMOND

Fig. 9.

LA DORDOGNE REPUBLICAINE

PARAISANT LE VENDREDI
ORGANE de la Fédération du Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste
du Département de la Dordogne

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 17 JUIN 1931

NOS CANDIDATS

 Yvon DELBOS Candidat à la Dordogne	 Henri LAFOREST Candidat à la Dordogne	 Jean RONDEAU Candidat à la Dordogne	 Jean EYMA Candidat à la Dordogne	 Docteur Jean LAGOUBIE Candidat à la Dordogne
---	--	--	--	---

Le Vendredi 15 Juin, à PERIGUEUX

GASTON MONNERVILLE

Président du Conseil de la République
parlera, à 21 h., au Manège d'Artillerie

Fig. 10.

Le 10 mai 1953, Henri Laforest est élu pour la première fois maire de Nontron (fig. 11), succédant au docteur Armand René Victor Lathière Lavergne (25/07/1889 Nontron - 18/12/1964 Nontron). Il a alors pour adjoints Pierre Bataille, avoué, et Louis Truffier, ingénieur des Arts et Métiers.

Dans la foulée, Henri Laforest est élu, dès le premier tour, conseiller général du canton de Nontron, le 28 février 1954 (fig. 12). Il affronte à l'occasion Marc Borderon, maire de Javerlhac, représentant la SFIO, et Gabriel Agard, maire du Bourdeix, candidat du Parti communiste français.

Le 17 avril 1955, sous l'étiquette du Parti radical socialiste et d'union républicaine, il est réélu sans surprise (fig. 13).

À l'Assemblée nationale, il siège au groupe radical-socialiste dont il devient secrétaire en 1955, ainsi qu'aux commissions des territoires d'outre-mer et de la justice. En juillet 1953, il est nommé membre de la commission d'enquête sur le trafic des piastres. Nouveau député, il se spécialise dans les questions relevant de l'Union française. Il dépose diverses propositions de loi ou de résolution concernant la Nouvelle-Calédonie, Madagascar et les États associés. Il intervient dans les grands débats suscités par la politique indochinoise du gouvernement Joseph Laniel (27 juin 1953-17 juin 1954), notamment le 27 octobre 1953 pour dénoncer « le coup de poignard dans le dos du corps expéditionnaire » que suscite, selon lui, la réunion d'un congrès national vietnamien dans lequel il voit une tentative insidieuse de l'empereur Bao Daï de rompre avec l'Union française. Appelant à la vietnamisation des forces luttant contre Ho Chi Minh, il exige que l'Assemblée nationale soit tenue informée d'éventuelles négociations.

Le 15 octobre 1954, dans le cadre du 49^e congrès du Parti radical qui se tient à Marseille sous la présidence d'Édouard Herriot, confiant à cette occasion le parti à Pierre Mendès France, Henri Laforest (fig. 14) présente un très important *Rapport de politique extérieure et de l'Union française*, « sujet brûlant d'actualité, si grave pour l'avenir de la nation et de la paix, qui a soulevé les controverses les plus passionnées à l'intérieur d'un même parti et chez les hommes d'ordinaire les plus calmes » (fig. 15). « Guidé par un double souci, celui d'une constante objectivité et celui d'une totale sincérité », Henri Laforest, orateur brillant, va présenter, analyser, traiter : les grandes conférences de 1945 : Berlin, Genève, Manille, Londres ; le pacte nord-atlantique et l'OTAN ; l'idée française de la Communauté européenne de défense ; l'idéal européen contre les nationalistes ; les accords de Londres du 3 octobre 1954 ; l'Europe des Sept (Norvège-Danemark) ; le problème de la Sarre ; les problèmes de l'Union française ; les élus d'outre-mer au Parlement ; la loi municipale en Afrique ; l'Indochine et l'armistice de Genève ; la France et les États associés d'Indochine ; le Nord-Vietnam et le Sud-Vietnam ; un gouvernement fort à Saïgon ; la perte de l'Inde française ; la Tunisie, le Maroc et l'Algérie française. Et de conclure, sous de « très vifs applaudissements » :

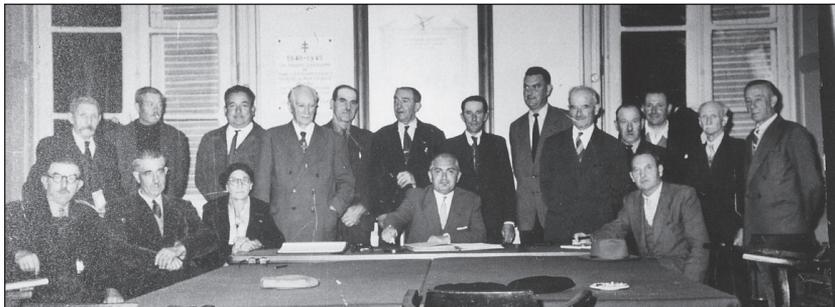


Fig. 11. Henri Laforest et son conseil. Debout de gauche à droite : Combeau, Lavillenie, Lagarde, Bataille, Mazière, Chabaud, Desport, Coulaud, Truffier, Lannet, Rousset, Faure, Rousseau. Assis : François et André Petit, Suzanne Halary, Laforest, Thibaud.

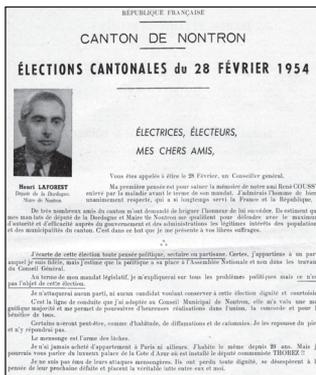


Fig. 12.

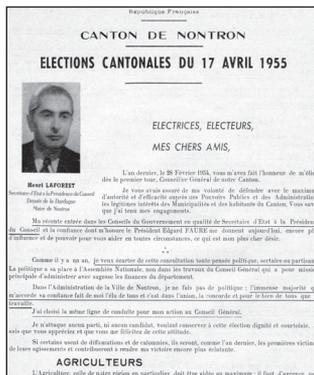


Fig. 13.



Fig. 14.

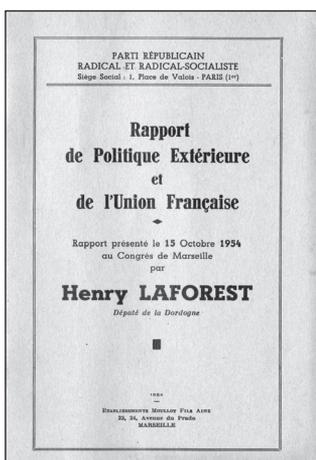


Fig. 15.



Fig. 16.

« L'an dernier, le président Mendès France nous assurait, à Aix, que nous étions en 1788. Espérons que l'année nouvelle ne ressemblera pas à 1789 par ses aspects belliqueux et violents.

Mais souhaitons que ces deux années aient un point commun et marquent pour nous l'aube de temps meilleurs et l'espoir de lendemain heureux.

Et dans le cadre des accords de Londres, par lesquels nous sommes désormais engagés avec nos alliés d'Occident sur la route qui conduit à l'édification d'une Europe unie, mettons notre idéal au service de la prospérité de tous et de la paix du monde. »

Entre-temps, il soutient de ses votes les divers gouvernements de la seconde législature (juin 1951-décembre 1955) tout en restant fidèle à ses convictions laïques (il vote contre la loi Barangé : allocation trimestrielle pour chaque enfant fréquentant l'école publique ou privée) et européennes en refusant de voter la motion Aumeran enterrant le traité de la CED (Communauté européenne de défense). Il est de ces députés « de base » qui font un bon accueil à la candidature de Pierre Mendès France dont il vote l'investiture tant en juin 1953 qu'en juin 1954.

Ses compétences indochinoises le désignent pour entrer dans le gouvernement formé par Edgar Faure le 1^{er} mars 1955 comme secrétaire d'État chargé des relations avec les États associés (au 20 octobre 1955) (fig. 16). Il sera le dernier titulaire de ce portefeuille en raison des transformations rapides de l'Union française qui, après les accords de Genève (21 juillet 1954 - fin de la première guerre d'Indochine entre la France et la République démocratique du Viêt Nam - chute de Diên-Biên-Phu) et le désengagement français du Vietnam, provoquent la disparition de facto de cette entité. À ce titre, Henri Laforest est fait commandeur de l'ordre du Dragon d'Annam⁵.

Lors du remaniement ministériel opéré par Edgar Faure après la démission du général Kœnig (opposition à la politique marocaine d'Edgar Faure), il devient, le 20 octobre 1955, secrétaire d'État à la Défense nationale et aux Forces armées (au 24 janvier 1956) (fig. 17 et 18). Comme tel, il doit justifier le maintien et le rappel de soldats sous les drapeaux qui avaient suscité divers mouvements de protestation dans le pays (séance du 28 octobre 1955).

L'Assemblée nationale dissoute le 2 décembre 1955, Yvon Delbos élu au Conseil de la République en juin 1955, Georges Bonnet de retour dans la politique après 6 longues années d'exil en Suisse (avril 1944 - mai 1950) et quelques années de pénitence, un Parti communiste omniprésent, un mouvement poujadiste à son éphémère apogée... Les élections législatives du 2 janvier 1956 sonnent l'heure d'un affrontement politique d'une grande intensité.

5. Annam, protectorat français qui avec celui du Tonkin, au nord, et la colonie de Cochinchine, au sud, forment ce qui est devenu l'État du Viêt Nam. Cet ordre a été créé en 1884 par le ministre de la Marine Jules Patenôtre et institué à Hué le 14 mars 1886 par l'empereur Dong Khanh en accord avec le gouvernement français. Destiné à récompenser les services rendus au protectorat, il comptait 5 classes : grand-croix ; grand officier ; commandeur ; officier ; chevalier.

II. Élections législatives du 2 janvier 1956

Déjà en vigueur lors des élections législatives de 1951, la loi des apparentements est maintenue en pratique à l'occasion de cette nouvelle consultation. La lutte, pimentée par la rivalité radicale entre Laforest, secrétaire d'État à la Défense nationale et aux Forces armées, riche du soutien de la fédération de Nontron et de 14 des 17 conseillers généraux, et Bonnet, soutenu avec force par les militants radicaux de la Dordogne et notamment la fédération Périgueux-Ribérac, s'annonce certes à la fois brève et ouverte... mais aussi tout particulièrement rude. Sept listes sont sur les rangs :

- La liste du Parti républicain et radical-socialiste et du RGR conduite par Henri Laforest (fig. 19), député sortant, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, secrétaire d'État à la Défense et aux Forces armées, conseiller général et maire de Nontron. Il a pour colistiers : le docteur Jean Lagoubie conseiller général et maire de Montpon-sur-l'Isle ; Michel Diéras, agriculteur exploitant, chevalier de la Légion d'honneur, chevalier du Mérite agricole, conseiller général du Bugue et maire de Mauzens-Miremont ; Germaine Morize, commerçante, officier d'Académie, conseiller général et premier adjoint au maire de Bergerac ; Noël Clergerie, agriculteur exploitant, croix de guerre 1914-1918, officier du Mérite agricole, officier d'Académie, conseiller général d'Excideuil et maire de Génis.

- La liste Socialiste SFIO conduite par Robert Lacoste, député sortant, premier vice-président de l'Assemblée nationale, ancien ministre, président du conseil général et maire d'Azerat. Ses colistiers sont : André Pradeau, député sortant, conseiller général de Ribérac et maire de Villeteureix ; René Caille, secrétaire général de la fédération socialiste de la Dordogne ; Raymond Boucharel, conseiller général de Mareuil-sur-Belle, conseiller municipal de Périgueux ; Martial Belugue, conseiller général d'Issigeac, secrétaire de la commission départementale du conseil général.

- La liste du Parti communiste français conduite par Yves Péron, ouvrier du bâtiment, ancien député aux deux Assemblées constituantes et à la 1^{re} Assemblée nationale, conseiller général, capitaine de réserve, lieutenant-colonel FFI, chevalier de la Légion d'honneur, membre du secrétariat fédéral du PCF. Ses colistiers sont : Roger Ranoux, chauffeur-mécanicien, ex-lieutenant Hercule, ex-chef départemental FFI, chevalier de la Légion d'honneur, membre du secrétariat fédéral du PCF ; Pierre Passerieux, cheminot, ancien combattant de la Résistance, membre du bureau fédéral du PCF, secrétaire de la section de Thiviers ; Émilien Aublanc, propriétaire-exploitant, maire de Badefols-de-Carlux, ancien prisonnier de guerre ; Eugène Raymond, docteur en médecine, ancien conseiller général de Montignac, ancien déporté de la Résistance.

- La liste d'action contre l'immobilisme conduite par André Denis, député sortant, médaille de la Résistance, croix de guerre, chevalier de la Légion

d'honneur ayant pour colistiers : Pierre Dessales, greffier de paix, propriétaire-exploitant, conseiller général et maire de Sigoulès ; Émile Combelas, commerçant, premier adjoint au maire de Thiviers ; Germaine Blanchard, mère de famille, médaille de la Résistance ; Robert Germain, représentant, adjoint au maire de Périgueux. Cette liste est présentée par : l'Entente gauche indépendante jeune République, le Centre national des indépendants de gauche des républicains socialistes et des socialistes indépendants, le Parti républicain pour le redressement économique et social.

- La liste du Rassemblement des groupes républicains et indépendants français conduite par Georges Gerbaud, conseiller général et maire de Mussidan, vice-président de la chambre de commerce de Périgueux, chevalier de la Légion d'honneur... avec pour colistiers : Élisabeth Faget, bâtonnier de l'ordre des avocats, conseillère municipale de Bergerac ; Jean-Marie Bru, directeur de l'entrepôt des Tabacs, maire de Saint-Cyprien ; Jean-Robert Pascaud, docteur en médecine, maire de Neuvic-sur-l'Isle ; Albert Laparre, propriétaire-exploitant, adjoint au maire de Lalinde, ancien prisonnier de guerre.

- La liste d'Union et de Fraternité française conduite par Jean Nallet, opticien, ancien combattant 1939-1945, membre de la chambre de commerce de Bergerac. Ses colistiers sont : Bernard Michelet, libraire, membre de la chambre de commerce de Périgueux ; Louis Laforet, exploitant viticole, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, chevalier de la Légion d'honneur ; Camille Engerbeaud, artisan, membre de la chambre des métiers de Périgueux ; Louis Maire, agent commercial, ancien combattant 1939-1945. Cette liste est présentée par Pierre Poujade.

- La liste du Parti républicain radical et radical-socialiste pour la défense des travailleurs paysans et ouvriers et des classes moyennes conduite par Georges Bonnet, ambassadeur de France, ancien ministre des Affaires étrangères et des Finances, conseiller général, maire de Brantôme, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918. Il a pour colistiers : Robert-Paul Vigier de Gaston, propriétaire-exploitant, président du syndicat des vigneron de la Dordogne, conseiller municipal de Bergerac ; Georges Labarthe, commerçant à Terrasson, conseiller général, chevalier de la Légion d'honneur ; Henri Jaubert, maire de Saint-Vincent-de-Connezac, chevalier de la Légion d'honneur, Médaille militaire, croix de guerre 1914-1918 ; Jean Chabrier, maire de Tourtoirac, ancien combattant prisonnier de guerre évadé 1939-1945, officier d'Académie.

Il est à noter à la lecture de ces listes le nombre important de représentants des domaines agricole et viticole ainsi que du commerce. La participation aux deux guerres mondiales, toujours très présentes dans les esprits, est également très abondamment soulignée, en particulier par la mise en relief des diverses distinctions obtenues par les candidats.



Fig. 17.



Fig. 18.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 2 JANVIER 1956
LISTE DU PARTI RÉPUBLICAIN RADICAL ET RADICAL-SOCIALISTE
ET DU R. G. R.

LISTE LAFOREST

Il a été créé, le 12 janvier 1956, par un grand nombre de députés, le Parti République Radical et Radical-Socialiste. Ce parti a pour but de défendre les intérêts du peuple français, de promouvoir le développement économique et social, de garantir la paix et la stabilité de la République. Il est le seul parti qui défend les intérêts du peuple français, de promouvoir le développement économique et social, de garantir la paix et la stabilité de la République.

Votez pour la liste LAFOREST.

Fig. 19.

Paris, le 7 3 DEC 1955

Monsieur le Président,

J'apprends à l'instant qu'une liste a été déposée sous le nom de Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste pour la Dordogne des travailleurs, paysans et ouvriers, et des classes moyennes.

Elle comprend les noms de :

MM. Georges BONNET
 R. VIGIER de GASTON
 G. LABARTHE
 H. JAURET
 J. CHABRIER

L'intitulé de cette liste montre clairement que ses membres cherchent à créer une confusion, en commentant un véritable abus de confiance électorale.

Conformément aux statuts, j'ai l'honneur de vous demander qu'une décision d'extrême urgence soit prise pour prononcer l'annulation du parti de ces candidats, ainsi du Secrétariat Général de l'ancienne Fédération, M. Paul TRAMERIEU, qui est leur principal agent électoral.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Henry LAFOREST

INDÉS-FRANCE
 de Parti
 et Radical-Socialiste

Fig. 20.

**PARTI RÉPUBLICAIN
 RADICAL & RADICAL-SOCIALISTE**
 Siège : 1, Place de Volois - PARIS (1^{er})

Paris, le 18 Décembre 1955

Monsieur LAFOREST
 Secrétaire d'Etat aux
 Forces Armées.

Mon cher Ministre,

Je vous prie de trouver ci-joint, copie de la lettre adressée au Président de la Fédération de la Dordogne et concernant l'exclusion de M. Georges BONNET et de ses colistiers radicaux, en application de l'article 32 des Statuts du Parti.

Veuillez agréer, mon cher Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

C. HELINE
 Vice-Président

Fig. 21.

Paris, 18 Décembre 1955

Monsieur le Président de la Fédération
 radicale-socialiste de la Dordogne :

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous confirmer mon télégramme du 16 décembre, ainsi l'informant que le Bureau du Parti a prononcé l'exclusion de M. GEORGES BONNET, et ses colistiers radicaux, en application de l'article 32 du Statut du Parti.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

C. HELINE
 Vice-Président

Fig. 22.

Élections législatives du 2 Janvier 1956
LISTE DU PARTI RÉPUBLICAIN RADICAL ET RADICAL SOCIALISTE ET DU R.G.R.

VOTEZ LISTE OFFICIELLE
DU PARTI RÉPUBLICAIN RADICAL ET RADICAL SOCIALISTE
soutenu par les Présidents Herriot et Mendès-France

HENRY LAFOREST

APPEL DU PRÉSIDENT YVON DELBOS :
 « La Liste LAFOREST, investie sur le plan national, soutenue par la majorité des Conseillers Généraux, est celle qui correspond le mieux à mes convictions politiques et à la discipline républicaine »

POUR **CONTRE**

Rétablir le statut d'armement des députés des classes combattantes, victimes de guerre, veuves, orphelins, déportés et définitifs.
 Rétablir le statut de la France son rôle de grande puissance, en Europe.
 Assurer le progrès social.
 Donner leur chance à tous, les jeunes, les handicapés, les classes moyennes.
 Moderniser l'agriculture pour la rendre plus productive.
 Constituer 250.000 logements par an.

Une fiscalité qui décourage l'impôt d'entreprise.
 Le développement des prix agricoles et industriels.
 L'instabilité gouvernementale et la dissolution des partis constitutionnels.
 Le maintien de la France par le Parti Étranger.
 Les honneurs qui sont rendus à la France des députés de la Liste Radicale.

SOLUTIONS RADICALES

Fig. 23.

Électrices, Électeurs,

Ayant reçu l'investiture officielle du Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste, des Présidents Herriot et Pierre Mendès-France.

Répondant à l'appel de 14 Conseillers Généraux de la Dordogne sur 17, et de nombreux Maires et militants, Nous avons l'honneur de solliciter vos suffrages.

Seule, la Liste LAFOREST peut valablement se réclamer du Parti Radical-Socialiste. C'est par une tromperie et une illégalité qu'une autre formation, celle de M. G. BONNET, a réussi à se faire inscrire sous cette même étiquette du Parti Radical qui aurait dû lui être refusée et qui, en fait comme en droit, ne lui appartient pas.

Toute sa liste a, d'ailleurs, fait l'objet d'une mesure d'exclusion du Bureau National du Parti Radical-Socialiste. Ainsi la situation est claire.

TOUS LES RADICAUX-SOCIALISTES, TOUS LES REPUBLICAINS DOIVENT VOTER POUR LA LISTE LAFOREST.

Si vous voulez éviter à la Dordogne d'avoir deux députés communistes :

VOTEZ POUR LA LISTE LAFOREST afin que les listes apparentées aient la majorité absolue.

De cette façon, vous aurez deux ou trois députés radicaux.

ET PAS DE DEPUTES COMMUNISTES.

voter pour la liste Bonnet, c'est faire élire deux communistes en Dordogne.

Le Président Yvon DELBOS ne s'y est pas trompé qui, dans un message largement diffusé dans la presse, affirme :
 « LA LISTE LAFOREST, INVESTIE SUR LE PLAN NATIONAL, SOUTENUE PAR LA MAJORITE DES CONSEILLERS GENERAUX, EST CELLE QUI CORRESPOND LE MIEUX A MES CONVICTIONS POLITIQUES ET A LA DISCIPLINE REPUBLICAINE. »

Fig. 24.

Dès le début de la campagne électorale, Henri Laforest fait en sorte de peser de tout son poids pour obtenir la mise à l'écart du Parti républicain radical et radical-socialiste de son « concurrent » Bonnet. En effet, le 13 décembre 1955, il adresse à Pierre Mendès France, premier vice-président du Parti républicain radical et radical-socialiste, 1, place de Valois à Paris, un courrier très déterminé (fig. 20) :

« Monsieur le Président,
J'apprends à l'instant qu'une liste a été déposée sous le nom de Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste pour la Défense des travailleurs, paysans et ouvriers, et des classes moyennes.
Elle comprend les noms de :
MM. Georges Bonnet
R. Vigier de Gaston
G. Labarthe
H. Jaubert
J. Chabrier
L'intitulé de cette liste montre clairement que ses membres cherchent à créer une confusion, en commettant un véritable abus de confiance électoral.
Conformément aux statuts, j'ai l'honneur de vous demander qu'une décision d'extrême urgence soit prise pour prononcer l'exclusion du parti de ces candidats, ainsi que du Secrétaire Général de l'ancienne Fédération, M. Paul Trarieux, qui est leur principal agent électoral.
Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération. »

Très rapidement, le 18 décembre, Camille Héline (22/08/1892 Assais (Deux-Sèvres) - 12/11/1971 Cannes (Alpes-Maritimes)), vice-président du parti, informe le président de la fédération radicale-socialiste de la Dordogne de la décision du bureau national et bien sûr en adresse copie à Henri Laforest (fig. 21 et 22) :

« Monsieur le Président,
J'ai l'honneur de vous confirmer mon télégramme du 16 décembre vous informant que le Bureau du Parti a prononcé l'exclusion de M. Georges Bonnet, et ses colistiers radicaux, en application de l'article 32 des statuts du Parti.
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs. »

Député sortant, ayant reçu l'investiture officielle du Parti républicain radical et radical-socialiste, des présidents Herriot et Mendès France, bénéficiant du soutien d'Yvon Delbos (fig. 23), Henri Laforest insiste alors sur le fait que seule la liste du Parti républicain radical et radical-socialiste et du RGR, sa liste, peut valablement se réclamer du Parti radical-socialiste (fig. 24) :

« C'est par une tromperie et une illégalité qu'une autre formation, celle de Monsieur Georges Bonnet, a réussi à se faire inscrire sous cette même étiquette du Parti Radical qui aurait dû lui être refusée et qui, en fait comme en

droit, ne lui appartient pas. Toute sa liste a d'ailleurs fait l'objet d'une mesure d'exclusion du Bureau National du Parti Radical-Socialiste... Ainsi la situation est claire. Tous les Radicaux-Socialistes, tous les Républicains doivent voter pour la liste Laforest [... Pour] éviter à la Dordogne d'avoir deux députés communistes [...] Voter pour la liste Bonnet, c'est faire élire deux communistes en Dordogne ».

Et Laforest de rajouter :

« Le Président Yvon Delbos ne s'y est pas trompé qui, dans un message largement diffusé dans la presse, affirme : "la liste Laforest, investie sur le plan national, soutenue par la majorité des conseillers généraux, est celle qui correspond le mieux à mes convictions politiques et à la discipline républicaine" ».

Dans ces conditions, Henri Laforest, bardé de soutiens nombreux et influents - en particulier celui des conseillers généraux entérinant, le 10 décembre 1955, son investiture nationale avant de désigner un bureau provisoire de la fédération présidé par Henri Laforest avec Yvon Delbos, président d'honneur, Maurice Biraben, Germaine Morize et Jean Lagoubie, conseillers généraux vice-présidents - peut très raisonnablement faire preuve du plus bel optimisme !

Le premier objectif de son programme est de faire voter sans délai par l'Assemblée le scrutin d'arrondissement à deux tours, « scrutin simple, clair et loyal, désiré par les électeurs ». Il entend défendre les libertés démocratiques et le progrès social (« Les travailleurs ne doivent pas être contraints implacablement à la misère et au désespoir »), développer le logement, faciliter l'expansion économique et l'organisation des marchés agricoles, sauvegarder la laïcité de l'État et de l'Enseignement public, lutter pour la paix et le désarmement, paix en Afrique du Nord et construction d'une véritable Union française... Défenseur ardent des agriculteurs, des classes moyennes - commerçants, industriels, artisans, cadres, fonctionnaires... - « dont le travail est indispensable à la prospérité de la Nation », Henri Laforest souhaite aussi que le gouvernement de demain n'oublie pas de se préoccuper de l'avenir et du sort de la jeunesse. Il insiste et met aussi en relief son action personnelle pour favoriser les adductions d'eau rurales et l'achèvement de l'électrification dans les campagnes. Homme de dossiers, Henri Laforest se veut être aussi un homme d'action ! Un brouillon de préparation à sa profession de foi nous instruit toutefois mieux que sa profession de foi elle-même, plus modérée, des « angles d'attaque » d'Henri Laforest (fig. 25) :

« Il faut battre les communistes
Pour battre les communistes, nous aurions préféré un scrutin
d'arrondissement : clair, loyal, à deux tours.
Mais la loi est ce qu'elle est.
Lundi 2 janvier votez

Contre :
La menace communiste ;
Les usurpateurs d'une étiquette politique qui n'est pas la leur ;
Toutes les forces de la dictature.
Pour :
La défense des libertés démocratiques ;
La République ;
La Paix.
C'est-à-dire pour la liste Laforest
Votez sans abstention ni panachage
Le parti républicain radical est le parti de la raison ».

Une deuxième page (fig. 26) complète son projet :

« Une fiscalité qui décourage l'esprit d'entreprise ;
Le déséquilibre des prix agricoles et industriels ;
Les grands trusts qui écrasent l'économie nationale ;
L'instabilité gouvernementale et la dictature des partis monolithiques ;
La guerre qui amènerait la fin de notre civilisation ;
Une législation qui limite les droits à la vie de la femme et de la jeunesse ;
Le noyautage de la France par le "parti étranger" ;
Les hommes qui ont mené la France au désastre de juin 1940 ».

La SFIO de Robert Lacoste (fig. 27) est hostile à Georges Bonnet. Elle entend développer son action autour de quatre objectifs incontournables : mieux répartir les richesses nationales, accroître le revenu national et assurer le plein emploi, préparer l'éclosion de la démocratie économique et sociale, maintenir et développer les libertés politiques. Organisation des marchés agricoles, réforme fiscale juste, politique des salaires, action en faveur des anciens combattants, Sécurité Sociale à la fois améliorée et étendue, crédit aux jeunes foyers ainsi qu'une action forte en faveur de la paix sont également au cœur du programme socialiste.

De son côté, le Parti communiste plaide avec force pour le changement :

« Toutes, tous, vous voulez que ça change ! Hommes et femmes de la Dordogne, il reste 1 500 kilomètres de routes départementales et 10 000 kilomètres de chemins vicinaux à goudronner, 1 500 kilomètres de lignes à haute et basse tension à construire, 20 000 personnes s'éclairent comme à l'époque où Eugène Le Roy écrivait *Jacquou le Croquant*, 270 000 habitants ne disposent pas d'adduction d'eau potable ».

L'attaque est rude, les coupables désignés :

« Avec Bonnet et les apparentés, il faudrait des siècles pour régler ces problèmes. Ça ne peut pas durer, il faut que ça change ! Vous ne voterez pas pour les apparentés, vous ne voterez pas pour l'ami d'Abetz, Georges Bonnet, qui est resté en Suisse jusqu'en 1949 pour échapper à la justice française qui le recherchait pour intelligence avec l'ennemi ! »

Son programme est celui de la mise en œuvre d'une politique populaire :

« Améliorer le niveau de vie des travailleurs (retour à la semaine de 40 heures, durée des congés payés portée à 3 semaines...), défense et amélioration de la Sécurité Sociale, augmentation des allocations familiales, fixation immédiate de la retraite des Vieux à 10 000 francs par mois et à 7 500 francs pour les économiquement faibles, construction de 330 000 logements par an à des taux de loyers modérés, défendre la paysannerie laborieuse, assurer le présent et préparer l'avenir de la jeunesse (droit de vote à 18 ans), création d'une véritable Union française et retrait immédiat d'Afrique du Nord... »

Il ne reste plus au Parti communiste et à ses candidats qu'une ardente campagne de terrain et une bonne cinquantaine de réunions publiques pour convaincre !

Député sortant, André Denis (fig. 28), exclu du MRP (Mouvement républicain populaire, parti centriste démocrate-chrétien), suivi par la plupart des cadres et militants de la Dordogne à l'Entente gauche indépendante jeune République, repart à la bataille pour essayer de sauver son siège, à la tête de la liste d'action contre l'immobilisme. Son programme est tout particulièrement copieux :

« Réformer la loi électorale, rétablir la paix en Algérie, réduire par étapes la durée du service militaire, construire en priorité et dans un plan de cinq ans, des écoles primaires, des collèges, des lycées, des centres techniques, assurer la démocratisation de l'enseignement supérieur, veiller à ne pas accentuer la guerre des écoles et à ne pas sombrer dans un laïcisme de combat, construire 1 200 000 logements à loyers modérés [...] Améliorer le sort des agriculteurs, des cadres, des classes moyennes, des fonctionnaires, des commerçants et des artisans dont le mouvement insurrectionnel ne doit pas entraîner une réprobation aveugle, mais aussi celui des vieux et des retraités qui devront échapper à la misère de même qu'à l'obligation d'occuper des emplois dont ils privent des jeunes et des pères chargés de famille... [En fait améliorer le sort de toutes et de tous, tout en] assainissant le budget pour atteindre les objectifs proposés avec méthode et ténacité. »

La liste de Rassemblement des groupes républicains et indépendants français du conseiller général de Mussidan Georges Gerbaud revendique une certaine indépendance de pensée :

« Aucun de nos membres n'a été désigné par un parti ou un comité. Ils sont tous libres de toute attache susceptible d'aliéner leur jugement et leurs décisions ».

Le programme des candidats, selon eux « minimum », a pour but : la réforme électorale, absolument prioritaire à leurs yeux, la défense des libertés démocratiques, la restauration de la paix en Afrique du Nord et la réalisation du progrès social par une politique hardie d'expansion économique résidant

dans la construction de logements et l'organisation de marchés agricoles. En conclusion de leur profession de foi, « le peuple ayant été trop souvent trompé par ses représentants », il est proposé aux électeurs que si des résultats n'étaient pas atteints dans un délai de 6 mois, les élus « s'engagent publiquement et par écrit à démissionner pour retourner devant le suffrage universel avec un nouveau mode de scrutin ».

Autre liste protestataire, la liste poujadiste (fig. 29) d'Union et de Fraternité française appelle les électeurs à « Sortir les Sortants ! ». Son discours est sans nuance :

« C'est par la tête, dit le proverbe, que pourrit le poisson. La tête de la France est pourrie : politiciens, hommes des trusts et de la banque apatride, hauts fonctionnaires domestiqués, Voilà les coupables ! Les classes dirigeantes ont perdu le sens du bien public. C'est au peuple qu'il appartient aujourd'hui de sauver la patrie en danger ».

Ce discours qui tient lieu de programme à Jean Nallet et à ses amis n'est autre qu'un appel à la révolution. L'Union et la Fraternité revendiquées dans l'intitulé de la liste semblent en fait bien éloignées de la conclusion de la profession de foi des poujadistes : « Celui qui trahira connaît son châtiment ; il sera pendu ! ». Ni plus ni moins !

Pour finir, il faut bien parler de la liste du Parti républicain radical et radical-socialiste pour la défense des travailleurs, paysans et ouvriers et des classes moyennes conduite par un Georges Bonnet plus que jamais candidat, bien qu'exclu de son parti par le bureau national le 16 décembre 1955, ainsi d'ailleurs que ses colistiers. Décision prise après maints rebondissements et en toute extrémité en raison des nombreux soutiens qui continueront au sein même du parti, notamment le 22 décembre 1955 lors d'un important rassemblement placé sous sa présidence, de nombreux maires et personnalités au château Barrière à l'occasion du meeting de la fédération radicale de Périgueux-Ribérac (fig. 30, 31 et 32). Dans son programme et en premier lieu, Georges Bonnet prend l'engagement solennel de lutter de toutes ses forces, dès la convocation de l'Assemblée nationale, pour le scrutin d'arrondissement à deux tours et de s'opposer à toutes les manœuvres de sabotage de la réforme électorale, en demandant au peuple de se prononcer par voie de référendum. La suite de son projet concerne l'agriculture, « à la base de la prospérité de toute la France et objet de toute sa sollicitude », améliorer le sort des travailleurs salariés par la sécurité de l'emploi et la création d'une caisse d'assurance chômage, aider les industriels, commerçants et artisans par l'octroi de prêts à faible intérêt, réformer la fiscalité en établissant « un régime simple et clair supprimant les tracasseries de toutes sortes », « rendre la Sécurité Sociale plus efficace et moins onéreuse ». Les anciens combattants, les victimes de guerre, les vieux travailleurs et les retraités... mais aussi les jeunes... ne sont pas oubliés.

Bonnet appelle aussi au renforcement des pouvoirs de l'exécutif et à la restauration de l'autorité de l'État : « Il nous faut des gouvernements forts, stables, unis et résolus, jouissant d'une autorité incontestable et appuyés sur une administration compétente et expérimentée ». Il compte ainsi exploiter habilement le mécontentement provoqué par l'instabilité gouvernementale. Enfin, pour conclure, il se montre particulièrement sévère dans son analyse de la situation en Afrique du Nord et dans l'Union Française : « La France n'a jamais eu aucune politique... Il faut accomplir au plus vite les réformes nécessaires, rétablir le prestige de la France et mener une politique d'entente entre Musulmans et Français ». Et, constante absolue dans son discours politique, veiller par-dessus tout au maintien de la paix : « Une guerre nouvelle aboutirait à la destruction de notre civilisation ! ». En résumé, Georges Bonnet, rejeté par l'appareil de son parti, s'inscrit dans le même rejet qui amène les poujadistes de la liste d'Union et de Fraternité française UDCA (Union de défense des commerçants et artisans) à reprendre l'éternelle rengaine : « Sortez les sortants ! ».

Ouvrons une importante parenthèse pour préciser qu'à l'aube de la campagne électorale, un accord d'apparement de « Front républicain » avait été conclu entre les listes Lacoste (SFIO), Laforest (radical-socialiste), Denis (jeune République) et Gerbaud (Rassemblement des groupes républicains et indépendants français). En décembre 1955, la *Dordogne Libre* publie une lettre d'André Denis. Il y demande l'appui du clergé et y justifie les apparements par une volonté de neutraliser la gauche. En conséquence, socialistes et radicaux refusent l'apparement avec lui. Les listes Denis et Gerbaud restent donc apparementées face aux socialistes et aux radicaux apparementés aux aussi. Le bloc des apparementés constitué à l'occasion des législatives de 1951 a donc explosé en deux camps rivaux correspondant à des sensibilités de gauche (Lacoste-Laforest) et de droite (Denis-Gerbaud). Ce clivage donne les meilleures chances à Georges Bonnet.

Le dimanche 2 janvier arrive. En Dordogne, sur 254 284 inscrits, il est comptabilisé 207 400 votants pour 202 675 suffrages exprimés et 19 % d'abstentions. Le parti communiste (fig. 33), avec 61 626 voix (30,41 %), reste de très loin la première force du département. Il récupère les deux sièges obtenus à la Libération par Yves Péron (63 169 voix) et Roger Ranoux (61 595 voix). En dépit d'un sensible recul de la SFIO (fig. 34) avec 31 496 voix (15,54 %) Robert Lacoste (34 378 voix) est réélu. Le Parti républicain radical et radical-socialiste et RGR (fig. 35) avec le maigre score de 23 599 voix (11,64 %) permet, grâce à son apparement avec la liste SFIO et bien que devancé par la liste poujadiste UDCA, à Henri Laforest (25 986 voix) de conserver son siège. L'UDCA (fig. 36) avec ses 27 235 voix (13,44 %) qui, après la proclamation des résultats adressera, sans effet, au préfet de la Dordogne une réclamation contestant l'élection d'Henri Laforest, a bien du mal à accepter que sa tête de liste Jean Nallet et ses 28 711 voix recueillies

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Département de la DORDOGNE
Élections Législatives du 2 Janvier 1956
Liste Socialiste S. F. I. O.
 apparentée à :
 — Liste du Parti Républicain, Radical et Rad.-Soe. et du R.G.R.
 — Liste d'Action contre l'Immobilisme, présentée par :
 Entente Gauche Indépendante - Jeune République ;
 Centre National des Indép. de Gauche, des Républicains
 Socialistes et des Socialistes Indép. ; Parti Républicain
 pour le Retraitement Économique et Social.
 — Liste du Rassemblement des Groupes Rép. et Ind. Français.
pour le Front Républicain

Robert Lacoste
 Premier Vice-Président de l'Assemblée Nationale,
 Ancien Ministre,
 Président du Conseil Général, Maire d'Assat,
 Député sortant.

André Pradeau
 Conseiller Général de Ribérac, Maire de Villeboisreux,
 Député sortant.

René Caille
 Secrétaire Général
 de la Fédération Socialiste de la Dordogne.

Raymond Boucharel
 Conseiller Général de Marçail-sur-Belle,
 Secrétaire de la Commission Départementale du Conseil Général
 Conseiller Municipal de Périgueux.

Martial Belugue
 Conseiller Général d'Issacq,
 Secrétaire de la Commis. des Trav. Publ. du Conseil Général.

Fig. 34.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 2 JANVIER 1956
 Liste du Parti Républicain
 Radical et Radical-Socialiste et du R. G. R.
 LISTE APPARENTÉE AVEC LES GROUPEMENTS NATIONAUX :
 Parti Socialiste S.F.I.O. — Rassemblement des Groupes Répu-
 blicains et Indépendants Français — Action contre l'Immobi-
 lisme (Entente Gauche Indépendante et Jeune République —
 Centre National des Indépendants de Gauche, des Républicains
 Socialistes et des Socialistes Indépendants — Parti Républicain
 pour le Retraitement Économique et Social).

Henry LAFOREST
 Chevalier de la Légion d'Honneur — Croix de Guerre 39-45
 Secrétaire d'État à la Défense et aux Forces Armées
 Député sortant — Conseiller Général — Maire de Nontron
 RADICAL-SOCIALISTE

Docteur Jean LAGOUBIE
 Chevalier de la Légion d'Honneur
 Conseiller Général — Maire de Montpon-au-Filleul

Michel DIÉRAS
 Chevalier de la Légion d'Honneur.
 Chevalier du Mérite Agricole
 Agriculteur Exploitant
 Conseiller Général du Buisson — Maire de Mauzac-Miremont
 RADICAL-SOCIALISTE

Germaine MORIZE
 Officier d'Académie — Chevalier du Mérite Commercial
 Conseiller Général — Premier Adjoint au Maire de Bergerac
 R. G. R.

Noël CLERGERIE
 Chevalier de la Légion d'Honneur — Croix de Guerre 1914-1918
 Officier du Mérite Agricole — Officier d'Académie
 Agriculteur (Béarnais)
 Conseiller Général d'Enjalbal — Maire de Gèze
 RADICAL-SOCIALISTE

Fig. 35.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
 DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES
 du 2 Janvier 1956
U. D. C. A.
Liste d'Union et de Fraternité Française

NALLET Jean, Opticien
 Ancien Combattant 39-45, Membre de la Chambre
 de Commerce de Bergerac.

MICHELET Bernard, Libraire
 Membre de la Chambre de Commerce de Périgueux

LAFORET Louis, exploitant viticole
 Croix de Guerre 14-18 et 39-40, Chevalier de la
 Légion d'Honneur.

ENGERBEAUD Camille, Artisan
 Membre de la Chambre des Métiers de Périgueux

MAIRE Louis, Agent Commercial
 Ancien Combattant 39-45

Fig. 36.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
 Département de la Dordogne
Élections Législatives du 2 Janvier 1956
LISTE D'ACTION CONTRE L'IMMOBILISME
 Présentée par : L'Entente Gauche Indépendante Jeune Répu-
 blicaine, le Centre National des Indépendants de Gauche des
 Républicains Socialistes et des Socialistes Indépendants, le
 Parti Républicain pour le Retraitement Économique et Social
 Apparentée avec : Le Parti Socialiste S.F.I.O., le Parti Ré-
 publicain Radical et Radical Socialiste et le R.G.R. ; le Ras-
 semblement des Groupes Républicains Indépendants Français

André DENIS
 Député sortant, Médaille de la Résistance, Croix de Guerre,
 Chevalier de la Légion d'Honneur
 (Entente Gauche Indépendante Jeune République)

Pierre DESSALLES
 Conseiller Général, Maire de Sigoulès, Officier de Paix,
 Propriétaire-Exploitant, Chevalier du Mérite Agricole
 (Entente Gauche Indépendante Jeune République)

Emile COMBELAS
 Commerçant, Premier Adjoint au Maire de Thiviers
 (Républicain pour le Retraitement Économique et Social)

Germaine BLANCHARD
 Mère de famille, Sariat, Médaille de la Résistance
 (Républicain pour le Retraitement Économique et Social)

Robert GERMAIN
 Représentant
 Adjoint au Maire de Périgueux, Médaille de la Résistance
 (Entente Gauche Indépendante Jeune République)

Fig. 37.

République Française
 Département de la Dordogne
Élections Législatives du 2 Janvier 1956
Liste du Rassemblement des Groupes
Républicains et Indépendants Français
 APPARENTÉE AVEC :
 — Le Parti Socialiste S. F. I. O.
 — Le Parti Républicain Radical et Radical Socialiste et R. G. R.
 — La Liste d'Action contre l'Immobilisme.

Georges GERBEAUD
 Conseiller Général — Maire de Mussidan,
 Vice-Président de la Chambre de Commerce de Périgueux,
 Président d'honneur de l'Association Départementale des P. C.,
 Président de la S-Commission de l'Agriculture du Conseil Général
 Chevalier de la Légion d'Honneur

Elisabeth FAGET
 Bâtonnier de l'Ordre des Avocats,
 Conseillère Municipale de Bergerac,
 Présidente de la Maison de la Famille.

Jean-Marie BRU
 Directeur de l'Entrepôt des Tabacs — Maire de Saint-Cyprien.

Jean-Robert PASCAUD
 Docteur en Médecine — Maire de Neuvic-sur-Fale
 Président de la Société de Classe

Albert LAPARRE
 Propriétaire-Exploitant — Adjoint au Maire de Lalinde
 Ancien Prisonnier de Guerre.

Fig. 38.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 2 JANVIER 1956
LISTE
 du Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste
 pour la Défense des Travailleurs,
 Paysans et Ouvriers et des Classes Moyennes

Georges BONNET
 Ambassadeur de France
 Ancien Ministre des Affaires Étrangères et des Finances
 Conseiller Général de la Dordogne
 Maire de Brantôme
 Chevalier de la Légion d'Honneur
 Croix de Guerre 1914-1918

Robert-Paul VIGIER de GASTON
 Propriétaire-Exploitant
 Président du Syndicat des Vignerons de la Dordogne
 Conseiller Municipal de Bergerac

Georges LABARTHE
 Commerçant à Terrasson
 Conseiller Général de la Dordogne
 Chevalier de la Légion d'Honneur

Henri JAUBERT
 Maire de Saint-Vincent-de-Comborn
 Chevalier de la Légion d'Honneur
 Médaille Militaire - Croix de Guerre 1914-1918

Jean CHABRIER
 Maire de Tourtourne
 Ancien Combattant P.C., évadé 1939-1945
 Officier d'Académie

Fig. 39.

à titre personnel n'accède pas au Palais Bourbon⁶. La liste d'Action contre l'immobilisme (fig. 37) avec 7 829 voix (3,86 %) et son leader André Denis (9 704 voix) ainsi que la liste du Rassemblement des groupes républicains et indépendants français (fig. 38) avec 6 066 voix (2,99 %) conduite par Georges Gerbaud (7 133 voix) connaissent un échec semblable.

En fait, le grand vainqueur de la consultation - avec le Parti communiste et ses deux députés - se trouve être Georges Bonnet malgré, ou grâce à, son isolement par rapport aux appareils politiques. Avec 43 061 voix (21,25 %), la liste du Parti républicain radical et radical-socialiste pour la défense des travailleurs, paysans et ouvriers et des classes moyennes (fig. 39) arrive en deuxième position. Georges Bonnet (46 510 voix) revient au Parlement. Il fait mieux que la liste radicale Delbos-Laforest en 1951 (40 917 voix) et dépasse largement la SFIO.

Il est à rappeler que les résultats sont proclamés en tenant compte de la moyenne des listes, soit apparentées, soit isolées. Seule cette réglementation, très contestée, permet à Henri Laforest de conserver son siège. Il faut signaler que tous les leaders sont arrivés au premier rang de leur liste en termes de voix obtenues.

La fin de la joute électorale est très loin d'atténuer l'animosité réciproque entre Bonnet et Laforest. L'année 1956 sera en effet celle de tous les règlements de compte. Le 14 janvier 1956, Pierre Mendès France se voit adresser un courrier (fig. 40) signé de 14 conseillers généraux et de plus de 40 maires ou adjoints de chefs-lieux de canton ou d'importantes communes⁷ :

6. Dans sa séance du 2 février 1956, l'Assemblée nationale valide les élections d'Henri Laforest et de Robert Lacoste.

7. MM. Bels, ancien sénateur, premier vice-président du conseil général - Saint-Alvère ; Biraben, vice-président du conseil général - Belvès ; Dautheville, président de la Commission départementale - Eymet ; Bordes, conseiller général de Carlux ; Clergerie, conseiller général d'Excideuil ; Denuel, conseiller général de Beaumont ; Dieras, conseiller général du Bugue ; Gausson, conseiller général de Neuvic ; Janot, conseiller général de Saint-Cyprien ; Docteur Lagoubie, conseiller général de Montpon ; Meyssignac, conseiller général de Verteillac ; Docteur Rey-Lescure, conseiller général de La Force ; M^{lle} Morize, conseiller général de Bergerac ; MM. Chevarochette, maire du Bugue ; Maveraud, maire de Busserolles ; Bru, maire de Carlux ; Gaillard, maire de Domme ; Capitaine de vaisseau Bonis, maire de Fongalop ; M^{me} Degail, maire de Mareuil ; MM. Reveilhas, maire de Ménesplet ; Vilette, maire de Monbazillac ; Dupuy, maire de Montignac ; Chesson, maire de Saint-Estèphe ; Breton, maire de Saint-Priest-les-Fougères ; Vergnaud, adjoint au maire de Terrasson ; Tarrade, adjoint au maire de Thiviers ; Clément, maire de Léguillac-de-Cercles ; Malifaud, maire de La Rochebeaucourt ; Boussat, maire de Siorac-en-Périgord ; Puvieux, maire de Saint-Martial-d'Artenset ; Mazel, maire de Meyrals ; Monceau, maire de Couze-Saint-Front ; Nadaud, maire de Lussas-et-Nontronneau ; Adam, maire de Chalais ; Desage, maire de Saint-Jory-de-Chalais ; Soulié, maire de Mouzens ; Rouchy, maire de Marnac ; Varaillon, maire d'Audrix ; Lacoste, maire de Berbiguières ; Martinet, maire de Saint-Germain-et-Mons ; Boyer, maire des Lèches ; Courget, maire de Montazeau ; Richard, maire de Savignac-de-Nontron ; Lavaud, maire d'Eymet ; Rabouy, maire de Lamonzie-Saint-Martin ; Marchandou, ex-premier adjoint responsable du comité de Libération ; de Madailan, maire de Gageac-Rouillac ; Géraud, maire de Saussignac ; Eymat, ex-conseiller général de Sigoulès ; Bernard, maire de Saint-Martin-de-Gurçon ; Mérilloux, maire de Saint-Agne ; Cueille, conseiller municipal de Calès, responsable cantonal de Cadouin ; Bourrier, premier adjoint au maire de Lalinde ; Marty, maire d'Alès ; Souchale, maire de Cussac ; Boyer, maire d'Elèche [sic].

Paris, le 14 Janvier 1956

C
O
P
I
E

Monsieur le Président,

Les soussignés Conseillers Généraux de la Dordogne, Maires ou Adjoint de Chefs-lieux de canton ou d'importantes municipalités, membres de la Fédération du parti Radical et Radical Socialiste constituée sous la présidence d'honneur de M. le Président DELESQ et la présidence effective de M. LAFOREST, député de la Dordogne, ancien Ministre, demandent que leur Fédération qui a soutenu la liste régulièrement investie par le parti Radical soit seule reconnue par les instances nationales du parti et que les membres du Bureau de l'ancienne fédération, notamment, MM. TRAREUX et BAILLONNET, qui ont combattu la liste officielle du parti soient exclus pour cause d'indiscipline en période électorale.

Suivent les noms de 14 Conseillers Généraux et de 50 Maires de chefs-lieux de canton ou d'importantes communes :

- BELS, Ancien Sénateur, Premier Vice-Président du Conseil Général (ST-AUBERT)
- BERAEN, Vice-Président du Conseil Général (BELFORT)
- BAZEVILLE, Président de la Commission Départementale (SOMER)
- BORDES, Conseiller Général de Carlux.
- CLEBERGIE, Conseiller Général d'HELDREUIL
- DENUEL, Conseiller Général de Beaumont
- DIERNAU, Conseiller Général du Bugue
- GAUSSEN, Conseiller Général de Neuvic
- JANOT, Conseiller Général de St-Cyprien.

- Docteur LAGOURIE, Conseiller Général de Montpon
- Melle HERRIE, Conseiller Général de Bergerac
- MEYSSIGNAC, Conseiller Général de Vertaillac
- Docteur REY-LESCURE, Conseiller Général de La Force.

- CHEVAUCHETTES, Maire du Bugue
- MAUREAUD, Maire de Bussacrolles
- BRU, Maire de Carlux
- GAILLARD, Maire de Deme
- Capitaine de Vaisseau BONIS, Maire de Fongalop
- Mme DEMAIL, Maire de Mareuil
- REVILLIAC, Maire de Hémamplet
- VILLETE, Maire de Montbaillac
- DUPUY, Maire de Montignac
- CHESSEON, Maire de Saint-Estèphe
- BRUNON, Maire de St-Priest des Fougères
- FERGNAUD, Adjoint au Maire de Terrasson
- TARRADE, Adjoint au Maire de Thiviers
- CLEBERGIE, Maire de Laquillas-de-Cercles
- MAILLEAUD, Maire de La Rochebeaucourt
- BOUSSAT, Maire de Sireac-en-Périgord
- FUYIEUX, Maire de Saint-Martial-d'Artenac
- MAZEL, Maire de Meyrals
- MONTEAU, Maire de Couze-Saint-Front
- MADRID, Maire de Lussas-et-Montremmeu
- ADAM, Maire de Chalais
- DESAGE, Maire de Saint-Jory-de-Chalais
- SOULIE, Maire de Mousseaux
- ROUCHE, Maire de Farnes
- VARAILLON, Maire d'Andrix
- LAGOURIE, Maire de Berbiguières
- MARTINET, Maire de Saint-Germain et Mons
- BOYER, Maire des Lèches
- COURGET, Maire de Montasseau
- RICHARD, Maire de Savignac-de-Montpon

Monsieur Pierre MENDES-FRANCO
Premier Vice-Président du Parti
Républicain Radical et Radical-Socialiste
1, Place de Valois - PARIS

Fig. 40.



Fig. 41.



Fig. 42.

« Monsieur le Président,

Les soussignés conseillers généraux de la Dordogne, maires ou adjoints de chefs-lieux de canton ou d'importantes municipalités, membres de la Fédération du parti radical et radical socialiste constituée sous la présidence d'honneur de M. le Président Delbos et la présidence effective de M. Laforest, député de la Dordogne, ancien ministre, demandent que leur Fédération qui a soutenu la liste régulièrement investie par le parti radical soit seule reconnue par les instances nationales du parti et que les membres du Bureau de l'ancienne fédération, notamment MM. Trarieux et Taillandier, qui ont combattu la liste officielle du parti soient exclus pour cause d'indiscipline en période électorale ».

Le 15 janvier 1956, 1 200 militants réunis en assemblée générale à Périgueux renouvellent leur totale confiance à Georges Bonnet. Le Parti radical et radical-socialiste est alors profondément divisé en Dordogne. Le 18 avril, le bureau du parti décide de reconnaître la fédération présidée par Henri Laforest, réélu au mois de septembre. Le 10 octobre, à la veille de l'ouverture du congrès de Lyon, Pierre Mendès France confirme l'exclusion de Georges Bonnet et félicite personnellement Henri Laforest après son élection comme après son entrée au gouvernement Guy Mollet (31 janvier 1956 - 21 mai 1957) en tant que secrétaire d'État aux Forces armées « Air » (fig. 41), portefeuille qu'il conserve du 17 juin au 30 septembre 1957 au sein du gouvernement Maurice Bourgès-Maunoury. La fédération radicale-socialiste « orthodoxe » de la Dordogne se réorganise alors autour d'Henri Laforest. Elle rassemble 1 700 adhérents et compte une remarquable ossature de conseillers généraux restés fidèles à leur député.

De son côté, Georges Bonnet organise une fédération dissidente avec Charles Sinsout (conseiller général du canton de Vélines de 1931 à 1970, sénateur de 1959 à 1971) à la présidence. Fidèle à lui-même et à « une méthode Bonnet » qui a fait ses preuves, il s'emploie alors à sillonner le département... en attendant les élections suivantes...

IV. Élections législatives des 23 et 30 novembre 1958⁸

Cinq candidats se présentent à Nontron :

- Henri Laforest (fig. 42), député sortant, maire-conseiller général de Nontron, est bien sûr le candidat officiel du Parti radical-socialiste (fig. 43) dont il a d'ailleurs été élu vice-président au congrès de Lyon en octobre 1958. Il a pour remplaçant éventuel Noël Clergerie, agriculteur exploitant, maire de Génis et conseiller général ;

- Georges Bonnet (fig. 44), député sortant, maire de Brantôme et conseiller général de Champagnac-de-Bélair, continue de se réclamer du

8. L'ordonnance du 13 octobre 1958 a institué le scrutin uninominal majoritaire à deux tours.

radicalisme (fig. 45). Il utilise le sigle RGR en candidat d'Entente républicaine et radicale pour la défense des travailleurs de l'agriculture, du commerce, de l'artisanat et de l'industrie. Son remplaçant éventuel est André Meyssignac, agriculteur, conseiller général de Verteillac. Bonnet articule sa campagne de terrain autour d'un programme concis et sans surprise :

« J'ai toujours été, et je l'ai prouvé par mes votes au Parlement, le défenseur des ouvriers et de tous les travailleurs, des agriculteurs, artisans, commerçants, industriels. J'ai toujours été et je reste le défenseur des vieux travailleurs et retraités et des Anciens Combattants. Je ne négligerai rien pour assurer à notre jeunesse l'avenir auquel elle a droit, le rétablissement de la paix en Algérie et le maintien de l'influence française en Afrique du Nord ».

- Antoine Boutineau, né à Thiviers, inspecteur central du Trésor, ancien combattant 1939-1945, prisonnier de guerre évadé, n'est pas parrainé par l'UNR⁹. Avec pour suppléant le docteur Pierre Delbourg, président d'honneur des jeunes républicains sociaux de la Dordogne, il se présente en candidat républicain social indépendant investi par le Centre pour la réforme républicaine. Ses priorités vont au problème algérien, « le plus urgent à résoudre », et à la question financière « au premier rang de nos préoccupations ». Les politiques sociale et éducative, agricole, économique et communale, mais aussi les relations internationales ne sont en fait qu'effleurées (fig. 46).

- Pierre Passerieux, cheminot de Thiviers, membre du bureau fédéral représente le Parti communiste français (fig. 47). Son suppléant est Gabriel Agard, maire du Bourdeix, propriétaire exploitant. Son programme est axé sans surprise sur la défense des droits des travailleurs et des libertés démocratiques.

- Pierre Andrieu, maire de Paussac-Saint-Vivien, conseiller général de Montagnier, est désigné par la SFIO avec pour remplaçant Anatole Vigneron, maire de Bussière-Badil.

Georges Bonnet, seul contre tous, se contente de se placer avec un opportuniste certain dans l'orbite de la dynamique gaullienne, fort de son entrevue, le 14 mai 1958, avec le général de Gaulle. Il se montre également particulièrement sévère à l'encontre du régime de la Quatrième République.

Antoine Boutineau se dresse contre Bonnet et met en garde les électeurs :

« contre les prétentions d'un vieux politicien qui n'a pas et ne peut pas avoir l'investiture de notre groupement comme il le colporte partout... Celui dont il s'agit a été le dernier des parlementaires de la Dordogne à se prononcer pour le « oui ». Sa prise de position forcée ne peut tromper les honnêtes gens. Il distribue de l'argent, paie des banquets et veut tout acheter... Certaines consciences s'achètent... pas toutes heureusement ! [La charge est

9. L'UNR (Union pour la nouvelle République), parti fondé le 1^{er} octobre 1958 pour soutenir le général de Gaulle, présente de nombreux candidats en France.

violente, et pourtant s'amplifie encore :] Demandez-lui d'où provient son trésor... Ce politicien est l'homme de la finance internationale, des trusts et des grands magasins à succursales multiples... Ce n'est pas votre défenseur mais votre adversaire. Et n'oubliez pas surtout, qu'en 1938, il signa les accords de Munich. Vous connaissez la suite : la fuite en Suisse, la vie de palace alors que les Français connaissaient les restrictions, et... le retour sur la pointe des pieds... Sous la III^e République, il fut mêlé au scandale politico-financier de l'affaire Stavisky. Voilà, en bref, un curriculum vitae qui vous donnera à réfléchir. Vous ne pouvez donner votre confiance à ce vieux cheval de retour ! »

Pierre Passerieux et le Parti communiste font plus court et plus simple. Un appel est lancé à la mobilisation « pour faire échec à Georges Bonnet et exprimer du même coup une volonté de changement ».

Henri Laforest de son côté s'applique à visiter les 161 communes de la circonscription et ouvre des permanences dans chaque canton (fig. 48 et 49). Il se présente plus que jamais en défenseur intractable de l'agriculture, mais aussi du commerce, de l'artisanat... et des classes moyennes. Il se prononce également pour une rénovation urgente « d'une fiscalité antique ». En quelque sorte, Laforest fait du Bonnet... Quelques jours avant le scrutin, Henri Laforest change de ton et passe à l'attaque en prenant pour cible le seul Bonnet :

« Je souhaitais, je désirais que cette campagne électorale demeure une lutte de principes et d'idées. Pour cette raison, je n'ai pas cité UNE SEULE FOIS le nom de M. Bonnet, ni dans mon journal (*L'Information républicaine et radicale de la Dordogne*), ni dans mes réunions publiques. Mon adversaire ne l'a pas voulu. Il utilise ou fait utiliser par ses hommes de paille ou de main les armes les plus viles et les plus déloyales. Calomnies, insinuations perfides, mensonges éhontés, tout lui est bon. Il envoie, comme à Champagnac-de-Belair, un de ses sbires m'apporter une minable contradiction. J'eusse préféré rencontrer l'employeur que le domestique. Puisque c'est sur le terrain personnel que M. Bonnet veut porter la bataille, je suis d'accord et prêt ».

Des affiches incendiaires tapissent les murs de la circonscription sous le titre de « La suprême imposture » (fig. 50) :

« Monsieur Georges BONNET se réclame aujourd'hui du Général de GAULLE, et prétend l'avoir ramené au pouvoir.

Mais lorsqu'en 1944 de GAULLE libérait la FRANCE, Monsieur BONNET s'enfuyait en SUISSE avec ses millions !!!

Pendant ce temps là, HENRY LAFOREST se battait vaillamment aux côtés du Général de LATTRE DE TASSIGNY !

FRANÇAIS Vous ne voterez pas pour celui qui a abandonné sa Patrie à l'heure du danger !!

Malgré les banquets, malgré l'argent, malgré les trahisons, les calomnies, les promesses mensongères, la défaite de Monsieur BONNET est certaine !!

REPUBLICAINS, Pour assurer son EFFONDREMENT, Votez tous en masse pour celui qui le battra au 1^{er} tour !

Votez pour Henry LAFOREST »

Dans un climat délétère, il ne reste plus aux électeurs qu'à se prononcer. Le dimanche 23 novembre 1958 au soir, le verdict tombe enfin : électeurs inscrits : 69 376 ; votants : 54 677 ; bulletins blancs et nuls : 1 585 ; suffrages exprimés : 53 092. Ont obtenu : Antoine Boutineau, 1 503 voix ; Pierre Andrieu, 6 741 voix ; Henri Laforest, 10 531 voix ; Pierre Passerieux, 12 055 voix ; Georges Bonnet, 22 632 voix.

Georges Bonnet triomphe. Pierre Passerieux et Henri Laforest ne peuvent que se contenter d'une qualification pour un second tour. Pierre Andrieu et Antoine Boutineau sont éliminés.

Georges Bonnet, bien sûr, met en évidence son score du premier tour et lance un appel au désistement, pour dit-il, « respecter les vœux du général de Gaulle et de tous les chefs républicains, qui ont demandé que le candidat national placé en tête au premier tour reste seul pour assurer le triomphe de l'Idéal Démocratique, le redressement de la France... et mener le combat contre le candidat communiste » (fig. 51). Georges Bonnet n'est en rien entendu. Pierre Andrieu et Antoine Boutineau choisissent même de se désister en faveur d'Henri Laforest.

Pierre Passerieux, pour avoir devancé Henri Laforest lors du premier tour, considère qu'il est devenu « par la volonté populaire, le SEUL candidat capable de battre Bonnet », « le porte-drapeau derrière lequel tous les Républicains doivent se ranger sans hésitation et avec discipline pour battre la droite qui a bloqué tous ses suffrages sur Georges Bonnet » (fig. 52).

Henri Laforest, fort des ralliements de Pierre Andrieu et d'Antoine Boutineau, espère encore. Comme à la fin de sa campagne de premier tour, il accuse Bonnet de mensonges et s'indigne du comportement de ses partisans. Il est vrai que le vendredi 21 novembre, à Nontron, le combat « radical » opposant Bonnet et Laforest dégénère dans d'incroyables proportions. Henri Laforest expose les faits dans sa profession de foi (fig. 53) :

« Constituant un véritable commando militaire, 400 personnes, toutes étrangères au canton et venues de tout le département, ont, avant d'ouvrir les portes au public, occupé la salle dans laquelle mon concurrent avait annoncé tenir une réunion contradictoire.

Les électeurs de ma commune durent rester à l'extérieur pendant que je pénétrais seul dans la salle, composée exclusivement d'adversaires. La parole me fut refusée par une meute hurlante... et les fils du haut-parleur coupés. Je sortis alors et j'invitais mon concurrent à tenir sur la place publique une véritable réunion contradictoire.

Il s'y refusa, bien entendu, et, entouré de plus de 2.000 électeurs enthousiastes, je pus alors prononcer un discours qui s'acheva dans une immense émotion par une vibrante *Marseillaise* ».

Certes, Henri Laforest oriente quelque peu en sa seule faveur le déroulé des événements, mais il faut bien reconnaître qu'entre les deux hommes, entre leurs partisans, la rivalité politique s'est transformée en véritable haine. Des affiches, sorties en toute hâte des presses de l'imprimerie nontronnaise Charles

Greffard, lancent enfin un ultime appel à l'union, « sans distinction d'opinions ni de partis » contre « des méthodes nazies », « des mœurs hitlériennes », pour « sortir victorieux de ce combat où furent employés les procédés les plus déloyaux et les plus illégaux » (fig. 54).

Le dimanche 30 novembre arrive très opportunément car il est grand temps que les urnes puissent enfin livrer un verdict que chacun souhaite indiscutable. Il est juste de dire que Georges Bonnet pulvérise véritablement ses adversaires. Non seulement, avec 27 133 voix, il devance très largement Henri Laforest (15 187 voix) et Pierre Passerieux (13 145 voix), mais il est victorieux dans 13 des 14 cantons - seul le canton de Nontron lui échappe au bénéfice d'Henri Laforest - et dans 112 des 161 communes, contre 30 en faveur de Laforest et 19 pour Passerieux.

V. Pour conclure

Au lendemain de ces deux élections, Henri Laforest poursuit son chemin politique.

Au niveau communal, il conserve longtemps la confiance des Nontronnais (fig. 55). À la tête d'une liste d'Union républicaine et de défense des intérêts nontronnais opposée à la liste d'Union républicaine antifasciste pour la défense de l'école laïque et des intérêts communaux, soutenue par le Parti communiste et conduite par Jean Ullis Gauthier, Angèle Carteau et Roger Rivet, il est en effet réélu maire de Nontron le 2 mai 1959 à la suite des élections du 8 mars. Ses adjoints sont Elie Chabaud, maître armurier, Adrien Coulaud, inspecteur des contributions directes, François Petit, agriculteur, et Jean Moreau, industriel. Le 21 mars 1965 et à la suite des élections du 14 mars que sa liste remporte face la liste d'Union républicaine laïque et démocratique de défense des intérêts communaux soutenue par le Parti communiste français et conduite par Roger Rivet, Jean Arnaudet, Henri Blanchon et Pierrette Borderon, Henri Laforest, avec pour adjoints Adrien Coulaud et Elie Chabaud, est reconduit dans ses fonctions. Le 19 mars 1971 et à la suite des élections du 14 mars, Henri Laforest, dont la liste s'impose face à la liste d'Union républicaine pour une gestion démocratique et sociale, soutenue par le Parti communiste français et conduite par Jean Arnaudet, André Chabaud et Jean Couvidat, conserve son fauteuil pour un dernier mandat municipal, avant que sa carrière politique ne se termine, le 20 mars 1977, au soir d'un combat de trop, et en dernier des candidats au deuxième tour d'élections perdues par sa liste au bénéfice de la liste d'Union de la gauche pour une gestion démocratique et sociale conduite par René Join (2 février 1926 Jumilhac-le-Grand – 22 janvier 1996 Trélissac).

Au niveau cantonal, à Nontron, Henri Laforest, très longtemps conseiller général du canton de Nontron, connaît finalement la défaite après un duel épique perdu en 1973 au bénéfice de René Dutin (PCF) (fig. 56).

À l'échelon de la 3^e circonscription, en novembre 1962, Henri Laforest n'est pas candidat, bien que co-vice-président, avec Georges Bonnet, du comité exécutif du parti radical présidé par Charles Sinsout. Georges Bonnet, avec son fils Alain-Paul comme suppléant, retrouve deux concurrents à gauche : Pierre Passerieux (PCF) et Léon Michel (SFIO), ainsi qu'un candidat investi par l'UNR-UDT : Pierre Beylot. Au 1^{er} tour, sur 46 701 voix, il recueille 18 318 voix, ce qui montre une légère érosion de son assise, mais il devance Passerieux (12 317 voix) et Beylot (10 364). Au 2^e tour, il l'emporte dans une nouvelle triangulaire avec 22 726 voix contre 15 959 au candidat communiste et 10 534 au candidat gaulliste.

En mars 1967, quatre candidats se disputent le siège de député. Georges Bonnet, tenant du siège, retrouve ses « vieux » adversaires, le communiste Pierre Passerieux et... Henri Laforest, candidat radical indépendant, exclu à son tour par le bureau national de son parti le 11 janvier 1967, ainsi qu'un nouveau candidat gaulliste, Jean Arnaud. Au 1^{er} tour, le 5 mars, Bonnet arrive en tête avec 19 613 voix sur 52 081 exprimés, devant Passerieux (14 759), Arnaud (10 336) et enfin Laforest (7 373). Au soir du 2^e tour, le 12 mars, Georges Bonnet, sous la bannière de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, est réélu avec 31 496 voix contre 16 870 à Jean Arnaud.

Le 23 juin 1968, Henri Laforest décide de s'abstenir. L'élection est gagnée sur le fil, le 30 juin, au 2^e tour, par Pierre Beylot, candidat gaulliste de l'Union pour la nouvelle République qui l'emporte avec 25 362 voix contre 24 662 pour Georges Bonnet. Ce dernier enregistre là son deuxième échec personnel à une élection législative après celui enregistré le 22 avril 1928, 40 ans auparavant, au bénéfice de Jean-Paul Filhoud-Lavergne, maire de Piégut-Pluviers et conseiller général de Nontron, victorieux à une voix de majorité !

Au mois d'avril 1973, dans un ultime sursaut, Henri Laforest, candidat réformateur, ayant pour suppléant Henri-Martial Versaveaud, adjoint au maire de Thiviers, se présente à nouveau (fig. 57). Il est opposé à Pierre Beylot, député sortant, candidat de l'Union des démocrates pour la République, Alain-Paul Bonnet, candidat de l'Union de la gauche socialiste et démocrate (PS et MRG), Pierre Passerieux, représentant le Parti communiste français. Avec beaucoup de conviction, Henri Laforest sillonne l'immense troisième circonscription, visite les fermes, les commerçants... N'oublie personne. En pure perte, car, le 4 mars, au soir du 1^{er} tour, Henri Laforest arrive en quatrième position avec 4 680 voix, loin derrière Pierre Beylot (17 710 voix), Alain-Paul Bonnet (16 752 voix) et Pierre Passerieux (14 126 voix). Le 11 mars, le second tour est remporté haut la main par Bonnet fils avec 31 384 voix contre seulement 23 165 voix à Pierre Beylot.

Henri Laforest, qui eut toujours à faire face à la popularité et à la véritable toile relationnelle de la famille Bonnet, voulut pourtant encore croire à une impossible renaissance et, faut-il le rappeler, ne sut pas s'effacer en 1977. Après cet ultime échec, aux côtés de Marie Antoinette Gianinazzi qu'il avait

épousée en secondes noces le 7 février 1976 à Cannes ¹⁰, il se partagea entre Paris et sa maison de Brognac (fig. 58), à Teyjat ¹¹. Il s'y éteignit le 13 janvier 1989, après avoir consacré 40 années de sa vie au service de la « Res Publica », avoir été secrétaire d'État, député, conseiller général, maire, comme son grand-père, de sa chère ville de Nontron..., laissant derrière lui le souvenir quelque peu réducteur de son éternelle élégance et de sa courtoisie de tous les instants.

Enfin, et pour conclure, il est juste de dire qu'Henri Laforest aura offert aux Nontronnais : un lycée mixte et des HLM, inaugurés le 20 septembre 1964 sous la présidence de Jean Taulelle, préfet de la Dordogne (fig. 59) ; une piscine, une maison de retraite modernisée, un nouvel abattoir route de Villars, un gymnase scolaire et municipal construit à proximité du lycée, inaugurés le 7 août 1966 sous la présidence du préfet Taulelle (fig. 60) ; une maternité, certes éphémère, à la fin de l'année 1966 ; une avenue Louis-Pasteur, inaugurée par Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, le 12 juillet 1974 (fig. 61) ; d'inoubliables foires-expositions agricoles, commerciales, industrielles, artisanales et leurs grands comices agricoles ; un stade moderne qui porte aujourd'hui son nom...

Il présida avec bonheur, le 12 juillet 1959, la XLII^e félibrée du Bournat du Périgord pour le cinquantenaire de la mort de Camille Chabaneau, le 21 juillet 1908 (fig. 62). Dans le domaine associatif, il présida dès 1954 avec beaucoup de constance, la Société musicale, longtemps au premier rang de la représentation nontronnaise (fig. 63). Après sa « retraite » politique, Henri Laforest écrivit (fig. 64). Le 4 septembre 1980, il présenta, dans le cadre des séances du Groupe de recherches historiques du Nontronnais « La vie publique à Nontron au début de la III^e République », puis, le 2 avril 1981, « Boulangisme, affaire Dreyfus et Jean Jaurès à Nontron ». Enfin, en 1987, dans le n^o 8 des *Chroniques nontronnaises* fut publié « Deux parlementaires nontronnais : Thomas et Alcide Dusolier », texte historique déposé le 1^{er} septembre 1982 aux archives de l'association.

Henri Laforest fut aussi un président particulièrement actif de l'Association Les Amis d'Yvon Delbos. Yvon Delbos (7 mai 1885 Thonac - 15 novembre 1956 Paris), faut-il le rappeler, figure de proue du Parti radical-socialiste, résistant et déporté, ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, de la Justice, des Affaires étrangères, de la Défense nationale, de l'Éducation nationale, député et sénateur de la Dordogne, candidat à la présidence de la République en 1953 et membre du Conseil de la République jusqu'à son décès. Henri Laforest s'appliqua ainsi au fil des années à témoigner

10. En premières noces, il avait épousé le 27 décembre 1960 à Rambouillet Marie France Madeleine Montagard.

11. Ancien fief des Pabot-Chatelard, et tout particulièrement du préfet Alpinien Bertrand Juste (1837-1929).

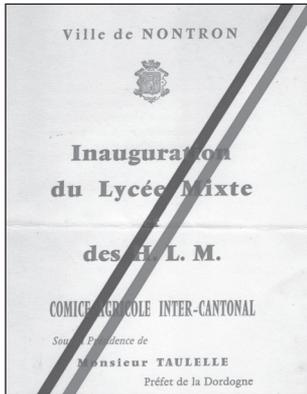


Fig. 59.

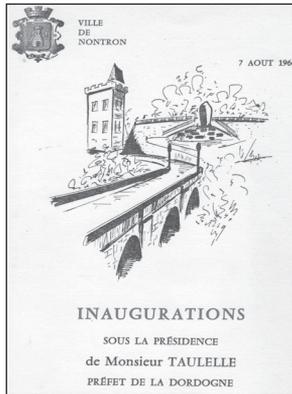


Fig. 60.

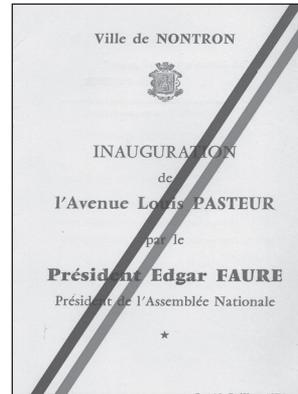


Fig. 61.



Fig. 62.



Fig. 63. De g. à dr. : François Duquesne, chef de musique, Edgar Jabot, Henri Laforest, Fernand Genat.

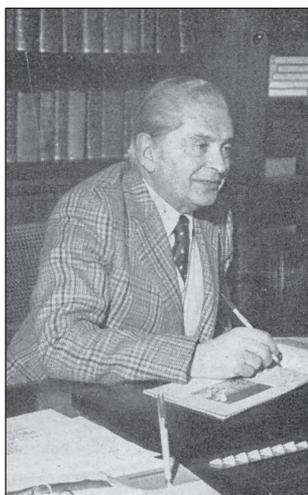


Fig. 64.



Fig. 65.

à Yvon Delbos sa fidélité et son admiration. Celle de l'élève à son modèle. Il organisa notamment le 30 juin 1963, à Montignac-sur-Vézère, en présence de Madame Yvon Delbos, de Maurice Faure, président du Parti radical, Félix Gadaud, Robert Lacoste, Georges Bonnet, des sénateurs Sinsout et Brégégère, du député Pimont, la pose d'un médaillon réalisé par le sculpteur Gilbert Privat, sur le caveau d'Yvon Delbos, puis le 16 octobre 1966, devant la mairie de Montignac, l'inauguration du monument à la mémoire de celui dont Henri Laforest souligna dans un émouvant discours « l'ampleur de vue, l'intelligence, les dons d'homme d'État qui en firent un des plus grands leaders politiques de notre temps, les qualités de cœur qui en firent pour tous ceux qui l'approchèrent un ami et un guide dévoué... » (fig. 65).

H. L.

Sources et bibliographie

Archives personnelles Henri Laforest (discours, rapports, correspondances, professions de foi, listes, invitations, affiches, tracts, dossiers élections cantonales et législatives 1936, 1951, 1956, 1958, 1967, 1973...).

État civil commune de Nontron.

Registres des délibérations du conseil municipal de Nontron.

État civil commune de Teyjat.

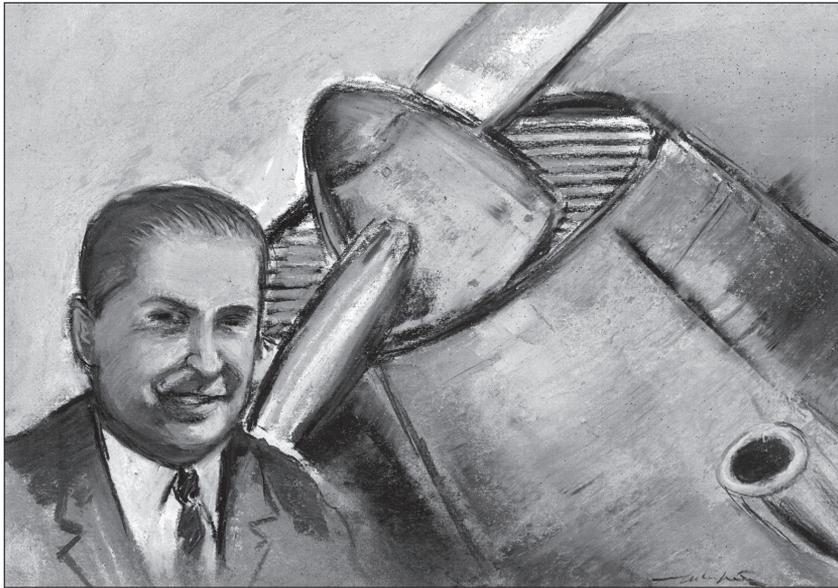
LAPOUGE (Hervé), *Chronique nontronnaise au temps d'André Picaud*, Nontron, éd. MB Communication, 2010.

LAPOUGE (Hervé), *Les maires de Nontron ou deux siècles de vie municipale*, Nontron, éd. Deltaconcept, 2004.

Chroniques nontronnaises (GRHiN), n° 8, 1987.

Communications / Conférences / Sorties (1976-1997) (GRHiN).

Journaux : *La Dordogne Républicaine*, *La Jeune République*, *Dordogne Libre*, *Sud Ouest*, *Le Démocrate du Périgord Indépendant*, *L'Information Sarladaise*, *L'Information Républicaine et Radicale*, *Le Progrès de la Dordogne*.



Henri Laforest, secrétaire d'État à la Défense nationale et aux Forces armées
(dessin J.-M. Linfort).

**DANS NOTRE ICONOTHÈQUE
ET DANS L'HISTOIRE DE FRANCE***

Le général Clergerie entre Gallieni et Joffre

par Brigitte et Gilles DELLUC

Un Périgordin d'Excideuil, le général Jean-Baptiste (dit Louis) Clergerie (1854-1927), aurait eu, dit-on souvent, l'idée de choisir des taxis pour transporter les troupes opposées à l'offensive allemande sur la Marne. L'ordre de réquisition de ces véhicules civils aurait été transmis par un champion cycliste fort connu, Petit-Breton, ci-devant marchand de cycles à Périgueux.

Le temps a passé. Cette intervention des taxis de la Marne (ou plutôt de l'Ourcq, son affluent), prétendu chef-d'œuvre d'organisation, aurait été l'atout majeur ou, du moins, le joker du « miracle de la Marne ».

Clergerie et ses taxis se placent au centre d'un grave conflit de politique militaire entre l'audacieux Gallieni et le trop prudent Joffre.

Disons-le. Depuis l'entrée en guerre du 2 août 1914, tout va très mal. L'offensive des cinq armées allemandes a traversé la Belgique malgré sa neutralité, balayé l'est de la France et avance en ligne, de Meaux à Verdun. La bataille des frontières, lancée dans l'Est par le général Joffre, a été un cruel

* Les documents iconographiques présentés dans cette rubrique sont archivés à la SHAP.

échec. Quelque 150 de nos officiers généraux et supérieurs viennent d'être limogés.

À la fin août, les uhlands sont à quelques heures de Paris. Le gros des troupes impériales a atteint et même franchi la Marne. En face, à leur contact, d'ouest en est, s'alignent la 6^e armée (général Maunoury), le corps expéditionnaire britannique et trois armées françaises, épuisées par un repli hâtif depuis Charleroi, au rythme de quelques dizaines de kilomètres chaque jour.

Surprise : von Kluck oblique vers l'est

Fin août-début septembre, à l'aile droite de l'offensive allemande, la I^{re} armée du général Alexander von Kluck s'approche à une cinquantaine de kilomètres de Paris, qu'elle s'apprête à contourner par l'ouest, conformément au plan Schlieffen.

Un tiers des Parisiens, le gouvernement et les parlementaires ont fui la capitale. Dans le camp retranché de Paris, le général Joseph Gallieni¹ vient d'être nommé gouverneur militaire et son chef d'état-major est le général Clergerie² (fig. 1). Le général Michel-Joseph Maunoury commande la 6^e armée, reconstituée et prête à se battre³. Gallieni est décidé à défendre « jusqu'au bout » ce Paris abandonné et fait renforcer les fortifications par des ouvriers et des territoriaux.

Surprise : l'aviation signale que la marche de l'armée de von Kluck s'infléchit vers l'est, entre Paris et Meaux, au mépris des ordres qu'elle a reçus. Elle veut se glisser dans le vide laissé par les Anglais en retraite et prendre à revers les armées de Joffre.

Elle prête donc son flanc, mal défendu, à une contre-offensive. L'obstiné Gallieni, dès le 5 septembre, fait acheminer et déploie de son propre chef, au nord-ouest de Meaux, la 6^e armée de Maunoury⁴. En liaison avec les troupes anglaises à sa droite, il attaque la I^{re} armée allemande, étirée de façon pour le moins aventurée. Non sans de grandes difficultés, il finit par convaincre,

1. Fils d'immigré italien et sorti du rang, il a fait une brillante carrière coloniale. Il est à la retraite depuis avril 1914. Veuf depuis peu et déjà malade. Il est revenu de son ermitage de Saint-Raphaël en voyageant avec Louis Jaurès, le tout jeune fils de Jean Jaurès qu'on vient d'assassiner (BERNERT, 1966). Ce jeune homme, né à Nontron, sera tué en juin 1918.

2. Clergerie est un ancien élève du lycée de Périgueux puis de Bordeaux, polytechnicien et officier du génie. Après la campagne de Tunisie (1881) et l'École supérieure de guerre, il a toujours servi en France et a prévu l'offensive allemande par la Belgique. Il enseignait l'art des fortifications à Saint-Cyr et à l'École de guerre. Il est sévère, surnommé « le Ténébreux ». Il y a peu, il était sous-chef d'état-major du général Maunoury, gouverneur de Paris. Gallieni, nommé à ce poste, l'a réclamé près de lui (GADAUD, 1933).

3. C'est une armée, hétéroclite et fatiguée, de 100 000 hommes, créée le 26 août, suite à la dissolution de l'armée de Lorraine : 2 corps d'armée d'active, 6 divisions d'infanterie, 1 brigade marocaine et 1 corps de cavalerie.

4. Ce même jour, Charles Péguy est tué près de Neufmontiers-lès-Meaux (Seine-et-Marne).



Fig. 1. Le général Joseph Gallieni, gouverneur de Paris, et son chef d'état major, le général Clergerie.

le lendemain, le commandant en chef Joffre, son ancien subordonné devenu son supérieur, d'arrêter le recul de nos troupes⁵ et de lancer enfin une contre-offensive de toute l'armée française. Joffre finit par se décider et proclame le 6 septembre : « Au moment où s'engage une bataille d'où dépend le salut du Pays, il importe de rappeler à tous que le moment n'est plus de regarder en arrière... ». En fait, son projet initial était de continuer le repli jusqu'à la Seine voire jusqu'à l'Yonne, puis de contre-attaquer, le dos au Morvan...⁶ (fig. 2).

Sur l'Ourcq, la bataille fait rage. Au début tout va bien. Mais son Kluck retire ses troupes aventurées trop au sud et les jette, avec son artillerie lourde, sur la 6^e armée de Maunoury, dans le but de contourner l'aile gauche du dispositif français près de Nanteuil-le-Haudouin et de foncer sur Paris.

La situation est dramatique. Des renforts sont nécessaires. Les « taxis de la Marne » vont transporter une partie de ceux-ci.

Au compteur, les taxis montent au front

Résumons. À l'entrée en guerre, l'armée française n'a que 220 automobiles militaires et doit en réquisitionner 8 500 avec 15 000 conducteurs. À Paris, dès le 1^{er} septembre, Gallieni fait réunir tout d'abord une « réserve

5. Les 5^e, 9^e, 4^e et 3^e armées.
6. GALLIENI G., 1932, p. 64-65.

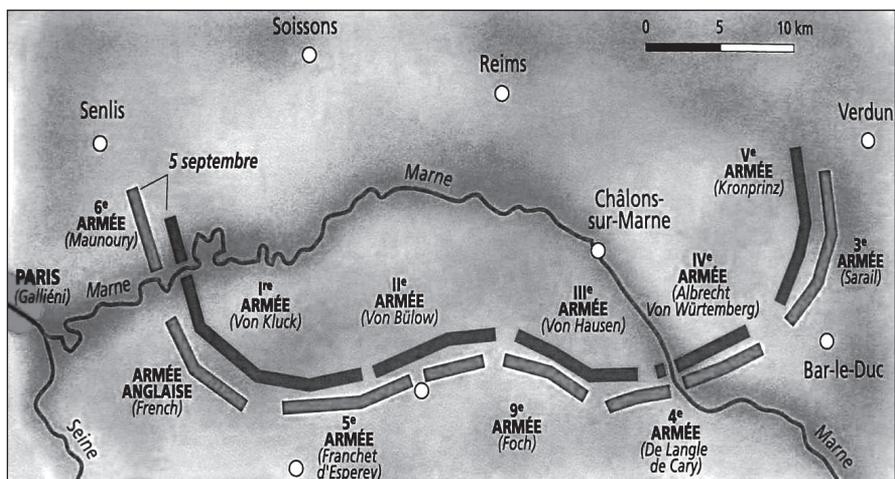


Fig. 2. La carte du front le 5 septembre 1914. Les bataillons de l'armée Maunoury vont renforcer l'aile gauche grâce au chemin de fer et aux taxis.

permanente » de 150 taxis-autos, conduits par des chauffeurs non mobilisés, car âgés ou réformés. Le dimanche 6 septembre, vers 20 heures, à son poste de commandement (le lycée Victor-Duruy, proche des Invalides), il donne l'ordre, devant son chef d'état-major le général de brigade Jean-Baptiste Clergerie et devant le colonel Girodon, de transporter 6 000 hommes sur le front. Le chemin de fer ne peut transporter que la moitié de la troupe nécessaire⁷. Il faut donc 1 200 autos. La réserve permanente est insuffisante. Il est donc décidé de faire appel aux taxis dispersés dans Paris. Cet ordre secret est transmis à 23 heures par le grand champion cycliste Petit-Breton⁸ (fig. 3) au lieutenant Alexandre Lefas⁹, chargé de l'exécuter immédiatement.

Les taxis réquisitionnés sont pour la plupart des landaulets Renault AG1 de 1 000 cm³, deux cylindres, de 8 cv et 1 100 kg (fig. 4). Ces « deux pattes » proviennent de trois compagnies de taxis-autos et sont rassemblés sur l'esplanade des Invalides¹⁰. Le premier convoi (250 taxis) s'ébranle à vide, dans la nuit, au tarif n° 2 des taximètres, pour une destination inconnue¹¹.

7. CLERGERIE, 1917.

8. De son vrai nom Lucien Mazan (1883-1917). Il est le planton du gouverneur. Il mourra en 1917 sur la route, en service commandé (DELLUC, 2003).

9. Responsable de la réserve des taxis, il est assisté du sous-lieutenant C. La Chambre, député resté à son poste comme lui.

10. Compagnie générale des voitures, Kermina Métropole et Française des automobiles de place. Cette dernière, dite aussi Autoplaces ou G7 (voitures rouges et noires immatriculées G7), est dirigée par son fondateur, André Colonna Walewski, arrière-petit-fils de Napoléon et de la comtesse Marie Walewska (et petit-fils de la comédienne Rachel).

11. Les chauffeurs parcourent 120 à 200 km à moins de 35 km/h. Ils recevront 27 % du montant enregistré au compteur. La somme totale de l'opération se montera à 70 102 F (environ 300 000 euros). Peu avant la guerre, un taxi Renault valait 6 000 F (25 000 euros environ).

Tous feux éteints. Il est rejoint par 150 autos militaires. Le lendemain, d'autres taxis sont récupérés, parfois réquisitionnés en pleine rue et contraints de décharger leurs clients, ahuris et valises en mains (fig. 5) : ce deuxième convoi (500 voitures) est mis en route, à vide lui aussi. De très rares documents (film, photos) montrent l'opération du 6 septembre.

Parvenu, non sans incidents divers, à Sevrans-Livry, le 1^{er} convoi charge deux bataillons dans la cabine et un sur la banquette du chauffeur, 30 kg de barda par soldat pour les conduire près de Nanteuil-le-Haudouin¹² ; le 2^e transporte, de Gagny à Silly-le-Long, 3 bataillons du 103^e RI de la même division¹³.

Le lundi 7 septembre, ces 4 000 biffins - capotes bleues, pantalons rouges - rejoignent la 6^e armée, en difficulté du fait de la contre-attaque ennemie. Ils vont participer à la bataille de l'Ourcq, affluent de la Marne. Cette bataille de l'Ourcq est le début de celle de la Marne. Grâce à la manœuvre de Gallieni, l'aile droite du front ennemi se retire, mettant à découvert, en file de dominos, les autres armées allemandes, contraintes de faire de même. Une semaine plus tard, le 14 septembre, la bataille de la Marne s'achève ; toute l'armée allemande a battu en retraite¹⁴.

Les taxis des deux convois, eux, sont déjà repartis et ont regagné pour la plupart leur dépôt le mardi 8 septembre¹⁵ (fig. 6).



Fig. 3. Le champion cycliste Petit-Breton. Il porta l'ordre de réquisitionner les taxis.



Fig. 4. Les taxis Renault G7 du 2^e convoi (extrait du film du 6 septembre).



Fig. 5. La réquisition des taxis (rare cliché pris le 6 septembre).

12. Lefas et ses taxis du premier convoi, épuisés, feront même un 2^e voyage (BERNERT, 1966).

13. Chaque bataillon compte 800 hommes. Le total transporté est donc de 4 000 hommes environ.

14. C'est le début de la « course à la mer » et de la guerre des tranchées qui va s'éterniser. On a reproché à Joffre d'avoir stoppé trop tôt la contre-offensive de la 6^e armée et d'avoir empêché Gallieni de détruire l'armée de von Kluck, ce qui aurait permis d'obtenir très tôt une complète victoire sur l'armée de Guillaume II.

15. Sauf panne ou accident. Quelques-uns demeureront au front par curiosité ou patriotisme, tel le célèbre chauffeur Germain, taxi 1.198-6-2 de Kermina-Métropole, qui sera cité à l'ordre des Armées de Paris.

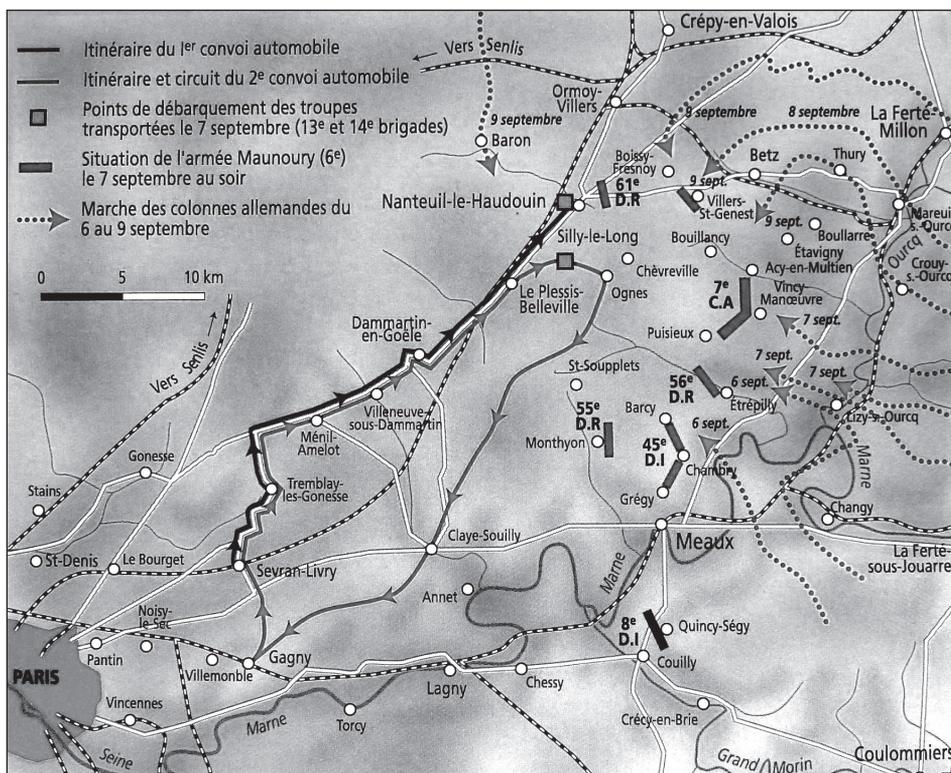


Fig. 6. Les convois de la nuit du 5 au 6 septembre (en noir épais) et du matin du 6 (en gris mince).

Une véritable image d'Épinal

Peu à peu, cette intervention sur l'Ourcq est devenue l'épisode le plus connu de la bataille de la Marne, qui lui fait suite, rappelé même par un timbre lors du cinquantenaire. On peut voir encore aujourd'hui des taxis G7, restaurés, au musée de l'Armée, au musée de la Grande Guerre de Meaux et lors de diverses manifestations du souvenir.

Ce transport par des taxis, conduits par des civils chenus ou peu valides¹⁶, de quelque 4 000 soldats et leur débarquement inattendu sur le front (fig. 7) sont encore très populaires aujourd'hui. C'était une innovation, car, si des taxis avaient déjà servi pour transporter des vivres, des munitions et des troupes, ils n'avaient jamais connu le front¹⁷.

16. Risquant d'être traités en francs-tireurs en cas de capture.

17. Notamment, le 2 septembre, 180 taxis étaient allés ravitailler les forts du nord de la capitale ; le 3, 62 taxis avaient acheminé les fusiliers-marins au fort de Pierrefitte. Mais ces autos civiles étaient pilotées par des militaires.

À l'époque, Joffre était dépité par le coup de poker de son subordonné Gallieni. Il dicta même aux journalistes son propre récit de la bataille, minimisant le rôle de Gallieni : c'est pourquoi, par exemple, *Le Temps* oublie de citer le nom de Gallieni et *L'Illustration* est muette au sujet des taxis¹⁸. Gallieni héritera d'une humiliante citation mitonnée par Joffre, le décrivant comme seulement « orientant judicieusement les forces mobiles à sa disposition, facilitant l'accomplissement de la mission assignée par le commandant en chef à ces forces mobiles... ». Joffre est devenu le seul vainqueur de la Marne, alors que Gallieni a dû le pousser au combat. On vénère « Notre Joffre qui êtes au feu... ». Et les taxis de l'Ourcq sont devenus les taxis de la Marne...



Fig. 7. Débarquement des soldats près de Nanteuil-le-Haudouin (cliché pris le 6 septembre).

Certains ministres, pas très fiers de leur fuite à Bordeaux, et le GQG, soucieux de masquer certaines erreurs, craignaient que ce Gallieni, à qui on devait la victoire, ne songeât à fomenter un coup d'État¹⁹. Et Poincaré note que « Clergerie, tout en ayant été sous les ordres de Gallieni, n'hésiterait pas à l'arrêter, s'il se laissait aller à quelque aventure²⁰ ».

Laissons cela : Gallieni n'était pas un général factieux.

C'était une bonne idée. Mais de qui ?

Mais qui avait eu l'idée, le 6 septembre, de faire intervenir les taxis ? On dit souvent en Dordogne qu'on doit au général Clergerie cette « idée géniale de mobiliser tous les taxis de Paris²¹ ».

Dans ses *Mémoires*, Gallieni indique sommairement : « Je donnais l'ordre de réquisitionner tous les taxis-autos nécessaires²² ». Une autre source très officielle est sans doute *La véritable histoire des taxis de la Marne* du commandant Henri Carré²³. Mais cet auteur reste dans le vague et néglige l'anecdote. Pour lui, lors de la réunion du lycée Victor-Duruy, c'est au capitaine Jacquot, du 1^{er} Bureau, que « le général Clergerie prescrit de rassembler toutes

18. Le 5 décembre seulement, elle publie un récit avec carte de la bataille de l'Ourcq. L'intervention des taxis n'est pas mentionnée (BABIN, 1914, p. 442).

19. BERNERT, 1966, p. 94.

20. GHEUSI, 1932, p. 276, note 2.

21. PENAUD, 1999 et 2003 ; GAY, 1999. On a donné le nom du général à une rue à Périgueux et à Excideuil (avec buste). À Paris, c'est une courte voie privée (anciennement rue Bugeaud), qui ouvre dans l'avenue Bugeaud (16^e arrondissement). L'uniforme du général et une maquette d'un taxi de la Marne sont conservés au musée militaire de Périgueux.

22. GALLIENI, 1928, p. 99.

23. Préfacé par le général Maunoury. CARRÉ, 1921, p. 25-26, avec un résumé en 1934.

les voitures disponibles, de les mettre en ordre de marche et de les diriger sur les points qui seront indiqués ultérieurement²⁴ ». Mais quelles voitures ? Seules sont disponibles « 250 voitures pourvues de chauffeurs militaires ». Que faire ? « Une courte discussion s'engage au cours de laquelle *on* prononce le mot de *taxis-autos* ; *on* envisage alors la possibilité de leur emploi en grand nombre par réquisition immédiate, tant des voitures que des chauffeurs parisiens eux-mêmes²⁵ ».

Il n'est pas facile d'y voir clair, car les avis divergent.

Plusieurs auteurs se contentent de signaler que Clergerie donne l'ordre de rassembler toutes les voitures disponibles²⁶. Un autre auteur oublie même Clergerie et ne tient compte que du général Maunoury, commandant la 6^e armée devant être transportée²⁷. M. Mourre dit seulement que Gallieni décida, sans ordre de Joffre, de mobiliser les taxis et d'attaquer²⁸. Georges Blond ne cite pas non plus Clergerie et, un peu comme Henri Carré, écrit que l'idée de mobiliser les taxis jaillit anonymement dans le brouhaha de la discussion du 6 septembre : « Et les taxis ? ». Et Gallieni conclut : « Réquisitionnez tous les taxis²⁹ ».

Dans son panégyrique de Clergerie du 25 septembre 1933, le sénateur-maire de Périgueux, le Dr Félix Gadaud, élude l'affaire des taxis, et se contente de proclamer : « Il contribua à permettre aux armées de Paris de se jeter brusquement dans la bataille³⁰ ». Le même jour, Alfred Bourre, représentant du conseil municipal de Paris, vante « les vertus d'improvisation » du général et cite sans commentaires « la réquisition des taxis », dont Clergerie « rendit l'exécution possible ». Cet « épisode glorieusement pittoresque » de la bataille de l'Ourcq, conclut-il, est passé ensuite dans la légende « comme la jambe de bois du général Daumesnil³¹ ».

Seuls trois auteurs semblent attribuer vraiment au général Clergerie l'idée de faire appel aux taxis : 1 - Son compatriote J. Gay signale qu'« il aurait eu [*sic*] l'idée de renforcer le front des troupes françaises en y faisant transporter des soldats du camp retranché de Paris, grâce à la réquisition des taxis parisiens. Une belle citation à l'ordre de l'armée confirma ce rôle³² » ; 2 - Pour Pierre Miquel, « Clergerie avait suggéré l'enlèvement de 5 à 6 000 hommes pour hâter leur transport [...]. Les taxis parisiens sont très nombreux

24. CARRÉ, 1921, p. 25. Il ne semble pas y avoir eu d'ordre écrit.

25. C'est nous qui soulignons ce pronom indéfini.

26. BARTILLAT, 1999, p. 53 ; SOUDAGNE, 2008, p. 11 ; PORTE R., 2012, p. 77.

27. THERS, 2002, p. 15 : « Maunoury fait acheminer une partie des soldats [...] par des taxis parisiens, les fameux taxis de la Marne ».

28. MOURRE, 1986, p. 1989. À la faute de von Kluck répondait donc l'initiative sans ordre de Gallieni.

29. BLOND, 1962.

30. GADAUD, 1933, lors de la pose de la plaque de la ville de Paris sur la maison du général, devant les deux fils du général (un officier et un ingénieur), son épouse étant souffrante.

31. COLLECTIF, 1933.

32. GAY, 1999, p. 37.

dans la capitale [...]. Gallieni s'y résigne et ne s'en fait pas gloire³³ » ; 3 - Pour le lieutenant-colonel T. Porte, « sur proposition de son chef d'état-major, le général Clergerie, Gallieni accepte qu'une partie de l'effectif soit transportée en automobile³⁴ ».

Quant à P. Bernert, qui fournit de nombreux détails sur les itinéraires des convois, il coupe la poire en deux, distinguant les taxis déjà stationnés sur l'esplanade des Invalides et ceux non encore réquisitionnés³⁵. Clergerie aurait brusquement suggéré : « Et la réserve permanente de taxis ? » Réponse de Gallieni : « Et si on réquisitionnait tous les taxis de Paris [...]. Je prends le risque. Vous avez carte blanche ».

Part à deux... Bref, l'idée, née dans la discussion du 6 septembre, aurait donc probablement été suggérée par Clergerie et complétée par Gallieni. Et puis c'est Clergerie qui a diffusé l'ordre.

Le général Clergerie : « Je proposai la chose au général Gallieni... »

Et l'intéressé, que disait-il ? Le général Clergerie lui-même, dans un récit péremptoire autant que romancé du *Petit Journal*, titré « La journée des taxis racontée par son initiateur³⁶ », est formel : « C'est alors que me vint l'idée de risquer le transport par taxis-autos... Je proposai la chose au général Gallieni qui approuva le projet et l'on passa à l'exécution » (fig. 8).

Malheureusement, avec autant d'autorité, Pierre-Barthélemy Gheusi, vieil ami et biographe de Gallieni³⁷, ne reconnaît pas un rôle majeur au général Clergerie : « C'est dans la soirée du 6 septembre que Gallieni prescrivit de renforcer les convois et les transports sur routes en réquisitionnant des centaines de taxis-autos que l'on n'avait, depuis le début d'août, utilisé qu'en assez petit nombre et surtout pour le ravitaillement [...]. Le général Clergerie oubliait qu'il avait lui-même attesté et signé, dans un certificat assez insolite, que "l'idée des taxis" était d'un officier du Gouverneur. Celui-ci [Gallieni], quand on le félicitait de cette "initiative", avait coutume de dire, avec indifférence, que c'était une idée de civil³⁸ ».

Cet officier était probablement le commandant Jacquot, du 1^{er} Bureau (chargé des réquisitions), qui participa à la réunion. Selon le commandant

33. MIQUEL, 2003, p. 206-207.

34. PORTE T., 2006, p. 104.

35. BERNERT, 1966.

36. Dimanche 9 septembre 1917, p. 1. Dans le même journal, le général Maunoury, le vrai vainqueur de l'Ourcq, interviewé, ne parle pas des taxis ni de Gallieni. « C'est dur parfois d'être un chef », conclut-il (MAUNOURY, 1917).

37. Dans le civil, directeur de l'Opéra-Comique puis homme de lettres sous le nom de Norbert Lorédan.

38. GHEUSI, 1932, p. 80, note 1, et p. 81, note 1.



Fig. 8. La bataille de l'Ourcq, du 6 au 9 septembre.



Fig. 9. Le comte André Walewski. Arrière-petit-fils de Napoléon, il était le fondateur-directeur des taxis G7.

Carré, il aurait demandé les pleins pouvoirs au nom du gouverneur pour réunir les autos nécessaires et déclenché la discussion³⁹.

Mais qui serait alors l'auteur de « l'idée de civil » dont parle négligemment Gallieni ? Peut-on rapporter ici une rumeur, non vérifiée, qui attribue parfois l'idée à Cécile Sorel, lors d'un dîner chez Maxim's, ou encore au comte André Walewski, arrière-petit-fils de Napoléon et de Maria Walewska, directeur des taxis G7 et mobilisé comme commandant⁴⁰ (fig. 9). On ne prête qu'aux riches...

En tout cas, retenons que l'ordre de Gallieni a été transmis par Clergerie aux divers services intéressés (préfecture de police, transports, intendance, train

39. CARRÉ, 1921, p. 25-26 et 1934, p. 342. Notre collègue Alain Sartre, responsable du Musée militaire des gloires et souvenirs du Périgord, nous fait remarquer qu'« une partie du travail d'un chef d'état major, est de mettre en œuvre les idées du général en chef en utilisant les compétences de tous les officiers et sous-officiers de son "équipe". Même si l'idée a été émise par Gallieni lui-même, Clergerie était donc parfaitement dans son rôle en la faisant étudier et appliquer dans le détail. Une autre partie de ce travail consiste à proposer à son chef des conceptions et solutions de manœuvre pour faire face à la situation tactique du moment. À ce titre, il est normal de recueillir les idées émises par l'ensemble des officiers de l'état major et de faire le tri de ce qui paraît bon. On peut donc dire qu'il était également dans son rôle dans la deuxième hypothèse que vous évoquez (idée venant d'un autre officier) et que la conception était "collective" » (SARTRE, *in litt.*, 22 mai, 2013).

40. RESSI, 2011, p. 406. La bataille sur la Marne doit évoquer pour lui la campagne de France, juste un siècle plus tôt : Champaubert, Montmirail, Montereau...

des équipages). Le lieutenant Lefas, chargé d'organiser le premier convoi, l'a reçu grâce à Petit-Breton, venu le tirer de son lit avenue de Tourville, comme l'atteste son récit manuscrit en date du 8 septembre, rédigé sur papier à en-tête de l'Assemblée nationale : « Qui est là ? / Cycliste de la Direction des transports. / C'est vous, Petit-Breton. Y a-t-il du travail ? / Ça commence à chauffer. Le Gouverneur de Paris demande 1 200 taxis-autos, etc. » (fig. 10)⁴¹.

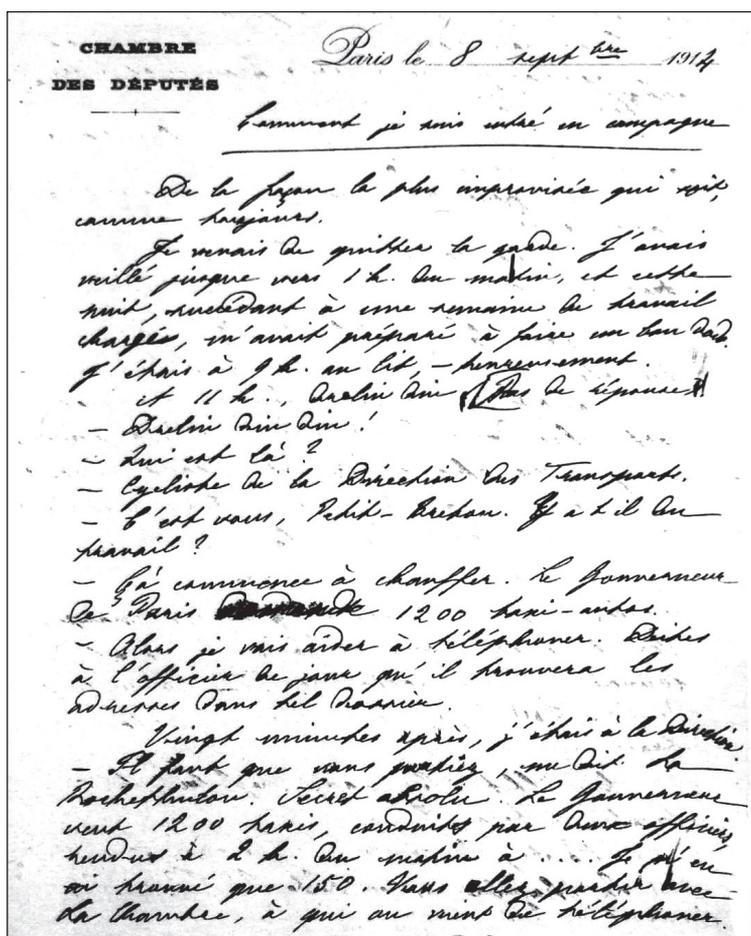


Fig. 10. L'intervention de Petit-Breton dans le récit du lieutenant Lefas : « C'est vous, Petit-Breton. Y a-t-il du travail ? / Ça commence à chauffer. Le gouverneur de Paris demande 1200 taxis-autos ».

41. Fac-similé dans SOUDAGNE, 2008.

Clergerie : « Toutes les mesures utiles pour assurer le succès... »

Enfin, comment expliquer que cet épisode de la bataille de la Marne, ou plutôt de la bataille de l'Ourcq, soit devenu un mythe ? Certainement du fait des vieux chauffeurs de taxis qui ne manquèrent pas de se glorifier de cette action guerrière : ils avaient même entendu (de loin) tonner le canon. De fait, ils avaient manifesté du courage alors que gouvernement, parlementaires et nombre de Parisiens avaient fui Paris.

Certainement aussi parce que la pittoresque opération taxis fut exploitée plus tard par le GQG pour diminuer le rôle décisif de Gallieni dans la bataille de la Marne, en feignant de le réduire à cette action accessoire. Conclusion : la bataille de l'Ourcq sera bien oubliée, de même que le rôle de Gallieni qui parvint à convaincre Joffre de contre-attaquer sur la Marne.

Mais le général Clergerie lui-même est peut-être aussi pour beaucoup dans cette mythification⁴². N'ayant sans doute pas participé aux convois et écrivant trois ans après les faits, il fournira à la grande presse (*Le Petit Journal* du 9 septembre 1917) des commentaires quasi idylliques sur cette opération⁴³. Voici un extrait : « Toutes mesures utiles pour assurer le succès du transport avaient d'ailleurs été prises. Il y eut deux itinéraires bien distincts réalisant une véritable noria. Chaque taxi était soigneusement visité et mis en état avant le départ. Chaque voiture en panne recevait l'aide de la première voiture de secours qui arrivait à sa hauteur. La distance d'une voiture à l'autre était de 20 mètres... ».

La réalité était bien différente⁴⁴. Pannes ou fausses pannes, accidents divers, erreurs de parcours, embouteillages, tentatives de fuite de quelques chauffeurs ont émaillé les trajets. Les véhicules ont circulé à vide sur la moitié du parcours et, surtout pour le premier convoi, ont connu une errance dans la nuit vers une destination inconnue, sans police de la route ni jalonnement aux carrefours, sans approvisionnement ni repos. La discipline de marche n'était pas respectée, les chauffeurs ne maintenaient pas leur place et roulaient à des vitesses différentes, parfois à deux ou trois voitures de front... D'autres véhicules plus lents avaient été intégrés aux convois, ne permettant pas de respecter la vitesse prévue. Flux montant et descendant étaient mélangés, gênés en outre par le flot des réfugiés. Officier attaché à Gallieni, J.-B. Gheusi témoigne que « c'est à la suite des randonnées vertigineuses en automobile de ces journées de septembre que le général Gallieni souffrit cruellement des premières atteintes du mal qui devait l'emporter⁴⁵ ».

42. Mis en disponibilité pour maladie, il se retira dans sa propriété du Pouyaud à Trélissac (plaque), où il mourut en 1927 (GAY, 1999).

43. *Le Petit Journal* du 9 septembre 1917 (PORTE T., 2006).

44. PORTE T., 2006, p. 106.

45. GHEUSI, 1917. Clergerie mourra en 1916. Alain Sartre fait remarquer que « pour ce qui concerne les "cafouillages" dans l'exécution, on peut presque les considérer comme normaux

Joffre vainqueur de la Marne ?

En fait, selon le colonel T. Porte, la description du général Clergerie, dans *Le Petit Journal*, est « un récit de circonstance, sinon de commande⁴⁶ ». Elle est écrite plus de trois ans après les faits. Surtout, elle se place plus de dix-huit mois après l'organisation de la « Voie Sacrée », entre Bar-le-Duc et Verdun, via le PC de Pétaïn à Souilly : cette route, sans cesse rechargée, transporta, elle, chaque semaine, 90 000 hommes et 50 000 tonnes de munitions, au rythme d'un camion toutes les 14 secondes.

Dans son texte, Clergerie mentionne les règles fixées en fait un mois après les événements de l'Ourcq qu'il relate⁴⁷. De surcroît, il s'inspire de l'image de la fameuse *noria* des camions Berliet de Verdun. En bref, il décrit l'odyssée des taxis Renault de l'Ourcq comme elle aurait dû être et non comme elle a été. Veut-il se donner le beau rôle et ne pas se faire oublier par l'Histoire ? Veut-il ranimer le souvenir de Gallieni, son chef ? Veut-il minimiser le rôle du trop prudent Joffre, proclamé « vainqueur de la Marne » ? Ce Joffre qui avait tout fait, lui, pour minorer le rôle essentiel de son ennemi Gallieni et pour faire oublier la bataille de l'Ourcq...

Et pourtant, c'est sur cet article du célèbre *Petit Journal*⁴⁸ que va s'appuyer une grande partie de la légende des « Taxis de la Marne ». Tellement populaire que l'aventure de ces cinq bataillons, voiturés en taxis par des pères civils, est venue peu à peu masquer le rôle de la 6^e armée, forte de 100 000 hommes environ (soit 25 fois plus nombreux), à laquelle ils étaient venus prêter main forte sur l'Ourcq⁴⁹. Grâce à cette armée du général Maunoury, Paris était sauvé. Poussé - non sans mal - par Gallieni, Joffre se décidait enfin à passer à l'offensive et la bataille de la Marne allait repousser l'ennemi et le contraindre à s'enterrer dans les tranchées (fig. 11).

Brochant là-dessus, c'est peu à peu que s'est imposée l'idée que ce renfort assez dérisoire de 4 000 soldats⁵⁰, improvisé dans l'urgence et acheminé dans le désordre, avait pu renverser, de façon décisive, le cours de cette bataille de l'Ourcq puis de la Marne qui allait opposer 700 000 soldats français à 900 000 soldats allemands : cinq armées françaises contre quatre armées allemandes sur un front de 350 km, étendu de Paris à Verdun.

dans la mesure où aucune opération de ce genre n'ayant jamais eu lieu, il a fallu tout inventer sur la conception et les contraintes liées à la mise en place d'une noria de véhicules : dépannages, ravitaillement, etc. Les enseignements de cette première expérimentation, quelle que soit sa portée stratégique ou tactique réelle, n'ont pas été perdus et ont, semble-t-il, largement servi à la mise en place des convois de la Voie sacrée, avec l'efficacité que l'on sait. » (SARTRE, *in litt.*, 22 mai 2013).

46. PORTE T., 2006, p. 106.

47. Direction des services automobiles des armées, 15 octobre 1914 : *Instruction provisoire au sujet des transports de troupes en automobile*.

48. Tiré à 850 000 exemplaires en 1912.

49. Dans la revue *L'Illustration* de septembre 1914 (n^{os} 3733 à 3735), d'ordinaire si riche en illustrations, on ne trouve ni texte ni photos concernant la si pittoresque épopée des taxis de la Marne.

50. Soit 4 % des troupes françaises engagées sur l'Ourcq.

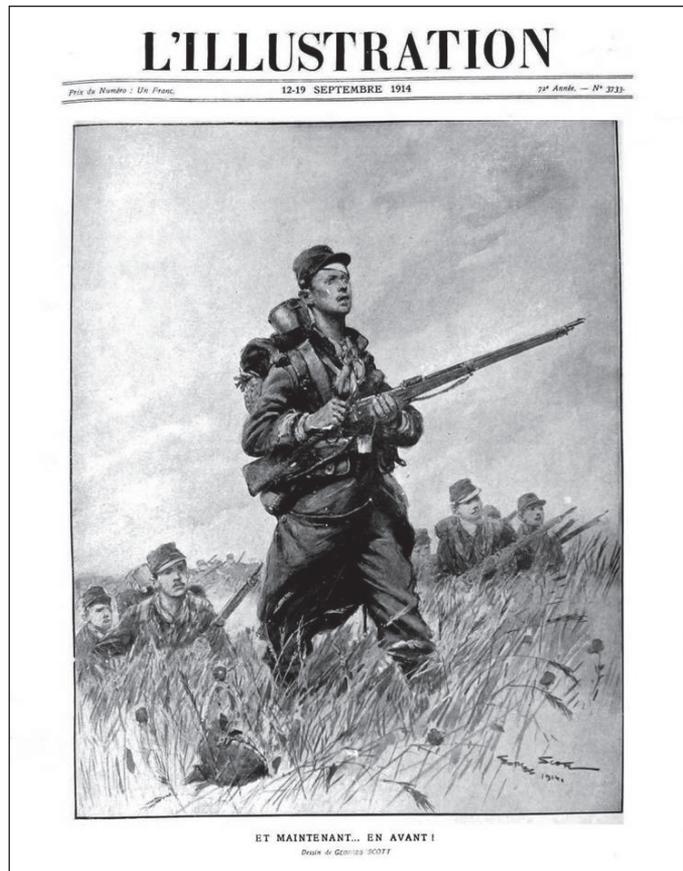


Fig. 11. *Et maintenant en avant ! Harcelé au téléphone par Gallieni, Joffre déclenche - enfin - la bataille de la Marne le 7 septembre.*

Sous le commandement de Joffre, Gallieni attendra un an sa croix de guerre et, commandeur de la Légion d'honneur, il mourra peu après en 1916, lors d'une intervention de la prostate. Il sera fait maréchal de France à titre posthume en 1921 seulement⁵¹. Joffre sera fait maréchal mais tout de suite mis à l'écart en 1916 après la si coûteuse offensive de la Somme.

Après la Marne, le général Clergerie quittera le commandement de Paris ; il sera promu général de division et inspecteur général des travaux du génie des armées, puis mis en disponibilité pour maladie en 1917. Il se retirera à Trélissac où il mourra en 1927.

51. BERNERT, 1966, p. 102.

La conclusion de cet *imbroglio* pourrait revenir au sage Gallieni, le catalyseur de cette victoire de la Marne. Peu avant sa mort en 1916, il avait bien résumé le problème : « On a un peu exagéré l'importance des taxis, mais enfin c'était une bonne idée, quoique toute simple⁵² ».

B. et G. D.⁵³

Bibliographie et sources

- BABIN (G.), « Comment fut préservé Paris. La bataille de l'Ourcq », *L'Illustration*, n° 3744, 5 décembre 1914, p. 442.
- BERNERT (P.), « Les taxis de la Marne », dans GUILLEMINAULT (G.), *La France de la Madelon*, Paris, éd. Denoël, 1966, p. 25-102.
- BARTILLAT (C. de), « Les taxis de la Marne. 7, 8 et 9 septembre 1914. Mythes et réalités », dans COLLECTIF, *L'épopée des taxis de la Marne*, Jaignes, éd. La Chasse au Snark, 1999, p. 49-59.
- BLOND (G.), *La Marne*, Paris, éd. Presses de la Cité, 1962.
- CARRÉ (cdt H.), *La véritable histoire des taxis de la Marne, 6, 7 et 8 septembre 1914*, Paris, éd. Chapelot, 1921 (préface du général Maunoury).
- CARRÉ (cdt H.), « La véritable histoire des taxis de la Marne », *Lisez-moi historique*, n° 13, 5 septembre 1934.
- CLERGERIE (gal J.-B.) et DELAHAYE D'ANGLEMONT (cne), *Le rôle du gouvernement militaire de Paris du 1^{er} septembre au 12 septembre 1914*, Paris, éd. Berger-Levrault, 1920.
- CLERGERIE (J.), « La journée des taxis racontée par son initiateur », *Le Petit Journal*, dimanche 9 septembre 1917, p. 1 (avec portrait de l'auteur et carte).
- COLLECTIF, « L'inauguration de la plaque du général Clergerie », *L'Argus du Périgord*, 27 septembre 1933.
- COLLECTIF, *L'épopée des taxis de la Marne*, Jaignes, éd. La Chasse au Snark, 1999.
- CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS, « Inauguration d'une plaque commémorative en l'honneur du général Clergerie en 1933 », suppl. au *Bulletin municipal officiel* du 17 octobre 1999, p. 3891-3894.
- CORVISIER (J.-C.), *Sur la route des taxis de la Marne. De Gagny à Nanteuil-le-Haudouin, Saint-Cyr-sur-Loire*, éd. Alan Sutton, 2010.
- DIRECTION DES SERVICES AUTOMOBILES DES ARMÉES, *Instruction provisoire au sujet des transports de troupes en automobile*, 15 octobre 1914, SHD-Terre, GQG/DA/DSA, 16N2733 et SHD-Terre, EMA/4e bureau, 7N727 Suppl. (cité par PORTE T., 2006).

52. Cité par MARIUS-ARY LEBLOND, 1920, p. 56.

53. UMR 7194 du CNRS. gilles.delluc@orange.fr. Nos respectueux remerciements vont au colonel H. Balaguer (CR) et à M. Alain Sartre (Association du Musée militaire des gloires et souvenirs du Périgord), qui ont bien voulu relire ce texte et nous ont apporté d'utiles informations.

- DELLUC (B. et G.), « Petit-Breton, un champion cycliste à Périgueux », *BSHAP*, t. CXXX, 2003, p. 365-372.
- DUTOUR (J.), *Les taxis de la Marne*, Paris, éd. Gallimard, 1956.
- GADAUD (Dr F.), « En l'honneur du général Clergerie », *La Petite Gironde*, 23 août 1933, 1 p.
- GALLIENI (G.), *Les carnets de Gallieni, publiés par son fils Gaëtan Gallieni*, Paris, éd. Albin Michel, 1932.
- GALLIENI (J.), *Mémoires du Maréchal Gallieni. La défense de Paris, 26 août-11 septembre 1914*, Paris, éd. Fayard, 1928 (reprint éd. de l'Officine, 2008).
- GAY (J.), « Le général Jean-Baptiste Clergerie », *BSHAP*, t. CXXVI, 1999, p. 37-39.
- GHEUSI (P.-B.), « Le sacrifice de Gallieni », *Le Petit Journal*, dimanche 9 septembre 1917, p. 1 (courte lettre).
- GHEUSI (P.-B.), « Préliminaires et notes », dans GALLIENI (G.), *Les carnets de Gallieni, publiés par son fils Gaëtan Gallieni*, Paris, éd. Albin Michel, 1932.
- MARIUS-ARY LEBLOND (pseudonyme de G. Athénas et A. Merlot), *Gallieni parle...*, Paris, éd. Albin-Michel, 1920.
- MAUNOURY (M. J.), « Le plus beau souvenir de Maunoury », *Le Petit Journal*, interview du dimanche 9 septembre 1917, p. 1 (avec portrait de l'auteur).
- MIQUEL (P.), *La bataille de la Marne*, Paris, éd. Perrin, 2003.
- MOURRE (M.), *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*, Paris, éd. Bordas, 1986.
- PENAUD (G.), *Dictionnaire biographique du Périgord*, Périgueux, éd. Fanlac, 1999.
- PENAUD (G.), *Le grand livre de Périgueux*, Périgueux, éd. La Lauze, 2003.
- PORTE (It-col. T.), « Légende et enseignements des taxis de la Marne », *Doctrine*, n° 8, mars 2006, p. 104-106.
- PORTE (R.), « Le mythe des taxis de la Marne », dans *Les secrets de la Grande Guerre*, Paris, éd. Librairie Vuibert, 2012, p. 71-83.
- RESSI (M.), *L'Histoire de France en 1000 citations*, Paris, éd. Eyrolles, 2011.
- SOUDAGNE (J.-P.), *Les taxis de la Marne*, Rennes, éd. Ouest-France / Edilarge SA, 2008.
- THERS (A.), *La bataille de la Marne, Joffre sauve la France*, Paris, éd. Histoire et Collections, 2002.
- VAUGRENARD (A.), *Le lycée de Périgueux, 1914-1918*, 2012, site Internet : etablissementbertrandeborn.net

Sortie du 21 septembre 2013. Autour de Lalinde

par Alain de TESSIÈRES

L'excursion du 21 septembre 2013, limitée à l'après-midi comme il est traditionnel pour la sortie d'automne, a été un grand succès avec deux cars.

Accueillis à Pezuls par M. le maire et M. Francis Castillon, passionné de l'histoire locale, nous avons découvert l'église (fig. 1) sous la conduite de M. Alain Blondin. Cet édifice est complexe par ses remaniements multiples, dont plusieurs à l'époque romane (dont le mur nord datant du XI^e siècle) et gothique, et par ses restaurations modernes qui rendent difficiles la lecture de ses murs. Sa restauration, soutenue par une association, est quasiment achevée et la mairie poursuit ce travail sur la fontaine Sainte-Anne et l'ancien lavoir. Un tour du bourg, sous la conduite de M. le maire, nous fit passer devant deux bâtiments, l'ancien relais de poste et l'ancien presbytère (fig. 2) datant des XVII^e et XVIII^e siècles.

La deuxième étape se fit sur le site de l'ancien prieuré de Saint-Meyme-de-Rozens (Mauzac-et-Grand-Castang) qui dépendait de l'abbaye de Fontevault. Après le traditionnel exposé historique, son propriétaire, M. Jean-Loup Daele, nous commenta les quelques éléments archéologiques subsistants (fig. 3) dans un site comportant de nombreuses cavernes autrefois habitées en flanc de falaise.

L'arrêt suivant, à Drayaux (commune de Lalinde), permit à M. Jean-Marie Védrenne de rappeler la mémoire de l'ancienne église démolie en 1880 avec comblements des tombeaux des châtelains de Sauveboeuf. Le cimetière disparut en 1939. L'affichage de deux articles de notre *Bulletin*



Fig. 1. L'église de Pézuls (clichés J.-P. Bidaut et M.-N. Chabry).



Fig. 2. L'ancien presbytère de Pezuls (cliché M.-N. Chabry).



Fig. 3. Vestiges du prieuré de Saint-Meyme-de-Rozens (Mauzac-et-Grand-Castang) (cliché J.-P. Bidaut).



Fig. 4. Château de La Rue (Lalinde) (cliché J.-P. Bidaut).

(t. CXXV, 1990 et CXXX, 2003) montrait le croquis réalisé par Léo Drouyn ainsi que les seuls éléments subsistants ayant été transférés dans la nouvelle église (reliquaire et fonds baptismaux).

Une marche d'une dizaine de minutes nous conduisit au château de La Rue (Lalinde) (fig. 4) que ses propriétaires envisagent d'ouvrir dorénavant au public. M. l'abbé de Chantérac nous accueillit en rappelant que sa famille, d'origine périgordine, avait dû quitter notre province au cours de la Révolution pour s'installer ultérieurement en Bretagne. Son père, désireux de revenir en Périgord, acheta ce château il y a une soixantaine d'années et entreprit sa restauration, car il avait été très démoli par Lakanal. La physionomie de la partie du château subsistante a été fortement marquée par les aménagements réalisés sur l'ancien château fort en 1515 à l'occasion d'un mariage d'Abzac et d'Aubusson de La Feuillade. La visite nous permit d'accéder aux principales pièces des deux étages

(cuisine avec un sol en pisé, puis au premier, grand salon et petit salon) ainsi qu'au sommet du donjon, en passant par la chambre voûtée du guetteur. L'escalier en colimaçon se termine par une voûte en palmier dont M. l'abbé nous commenta la symbolique particulièrement intéressante des sculptures. La décoration de peintures du XVI^e siècle en partie subsistante dans le grand salon va être restaurée par la DRAC et rappelle les peintures de l'oratoire du château de La Roque (Meyrals) et de l'église de Saint Léon-sur-Vézère.

A. de T.

La journée se termine autour du verre de l'amitié, après que le président ait remercié nos hôtes et les organisateurs pour la réussite de cette sortie.

PETIT PATRIMOINE RURAL

La fontaine Bugeaud à Excideuil

Jean DARRINÉ
et Catherine SCHUNCK
La Pierre Angulaire*

Au centre-ville d'Excideuil (place Bugeaud), sur une plateforme hexagonale en pierres soigneusement assemblées, est construit un bassin cylindrique en pierre, recouvert de plaques en fonte, au centre duquel s'élève une colonne en pierre, œuvre du sculpteur Moreno, à deux vasques ornées de motifs aquatiques. En bas de cette colonne sont placés quatre cygnes d'où partent un nombre égal de doubles barres porte-seaux (fig. 1 à 4).

La fontaine est alimentée par les eaux captées de la source de Leyraudie (lieu-dit de Saint-Martial-d'Albarède) à la suite d'un accord passé entre son propriétaire, Monsieur de Beauregard, et la municipalité d'Excideuil, le premier accordant gratuitement la concession, mais demandant, à titre compensatoire, « un bassin pour son jardin de la rue des Cordeliers ».

Aussi étonnant que cela puisse paraître, la ville d'Excideuil n'aurait pas sa fontaine sans la grosseur de la duchesse de Berry en 1833 !

Démonstration : le 31 janvier 1833, rentrant chez lui à 5 heures du matin après une soirée parisienne de gala, le général Bugeaud trouva un

* La Pierre Angulaire (Maison des associations, 12, cours Fénelon, 24000 Périgueux, <http://www.lapierreangulaire24.fr>).



Fig. 1. La fontaine Bugeaud à Excideuil.



Fig. 2. Les cygnes et la colonne supportant la vasque inférieure.



Fig. 3. La colonne supportant la vasque supérieure.



Fig. 4. La partie terminale de la colonne.

ordre de mission l'enjoignant de se rendre à la citadelle de Blaye où, depuis quelques semaines, était emprisonnée la duchesse à la suite d'une tentative manquée d'insurrection dans l'ouest de la France contre le roi Louis-Philippe qu'elle considérait comme un usurpateur. Arrivé à Blaye le 3 février, il eut

des contacts difficiles avec la duchesse qu'il soupçonna d'être enceinte. Les soupçons devenus certitude, il se montra conciliant, voire galant, ce qui contribua à améliorer leurs relations jusqu'à les rendre amicales. La duchesse accoucha d'une fille, Anna-Maria, née le 10 mai, morte peu de temps après. Dans le courant de l'été, Bugeaud accompagna en Italie, auprès de son mari, la duchesse enfin libérée. Le ministre de l'Intérieur, satisfait de l'habileté avec laquelle Bugeaud avait accompli sa délicate mission, lui demanda d'accepter une gratification que l'intéressé refusa : « Vous m'avez fait faire un sale boulot, vous pouvez la garder » aurait-il répondu.

Il changea d'avis lorsque, membre du conseil municipal d'Excideuil, il prit conscience de l'absolue nécessité d'amener l'eau courante dans la cité. Il accepta donc la somme de 20 000 francs du ministère dont il fit deux parts à utiliser pour l'adduction d'eau : la plus grosse, 15 000, alla à Excideuil, l'autre, 5 000, à Lanouaille. La fontaine d'Excideuil est toujours en place, celle de Lanouaille fut détruite.

Les archives du maire de l'époque, Barbary de Langlade, permettent de suivre pas à pas la construction de la fontaine et son financement.

Par lettre du 3 juin 1833, le préfet informe le maire de l'envoi d'un mandat de 15 000 francs et du désir du donataire de voir cette somme utilisée à l'alimentation en eau du bourg. Quelques jours plus tard, le 27, il annonce sa venue à Excideuil pour régler les modalités de l'installation de la fontaine. Le 17 juillet, il informe le maire des résultats de ses démarches concernant la technique à utiliser.

Les appels d'offre pouvaient dès lors être lancés et le furent en septembre. Le sculpteur Moreno livrait « une fontaine en pierre avec deux vasques » pour la somme de 572 francs. Pour les autres travaux, à savoir ferblanterie, plomberie, terrassement, pavage, pose d'une canalisation en plomb, construction d'un aqueduc, de réservoirs, de bassins, mise en place de bornes fontaines, le devis retenu fut celui du sieur Pierre Durepaire-Varenne, plombier ferblantier à Angoulême, qui s'élevait à 8 313 francs, sous la caution de Jean Blongeau, boulanger à Périgueux, qui pour cela hypothéquait sa maison de la place de la Clautre.

Les travaux commencèrent en octobre sous la surveillance du préfet Jégou qui recommandait au maire :

« Par prudence et pour être sûr de donner à la ville tout le produit de la source, je crois devoir vous conseiller de placer la fontaine principale au-dessous du point où vous désirez la voir. Je pense qu'elle sera bien à l'intersection de l'axe de la halle avec celui de la rue des Cordeliers. Ce nouvel emplacement n'empêchera pas le service ni du bassin de Monsieur Beauregard, ni d'aucune des bornes fontaines. »

Mais le travail du sculpteur avançant plus vite que celui de l'entrepreneur, nouvelle lettre du préfet au maire, datée du 6 février 1834 :

« Le corps de fontaine à vasques qui doit être établi sur la place d'Excideuil et dont l'entreprise est donnée à Mr Moreno, sculpteur, est à peu près terminé ; comme je prévois que l'entreprise principale ne sera pas assez avancée pour que la fontaine puisse être posée avant le printemps, je vous prie de vouloir bien délivrer au nom de Mr Moreno qui a fait toutes les avances de fond, un premier mandat d'acompte de 300 francs ; Mr Cuménil m'annonce que la plupart des tuyaux courbes fournis par Mr Festugière lui ont paru défectueux. Veuillez bien me dire ce que vous en pensez afin que nous fassions refaire sans délai les tuyaux qui seront incapables de servir. »

Le 21 mai, les travaux étaient terminés puisque le maire recevait du préfet une lettre où il écrivait : « Je suis heureux d'apprendre que la fontaine à vasques exécutée par Mr Moréno soit du goût des habitants d'Excideuil. » Sur l'édifice une date inscrite, 1867, est celle d'une première restauration. Elle fut de nouveau nettoyée en 1997.

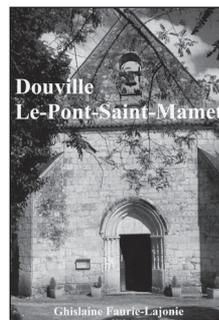
J. D. et C. S.

NOTES DE LECTURE

Douville. Le-Pont-Saint-Mamet

Ghislaine Faurie-Lajonie
chez l'auteur, 2013, 125 p., ill., 12 €

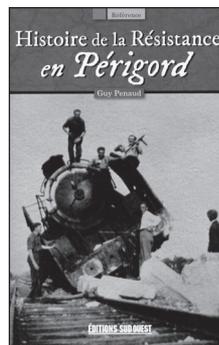
L'auteur, dont les ancêtres vivaient à Douville, nous livre un portrait vivant et complet de ce coin du Périgord. La géographie, l'histoire, l'économie mais aussi les faits contemporains sont tour à tour présentés. Les illustrations font revivre ces lieux, qui méritent sans doute d'être mieux connus. Ce travail précieux y contribuera certainement. ■ D. A.

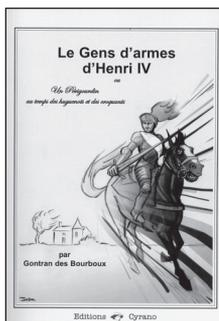


Histoire de la Résistance en Périgord

Guy Penaud
éd. Sud Ouest, 2013, 486 p., ill., 22,50 €

Excellente synthèse, très riche en détails, mûrie au fil des ans par un historien de grande valeur, connaissant parfaitement les faits, les lieux et les hommes de cette période complexe, tout particulièrement en Périgord, et les décrivant en toute impartialité. Elle est écrite en courts chapitres, faciles à lire et parfaitement ordonnés, sans s'attarder aux anecdotes, permettant à chacun de suivre la mise en place et l'évolution de ces petits groupes de résistants, dans un département longtemps à l'écart des grands événements de notre pays. Cette *Histoire de la Résistance en Périgord* porte le même titre que le volume publié par l'auteur en 1985, aux éditions Fanlac. C'était déjà le vrai premier livre consacré à ce difficile sujet. Mais aujourd'hui ce n'est pas un complément du précédent, c'est un livre tout à fait différent, plus riche, plus dense et plus fouillé, témoignant de la maîtrise et de maturité de l'auteur. Cet ouvrage est le bienvenu aujourd'hui, où cette période commence à entrer vraiment dans l'Histoire et où paraissent de nombreux ouvrages rapportant, souvent de façon ponctuelle et parfois orientée, des épisodes tragiques ou banals, et des portraits d'hommes héroïques ou malfaisants. C'est vraiment là un livre à avoir dans sa bibliothèque. ■ B. D.

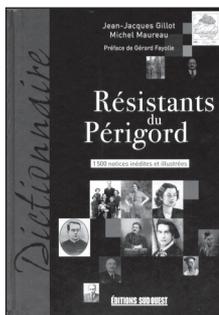




Le Gens d'armes d'Henri IV ou Un Périgourdin au temps des huguenots et des croquants

Gontran des Bourbonx
éd. Cyrano, 2013, 486 p., ill., 22,50 €

S'étant contraint dès le départ par quelque vingt pièces d'archives témoignant que son héros avait bel et bien existé, l'auteur, servi par une large érudition, des recherches très soignées et un style enlevé, fait littéralement revivre, avec une étonnante vraisemblance, un petit gentilhomme périgordin. Il nous en fait découvrir la vie familiale et l'aventure militaire dans la seconde moitié du XVI^e siècle. Nous y apprenons, avec force détails, comment on étudiait le droit au Collège de Périgord, à Toulouse, comment s'armait un gendarme, comment évolua la tactique de la cavalerie, lanciers devenus mousquetaires, et à quel point les débats religieux et le trouble des consciences divisèrent les familles. Cet ouvrage, inclassable, entre la biographie et la fiction romanesque, sûrement plus qu'un roman historique, a été couronné, en septembre, du grand prix de l'Académie des lettres & des arts du Périgord. ■ C.-H. P.



Résistants du Périgord. 1 500 notices inédites et illustrées

Jean-Jacques Gillot et Michel Maureau (préface de Gérard Fayolle)
éd. Sud Ouest, 2011, 635 p., ill., 29,50 €

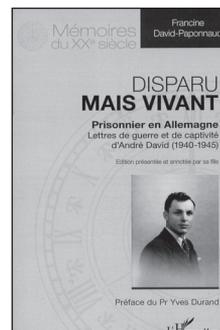
Cet ouvrage est le résultat du travail assidu et minutieux de deux historiens qui ont voulu faire le tri et comprendre ce que « résister » voulait dire pendant la guerre 1939-1945 en Dordogne. Pour ce faire, sans relâche, ils ont dépouillé les archives, interrogé les survivants, lu leurs prédécesseurs. Pièce par pièce, ils ont reconstitué la vie, la mort, le courage et parfois les revirements, de 1 500 personnages aux parcours les plus variés, en citant chaque fois leurs sources. Le résultat est une œuvre originale d'une richesse historique exceptionnelle. Ainsi que le dit Gérard Fayolle : « Il est rare d'être ému en feuilletant une série de notes biographiques. C'est pourtant ce qui survient en lisant l'ouvrage patiemment construit par ces deux chercheurs expérimentés... Diversité géographique... Diversité des engagements... Diversité des situations... Divergence des itinéraires... Ce dictionnaire est devenu livre d'histoire... Il contribue surtout à effacer en nous la détestable impression que laissent la défaite et la collaboration qui en découla. » Qu'on nous pardonne la formule mais c'est là l'indispensable et implacable *Who's who* de la Résistance dans notre province. ■ B. D.

Disparu mais vivant. Prisonnier en Allemagne. Lettres de guerre et de captivité d'André David (1940-1945)

Francine David-Paponnaud

éd. L'Harmattan, 2012, 287 p., ill., 29,50 €

L'origine de cet ouvrage, attachant et enrichissant, est la découverte, par Francine David-Paponnaud, d'un ensemble de lettres jaunies au fond du tiroir d'un vieux confiturier, à Saint-Geniès près de Sarlat. Ces lettres, pour la plupart écrites au crayon mine, avaient été minutieusement conservées par ses grands-parents : elles avaient été écrites durant la seconde guerre mondiale par leur fils, le père de l'auteur. À cette mine d'informations s'est ajoutée l'ensemble des lettres que le jeune homme avait écrites à sa fiancée, la mère de l'auteur. Ces correspondances de guerre et de captivité, depuis la période de la « drôle de guerre » jusqu'à la libération d'André David en avril 1945, classées chronologiquement, replacées dans leur contexte familial et historique, annotées avec concision et pertinence, richement illustrées de nombreuses photographies, permettent de comprendre comment on vivait chaque jour dans les stalags et comment ont été perçus par André et ses camarades prisonniers les événements de la seconde guerre mondiale. ■ B. D.



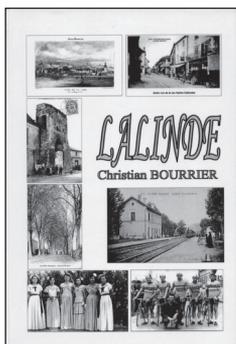
Le Périgord dans la seconde guerre mondiale. Chronique des années noires du Mussidanais et de l'ouest de la Dordogne

Patrick Rolli

éd. L'Histoire en partage, 2012, 505 p., ill., 28 €

Patrick Rolli est un jeune diplômé en Histoire (Université Bordeaux III), Ethnologie et Anthropologie (Université Bordeaux II) et Histoire des civilisations (École des hautes études en sciences sociales de Paris) qui, depuis plusieurs années, s'est particulièrement penché sur l'histoire de la période 1939-1945 d'abord dans la région de Mussidan, puis dans l'ouest du département de la Dordogne et enfin dans tout le Périgord. Son ouvrage *Le Périgord dans la seconde guerre mondiale. Chronique des années noires du Mussidanais et de l'ouest de la Dordogne* est le fruit de ses minutieuses recherches. Recherches fouillées dans les archives publiques ou privées, mais surtout recueil de nombreux témoignages auprès de ceux qui ont vécu ces années marquées par des drames ou des actes héroïques. Par un texte particulièrement bien documenté et rehaussé par de nombreuses illustrations souvent inédites, il fait revivre une période, des événements, des hommes et des femmes avec un talent certain. Les historiens spécialistes de cette époque découvriront au fil des pages une approche nouvelle des faits et des gestes des maquisards, des victimes, qu'elles soient mortes au combat ou déportées, et même des actions criminelles de l'occupant et de ses complices. Les autres lecteurs ne pourront qu'être passionnés par la lecture de cet ouvrage de plus de 500 pages, d'autant que cette région du Périgord, du fait de la présence de la ligne de démarcation, de la grande activité des groupes de combattants de l'ombre, qu'ils soient de l'AS ou des FTP (félicitations à l'auteur pour avoir retrouvé la minute du procès de l'amiral Platon) et des opérations répressives des troupes de la Wehrmacht, des services de police de Vichy ou des nazis et de la brigade nord-africaine de la bande Bonny-Lafont, a largement payé son tribut pour la libération de notre territoire. Il s'agit donc d'un livre remarquable qui fait honneur à son auteur et qui rend hommage à tous ceux et à toutes celles qui ont combattu, parfois jusqu'au sacrifice suprême, pour la liberté de cette région du Périgord, et donc pour celle de la France. Pas étonnant donc que ce livre ait été récompensé en 2012, lors des Clochers d'Or, pour la ville de Périgueux par le prix de l'Institut Eugène Le Roy. ■ G. P.



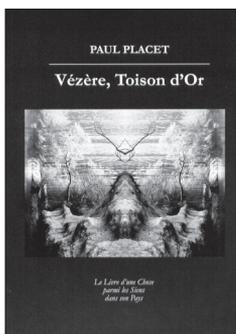


Lalinde

Christian Bourrier

éd. Feuille à Feuille, 229 p., ill., 28 €

L'auteur aborde l'histoire de Lalinde à partir de photos et de cartes postales anciennes qui permettent d'introduire les différents thèmes choisis. En raison même de ce choix, c'est la vie contemporaine de la petite cité des bords de la Dordogne qui est privilégiée, bien que le passé de cette ancienne bastide soit aussi évoquée. Malgré la richesse de l'iconographie, cet ouvrage n'est pas qu'un recueil de photos ou de tableaux. Le texte se lit agréablement et permet de se plonger dans la vie quotidienne d'une petite ville et d'évoquer des monuments aujourd'hui disparus comme l'ancienne église, détruite en 1902, ou la maison Chavagnac. C'est tout un passé qui resurgit avec ses temps forts comme les fêtes, ses comices agricoles et ses foires-expositions et la félibrée de 1968. ■ P. P.



Vézère, Toison d'Or

Paul Placet

éd. des Pechs de Sarlat, 2013, 200 p., ill., 17 €

Paul Placet, fidèle à sa méthode, nous amène par des cheminements dont il détient le secret d'écriture à découvrir la vallée de la Vézère que nous connaissons par cœur. C'était ce que nous pensions avant qu'il ne nous la présente d'une façon si personnelle que, finalement, nous descendons le cours d'une rivière inconnue. Nous voilà donc embarqués pour un voyage en Vézérie, cette terre mystérieuse, riche de ses millénaires de civilisation mais aussi terre nouvelle créée par le magicien Paul Placet. Même si les noms cités nous sont familiers : Tayac, les Beunes, Limeuil... nous explorons un monde de poésie.

Les chênes noirs, les gravures de Bernifal, le sorcier de Saint-Cirq jalonnent ce parcours que nous suivons pour la première fois. Il s'agit d'un parcours vivant et plein de surprises : les premiers habitants croisent notre chemin et, de Gorge d'Enfer à Commarque, le passé lointain se mêle aux souvenirs personnels de l'auteur. Conscient de devenir un initié, le lecteur s'avance, loin des formules pour guides touristiques, dans des territoires réenchantés. ■ G. F.

Ont participé à cette rubrique : Dominique Audrerie, Brigitte Delluc, Claude-Henri Piraud, Guy Penaud, Patrick Petot, Gérard Fayolle.

Les auteurs et éditeurs, désireux de voir mentionnés dans les rubriques du *Bulletin* leurs ouvrages sur le Périgord sont invités à adresser un exemplaire de leur publication en service de presse au siège de la SHAP (18, rue du Plantier, 24000 Périgueux). Ainsi, l'ouvrage sera répertorié, chroniqué et inventorié dans notre bibliothèque.

COURRIER DES CHERCHEURS ET PETITES NOUVELLES

par Brigitte DELLUC

VIE DE LA SOCIÉTÉ

- L'assemblée générale ordinaire de notre compagnie est prévue statutairement le premier mercredi du mois de janvier. En l'absence de quorum et en raison de la décision prise lors de l'assemblée générale du 6 février 2013, pour faciliter le travail de la comptabilité, elle est reportée au premier mercredi du mois de mars soit le 5 mars 2014.

- Vu le nombre des articles relatifs au thème de la politique, une deuxième livraison de notre *Bulletin* lui sera consacrée : la première livraison de 2014.

- Pour célébrer le 140^e anniversaire de notre société (1874-2014), nous envisageons de consacrer une livraison spéciale aux dessins de notre ancien président Anatole de Roumejoux (1893-1902).

À la suite des voyages à Rome puis en Sicile, François Michel est en train de travailler sur un projet de voyage en Sardaigne pour 2014. Des précisions vous seront communiquées par courriel et seront disponibles sur notre site Internet dès que possible. Les personnes intéressées sont invitées à se faire connaître auprès de notre secrétariat (05 53 06 95 88 ou shap24@yahoo.fr).

COURRIER DES CHERCHEURS

- M. Jean-Pierre Boissavit (Le Puy-Saint-Astier, 24110 Saint-Astier) a lu dans *La nouvelle revue Lorraine* une information qui mérite attention : le Parlement européen voudrait faire disparaître la conservation des données

personnelles à des fins historiques. L'amendement officiel est nommé « le droit à l'oubli ». L'association des Archivistes français et les généalogistes craignent que soient ainsi menacées toutes les informations relatives à la mémoire du passé.

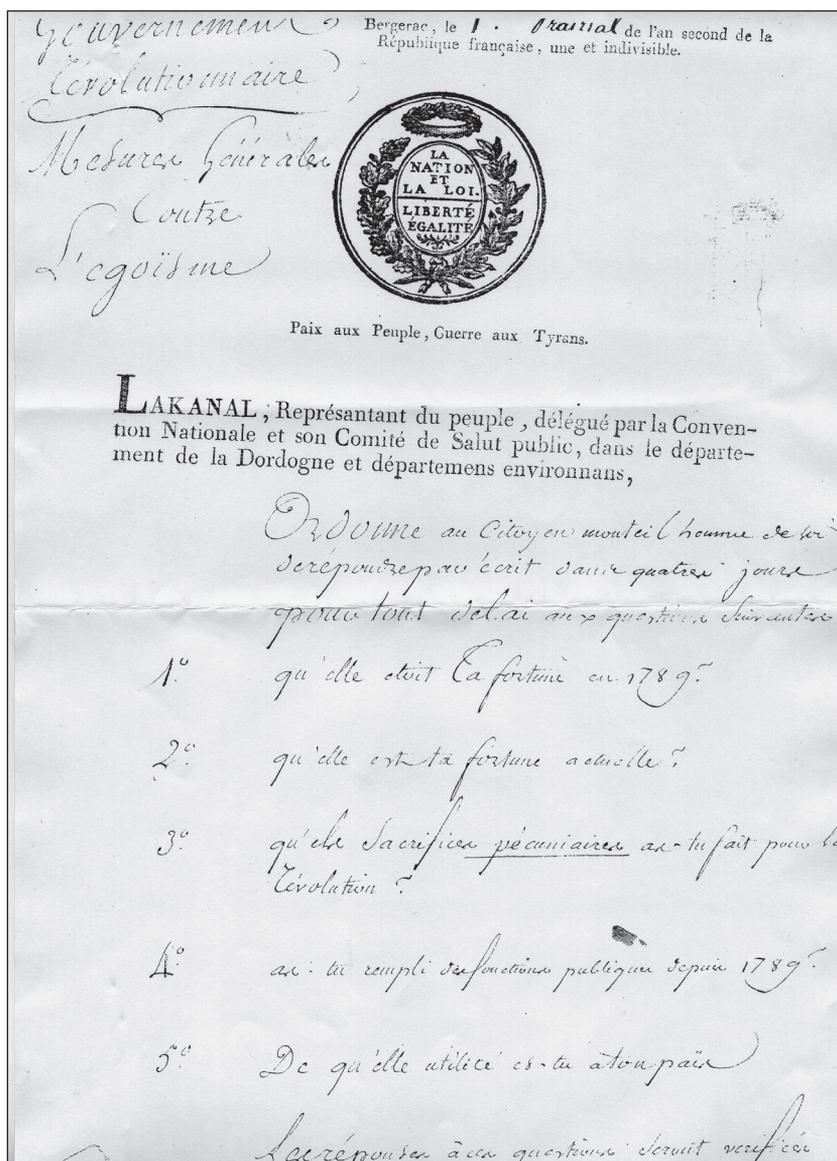


Fig. 1.

- M. Roger Morand-Monteil, ancien bâtonnier, avocat à la cour (place du Jardin public, 24100 Bergerac ; morand-monteil@orange.fr) nous adresse la copie d'un document trouvé par lui dans les archives de la propriété familiale de La Mouline à Bergerac (fig. 1). « Ce questionnaire de Lakanal ressemble à celui que nous avons reçu au lendemain de la guerre pour chiffrer le montant de l'impôt sur la plus-value des patrimoines entre 1940 et 1945. À l'exception cependant du titre qui était autrement significatif en 1792, puisqu'il s'agissait de la « lutte contre l'Egoïsme ». Pierre Augustin Monteil, avocat, s'est empressé de donner la réponse attendue par Lakanal : cette réponse comporte, en un style digne des écrivains de l'époque, une large énumération de ses biens faisant apparaître, de même que ses parents, qu'il était "pauvre mais honnête". »

- M. Jean-Paul Durieux (22, avenue de la Gare, 54350 Mont-Saint-Martin) attire l'attention sur un article de *Télérama* du 26 juin 2013 : « 1913, en villégiature, le Tout-Paris débarque à Deauville » (déposé à la bibliothèque), qui rappelle l'importance qu'a eue le caricaturiste Sem dans la représentation de la société d'alors.

- M. Jacques Poyer, ancien préfet (Jacques.Poyer@laposte.net), très intéressé par les publications du *BSHAP* sur le général de Marguerittes, signale un dossier réuni en 1984 par M. Jean Rémy (Allemands, 24600 Ribérac), à l'époque président de la section de la Dordogne des « Médailleurs de la Résistance française » et indique qu'il continue ses recherches sur les activités de ce personnage en particulier en 1944-1945.

- M. Jean-Jacques Gillot (jean-jacques.gillot@laposte.net) donne des informations sur Paul Lapuyade. « Il avait fait 14-18. Il partit dans la sécurité militaire en Turquie et revint à Périgueux. D'abord indic du régiment militaire anti-communiste, membre du PPF (et aussi membre de la SHAP...), il devint secrétaire de la LVF avant de s'affiler à la *Sipo-SD* allemande et de fraterniser avec les "bicots" de Villaplana, supplétifs de mauvais souvenir de la police allemande. [Son exécution] au stand de tir de garnison, en septembre 45, régla un contentieux et calma les passions. » Dans son ouvrage *Chroniques des années de guerre en Périgord*, J.-J. Gillot consacre 40 pages à cet individu et à sa famille.

DEMANDES DES CHERCHEURS

- M. Jean-Michel Linfort (Sudrat, 24660 Notre-Dame-de-Sanilhac) recherche : 1 - tous renseignements et témoignages concernant l'observation d'un phénomène lumineux classé selon les sources officielles comme OVNI et apparu dans le ciel périgordin dans les années 1970 ; 2 - tous documents photographiques relatifs à l'étape du Tour de France 1961 Bergerac-Périgueux et aux passages successifs du Tour de France en Périgord.

- L'amiral Thierry Bonne (thierry.bonne@pechmangor.com) essaie de compléter l'historique du château de Puymangou. Il recherche : 1 - tous

documents concernant ce château (propriétaires successifs, état des lieux, travaux, en particulier ceux qui ont transformé le logis du XV^e siècle en petit château au XVII^e siècle...); 2 - les liens de parenté, de filiation, d'héritage qui permettent de relier avec précision le château de Puymangou au XVII^e siècle à Hyppolite Bouchard et Roger d'Esparbès, à Marie d'Esparbès et la famille Chapelle de Jumilhac, et, enfin à la famille Saunier de Montplaisir; au XVIII^e siècle à Isabelle de La Cropte et à François-Isaac de La Cropte de Bourzac (on peut consulter à la bibliothèque le recueil des actes concernant Puymangou et mentionnant les différents protagonistes, établi par le demandeur).

- M. Serge Tardy (9, route des Colys, 24460 Château-l'Évêque) cherche la localisation géographique précise du repaire noble de Jaumard (Jaumart, Jaumar) à Neuvic-sur-l'Isle, qui appartenait à la famille Buade. Il ne figure pas sur la carte de Belleyme.

INFORMATIONS

- M. Pascal Semonsut (pascal.semousut@laposte.net) annonce la sortie de son livre *Le passé du fantasme* aux éditions Errance. Il « étudie et analyse la représentation de la Préhistoire en France depuis 1940, tant dans la fiction que dans l'enseignement. Il fait une large place aux sites du Périgord et au musée des Eyzies ».

- Les 16 tomes de *Gallia Christiana* sont directement et gratuitement téléchargeables sur Internet, à partir de wikipedia.

- M. Maurice Biret (maurice-biret@orange.fr) annonce la parution de son ouvrage *Trigant-Gautier, un maire protestant à La Roche-Chalais (1804-1808)*, aux éditions Les Livres de l'Îlot pour le 9 décembre 2013.

CORRESPONDANCE POUR

« COURRIER DES CHERCHEURS ET PETITES NOUVELLES »

Pour insérer une demande de recherche ou pour communiquer une information, on peut écrire à M^{me} Brigitte Delluc, secrétaire générale, SHAP, 18, rue du Plantier, 24000 Périgueux ou utiliser son courriel : gilles.delluc@orange.fr (à l'attention de Brigitte Delluc).

Les illustrations photographiques doivent être communiquées sous forme d'un tirage papier ou numérisée en format JPG (en 300 dpi). Compter deux mois minimum de délai pour la publication dans cette rubrique.

Sommaire et table des illustrations du tome CXL (2013) du *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*

SOMMAIRE DU TOME CXL - ANNÉE 2013

Conseil d'administration pour 2012-2014	3
Rapport moral 2012, par la secrétaire générale B. Delluc	5
Rapport financier 2012, par la trésorière M.-R. Brout.....	8
Comptes rendus des réunions mensuelles :	
novembre 2012, présidence de G. Fayolle, C.R. de B. Delluc, secrétaire générale	11
décembre 2012, présidence de D. Audrerie, C.R. de B. Delluc, secrétaire générale	15
janvier 2013, présidence de G. Fayolle, C.R. de B. Delluc, secrétaire générale	20
février 2013, présidence de G. Fayolle, C.R. de B. Delluc, secrétaire générale	139
mars 2013, présidence de G. Fayolle, C.R. de B. Delluc, secrétaire générale	146
avril 2013, présidence de G. Fayolle, C.R. de B. Delluc, secrétaire générale	151
mai 2013, présidence de G. Fayolle, C.R. de B. Delluc, secrétaire générale	295
juin 2013, présidence de G. Fayolle, C.R. de B. Delluc, secrétaire générale	301
juillet 2013, présidence de D. Audrerie, C.R. de B. Delluc, secrétaire générale	307
août 2013, présidence de G. Fayolle, C.R. de B. Delluc, secrétaire générale	433
septembre 2013, présidence de G. Fayolle, C.R. de B. Delluc, secrétaire générale	437
octobre 2013, présidence de G. Fayolle, C.R. de B. Delluc, secrétaire générale	442

ARTICLES DE FOND

AVRILLEAU (Serge), Autour de la collégiale de Saint-Astier. Quelques éléments d'histoire traditionnelle et de chronologie (VI ^e - XVII ^e siècles)	171-186 (ill.)
BARITAUD (Thierry), L'abbaye romane Saint-Pierre de Saint-Astier.....	159-170 (ill.)
BAUNAC (Stéphane), La circulation de l'information et la presse en Dordogne à la fin du XIX ^e siècle. Réalité locale et échos d'outre-Manche. 2 ^e partie : le cas de Jack l'Éventreur.....	55-86 (ill.)

BERNOT (Jacques), Le mariage de la dernière des Talleyrand-Périgord	87-96 (ill.)
BODDART (Francis A.), Les tribulations de l'abbé François-Paul Ardilier, aumônier du roi aux îles Saint-Pierre-et-Miquelon, agriculteur émérite en Périgord.....	29-54 (ill.)
BOURGÈS-AUDIVERT (Monique) et GOSSARE (Miton), Le modillon de la chapelle Saint-Blaise de Bigaroque (Le Coux-et-Bigaroque)	27-28 (ill.)
BLIGNIÈRES (Gilles de), Un conflit nobiliaire à Gauléjac au XVII ^e siècle	351-356 (ill.)
CHAUVIN (Agnès), Auguste Claverie, le parcours remarquable du propriétaire du château des Milandes en 1900	357-362 (ill.)
DELLUC (Brigitte et Gilles), Dans notre iconothèque : Les hôpitaux militaires en Dordogne pendant la Grande Guerre	111-126 (ill.)
DELLUC (Brigitte et Gilles), Dans notre iconothèque et dans les archives : Les squelettes de l'abri de Cro-Magnon. Datation et pathologie. Évolution des idées.....	243-274 (ill.)
DELLUC (Brigitte et Gilles), Dans notre iconothèque : La comète de 1910 dans le Haut Périgord.....	405-406 (ill.)
DELLUC (Brigitte et Gilles), Dans notre iconothèque et dans l'histoire de France : Le général Clergerie entre Gallieni et Joffre	547-562 (ill.)
D'HONDT (Jean-Loup), Les grands zoologistes du Périgord (<i>addendum</i>)	363-366 (ill.)
DUJARRIC DE LA RIVIÈRE (Jean-René), « Le sable dans les rognons ». Comment Montaigne soignait ses calculs	347-350 (ill.)
EGNELL (Erik), La bataille de Vergt	319-346 (ill.)
FILHOL (Emmanuel), Le sort des Tsiganes en Dordogne et en Aquitaine pendant la seconde guerre mondiale.....	367-404 (ill.)
GEORGET (Charles) et CHARLIER (Philippe), Les ossements des sépultures à répit de l'église de Saint-Jean-de-Côle.....	233-242 (ill.)
LAPOUGE (Hervé), Michèle Brunet (1913-2006). De la place du Canton à <i>Lecture pour tous</i>	97-110 (ill.)
LAPOUGE (Hervé), Henri Laforest (1904-1989) et les élections législatives de 1956 et 1958	513-546 (ill.)
LAURENT (Catherine), Des représentations inédites de saint Front et de saint Astier dans l'église de Boulazac.....	223-232 (ill.)
LINFORT (Jean-Michel), Du Cartel des gauches au Front populaire, Maxence Bibié, un ministre emblématique et méconnu sous la III ^e République.....	451-472 (ill.)
NOBLET (Julien), La collégiale Notre-Dame-de-Pitié de Biron : une chronologie renouvelée.....	199-222 (ill.)
PIRAUD (Claude-Henri), La <i>Chronique de Gùtres</i> (920-1030). Une source méconnue pour l'histoire de Saint-Astier.....	187-198 (ill.)
PIRAUD (Claude-Henri), Une dédicace campanaire (1536) à l'église Saint-Martin de Connezac	315-318 (ill.)
PUYAUBERT (Jacques), Un radical au cœur de la vie politique du Périgord : Georges Bonnet. 1 ^{re} partie : Servir une ambition (1919-1939).....	473-494 (ill.)
SCHUNCK (François), Rapport de Marcel-Edmond Naegelen à la réunion du conseil municipal de Strasbourg tenue à Périgueux le 24 avril 1940.....	495-512 (ill.)

VARIA

BLONDIN (Alain) et BÉTOIN (Jean-Pierre), Sortie du 22 juin 2013. La Double et le Verteillacois.....	407-412 (ill.)
--	----------------

FAYOLLE (Gérard), Éditorial : La gestion financière de la SHAP.....	25-26
FAYOLLE (Gérard), Éditorial : Autour d'un millénaire	157-158 (ill.)
FAYOLLE (Gérard), Éditorial : Le Périgord et l'Italie.....	313
FAYOLLE (Gérard), Éditorial : Un peu de politique	449-450
G. D., Jacques Lagrange (1934-2013)	431-432 (ill.)
MICHEL (François), À la découverte de la Sicile 28 juin - 5 juillet 2013	413-418 (ill.)
TESSIÈRES (Alain de), Sortie du 21 septembre 2013. Autour de Lalinde.....	563-566 (ill.)

PETIT PATRIMOINE RURAL

SCHUNCK (Catherine), Le moulin de Lafargue à Saint-Michel-de-Villadeix.....	275-280 (ill.)
DARRINÉ (Jean) et SCHUNCK (Catherine), La fontaine Bugeaud à Excideuil...	567-570 (ill.)

COMPTES RENDUS BIBLIOGRAPHIQUES

<i>Les notaires ayant exercé en Périgord, Quercy, Limousin aux XIII^e-XV^e siècles,</i> par B. Fournioux (Dominique Audrerie).....	127
<i>Patrimoine et développement durable. Septièmes rencontres patrimoniales de Périgueux,</i> collectif (François Michel).....	127
<i>Histoires de Neuvic-sur-l'Isle,</i> par J.-J. Elias (Gérard Fayolle).....	128
<i>Ombres et lumières de la vicomté de Turenne. Quatre familles de vicomtes,</i> par J.-L. Pradels (Alain Blondin).....	128
<i>Joseph Joubert. Le repos dans la lumière,</i> textes choisis et présentés par J. Mambrino (Francis A. Boddart).....	129
<i>Yves Guéna. Le parcours d'un gaulliste historique,</i> par G. Penaud (Gérard Fayolle)	129
<i>Joseph Lakanal (1762-1845) : apôtre de la République,</i> par J.-P. Tarin (Claude-Henri Piraud)	130
<i>Florilège du petit patrimoine rural bâti du Périgord,</i> par les membres de la Pierre Angulaire (Dominique Audrerie)	281
<i>Saint-Martial-d'Albarède, village du pays d'Excideuil en Haut-Périgord.</i> <i>Le paradoxe du pauvre mais bon terroir,</i> par F. A. Boddart (Gérard Fayolle)	281
<i>Réfugiés alsaciens et mosellans en Périgord sous l'Occupation. 1940-1945,</i> par C. et F. Schunck (Jeannine Rousset).....	282
<i>Truffe et trufficulture,</i> par J.-M. Olivier, J.-C. Savignac et P. Sourzat (Dominique Audrerie).....	282
<i>Montmège. Une seigneurie, trois lignages. L'histoire d'une famille,</i> par P. Esclafer de La Rode et C. Morand du Puch (Gérard Fayolle).....	283
<i>Paysans du Périgord en révolte (XVII^e -XX^e siècle) : tous des croquants ?</i> <i>Actes du colloque de Saint-Saud-Lacoussière (24 et 25 juin 2011),</i> collectif (Dominique Audrerie)	283
<i>Le médecin périgourdin qui brava Napoléon,</i> par A. Bernard (Brigitte Delluc)...	284
<i>Monographies des communes du canton de Laforce. Pour servir à l'enseignement</i> <i>de l'histoire et de la géographie locales,</i> sous la dir. de M. Maysou (Brigitte Delluc).....	419
<i>Laure Gatet : une intellectuelle en Résistance,</i> sous la dir. de D. Charbonnel (Gérard Fayolle)	419
<i>L'Empire des sciences... naturelles. Cabinets d'histoire naturelle des lycées</i> <i>impériaux de Périgueux & d'Angoulême,</i> sous la dir. de F. Gires (Brigitte Delluc).....	420

<i>20 octobre 1587. Coutras, la bataille</i> , collectif (Claude-Henri Piraud)	420
<i>Je me souviens du Général</i> , par M. Testut (Gérard Fayolle).....	421
<i>Lanquais, un village et son château</i> , par N. Rigoulet (Dominique Audrerie)	421
<i>Lanquais. Voyage en images dans le passé</i> , par B. Burgaud (Dominique Audrerie).....	421
<i>À l'école de Saint-Avit-Sénieur. Les Cahiers d'Alice 1891-1900</i> , par É. Promis (Jeannine Rousset).....	422
<i>Douville. Le-Pont-Saint-Mamet</i> , par G. Faurie-Lajonie (Dominique Audrerie).....	571
<i>Histoire de la Résistance en Périgord</i> , par G. Penaud (Brigitte Delluc)	571
<i>Le Gens d'armes d'Henri IV ou Un Périgourdin au temps des huguenots et des croquants</i> , par G. des Bourboux (Claude-Henri Piraud)	572
<i>Résistants du Périgord. 1 500 notices inédites et illustrées</i> , par J.-J. Gillot et M. Maureau (Brigitte Delluc)	572
<i>Disparu mais vivant. Prisonnier en Allemagne. Lettres de guerre et de captivité d'André David (1940-1945)</i> , par F. David-Papoulaud (Brigitte Delluc)	573
<i>Le Périgord dans la seconde guerre mondiale. Chronique des années noires du Mussidanais et de l'ouest de la Dordogne</i> , par P. Rolli (Guy Penaud).....	573
<i>Lalinde</i> , par C. Bourrier (Patrick Petot).....	574
<i>Vézère, Toison d'Or</i> , par P. Placet (Gérard Fayolle).....	574

COURRIER DES CHERCHEURS ET PETITES NOUVELLES

DELLUC (Brigitte).....	131-135 (ill.)
DELLUC (Brigitte).....	285-290 (ill.)
DELLUC (Brigitte).....	423-426 (ill.)
DELLUC (Brigitte).....	575-578 (ill.)

ILLUSTRATIONS DU TOME CXL - ANNÉE 2013

Cartes et plans

Établissements de soins de Dordogne, guerre 1914-1918	120
Église de Saint-Astier	163
Crypte de l'église de Saint-Astier.....	166
Château de Biron, d'après le relevé d'A. L'Huillier	206
Église Saint-Jean-Baptiste de Saint-Jean-de-Côle, emplacements des sépultures ..	234
Moulin de Lafargue (Saint-Michel-de-Villadeix), plan cadastral de 1832	277
Moulin de Lafargue (Saint-Michel-de-Villadeix), carte de Belleyme	279
Carte du Périgord du début du XVI ^e siècle, <i>Periguria</i>	306
La région de Vergt, bataille de Vergt, 1562.....	323
Camps d'internement pour Tsiganes en France durant la seconde guerre mondiale	382
Le front le 5 septembre 1914	550
Convois des taxis de la Marne, 5-6 septembre 1914	552

Documents

Affiche, affaire Jack l'Éventreur, 1888	61
Lettre signée Jack l'Éventreur, 1888.....	67
Couverture de la revue <i>Scories</i>	103

Couverture de <i>Grignac et mon amour</i> , par M. Brunet.....	104
Couverture de <i>L'aube du troisième jour</i> , par M. Brunet.....	106
Couverture de <i>Comme le fleuve</i> , par M. Brunet.....	107
Couverture de <i>Aux carreaux de l'auberge</i> , par M. Brunet.....	108
Médaille et diplôme de la Société de secours aux blessés militaires attribués à Madelaine Delluc, 1917.....	115
Tampons à encre de quelques hôpitaux périgordins, guerre 1914-1918.....	122
Couverture de <i>Les notaires ayant exercé en Périgord, Quercy, Limousin aux XIII^e-XV^e siècles</i> , par B. Fournioux	127
Couverture de <i>Patrimoine et développement durable. Septièmes rencontres patrimoniales de Périgueux</i> , collectif.....	127
Couverture de <i>Histoires de Neuvic-sur-l'Isle</i> , par J.-J. Elias.....	128
Couverture de <i>Ombres et lumières de la vicomté de Turenne. Quatre familles de vicomtes</i> , par J.-L. Pradels	128
Couverture de <i>Joseph Joubert. Le repos dans la lumière</i> , textes choisis et présentés par J. Mambrino.....	129
Couverture de <i>Yves Guéna. Le parcours d'un gaulliste historique</i> , par G. Penaud..	129
Couverture de <i>Joseph Lakanal (1762-1845) : apôtre de la République</i> , par J.-P. Tarin	130
Schéma des résections cutanées à effectuer pour obtenir la correction des rides du visage, extrait d'un article de R. Passot, élève de S. Pozzi	132
Descendance simplifiée de Thion, comte de Paris, d'après la <i>Chronique de Gùtres</i>	191
Squelette d'un enfant découvert à Saint-Jean-de-Côle, ossements et fiche de conservation.....	237
Humérus gauche du squelette d'un enfant découvert à Saint-Jean-de-Côle.....	239
Radius droit et gauche du squelette d'un enfant découvert à Saint-Jean-de-Côle ..	239
Fragment mandibulaire gauche du squelette d'un enfant découvert à Saint-Jean- de-Côle.....	239
Radiographie numérique du fragment mandibulaire gauche d'un enfant découvert à Saint-Jean-de-Côle	239
Relevés téléradiographiques de Cretot.....	240
Côte du squelette d'un enfant découvert à Saint-Jean-de-Côle	240
Ilium du squelette d'un enfant découvert à Saint-Jean-de-Côle	241
Ensemble des ossements d'un enfant découverts à Saint-Jean-de-Côle	241
Action du <i>weathering</i> sur un os long	241
Couverture de <i>Florilège du petit patrimoine rural bâti du Périgord</i> , par les membres de la Pierre Angulaire.....	281
Couverture de <i>Saint-Martial-d'Albarède, village du pays d'Excideuil en Haut- Périgord. Le paradoxe du pauvre mais bon terroir</i> , par F. A. Boddart	281
Couverture de <i>Réfugiés alsaciens et mosellans en Périgord sous l'Occupation. 1940-1945</i> , par C. et F. Schunck.....	282
Couverture de <i>Truffe et trufficulture</i> , par J.-M. Olivier, J.-C. Savignac et P. Sourzat	282
Couverture de <i>Montmège. Une seigneurie, trois lignages. L'histoire d'une famille</i> , par P. Esclafer de La Rode et C. Morand du Puch.....	283
Couverture de <i>Paysans du Périgord en révolte (XVII^e - XX^e siècle) : tous des croquants ? Actes du colloque de Saint-Saud-Lacoussière (24 et 25 juin 2011)</i> , collectif	283
Couverture de <i>Le médecin périgourdin qui brava Napoléon</i> , par A. Bernard.....	284
Lettre du commandement départemental FFI concernant la réquisition de notre immeuble en 1944	287
Publicité pour l'ouvrage d'A. Claverie sur la hernie, 1926.....	360

Publicité pour une ceinture pour homme des établissements A. Claverie	360
Publicité pour un corset des établissements A. Claverie, 1907.....	360
Couverture d'un carnet anthropométrique d'identité de « nomade »	369
Plaque d'immatriculation de « nomade », loi du 16 juillet 1912.....	369
Fiche individuelle de « nomade », 1914	369
Inscription dans une carrière de Champeaux-et-la-Chapelle-Pommier	406
Couverture de <i>Monographies des communes du canton de Laforce. Pour servir à l'enseignement de l'histoire et de la géographie locales</i> , sous la dir. de M. Maysou.....	419
Couverture de <i>Laure Gatet : une intellectuelle en Résistance</i> , sous la dir. de D. Charbonnel.....	419
Couverture de <i>L'Empire des sciences... naturelles. Cabinets d'histoire naturelle des lycées impériaux de Périgueux & d'Angoulême</i> , sous la dir. de F. Gires.....	420
Couverture de <i>20 octobre 1587. Coutras, la bataille</i> , collectif	420
Couverture de <i>Je me souviens du Général</i> , par M. Testut.....	421
Couverture de <i>Lanquais, un village et son château</i> , par N. Rigoulet	421
Couverture de <i>Lanquais. Voyage en images dans le passé</i> , par B. Burgaud.....	421
Couverture de <i>À l'école de Saint-Avit-Sénieur. Les Cahiers d'Alice 1891-1900</i> , par É. Promis	422
<i>L'Avenir de la Dordogne</i> , 1936, extrait concernant Georges Bonnet	487
Tract électoral, Henri Laforest, élections législatives de 1936	518
Tract électoral, Yvon Delbos, élections législatives de 1951	518
<i>La Dordogne républicaine</i> , extrait concernant les élections législatives de 1951.....	518
Tract électoral, Henri Laforest, élections cantonales de 1954	520
Tract électoral, Henri Laforest, élections cantonales de 1955	520
Couverture du <i>Rapport de politique extérieure et de l'Union française</i> , par H. Laforest, 1954	520
Liste électorale, Henri Laforest, élections législatives de 1956.....	524
Courrier d'H. Laforest à P. Mendès France concernant la candidature de G. Bonnet, décembre 1955	524
Courrier de C. Héline à H. Laforest concernant l'exclusion de G. Bonnet, décembre 1955.....	524
Courrier de C. Héline au président de la fédération radicale-socialiste de la Dordogne concernant l'exclusion de G. Bonnet, décembre 1955	524
Tracts électoraux, Henri Laforest, élections législatives de 1956.....	524
Brouillon de profession de foi d'H. Laforest, élections législatives de 1956.....	528
Tract électoral, UDCA, élections législatives de 1956	528
<i>Le Démocrate du Périgord indépendant</i> , G. Bonnet candidat aux élections législatives de 1956, décembre 1955.....	528
<i>La Dordogne républicaine</i> , G. Bonnet candidat aux élections législatives de 1956, 24 décembre 1955.....	528
<i>La Dordogne républicaine</i> , G. Bonnet candidat aux élections législatives de 1956, 17 décembre 1955.....	528
Liste électorale, Parti communiste français, élections législatives de 1956	528
Liste électorale, SFIO, élections législatives de 1956	532
Liste électorale, Parti républicain radical et radical-socialiste et RGR, élections législatives de 1956	532
Liste électorale, UDCA, élections législatives de 1956.....	532
Liste électorale d'Action contre l'immobilisme, élections législatives de 1956 ...	532

Liste électorale du Rassemblement des groupes républicains et indépendants français, élections législatives de 1956.....	532
Liste électorale du Parti radical et radical-socialiste pour la défense des travailleurs, paysans et ouvriers et des classes moyennes, élections législatives de 1956	532
Courrier adressé à P. Mendès France par 56 élus de Dordogne à propos des élections de 1956	534
Tracts électoraux, Henri Laforest, élections législatives de 1958.....	536, 540
Tracts électoraux, Georges Bonnet, élections législatives de 1958	536
Tract électoral, Antoine Boutineau, élections législatives de 1958	536
Tract électoral, Pierre Passerieux, élections législatives de 1958	536, 540
<i>L'information républicaine et radicale de la Dordogne</i> , H. Laforest candidat aux élections législatives de 1958, novembre 1958	536
Tract électoral, Henri Laforest, élections législatives de 1973	540
<i>Le Démocrate indépendant</i> , Laforest candidat aux élections législatives de 1973, 24 février 1973.....	540
Inauguration du lycée mixte et des HLM, Nontron, 1964	544
Inaugurations de divers bâtiments, Nontron, 1966	544
Inauguration de l'avenue Louis-Pasteur, Nontron, 1974	544
Coupure de presse concernant la pose d'un médaillon sur le caveau d'Y. Delbos à Montignac, 1963	545
Bataille de l'Ourcq, 1914	556
Récit du lieutenant Lefas concernant les taxis de la Marne et le rôle de Petit-Breton	557
Couverture de <i>L'Illustration</i> , septembre 1914, bataille de la Marne	560
Couverture de <i>Douville. Le-Pont-Saint-Mamet</i> , par G. Faurie-Lajonie.....	571
Couverture de <i>Histoire de la Résistance en Périgord</i> , par G. Penaud	571
Couverture de <i>Le Gens d'armes d'Henri IV ou Un Périgourdin au temps des huguenots et des croquants</i> , par G. des Bourboux	572
Couverture de <i>Résistants du Périgord. 1 500 notices inédites et illustrées</i> , par J.-J. Gillot et M. Maureau	572
Couverture de <i>Disparu mais vivant. Prisonnier en Allemagne. Lettres de guerre et de captivité d'André David (1940-1945)</i> , par F. David-Paponnaud	573
Couverture de <i>Le Périgord dans la seconde guerre mondiale. Chronique des années noires du Mussidanais et de l'ouest de la Dordogne</i> , par P. Rolli ...	573
Couverture de <i>Lalinde</i> , par C. Bourrier	574
Couverture de <i>Vézère, Toison d'Or</i> , par P. Placet	574
Questionnaire de Lakanal adressé en 1795 à P.-A. Monteil.....	576

Événements

Taxis de la Marne, 2 ^e convoi, 1914	551
Réquisition des taxis de la Marne, 1914	551
Débarquement des soldats près de Nantheuil-le-Haudouin, 1914	553

Personnages

Blessé et personnel médical, hôpital de Périgueux, guerre 1914-1918	couv. 1 ^{re} livr.
Jean Murat et Aimé Clariond	13
Gaston et Violette Palewski	89

Micheline Suzanne Boutinaud, dite Michèle Brunet	99, 109
Famille Epinoux devant leur épicerie à Nontron	100
Paule Zélie Epinoux, Micheline Suzanne Epinoux et Maurice Boutinaud.....	101
Micheline Suzanne et Maurice Boutinaud	102
Samuel Pozzi.....	114
Blessés et personnel médical, hôpital complémentaire n° 15 installé à l'école normale de garçons à Périgueux, guerre 1914-1918	116
Blessés et personnel médical, hôpital auxiliaire n° 7 de Bergerac, guerre 1914-1918	116
Soldats et personnel médical devant l'hôpital temporaire n° 10 de Mussidan, guerre 1914-1918.....	117
Dr Charles Faguet, deux infirmières, dont Magdeleine Delluc, et un blessé, hôpital de Périgueux, guerre 1914-1918.....	123
Blessés de l'hôpital de Périgueux, guerre 1914-1918, photos de groupes.....	124
André Glory, Ernest Collard et Édouard Nief à Lascaux.....	132
Groupe de musiciens, début XX ^e siècle	133
Gerberge de Saxe	188
Michel de Montaigne	couv. 3 ^e livr., 348
André David et son orchestre inter-kommando en Allemagne	300
Blaise de Monluc	320
Jacques Lagrange dans la grotte de Villars en 1958	432
Membres de la Phalange africaine en 1944	447
Georges Bonnet vers 1920	476
Georges Bonnet sortant de l'Élysée, janvier 1938.....	490
Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères, à Genève, 1938	491
Georges Bonnet lors d'un congrès à Arcachon en 1938	492
Marcel-Edmond Naegelen et deux conseillers municipaux devant la chambre de commerce de Périgueux en 1940.....	497
Pierre Barraud, Marcel Jacquier, Félix Gadaud et Marcel-Edmond Naegelen, 1940	500
Marcel-Edmond Naegelen, Félix Gadaud et Marcel Jacquier	508
Henri Laforest enfant	515
Henri Laforest et ses frères et sœurs.....	515
Georges Laforest	515
Emma Jeanne Marie Picaud.....	515
Pierre André Joseph Louis Picaud	515
Henri Laforest	515, 520, 534, 540, 545
Henri Laforest, avocat.....	518
Henri Laforest, maire de Nontron, et son conseil, 1953	520
Henri Laforest, secrétaire d'État chargé des relations avec les États associés	520
Henri Laforest, secrétaire d'État à la Défense nationale et aux Forces armées	524
Robert Lacoste	528
André Denis	528
Henri Laforest, secrétaire d'État aux Forces armées	534
Georges Bonnet.....	536
Henri Laforest à la félibrée de 1959	544
F. Duquesne, E. Jabot, H. Laforest et F. Genat de la Société musicale de Nontron	544
Joseph Gallieni.....	549
Jean-Baptiste Clergerie	549
Petit-Breton	551
Le comte André Walewski	556

Architecture et sculpture civiles

Maison Ardilier (Excideuil)	couv. 1 ^{er} livr., 48
Place du Canton et café des Voyageurs à Nontron.....	98
L'Isle et le bourg de Saint-Astier	176
Maisons rue de la Fontaine à Saint-Astier, vestiges de fortifications	180
Château de Biron et la collégiale	200
Moulin de Lafargue (Saint-Michel-de-Villadeix)	276
Moulin de Lafargue, meules (Saint-Michel-de-Villadeix).....	278
Motifs sculptés dans une maison de Rosas à Sainte-Orse	288
Château de Fages (Saint-Cyprien)	324
Vestiges du donjon de Sainte-Alvère	331
Château et église de Groléjac.....	352
Façade de la maison Claverie, rue du Faubourg-Saint-Martin à Paris.....	358
Usine Claverie à Romilly-sur-Seine	361
Château des Milandes (Castelnaud-la-Chapelle)	362
Château de Puymangou.....	408
Manoir Saint-Sicaire (La Roche-Chalais).....	409
Château de Cumond (Saint-Antoine-Cumond).....	410
Château de La Meyfrenie (Verteillac).....	410
Château du Reclaud (Bourg-des-Maisons)	412
Théâtre antique de Ségeste (Sicile).....	415
Amphithéâtre romain de Syracuse (Sicile)	416
Taormine (Sicile)	416
Cefalù (Sicile)	416
Zisa à Palerme (Sicile).....	416
Café à Périgueux, 1913	424
Sculpture ornant une cheminée, à La Chapelle-Gonaguet.....	425
Chambre de commerce de Périgueux, fenêtres du bureau de Marcel-Edmond Naegelen	512
Manoir de Brognac (Teyjat).....	540
Château de la Rue (Lalinde)	566
Fontaine Bugeaud (Excideuil)	568
Fontaine Bugeaud (Excideuil), cygnes et colonne.....	568
Fontaine Bugeaud (Excideuil), colonne.....	568
Fontaine Bugeaud (Excideuil), partie terminale de la colonne.....	568

Architecture et sculpture religieuses

Modillon trouvé à Bigaroque (Le Coux-et-Bigaroque)	couv. 1 ^{er} livr., 28
Église Notre-Dame-des-Ardilliers à Miquelon.....	34
Statue de l'ermite Astérius à Saint-Astier.....	160
Église de Saint-Astier, marque de tâcheron médiévale.....	163
Église de Saint-Astier, mur d'arase roman	163
Église de Saint-Astier, vue d'ensemble des bas-reliefs romans.....	164
Église de Saint-Astier, sculptures des apôtres	164, 165
Église de Saint-Astier, Christ nimbé roman.....	165
Église de Saint-Astier, tête de diable sculptée dans modillon roman	165
Chapelle des Bois à Saint-Astier.....	172
Vestige de colonne aux Chapelles à Saint-Astier.....	176

Église de Saint-Astier	179
Collégiale de Biron, élévation méridionale	202
Église haute de Biron, face nord	206
Église haute de Biron, nef, vue vers le chœur	207
Église haute de Biron, chapelle nord, cloche	207
Église basse de Biron, nef, vue vers l'est	207
Église haute de Biron, piscine eucharistique du chœur	210
Église haute de Biron, niche du chœur	210
Église basse de Biron, portail occidental	210
Église haute de Biron, portail latéral	210
Église haute de Biron, <i>pietà</i>	213
Église haute de Biron, <i>pietà</i> , Armand de Gontaut	213
Église haute de Biron, <i>pietà</i> , mitre	213
Église haute de Biron, <i>pietà</i> , Pons de Gontaut	213
Église haute de Biron, <i>Mise au tombeau</i>	214
Église haute de Biron, tombeau de Pons de Gontaut	215
Église haute de Biron, tombeau d'Armand de Gontaut	216
Église Saint-Martin de Connezac	315
Église Saint-Martin de Connezac, inscription de la cloche	316
Cathédrale de Troyes, vitrail, Dioclétien et saint Sébastien	317
Église de Sainte-Aulaye	409
Église de Saint-Méard-de-Drôme	412
Cathédrale de Palerme (Sicile)	415
Église du Gesù à Palerme (Sicile)	415
Cloître de la cathédrale de Monreale (Sicile)	415
Chapelle palatine à Palerme (Sicile)	415
Temple à Sélinonte (Sicile)	415
Temple de la Concorde à Agrigente (Sicile)	416
Cathédrale de Noto (Sicile)	416
Église de Pézuls	564
Église de Pézuls, intérieur	564
Ancien presbytère de Pézuls	565
Vestiges du prieuré de Saint-Meyme-de-Rozens (Mauzac-et-Grand-Castang)	565

Objets mobiliers

Sarcophages de la place de la Clautre à Périgueux, fouilles d'avril 2012	144-144
Sarcophages, église de Saint-Jean-de-Côle	235
Étui de bois contenant du mercure découvert dans le mur d'une grange de Mauzens-Miremont	286
Couteau de Nontron	310
Revers d'un noble d'or, frappé à Londres sous Édouard III	317

Peintures, gravures et dessins

Dessin extrait d'un acte notarié médiéval	couv. 1 ^{re} livr.
Crieur de journaux vendant <i>The Star</i>	72
Gravure de Bertrand et Clair-Guyot représentant le dernier crime de Jack l'Éventreur, publiée dans <i>Le Petit Parisien</i> , 1891	83

L'évêque saint Front et l'ermite saint Astier, détail d'une huile sur toile conservée dans l'église de Boulazac	couv. 2 ^e livr., 226
Asterius guérissant la princesse de Saintonge, huile sur toile, XVII ^e siècle, conservée dans l'église de Saint-Astier.....	158
Baie romane du mur sud de la nef de l'église de Saint-Astier, dessin T. Baritaud..	163
Chapiteaux romans de la crypte de l'église de Saint-Astier, dessins	
A. de Rouméjoux	167
Tertre de Fronsac, lithographie J. Philippe	189
Église de Guîtres, lithographie J. Philippe.....	190
Les « Normands », extrait de <i>Passio Edmundi</i> d'Abbon de Fleury.....	190
Vue de Saint-Astier, dessin E. Arvengas.....	192
Ruines du château de Ribérac, croquis L. Drouyn.....	195
Église de Saint-Astier, croquis L. Drouyn, 1846	196
Vierge à l'Enfant, huile sur toile conservée dans l'église de Boulazac	225
Vierge à l'Enfant, huile sur toile conservée dans l'église de Boulazac, détail, saint Astier	226
Vierge à l'Enfant, huile sur toile conservée dans l'église de Boulazac, détail, blason des Saint-Astier du Lieu-Dieu et inscriptions	227
Crucifixion, huile sur toile conservée dans l'église de Boulazac.....	231
Le Sacré-Cœur et la comète de 1910, dessin.....	406
Peinture murale, église de Bourg-des-Maisons.....	411
Yvon Delbos, Maxence Bibié, Paul Painlevé, Georges Bonnet, dessin de Jean-Michel Linfort	couv. 4 ^e livr.
G. Bonnet, Y. Delbos, M. Bibié, C. Chautemps, E. Daladier, A. Sarraut, dessin de Jean-Michel Linfort	452
F. Gadaud, G. Bonnet, Y. Delbos, G. Faugère, M. Bibié, M. Michel, dessin de Jean-Michel Linfort	457
Maxence Bibié et Yvon Delbos, dessin de Jean-Michel Linfort.....	458
Gouvernement Daladier en 1934, dessin de Jean-Michel Linfort	464
Maxence Bibié, Georges Bonnet et Yvon Delbos en 1938, dessin de Jean-Michel Linfort	466
G. Bonnet, M. Bibié, Y. Delbos, J. Paul-Boncour, L. Blum, E. Daladier, A. Sarraut, C. Chautemps, E. Herriot, dessin de Jean-Michel Linfort	469
Antoine Gadaud, Pierre Magne, Oscar Bardi de Fourtou, Robert David, Albert Claveille, dessin de Jean-Michel Linfort.....	470
Yvon Delbos, Suzanne Lacore et Paul Faure, dessin de Jean-Michel Linfort	470
Georges Bonnet ministre des Finances en 1933, caricature de Cabrol.....	486
G. Bonnet, dessin de Jean-Michel Linfort	494
Marcel-Edmond Naegelen, caricature, 1953	497
H. Laforest, dessin de Jean-Michel Linfort	546

Tableaux et graphiques

SHAP, bilan actif.....	8
SHAP, bilan passif	9
SHAP, exercice 2012 et budget prévisionnel 2013.....	10
Âge des Tsiganes du camp de Beau-Désert (Mérignac, Gironde), 28 novembre 1940	383
Nombre de Tsiganes du camp de Beau-Désert (Mérignac, Gironde), 17 novembre-7 décembre 1940	384

Élections au conseil d'arrondissement de 1922, canton de Champagnac-de-Bélair (cartographie J. Puyaubert).....	478
Élections législatives du 22 avril 1928, 1 ^{er} tour, circonscription de Nontron (cartographie J. Puyaubert).....	481
Élections législatives du 4 mai 1932, 1 ^{er} tour, 1 ^{re} circonscription de Périgueux, électorat de Georges Bonnet (cartographie J. Puyaubert)	484

Préhistoire

Coupe des 2 abris de Cro-Magnon par M. Féaux	245
Coupe de l'abri sépulcral de Cro-Magnon par L. Lartet en 1868	247
Harpons, dont deux provenant de la Madeleine (extrait des <i>Matériaux...</i> , 1869)...	248
Coupe de l'abri de Cro-Magnon de L. Lartet modifiée par J. Bouchud en 1966, détail	256
Littorines de Cro-Magnon.....	258
Pointe de la Gravette et fléchette de Bayac (abri de Cro-Magnon)	261
Crâne féminin de Cro-Magnon	263
Crâne du « vieillard » de Cro-Magnon, lésion frontale	264
Crâne du « vieillard » de Cro-Magnon, lésion frontale, radiographie	264
Crâne du « vieillard » de Cro-Magnon, lésion maxillaire gauche	264
Crâne du « vieillard » de Cro-Magnon, lésion maxillaire gauche, radiographie ...	264
Vertèbre lombaire du « vieillard » de Cro-Magnon	269
Histiocytose langerhansienne.....	270

ADMISSIONS DE L'ANNÉE 2013

- M. Arnaud David, 8, rue Clouet, 75015 Paris (réintégration)
- M. et M^{me} Bédon Gilles et Geneviève, La Faye, 24600 Celles
- M. Belanger Raoul, La Faure Haute, 24260 Le Bugue
- M. Berbessou Michel, 90, avenue Édouard-Michel, 24660 Coulounieix-Chamiers
- M. Bernard Alain, 108, rue Lagrange-Chancel, 24000 Périgueux
- M. Boissat de Mazerat Sébastien, 24, rue Henry-Delagenière, 72000 Le Mans
- M. Bonnal Jean-Claude, 22, rue du Colonel-Raynal, porte 200 apt 222, 24000 Périgueux
- M. Carrère Lionel, Saint-Privat, 24420 Savignac-les-Églises
- M. Castro Roger, La Petite Maison dans la Prairie, Puybouchey, 24210 Brouchaud (réintégration)
- M. Cazauban Jean-Marie, 3, rue Mataguerre, 24000 Périgueux
- M^{me} Chadrou Pascale, 44, route du Puy de l'Arche, 24650 Chancelade
- M. Clerjoux-Rhodes Vincent, La Lande des Ormeaux, 24210 Ajat
- M^{me} de Coninck Christine, 7, rue Victor-Hugo, 24310 Brantôme
- M. Coustillas Jean-Paul, 33, rue Paul-Bert, 24000 Périgueux
- M^{me} David-Paponnaud Francine, 10, place des Impressionnistes, 92500 Rueil-Malmaison
- M. Delmarès Gérard, rue de la Halle, 24580 Rouffignac-Saint-Cernin
- M. Dumonteil Denis, 13, rue Louise-Michel, 24750 Boulazac
- M. Durrens Rémy, Le Haut-Bourlhieu, 24390 Cherveix-Cubas
- M. et M^{me} d'Eaubonne Philippe et Nicole, La Treille, 24250 Castelnau
- M^{me} Fargeot Josette, 4, chemin des Bourdaines, 24650 Chancelade
- M^{me} Fauconnier Anna et M. Rivolier Jacques, 30, rue du Clos-Chassaing, 24000 Périgueux
- M. Ferrer François, 10, rue Émile-Zola, 24110 Saint-Astier
- M^{me} Galinat Josette, Leyssioutet, 24330 Saint-Geyrac
- M^{me} Galliez Hélène, Linseuil, 24190 Neuvic

- M. Gelly Xavier, 90, avenue du Dr Schweitzer, résidence Odyssee, appt 14, 33600 Pessac
- M. Gérard Francis, Bernardières, 24340 Champeaux
- M^{lle} Guichard Isabelle, La Jubétié, 24320 Chapdeuil
- M. et M^{me} Guillot Pierre-Yves, 3, rue Ventenat, 87000 Limoges
- M^{me} Hirsh Denyse, Truffières, 24350 Grand-Brassac
- M. et M^{me} Hirsh David et Alexandra, Truffières, 24350 Grand-Brassac
- M. Hugues Christopher, Templars, La Roche, 24800 Saint-Paul-la-Roche
- M^{me} Lacaton Christine, Fongseigner, 24310 Bourdeilles
- M^{me} Laguë Luce, 6, rue des Mimosas, 24750 Trélissac
- M. Lecreux Jean-Yves, 34, rue Limogeanne, 24000 Périgueux
- Dr Martin Jean-Pierre, La Croix Saint-Quentin, 24200 Marçillac-Saint-Quentin
- M^{me} Messenger Chantal, 14, rue Saint-Gervais, 24000 Périgueux
- M^{me} Millet Agnès, Le Bourg, 24110 Manzac-sur-Vern
- M. Morabito Jean Sylvestre, 4, rue du Marais, 24130 La Force
- M. Palem Patrick, La Gatine, 24350 Tocane-Saint-Apre
- M. Parrot Yannick, Combemeunier, 24350 Montagrier
- M^{lle} Rebillou Monique, La Fontaine du Cros, 24330 Sainte-Marie-de-Chignac
- M^{me} Saint-Sever Monique, 30, avenue des Fleurs, 32800 Eauze
- M. et M^{me} Sanchez Michel, 7, route de la Filolie, 24750 Boulazac
- M. Santos-Dusser José, 16, rue des Remparts, 24000 Périgueux
- M^{me} Sumodhee Annie, Bézacou, 47290 Moulinet
- M. et M^{me} Valet Jean-Pierre, Les Deux Sources, 24260 Le Bugue
- M. Vareilles Pierre, Lespinasse, 24620 Tursac
- M. Vigier Charles, 12, résidence du Cantou, 24750 Boulazac
- M. Vigier Pascal, 7 bis, rue Dugommier, 44000 Nantes
- M^{me} Zuidema Christiane, 81, route de Ribérac, 24650 Chancelade (réintégration)

MEMBRES DÉCÉDÉS

Jacqueline Auriol, Marc Barbut, Claude Boisseuil, Madeleine Bories, Pierre-Antoine Brianchon, René Castanet, Christiane Faure, Janine de Fayolle, Jacques Lafond-Grellety, François Le Nail, Hélène Lestang, Christian Magnac, Jean-Guy Planche, Yves de Rasily, Alain Roussot, Marie-Roger Séronie-Vivien

